

**UNITED NATIONS  
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA**

6 JUN 1968

**LIBRARY  
ADDIS ABABA**



# **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

## **RAPPORT ANNUEL**

(1<sup>er</sup> mars 1968 - 14 février 1969)

**VOLUME I**

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**  
**DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE - SEPTIÈME SESSION**

**NATIONS UNIES**  
**New York, 1969**

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Télécommunications .....	115 - 121	26
Agriculture .....	122 - 132	27
Monnaie et finance .....	133 - 138	30
Développement social .....	139 - 147	32
Habitat, bâtiment et aménagement .....	148 - 157	34
Main-d'oeuvre et formation .....	158 - 166	36
Administration publique .....	167 - 175	39
Statistiques et démographie .....	176 - 190	41
Coopération technique .....	191 - 197	45
C. REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA COMMISSION	198 - 201	47
Liste des conférences, réunions, cycles d'études et stages de formation organisés en 1968 .....		48
D. INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION .....	202 - 209	50
Résumé des principales activités 1967-1968 .....	202 - 209	50
Formation .....	202	50
Recherche .....	203 - 207	50
Deuxième phase de l'Institut .....	208 - 209	51
E. RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET D'AUTRES ORGANISATIONS .....	210 - 236	51
Personnel commun .....	211 - 214	51
Réunions régionales interinstitutions .....	215 - 217	52
Réunions et projets conjoints .....	218 - 219	53
Participation à des réunions .....	220 - 234	53
Consultations et assistance entre secrétariats ...	235 - 236	56
F. PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR 1965-1968 .....	237 - 239	57

DEUXIEME PARTIE

NEUVIEME SESSION ET COMMEMORATION DU DIXIEME ANNIVERSAIRE  
DE LA COMMISSION

A. PARTICIPATION AUX SEANCES ET ORGANISATION DES TRAVAUX .....	240 - 623	65
Séance d'ouverture .....	240	65
Membres et participants aux séances .....	241 - 248	65
Pouvoirs .....	249	66
Election du Bureau .....	250	67
Activités marquant le dixième anniversaire de la Commission .....	251 - 257	67
Exposition des petites industries .....	252 - 257	67
Organisation des travaux .....	258	68

# TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
B. ORDRE DU JOUR .....	259 - 260	69
C. COMPTE RENDU DES DEBATS .....	261 - 623	75
MEMBRES ET MEMBRES ASSOCIES DE LA COMMISSION .....	261 - 266	75
Hommage à la mémoire de M. Eduardo Mundlane .	267	76
DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE ET EXAMEN DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DANS LA REGION .....	268 - 399	76
Résolutions commémoratives de la Commission économique pour l'Afrique .....	390 - 399	105
COMPTE RENDU DES ACTIVITES DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE AU COURS DE LA PERIODE BIENNALE FEVRIER 1967-FEVRIER 1969 .....	400 - 551	111
Planification du développement économique, projections et politiques .....	400 - 410	111
Coopération économique .....	411 - 421	113
Commerce international .....	422 - 433	115
Développement industriel .....	434 - 445	117
Mise en valeur des ressources naturelles ....	446 - 453	119
Transports et communications .....	454 - 464	121
Questions fiscales et financières .....	465 - 478	123
Agriculture .....	479 - 491	126
Développement des ressources humaines .....	492 - 510	128
Développement social .....	497 - 499	129
Main-d'oeuvre et formation .....	500 - 510	130
Administration publique .....	511 - 516	132
Programmes démographiques .....	517 - 524	133
Habitat, bâtiment et aménagement .....	525 - 533	134
Services statistiques .....	534 - 548	136
Science et technique .....	549 - 551	138
ADOPTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE .....	552 - 555	139
INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION .....	556 - 563	140
ASSISTANCE INTERNATIONALE A L'AFRIQUE .....	564 - 581	141
Assistance technique .....	574 - 581	143
RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES .....	582 - 587	145
RAPPORT DU COMITE DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION DU PERSONNEL .....	588 - 613	146

# TABLE DES MATIERES (suite)

## ANNEXES

	<u>Pages</u>
I. LISTE DES DELEGATIONS ET DES OBSERVATEURS A LA NEUVIEME SESSION DE LA COMMISSION .....	196
II. LISTE DES PUBLICATIONS ET DES PRINCIPAUX DOCUMENTS PUBLIES POUR LA NEUVIEME SESSION DE LA COMMISSION .....	215
III. MANDAT DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE .....	222
IV. REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE .....	227
V. DISCOURS PRONONCE PAR SA MAJESTE HAILE SELASSIE 1er, EMPEREUR D'ETHIOPIE, A LA SEANCE D'OUVERTURE .....	245
VI. DECLARATION DE U THANT, SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES .....	251
VII. DECLARATION DE M. ALLISON A. AYIDA, PRESIDENT SORTANT .	255
VIII. A. REPONSE DE M. TOM MBOYA, CHEF DE LA DELEGATION DU KENYA .....	267
B. REPONSE DE M. LISSOUBA, CHEF DE LA DELEGATION DU CONGO (BRAZZAVILLE) .....	271
IX. DECLARATION DE M. DIALLO TELLI, SECRETAIRE GENERAL ADMINISTRATIF DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE ..	274
X. DECLARATION DE M. DAVID OWEN, DIRECTEUR ADJOINT DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT .....	279
XI. DECLARATION DE M. VICTOR HCO, COMMISSAIRE A L'ASSISTANCE TECHNIQUE .....	288
XII. DECLARATION DE M. R. K. A. GARDINER, SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION .....	295



## ABREVIATIONS ET SIGLES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BAD	Banque africaine de développement
BCT	Bureau de la coopération technique
BIRD Banque	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BIT	Bureau international du Travail
CAC	Comité administratif de coordination
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDEP	Institut africain de développement économique et de planification
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du Travail
OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OUA	Organisation de l'unité africaine

PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPU	Union postale universelle

#### NOTE

On trouvera dans le document intitulé "Dixième anniversaire et neuvième session de la Commission économique pour l'Afrique : résumé des débats (3-14 février 1969)" les vues exprimées par les délégations des Etats membres au sujet du rapport "A la conquête de l'autonomie . dix ans de CEA, 1958-1968" (E/CN.14/424), ainsi que le sommaire des débats relatifs aux quatre résolutions commémoratives de la Commission.



## INTRODUCTION

1. Le présent rapport de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) constitue la deuxième partie du rapport d'activités du secrétariat durant les deux années qui ont suivi la huitième session de la Commission, soit du 1er mars 1968 au 2 février 1969 1/. La première partie du rapport 2/ a été soumise par le secrétaire exécutif au Conseil économique et social, à sa quarante-cinquième session, conformément aux termes de la résolution 1066 (XXXIX) du Conseil et au paragraphe 17 du mandat de la Commission dont le texte, tel qu'il a été modifié 3/, est le suivant :

"La Commission présentera au Conseil économique et social, une fois par an, un rapport complet sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires. Pour les années au cours desquelles la Commission ne se réunit pas en session, le secrétaire exécutif présentera au Conseil économique et social un rapport complet sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires, après approbation par le Président de la session considérée et communication aux Etats membres pour avis et toute modification nécessaire".

2. Cette deuxième partie est présentée à la neuvième session de la Commission, en même temps que la première, et sera soumise après adoption au Conseil économique et social qui l'examinera à sa quarante-septième session.

---

1/ Les activités antérieures de la Commission ont fait l'objet des rapports suivants présentés au Conseil économique et social : Rapport sur la première session (29 décembre 1958 - 6 janvier 1959) /Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément No 10 (E/3201)/, Rapport annuel (7 janvier 1959 - 6 février 1960) /Ibid., trentième session, Supplément No 10 (E/3320)/, Rapport annuel (7 février 1960 - 18 février 1961) /Ibid., trente-deuxième session, Supplément No 10 (E/3452/Rev.1)/, Rapport annuel (19 février 1961 - 3 mars 1962) /Ibid., trente-quatrième session, Supplément No 10 (E/3586)/, Rapport annuel (4 mars 1962 - 2 mars 1963) /Ibid., trente-sixième session, Supplément No 10 (E/3727/Rev.1)/, Rapport annuel (3 mars 1963 - 2 mars 1964) /Ibid., trente-septième session, Supplément No 10 (E/3864/Rev.1)/, Rapport annuel (3 mars 1964 - 23 février 1965) /Ibid., trente-neuvième session, Supplément No 10 (E/4004)/, Rapport annuel (24 février 1965 - 28 février 1966) /Ibid., quarante et unième session, Supplément No 5 (E/4173 et Corr.)/, Rapport annuel (24 février 1965 - 25 février 1967) /Ibid., quarante-troisième session, Supplément No 5 (E/4354 et Corr.1)/ et Rapport annuel (26 février 1967 - 29 février 1968) /Ibid., quarante-cinquième session, Supplément No 5 (E/4497)/

2/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément No 5 (E/4497).

3/ Ibid., par. 231-235.

NOTE LIMINAIRE DU SECRETAIRE EXECUTIF

3. La Commission économique pour l'Afrique termine sa première décennie d'existence et un rapport important a été publié pour donner une idée précise du sens de ses efforts au cours des 10 ans passés et indiquer les raisons pour lesquelles ses activités se sont inscrites dans une orientation constante et bien déterminée. Le rapport annuel couvrant les 12 mois du 26 février 1967 au 29 février 1968 ayant déjà été publié <sup>4/</sup>, celui-ci concerne la deuxième année du biennium écoulé depuis la huitième session de la Commission.

4. Il n'est plus permis aujourd'hui de méconnaître l'importance que revêt pour l'Afrique la notion de coopération. Dans les précédents rapports du secrétariat, les multiples raisons qui militent en faveur de cette coopération ont été largement évoquées. D'ailleurs, les pays africains eux-mêmes l'ont reconnue depuis longtemps puisque leur intérêt pour la coopération économique remonte à la première session de la Commission, au cours de laquelle le secrétaire exécutif avait été prié d'établir une étude fondée sur des données circonstanciées indiquant les principaux cas où les pays africains pourraient tirer un avantage réciproque du renforcement de leurs relations économiques. Bien plus, le principe de la coopération intra-africaine dans le domaine du commerce et du développement avait été approuvé par les chefs d'Etat lors de la création de l'OUA en mai 1963, ainsi que par les participants à la première session de la CNUCED.

5. Pourquoi donc la coopération intra-africaine est-elle apparue si nécessaire et se trouve-t-elle aujourd'hui être la condition de tout développement? Trois raisons essentielles commandent cette nécessité :

a) Premièrement, les pays africains doivent diversifier leur économie en s'industrialisant. C'est le seul moyen dont ils disposent pour limiter la détérioration des termes de l'échange qui affecte de plus en plus leurs exportations traditionnelles,

b) Deuxièmement, les pays africains, pour atteindre ce premier objectif, ne possèdent pas les ressources nécessaires pour installer, dans un cadre strictement national, des industries qui puissent satisfaire aux économies d'échelle,

c) Enfin se posent les problèmes commerciaux. Traditionnellement tournés vers l'extérieur, les pays africains, pour obtenir des conditions plus avantageuses, - devraient pouvoir jeter dans la balance des négociations tout le poids de leurs capacités combinées en tant que fournisseurs et acheteurs. Mais mis à part cet aspect qui, à lui seul, serait suffisant pour gagner l'adhésion des pays africains, il y en a aussi un autre qui est la nécessité maintenant démontrée de développer le commerce intra-africain. En effet, si les pays africains veulent intensifier leurs échanges, c'est d'abord vers l'Afrique qu'ils doivent se tourner eu égard aux augmentations tarifaires et autres restrictions en vigueur dans les pays développés.

<sup>4/</sup> Ibid., Supplément No 5 (E/4497).

Ce sont ces dures réalités qui ont inspiré le secrétariat dans le choix des méthodes qu'il a suivies dans l'accomplissement de sa mission.

6. Les bureaux sous-régionaux créés depuis la troisième session de la Commission deviennent des centres de plus en plus importants, dont le rôle est clairement défini, ce qui permet de les associer chaque jour plus étroitement aux activités tendant à favoriser la coopération multinationale. Il existe maintenant des groupements sous-régionaux correspondant aux sous-régions de la Commission et certains Etats membres souhaitent déjà déborder les frontières actuelles de ces sous-régions pour constituer de nouvelles associations économiques. En tout état de cause, les différentes communautés économiques qui ont vu le jour en Afrique ces dernières années offrent à la CEA les raisons d'une légitime fierté. En effet, tout groupement d'Etats constitué autour d'intérêts économiques communs a bénéficié des études entreprises par la Commission et de son assistance, et il semble qu'à l'avenir les Etats feront de plus en plus appel à ses fonctionnaires et aux experts mis à sa disposition par l'Assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. Réunie en novembre 1967, la Commission économique intérimaire de la Communauté de l'Afrique de l'est a étudié les moyens d'harmoniser les politiques dans divers domaines du développement économique. Si, en Afrique du centre, aucun calendrier précis n'est encore venu consolider les premières initiatives prises, il n'en est pas moins vrai que les pays de la sous-région ont déjà jeté à Brazzaville en avril 1966 les bases d'une coopération économique, en recommandant à leurs chefs d'Etat et de gouvernement la constitution d'un comité interministériel chargé d'élaborer des arrangements institutionnels à cette fin.

7. En Afrique de l'ouest, un protocole d'association a été mis au point en avril 1967 portant création d'une Communauté économique de l'Afrique de l'ouest et en avril 1968, une Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Afrique de l'ouest, convoquée à Monrovia, a adopté un protocole portant création du Groupe ouest-africain, auquel a été intégré le protocole d'association de la Communauté économique de l'Afrique de l'ouest proposée. Les pays du Maghreb de leur côté ont mis en place, avec l'assistance du secrétariat de la CEA, un organisme efficace de coopération économique. Ils ont créé des comités consultatifs pour les grandes industries, les transports, le tourisme, l'énergie et le commerce extérieur.

8. Mais une fois l'idée de coopération entièrement acceptée et les cadres de travail établis, il faudra leur donner un contenu. C'est ce que le secrétariat s'est efforcé de faire au cours de cette période biennale. Son action s'est développée en trois phases, bien que dans le temps il n'y ait pas eu de découpage précis. Il y a eu d'abord une première période consacrée aux études destinées à identifier les domaines de coopération possibles. Ces études ont mis en lumière non seulement les possibilités existantes mais aussi l'étendue des problèmes à surmonter. Au cours d'une deuxième phase, des missions de coordination ont été envoyées dans chaque sous-région en vue d'étudier les mécanismes à mettre en place pour assurer le fonctionnement de la coopération. Enfin, une troisième phase a porté et porte encore sur la mise en oeuvre effective de la coopération. Il est évident que, dans ce domaine, les plus

importantes initiatives reviennent aux pays africains eux-mêmes. La CEA, quant à elle, ne peut qu'encourager les efforts et les soutenir.

9. Cependant, il ne faut pas oublier que les nombreuses études mentionnées jusqu'ici n'ont été possibles que grâce au travail de chercheurs et d'experts étrangers à l'Afrique dont la CEA arrive, assez difficilement, à s'assurer la collaboration. Il est certain qu'un des plus grands handicaps de l'Afrique dans le domaine du développement économique reste encore le manque de cadres et de main-d'oeuvre qualifiée. C'est pourquoi le secrétariat, au cours de la période biennale, a prêté au problème de la formation une attention particulière. Après avoir rassemblé les renseignements nécessaires sur les moyens de formation existant aussi bien en Afrique qu'en dehors du continent, le secrétariat a entrepris des études tendant à déterminer et à évaluer la main-d'oeuvre qu'il faudra former pour satisfaire aux besoins liés au développement accéléré de l'Afrique. De même, des études ont été consacrées à la mauvaise utilisation ou au sous-emploi des ressources humaines existantes. Dans un autre domaine, les faiblesses et les lacunes des systèmes d'éducation et de formation ont été mises en évidence et des recommandations ont été faites qui ont été consignées dans divers documents (E/CN.14/AS/IV/9, E/CN.14/TP.6/21, E/CN.14/LU/ECOP/9, E/CN.14/INR/113). Il faut mentionner, d'autre part, les nombreux stages de formation intensive organisés par le secrétariat et dont le but est de doter avant longtemps les pays africains des cadres permanents sur qui reposera l'oeuvre de développement et de coopération économique dont ils seront en même temps les animateurs.

10. Un des domaines où cette coopération est la plus vitale est celui de l'industrie. Le secrétariat a pris dans ce domaine des initiatives assez importantes. En effet, des études préliminaires ayant été réalisées depuis 1965, le secrétariat en était arrivé à la phase de l'implantation des industries réalisables. Une mission d'experts a donc été dépêchée dans les différentes sous-régions pour évaluer les organismes de promotion industrielle existant à l'échelon national. A la lumière des conclusions de cette mission, un plan d'organisme de promotion multinational a été établi et présenté à l'examen de la Conférence sur l'industrie et les finances qui s'est tenue à Addis-Abéba en mars 1968 (E/CN.14/414). Des centres de ce type, pour lesquels certains pays développés ont déjà manifesté leur intérêt, pourraient être créés dans toutes les sous-régions si le besoin en était exprimé. La collaboration effective de l'ONUDI est attendue et des études sont entreprises dans ce domaine si important pour le développement industriel du continent. Les efforts du secrétariat ont également porté sur certaines questions particulières importantes telles que la planification et les politiques industrielles, la législation, le financement, les petites industries et les possibilités d'exportation des biens manufacturés et des produits semi-finis vers les pays industrialisés.

11. Alors que dans les capitales africaines, de même qu'à la CEA et à la FAO, des chercheurs et des hommes de science se préoccupent de la situation arriérée de l'agriculture et cherchent à savoir comment améliorer le rendement dans ce secteur en y introduisant les techniques modernes et l'utilisation des engrais, alors que des experts négocient avec les clients de l'Afrique la



stabilisation des prix des produits agricoles, les paysans africains, eux, lentement, désertent leurs champs et s'en vont dans les villes où leurs revenus ne sont pas tributaires de la pluie et du beau temps. Et pourtant, l'agriculture reste le secteur le plus vaste et celui qui conditionne tout progrès économique en Afrique. Les problèmes qui s'y posent, et qui sont tous urgents, doivent donc être abordés en même temps. Tout en cherchant à moderniser l'agriculture, il faut veiller à maintenir les paysans sur leur sol non plus simplement en leur prêchant le retour à la terre mais en les dotant de moyens nouveaux qui rendent leur vie à la campagne aussi satisfaisante et aussi digne que celle qu'ils vont chercher dans les villes. Le secrétariat a compris cette nécessité. Dépassant les programmes de développement communautaire et d'animation rurale qui n'embrassent que certains aspects du problème, il envisage une méthode plus globale regroupant des économistes, des agronomes, des sociologues, des technologues et des ingénieurs qui étudieraient la mise en place de nouvelles structures permettant le passage des paysans directement du secteur de subsistance à l'économie monétaire qui se développe autour d'eux.

12. La détérioration des termes de l'échange, qui reste un des soucis majeurs de tous les pays en voie de développement, l'est plus particulièrement pour l'Afrique, l'un des principaux exportateurs de produits primaires. Aussi le secrétariat s'est-il activement occupé d'explorer les possibilités de nouveaux débouchés pour les produits africains en même temps qu'il étudiait les moyens de développer les échanges entre pays africains. Cependant, et dans la mesure où le commerce de l'Afrique avec ses clients et fournisseurs traditionnels peut être intensifié, le secrétariat a tenu à associer ses efforts à ceux de l'OUA dans la préparation de la deuxième session de la CNUCED, qui s'est tenue à la Nouvelle-Delhi du 1er février au 25 mars 1968. Bien que les résultats n'aient pas été très encourageants, la CEA continue ses efforts en vue de trouver le moyen d'obtenir que l'Afrique soit mieux traitée.

13. La plupart des Etats admettent actuellement que le développement rapide de leur économie est impossible sans un minimum de planification. La CEA a déjà entrepris des études approfondies des plans nationaux et essaie de déterminer les programmes qui pourraient faire l'objet d'une coopération entre Etats. Il est évident que la décision de coordonner les activités économiques revient en dernière analyse aux pays eux-mêmes, mais le secrétariat peut procéder aux études préliminaires indispensables. Cette activité est appelée à s'étendre à l'avenir, sans préjudice des services requis par les gouvernements dans des activités limitées telles que la planification de la main-d'œuvre, la programmation industrielle, l'organisation de l'exploitation des ressources naturelles, etc.

14. Certes, l'Afrique est arrivée à un tournant et la Commission, avec la fin de cette période biennale, aborde aussi une nouvelle décennie. Le travail accompli jusqu'ici a été énorme eu égard aux difficultés rencontrées, mais en comparaison de ce qui reste à faire, il ne va pas au-delà de la fondation. Il ne faut pas non plus oublier que l'Afrique a pu bénéficier largement de l'assistance extérieure qui, dans les années à venir, va aller en diminuant. Les pays africains doivent de plus en plus compter sur eux-mêmes

et c'est là un argument supplémentaire en faveur de la coopération. De vastes secteurs d'activités sont ouverts où ils peuvent exercer leurs initiatives et leurs talents. Quant aux investisseurs étrangers, ils disposent aujourd'hui d'un éventail de documents qui leur offrent une vue globale des possibilités et des avantages. Toutefois, c'est sur les Africains eux-mêmes que reposera le gros des efforts à fournir. Le secrétariat, qui est peut-être le meilleur instrument pratique à leur disposition, ne manquera pas d'encourager ces efforts et de les soutenir.

15. En guise de conclusion, il faut mentionner ici que les Etats s'accordent à attribuer à la modernisation de l'agriculture et à l'industrialisation la première place, c'est pourquoi la CEA en a fait ses objectifs principaux pour les cinq années à venir. Ces objectifs constituent deux aspects fondamentaux du développement qui ne peuvent être traités séparément. La modernisation de l'agriculture ne sera pas possible sans l'industrialisation et réciproquement, comme d'autre part l'une et l'autre ne peuvent être réalisées sans un relèvement du niveau intellectuel, technique et moral des ressources humaines. Les résolutions adoptées par la Commission à sa neuvième session détermineront l'ordre des priorités et l'établissement d'un programme précis pour les deux ans à venir.

## PREMIERE PARTIE

### TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA HUITIEME SESSION

#### A. ORGANISATION DU SECRETARIAT

##### Recrutement et formation du personnel

16. La deuxième réunion du Comité pour le recrutement et la formation du personnel prévue à l'origine du 7 au 10 octobre 1968 à Addis-Abéba, a dû être différée en raison du retard apporté par les Etats membres à répondre à l'invitation du secrétariat. Le Comité, convoqué à nouveau, s'est réuni à Addis-Abéba du 29 au 31 janvier 1969 et a examiné les conditions et modalités d'application des conclusions et recommandations adoptées lors de sa première réunion.

##### Structure administrative du secrétariat

17. Aucune modification n'a affecté la structure administrative du secrétariat telle qu'elle a été décrite dans le rapport couvrant les activités de la CEA du 26 février 1967 au 29 février 1968 5/.

##### Activités du Service de l'information

18. S'efforçant de mieux faire connaître l'activité de la Commission, le Service de l'information a considérablement accru sa production au cours de l'année 1968. En plus de ses travaux courants, il a transmis à la radio et à la presse un flot régulier d'informations se rapportant aux affaires de la Commission, tant au siège qu'à l'extérieur. Le Service a d'autre part commencé à publier en mai 1968 un périodique trimestriel intitulé "Objectifs africains". La publication présente en condensé les activités de la CEA, donne un aperçu des principales conférences et résume les documents publiés par la Commission. Elle contient également des chroniques. A son début, cette publication tirait à 1 000 exemplaires, mais étant donné l'accueil favorable, le tirage atteignait 3 000 exemplaires à la fin de l'année. Le Service de l'information a l'intention de commencer en 1969 une série d'articles sur l'activité de chaque section de la Commission, au siège comme à l'extérieur.

---

5/ Ibid.

## B. RESUME DES TRAVAUX

### Admission de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et de la Namibie (Sud-Ouest africain) en qualité de membres associés

19. Dans son rapport annuel au Conseil économique et social, la Commission avait mentionné qu'elle attendait les observations des gouvernements sur la disparité constatée entre les textes anglais et français de la résolution 151 (VIII) de la Commission, sur la représentation et la participation à ses travaux, des populations de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et de la Namibie (Sud-Ouest africain). Au préalable, le Secrétaire exécutif avait, en date du 13 décembre 1967, appelé l'attention des Etats membres de la Commission sur cette disparité en leur communiquant l'opinion émise par le Conseiller juridique des Nations Unies.

20. Seize Etats membres, dont un associé, et le secrétariat général administratif de l'OUA ont jusqu'ici fait connaître leur opinion sur la question. De l'avis de certains gouvernements, le texte anglais du dispositif de la résolution 151 (VIII) semble plus proche des conditions juridiques que le texte français, en revanche, d'autres s'en tiennent à l'esprit du texte français de la résolution, lequel confère à l'OUA la faculté de désigner les représentants des territoires sous administration portugaise.

21. Compte tenu de ce qui précède, et en raison du nombre restreint des réponses reçues des Etats membres, le secrétariat a fait inscrire la question à l'ordre du jour provisoire de la neuvième session. Il invite en conséquence les gouvernements qui ne se sont pas encore prononcés, à faire connaître leur opinion quant aux mesures à prendre en application de la résolution 151 (VIII).

### Recherche, planification et études économiques

22. Conformément à la recommandation de la deuxième session de la Conférence des planificateurs africains qui s'est tenue à Addis-Abéba à la fin de 1967 (E/CN.14/CAP/40), le secrétariat a organisé des services consultatifs dans le domaine de la planification au profit des pays de la région. Un membre du secrétariat a assisté le Gouvernement somalien, de mars à juin, dans l'élaboration de son plan intérimaire (1968-1970). Une équipe de deux fonctionnaires du secrétariat a effectué trois missions en Zambie en 1968 pour donner des avis au Gouvernement zambien sur la planification du développement. A la demande du Gouvernement nigérien, deux autres fonctionnaires du secrétariat ont été, en juillet et en août, les consultants de la Commission du plan du Niger (projet 1 : planification du développement et politiques, voir par. 239 ci-dessous).

23. Le secrétariat a inscrit dans son budget trois postes de conseillers régionaux. L'un de ces conseillers, spécialiste des études économiques nationales, est déjà à la disposition des pays de la région. Deux autres sont en cours de recrutement, l'un se chargera de la planification économique et l'autre de l'aspect social de la planification.

24. Dans le domaine de la formation des planificateurs, les efforts ont été essentiellement déployés dans le cadre des activités de l'Institut de développement économique et de planification (voir section D ci-dessous).

25. Pendant la période considérée, le secrétariat a entrepris une étude comparative des plans de développement des pays africains. L'objet de cette étude est de relever les défauts que présentent les plans élaborés pour le développement des pays de la région, du point de vue de leur structure aussi bien que de leur cohérence interne. L'étude portera aussi sur les causes de ces imperfections et sur les mesures à prendre en vue d'y remédier.

26. Comme suite aux travaux du Groupe de travail des statisticiens et des planificateurs réuni en 1965 (E/CN.14/CAS.4/DEV/3/Rev.1), l'étude proposera une série minimum de données de base que devront comprendre tous les plans des pays africains et qui permettra de les rendre plus comparables et de faciliter leur harmonisation et la coopération économique. Il y sera également fait mention des projections requises pour l'élaboration de cette série de données de base compte tenu de l'expérience et des problèmes du développement dans la région (projet 1).

27. Le secrétariat a également mené des travaux de recherche dans le domaine de l'intégration des projections, de la planification et des politiques relatives au développement. Ces travaux portent sur l'élaboration d'une méthode adaptable aux pays africains, d'une part, pour l'estimation des capitaux nécessaires à la réalisation d'un taux de croissance donné de la production, compte tenu des possibilités des différents secteurs de la vie économique et sociale et de la substitution possible entre le travail et le capital et, d'autre part, pour la détermination du taux de croissance maximum de la production pour un capital actions donné (projet 2 projections pour l'Afrique).

28. En liaison avec le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, le secrétariat a prêté son assistance pour l'organisation de la troisième session du Comité de la planification du développement qui s'est tenue à Addis-Abéba en avril 1968. Cette session étant spécialement consacrée aux problèmes que pose l'exécution des plans, tout particulièrement dans le continent, le secrétariat y a présenté une étude sur la planification du développement et l'intégration économique en Afrique (E/AC.54/L.27).

29. Dans le cadre des activités du secrétariat portant sur l'analyse de la situation et de l'évolution économiques de la région, la rédaction de l'étude des conditions économiques en Afrique, 1967 (E/CN.14/409) a été terminée et son impression est en cours. Le secrétariat a également établi l'étude des conditions économiques en Afrique, 1968, cette étude traite de la croissance et des caractéristiques des économies africaines et des modifications de structure qu'elles ont subies (projet 3 étude sur la situation économique de l'Afrique).

30. Les volumes de l'Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950 6/ et de l'Etude des conditions économiques en Afrique, 1960-1964 7/ sont à présent terminés. En 1966, l'Etude sur la situation économique de l'Afrique (Ouest et Sud) (E/CN.14/370) a été publiée 8/. Le volume traitant de l'Afrique du Nord (E/CN.14/403) est en cours d'impression, tandis que les volumes sur l'Afrique du Centre et sur l'Afrique de l'Est, dont la rédaction est achevée, sont en cours de traduction et seront imprimés au cours de l'année 1969.

31. A la première session de la Conférence des planificateurs africains en 1964, le secrétariat avait proposé aux pays de la région un schéma des études économiques nationales périodiques (E/CN.14/CAP/7) qui, suivi pour l'élaboration des études économiques, rendrait aisée la comparaison des progrès réalisés dans les différents pays de la région. Mais jusqu'à présent, seuls quelques pays ont été en mesure de faire mention régulièrement dans leurs publications de la série complète des données suggérées par le schéma. Le secrétariat a travaillé à une version simplifiée de ce schéma d'études qu'il a envoyée aux pays africains en vue de les encourager à élaborer des études économiques comprenant une série de plus en plus complète de données relatives aux différents secteurs de la vie économique et sociale (projet 4 . études économiques nationales)

32. Dans la série des volumes du Bulletin économique pour l'Afrique, les Nos 1 et 2 du volume VII et du volume VIII sont à l'impression. Le volume VII traite de l'industrialisation en Afrique, tandis que le volume VIII est consacré aux problèmes de la planification économique débattus lors de la deuxième session de la Conférence des planificateurs africains qui s'est tenue à Addis-Abéba à la fin de 1967. Le No 1 du volume IX traite des questions de tarifs et de préférences du commerce extérieur des pays africains, tandis que le No 2 du volume IX porte sur les problèmes de l'agriculture dans les sous-régions de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Est (projet 5 Bulletin économique pour l'Afrique).

#### Coopération économique

33. La création et le renforcement de cadres institutionnels de coopération économique à l'échelon sous-régional continuent d'être l'un des principaux soucis du secrétariat qui, d'autre part, se préoccupe toujours davantage de déterminer les domaines favorables à une coopération entre pays d'une même sous-région (projet 8 coopération économique sous-régionale).

- 
- |    |  |             |
|----|--|-------------|
| 6/ | Publication des Nations Unies, No de vente | 59.II.K.1   |
| 7/ | Publication des Nations Unies, No de vente | 67.II.K.16. |
| 8/ | Publication des Nations Unies, No de vente | 66.II.K.3.  |

34. En Afrique de l'Ouest, 13 pays (Côte d'Ivoire, Dahomey, Ghana, Gambie, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo) ont signé en 1967 un protocole d'association relatif à la création d'une communauté économique de l'Afrique de l'Ouest. En avril 1968, le secrétariat a participé à l'organisation de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique de l'Ouest à Monrovia (E/CEI/HSWA/Doc 13). La conférence, à laquelle assistaient la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Haute-Volta, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Nigéria et le Sénégal, a adopté un protocole d'accord portant création du Groupe régional ouest-africain et auquel a été intégré le protocole d'association de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest proposée. Ce protocole d'accord prévoit les institutions suivantes : i) une conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, ii) un conseil des ministres, iii) un secrétariat exécutif, iv) divers organes subsidiaires. Le secrétariat a présenté trois documents de base : "Propositions préliminaires sur les possibilités de libéralisation des échanges commerciaux et des paiements dans l'Afrique de l'Ouest" (E/CN.14/WA/EC/2 et Add.1 et 2), "Avant-projet préliminaire d'un traité pour la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest et notes explicatives" (E/CN.14/WA/EC/5), "Rapport de la Conférence sous-régionale sur la coopération économique en Afrique de l'Ouest" (E/CN.14/399).

35. En Afrique de l'Est, l'événement le plus marquant a été la transformation des anciens services communs de l'Afrique orientale en une nouvelle Communauté de l'Afrique orientale dont le siège est à Arusha (République-Unie de Tanzanie). On espère que grâce à la souplesse des arrangements envisagés, il sera possible de renforcer la coopération commerciale et économique dans la zone et, éventuellement, de l'étendre à l'ensemble de la sous-région. Le secrétariat a continué d'aider les Etats membres en vue de la création d'un organisme intergouvernemental de coopération sous-régionale. En mai, il a établi des notes de travail pour la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique de l'Est et du Centre convoqués à Dar es-Salam.

36. En coopération avec le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, le secrétariat a organisé deux missions d'experts chargées d'étudier les mesures nécessaires pour renforcer la coopération économique au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et de présenter des recommandations concrètes à ce sujet. Les missions se sont rendues respectivement en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

37. La mission d'Afrique de l'Ouest a mis au point des projections de la demande finale et intermédiaire de diverses marchandises en Afrique de l'Ouest entre 1970 et 1980, elle a étudié la possibilité de produire sur place, au cours de la période, diverses catégories de biens pour les marchés locaux et pour l'exportation hors de la sous-région, ainsi que les répercussions sur les balances commerciales et les courants d'échange qui en résulteraient tant au sein de la sous-région qu'entre celle-ci et le reste du monde. La mission a aussi examiné la question des ressources nécessaires à la mise en œuvre des programmes prévus dans le domaine des échanges et du développement, des propositions précises relatives à la production de biens à certains emplacements,

la nécessité d'un réseau de transport desservant la sous-région par voie ferrée, maritime, lacustre et fluviale et par route, le développement des communications par télégraphe, téléphone et télex, et enfin les possibilités de coopération dans le domaine de la recherche, en particulier de la recherche agricole.

38. La mission d'Afrique de l'Est a aussi établi des projections sur 10 ans intéressant les secteurs retenus pour la création d'industries multinationales, elle a formulé un programme préliminaire de développement des transports à l'échelon sous-régional, réalisé une étude des possibilités de spécialisation dans la production de certaines denrées agricoles et examiné les effets de la coopération économique sur les échanges, les paiements et l'assistance.

39. Une fois les deux études terminées, une réunion technique examinera les rapports et présentera des recommandations qui seront soumises à des conférences de niveau ministériel.

#### Bureaux sous-régionaux

40. Grâce aux rapports mensuels des quatre bureaux sous-régionaux, le secrétariat est tenu régulièrement informé de l'évolution des relations économiques dans les diverses sous-régions, ce qui lui permet d'établir son programme de travail en conséquence. Les bureaux apportent d'autre part leur assistance aux Etats en procédant aux études de caractère économique ou social que ceux-ci peuvent leur demander. Ils prêtent également leur concours aux experts et aux missions travaillant dans leurs sous-régions respectives.

41. Le bureau sous-régional de Kinshasa connaît quelques difficultés dues au transfert en Asie du Sud-Est de son directeur, M. A. F. Ewing, mais ses activités ne sont pas pour autant négligeables. En collaboration avec l'Institut de recherches économiques et sociales, il a mis au point une étude sur la situation économique en Afrique du Centre dont la publication a été étalée sur l'année 1968. Il a d'autre part participé à la rédaction des études sectorielles qui vont constituer la base de l'étude sur l'harmonisation des industries dans la sous-région, dirigée par l'Institut.

42. Les différents pays de la sous-région ont régulièrement fait appel aux services consultatifs du bureau en matière de comptabilité budgétaire et publique.

43. Conformément aux recommandations présentées par la Commission à sa huitième session, le secrétariat a engagé des pourparlers avec les gouvernements de la sous-région afin de susciter des candidatures au poste de directeur. Aucun des candidats présentés ne possédant les qualifications et l'expérience exigées, le poste n'a pu encore être pourvu.

44. Le bureau de Lusaka s'est attaché les services d'un expert en politique commerciale et échanges extérieurs qui a procédé à des études détaillées sur



la composition des échanges dans la sous-région. Deux documents ont été établis dans le cadre de ces études "L'expansion des échanges en Afrique de l'Est schéma d'un programme d'action", première partie "La préparation et l'organisation des négociations commerciales préalables à l'établissement d'un marché commun" (E/CN.14/EA/EC/2), partie II "Création d'un marché commun en Afrique de l'Est" (E/CN.14/EA/EC/2/Add.1).

45. Les travaux relatifs à l'inventaire des industries n'ont pu être terminés faute des fonds nécessaires aux déplacements des fonctionnaires chargés du rassemblement des données

46. Le fonctionnaire chargé des affaires sociales s'est rendu au Malawi sur la demande du gouvernement de ce pays pour fournir aide et avis en matière de développement communautaire. Il s'est également rendu en Ouganda sur la demande du Programme alimentaire mondial et a établi un rapport contenant des recommandations qui font actuellement l'objet de mesures d'exécution. Il a d'autre part prêté son concours à l'un des cinq Rapporteurs spéciaux désignés par le Secrétaire général conformément à la résolution 1227 (XLII) du Conseil économique et social pour procéder à un examen des divers programmes et méthodes utilisés par les organismes rattachés aux Nations Unies dans le domaine social de l'assistance technique en République-Unie de Tanzanie.

47. La première d'une série de réunions de secrétaires permanents et de secrétaires principaux, consacrées au gouvernement des collectivités territoriales, s'est tenue à Lusaka du 18 au 22 septembre. Aux termes d'une de ses recommandations, le bureau a été chargé d'assurer la coordination des activités découlant de la réunion, et il s'acquitte de cette tâche avec l'accord du Secrétaire exécutif.

48. Le bureau de Niamey continue de maintenir des relations constantes avec les secrétariats du Conseil de l'Entente, des Commissions des bassins du Sénégal, du Niger et du lac Tchad. D'autre part, le centre pilote consultatif des petites industries a été appelé à dresser un répertoire des industries de la sous-région, et des mesures sont prises en vue de la coordination des activités du centre avec celles de l'ONUDI et du PNUD. Le bureau s'efforce d'intéresser l'opinion publique à la petite industrie, et les activités qu'il a organisées dans ce dessein (conférences, projections cinématographiques, etc.) ont été bien accueillies. Il coopère avec le siège de la CEA à une étude portant sur les moyens de parvenir à une intégration des systèmes de transport dans la sous-région et à une harmonisation des législations des divers pays en matière d'investissement. Un recensement systématique des législations existantes a déjà été réalisé. De même, le bureau examine avec les Gouvernements de la Haute-Volta, de la Mauritanie, du Mali et du Niger, les possibilités d'une réforme coordonnée de la fonction publique dans ces pays.

49. Le bureau de Tanger reste en contact étroit avec le Comité consultatif permanent du Maghreb et suit l'évolution du projet de marché commun maghrébin. Il a réalisé au cours de l'année écoulée une série d'études dont les plus importantes sont les suivantes : étude des échanges visibles ou l'évolution du

commerce extérieur des pays de la sous-région; harmonisation des programmes de développement industriel; étude sur la mobilisation de l'épargne nationale pour les investissements; incidences des législations sociales et fiscales des quatre pays du Maghreb sur le coût de leurs productions respectives, notamment dans le domaine industriel (étude réalisée sur la demande du Comité permanent consultatif du Maghreb); étude sur la part de la matière première dans le coût de production des industries agricoles et alimentaires dans le Maghreb.

50. Les missions accomplies par le bureau dans les pays de la sous-région et les contacts personnels qu'il entretient avec des fonctionnaires des gouvernements et des institutions multinationales de coopération économique lui ont permis de rassembler une importante documentation qui a notablement enrichi sa bibliothèque. D'autre part, un travail de classement, d'inventaire, d'établissement de fichiers et de bibliographies a été entrepris et sera achevé au début de l'année 1969. L'importance prise par le centre de documentation du bureau l'a mis en mesure de fournir des renseignements à un grand nombre de missions et d'organismes.

51. Comme celui de Lusaka, le bureau de Tanger a entrepris un inventaire des industries établies en Afrique du Nord. Il a en outre abordé l'étude des termes de l'échange dans la sous-région.

52. Les divers bureaux ont participé, dans leurs sous-régions respectives, à l'organisation de réunions, stages de formation et missions consultatives.

#### Commerce extérieur

53. Comme les années précédentes, le secrétariat a consacré l'essentiel de ses activités dans ce domaine à l'expansion du commerce extérieur et des échanges intra-africains.

54. En ce qui concerne l'expansion du commerce extérieur (projet 10, b : perspectives d'augmentation des échanges entre pays africains et non africains), le secrétariat a continué à travailler sur trois études de base. La première décrit les perspectives d'expansion des échanges entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe orientale. Faute de personnel, le secrétariat a dû interrompre temporairement les deux autres qui portent 1) sur les perspectives d'augmentation des échanges entre l'Afrique et l'Asie (y compris le Moyen-Orient) et 11) sur les perspectives d'augmentation des exportations africaines vers l'Europe occidentale. Enfin, des circonstances imprévues ont retardé l'achèvement de l'avant-projet d'une étude sur les perspectives d'augmentation des exportations de l'Afrique vers l'Amérique du Nord. Cette étude est réalisée par l'Université de Strathclyde en Ecosse.

55. Une récapitulation de l'évolution des échanges de l'Afrique (projet 9 : étude du commerce extérieur) a été élaborée pour l'étude des conditions économiques en Afrique publiée en 1968. Au titre du même projet, le secrétariat a rédigé cinq nouveaux numéros du Bulletin du commerce extérieur (Nos. 18, 19, 20, 21 et 22).

56. Des membres du secrétariat ont été mis au service du groupe africain à la deuxième session de la CNUCED tenue à la Nouvelle-Delhi du 1er février au 25 mars. Le secrétariat a établi un document sur les problèmes et questions traités à cette session pour faire le point des résultats obtenus.

57. A la suite de la réunion de la CNUCED, le secrétariat a entrepris une étude sur le système général des préférences commerciales appliqué aux produits manufacturés et semi-finis. Cette étude vise à présenter une analyse quantitative de l'importance que revêt pour les pays africains le choix des différentes gammes de produits. Il sera ainsi plus aisé d'apprécier avec précision les avantages qu'aurait pour ces pays l'inclusion de leurs produits agricoles transformés et semi-transformés dans un système général de préférences commerciales non réciproques et non discriminatoires.

58. Dans le domaine des échanges intra-africains (projet 10a : perspectives d'augmentation des échanges entre pays africains), une étude a été consacrée à certains aspects du commerce de l'Afrique de l'Est et publiée sous le titre "Le Traité de Kampala et le marché commun de l'Afrique orientale" (E/CN.14/EA/EC/12). Une autre étude analogue, étendue à l'ensemble de la sous-région et portant sur les problèmes et l'expansion du commerce extérieur en Afrique de l'Est existe déjà à l'état d'avant-projet. La CEA a, d'autre part, organisé avec le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, des missions qui ont étudié le problème de la coopération économique en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

59. Le cours de formation organisé tous les ans par la CEA et le GATT sur le commerce extérieur et les politiques commerciales s'est tenu à Accra pour les stagiaires anglophones et à Kinshasa pour les francophones. On a proposé qu'à l'avenir le cours insiste davantage sur la promotion commerciale et cette réorientation est à l'étude.

60. Dans le cadre des programmes de promotion des exportations, le secrétariat collabore avec le Centre commun du commerce international de la CNUCED et du GATT en ce qui concerne la coordination des activités relatives à la promotion des exportations africaines. A l'heure actuelle, l'aspect le plus important des activités du secrétariat dans ce domaine concerne la création éventuelle d'un centre régional de promotion commerciale. Le projet est déjà à l'étude et une liaison étroite doit être établie avec le Centre de la CNUCED et du GATT pour l'élaboration du programme, au moyen de consultations, de missions communes sur le terrain et de la participation à des programmes nationaux de promotion des exportations.

#### Industrie

61. Le taux de croissance de la production industrielle a continué de s'améliorer dans la région. Une étude récente sur les tendances du développement industriel entre 1950 et 1968 et les perspectives pour 1980, établie pour le quatrième Cycle d'études interrégional sur la planification du développement indique que la valeur ajoutée au produit intérieur brut par le secteur manu-

facturier en 1968 est provisoirement estimée à 13 p. 100. L'accroissement de ce pourcentage (7 p. 100 en 1950 et 11 p. 100 en 1963) révèle l'ampleur de l'industrialisation en Afrique. En fait, sans l'effet adverse de certains facteurs sociaux et politiques sur la production industrielle et le produit intérieur brut de pays dont la contribution était relativement importante, la part des industries manufacturières aurait été supérieure en 1968.

62. Conformément aux dispositions de la résolution 153 (VIII) de la Commission, le secrétariat, avec le concours de consultants fournis au titre de l'aide bilatérale et d'institutions spécialisées des Nations Unies, a réalisé, pour déterminer les possibilités existantes, des études préliminaires de viabilité par secteurs, qui serviront de base aux études régionales et sous-régionales sur l'équilibre interindustriel. Les avant-projets d'une cinquantaine d'études préliminaires sur l'Afrique du Nord et sur l'Afrique du Centre ont été terminés au cours du troisième trimestre de 1968. Un document sur l'industrie manufacturière du cuivre en Afrique de l'Est et du Centre est en préparation. Il est prévu que les études sur l'harmonisation industrielle en Afrique du Nord et du Centre seront achevées vers la fin du premier semestre de 1969. La mise à jour des premières études sur l'intégration industrielle en Afrique de l'Est (E/CN.14/INR/102) et en Afrique de l'Ouest (E/CN.14/INR/141) est en cours et devrait être terminée avant la fin de 1969 (projet 14. harmonisation des programmes de développement industriel).

63. Le Centre ouest-africain des petites industries de Niamey, qui comprend un conseiller régional et un fonctionnaire associé, a continué à rendre des services consultatifs aux gouvernements de la sous-région en matière de politiques et de programmes pour le développement des petites industries, et à divers chefs d'entreprise sur le choix et l'exécution de projets. Des études de viabilité ont été établies pour la Haute-Volta, le Niger et le Togo en vue de permettre à des chefs d'entreprise autochtones de créer de petites industries, soit seuls soit avec une aide de l'étranger. Il s'agissait notamment de fabriques de peintures, de piles sèches, de bonneterie, de clous, d'accumulateurs et de bougies. Un projet de requête a été établi en collaboration avec l'ONUDI en vue d'obtenir pour le Centre une assistance du Fonds spécial du PNUD, qui procède actuellement à son examen.

64. Le Centre a bénéficié des services d'experts au titre de l'aide bilatérale ainsi que de dons de machines du Japon et de l'Inde. Un expert détaché par le Gouvernement japonais a servi au Centre pendant un an en 1967-1968. Deux spécialistes indiens (articles émaillés et bonneterie) ont passé en 1968 trois mois au Ghana, en Haute-Volta, au Niger, en Sierra Leone et au Togo pour démontrer des techniques, établir des études de viabilité détaillées et conseiller des chefs d'entreprise éventuels au sujet des mesures à prendre pour la création d'industries de l'émail et de la bonneterie. Les Gouvernements japonais et indien ont promis un complément d'assistance bilatérale. La République fédérale d'Allemagne a offert, au titre de l'aide bilatérale, les services d'experts qui ont fait des recommandations au sujet de l'établissement d'un centre consultatif des petites industries en Afrique de l'Est.

65. La section du secrétariat chargée des petites industries a été agrandie et réorganisée pour mettre en oeuvre un programme d'action pratique. L'exposition des petites industries tenue à Addis-Abéba du 3 au 14 février marquera le lancement de ce programme. Une brochure consacrée à des projets modèles et un répertoire de fabricants de machines ont été établis pour l'exposition. Le personnel du secrétariat a été renforcé par un spécialiste mis à la disposition de la CEA par le Gouvernement indien.

66. Le programme envisagé pour la période quinquennale portera sur l'établissement d'une série de projets modèles, la formation grâce à une aide bilatérale et à un nombre suffisant de spécialistes du développement des petites industries attachés au secrétariat pour les besoins des pays africains, une assistance à des chefs d'entreprise au moyen de stages de formation organisés par des membres du secrétariat, en coopération avec l'OIT et l'ONUDI, dans des centres établis dans chaque pays, et des études de marché concernant des produits susceptibles d'être fabriqués sur une petite échelle.

67. Le secrétariat a continué de coopérer avec des organisations et institutions internationales intéressées à la promotion et au développement industriels en participant à des réunions et en établissant et présentant des documents. Il a notamment soumis à l'ONUDI quatre études pour les réunions suivantes : le deuxième Colloque interrégional sur l'industrie sidérurgique, tenu à Moscou du 19 septembre au 9 octobre 1968; un cycle d'études interrégional sur la mise au point des matériaux de construction à base d'argile dans les pays en voie de développement, tenu à Copenhague du 12 au 25 août 1968; une réunion d'un groupe d'experts sur la modernisation et la mécanisation des industries du sel utilisant l'eau de mer, et un cycle d'études interrégional sur les mesures administratives et techniques à prendre pour la mise au point de matériaux de construction, tenus l'un et l'autre en septembre et octobre 1968.

68. La coopération avec les institutions spécialisées s'est maintenue pour l'élaboration de programmes communs coordonnés dans le domaine de l'industrie. Une mission mixte a été organisée avec la coopération du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement pour établir des programmes de développement coordonnés de 5 à 10 ans pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest. Le secrétariat a réalisé avec la FAO, grâce à une assistance technique du Gouvernement néerlandais, une étude préliminaire de viabilité sur les industries alimentaires de transformation.

69. Sur la demande du Gouvernement éthiopien, un membre du secrétariat lui a fourni une assistance pour l'étude des coûts de production de certaines usines et l'examen critique de projets relatifs à l'industrie chimique. D'autre part, un fonctionnaire du secrétariat a donné des cours dans le cadre de stages spécialisés sur le financement du développement, organisés au Caire en mars et avril 1968 sous les auspices de l'Institut africain de développement économique et de planification et de l'Institut de planification nationale.

## Ressources naturelles

### Ressources hydrauliques

70. Le secrétariat a poursuivi les préparatifs d'une réunion interinstitutions sur les problèmes de la main-d'oeuvre dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques en Afrique. Un questionnaire complet a été établi et adressé à 16 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Avec la collaboration de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS, de l'OMM et du Gouvernement des Etats-Unis, une mission d'experts a procédé d'octobre à décembre à une enquête approfondie intéressant 15 pays Cameroun, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gambie, Ghana, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo. Le rapport établi en coopération avec les institutions spécialisées sera adressé pour observations aux Etats membres (projet 34 enquête sur la main-d'oeuvre dans le domaine des ressources hydrauliques).

71. En ce qui concerne le projet 36 (création en Afrique de l'Est d'un institut de mise en valeur des ressources hydrauliques), des mesures complémentaires ont été prises et une réunion intergouvernementale est prévue pour le milieu de 1969.

72. Le secrétariat a continué à collaborer avec le Gouvernement des Etats-Unis à l'organisation d'un voyage d'études dans ce pays pour des fonctionnaires d'Afrique de l'Est et du Nord chargés de la mise en valeur de bassins fluviaux. Des fonctionnaires d'Ethiopie, de Somalie, du Soudan, de la République arabe unie et d'Ouganda ont visité du 12 septembre au 10 octobre les principaux projets et organismes de mise en valeur des ressources hydrauliques dans les Etats du Tennessee, du Texas, de la Californie, du Colorado, du Missouri, de l'Ohio et de New York (projet 35 bourses et voyages d'études).

73. Sur la demande des gouvernements, le secrétariat a offert une assistance au Cameroun pour l'élaboration d'une demande au PNUD touchant un projet du Fonds spécial pour la mise en valeur des ressources hydrauliques, et à l'Ethiopie pour l'élaboration de la section du troisième plan quinquennal relative aux ressources hydrauliques. Le secrétariat a donné des avis au Gouvernement du Soudan au sujet de l'étude et de l'utilisation des lacs artificiels.

### Energie

74. La première Réunion sous-régionale sur l'énergie a été organisée par le secrétariat du 2 au 4 avril à Brazzaville, à l'intention des pays de la sous-région d'Afrique du Centre. A cette réunion, convoquée en application de la résolution 176 (VIII) de la Commission, des recommandations ont été faites aux gouvernements des pays intéressés en vue de la création immédiate d'un comité permanent de l'énergie en Afrique du Centre. Le mandat de ce comité a été largement défini dans le rapport de la réunion (E/CN.14/415 - E/CN.14/EP/35). Le secrétariat a présenté des documents (E/CN.14/EP/30 à 34) dont les conclusions et recommandations ont été adoptées par les pays participants.

75. Conformément aux recommandations de cette réunion, le secrétariat a apporté son concours à la préparation d'un projet de requête au Fonds spécial du PNUD pour la création de l'infrastructure administrative et technique du comité permanent de l'énergie en Afrique du Centre. A cet effet, le secrétariat s'est assuré les services d'un conseiller régional en énergie qui s'est rendu à Kinshasa et à Brazzaville pour mettre au point le projet de requête avec les représentants désignés à la réunion de Brazzaville. Le projet définitif a été adressé par le Secrétaire exécutif aux gouvernements des pays intéressés pour approbation.

76. Sur la demande du Gouvernement de la Zambie, un conseiller régional s'est rendu dans ce pays pour étudier les mesures à envisager d'urgence **pour lui permettre de** continuer à satisfaire ses besoins en énergie électrique, en charbon et en hydrocarbures dans le cas où :

- a) La Rhodésie prendrait des mesures unilatérales se traduisant par l'arrêt de ses fournitures en électricité et en charbon à la Zambie;
- b) L'Organisation des Nations Unies demanderait à la Zambie d'appliquer des sanctions économiques contre la Rhodésie.

77. Le secrétariat a étudié avec la Division des ressources et des transports du Siège de New York les possibilités d'entreprendre un programme commun d'études et d'aménagements des ressources énergétiques de la région des lacs, en Afrique centrale, comprenant la tourbe du Rwanda, l'énergie hydro-électrique de la Ruzizi, les schistes bitumineux du plateau central congolais, le charbon de Lukuga et l'énergie géothermique disponible dans cette zone.

78. Sur la demande de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, le secrétariat a préparé une étude des besoins futurs de l'Afrique en énergie électrique à l'intention d'un groupe d'étude sur l'utilisation des réacteurs atomiques de faible et moyenne puissance dans certains pays africains où les besoins le justifieraient.

79. Dans le cadre d'un inventaire détaillé des ressources énergétiques du continent, le secrétariat a entrepris d'établir deux cartes consacrées respectivement aux ressources en énergie primaire et à l'énergie électrique.

80. Comme contribution au quatrième Cycle d'études interrégional sur la planification du développement qui s'est tenu à Accra en décembre 1968, le secrétariat a préparé une étude sur les futurs besoins en énergie de l'Afrique pour la décennie 1970-1980.

### Minéraux

81. Le secrétariat a continué à rassembler des informations sur les ressources minérales et les études consacrées à l'aspect économique de leur exploitation en Afrique, et à les diffuser au moyen de l'étude économique annuelle (projet 49 : rassemblement et diffusion de renseignements).



82. Un rapport sur les ressources et les besoins en main-d'oeuvre dans 15 pays africains et sur les moyens d'enseignement et de formation existant dans le domaine de la géologie et des ressources minérales a été terminé et adressé aux Etats membres intéressés pour observations (projet 51 : étude sur la main-d'oeuvre dans les domaines de la géologie et de la mise en valeur des ressources minérales).

83. Les activités découlant des recommandations du Cycle d'études sur les métaux et minéraux nouveaux tenu à Addis-Abéba du 5 au 10 février (E/CN.14/MIN/20) se sont poursuivies. Le secrétariat a notamment entrepris les tâches suivantes : i) établissement et diffusion d'une liste de géologues, d'ingénieurs des mines et d'autres techniciens employés par les gouvernements africains à la mise en valeur des ressources minérales; ii) rassemblement et diffusion de renseignements sur la production de minéraux nouveaux hors d'Afrique; iii) rassemblement de renseignements sur la production de métaux et minéraux nouveaux dans les pays africains qui n'étaient pas représentés au Cycle d'études (projet 53 : Cycle d'études sur les métaux et minéraux nouveaux).

84. En prévision d'un cycle d'études sur la prospection du pétrole et du gaz naturel en Afrique, des renseignements ont été recueillis auprès de 23 Etats membres sur les services des mines et les lois et les accords en vigueur.

85. Sur la demande du Gouvernement, une assistance a été fournie à la République centrafricaine pour l'évaluation de ses ressources minérales et pour la formulation d'une demande au PNUD.

#### Levés et cartes

86. Dans le domaine des levés et des cartes, le secrétariat a poursuivi la mise en oeuvre de la résolution 164(VIII) par laquelle la Commission priait le Secrétaire exécutif de hâter la création i) de centres de formation aux techniques de la photogrammétrie, de l'interprétation des photographies aériennes et des levés géophysiques par avion, ii) de centres communs de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes et iii) d'un institut régional de recherche sur les levés aériens. En ce qui concerne les deux premières tâches (projet 42 : centre(s) de formation aux techniques de la photogrammétrie, de l'interprétation des photographies aériennes et des levés géophysiques par avion, et projet 43 : centres communs de services spécialisés en topographie et cartographie), un projet d'accord intergouvernemental portant création d'un centre régional de formation aux techniques des levés aériens a été établi en consultation avec le Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies. Ce projet, ainsi que le rapport du secrétariat sur les consultations engagées avec les Etats membres au sujet de l'emplacement du centre ou des centres, ont été adressés le 6 juin à tous les Etats membres et membres associés pour étude et observations. Une réunion multinationale avait été prévue en octobre 1968 pour passer en revue les observations des gouvernements et fixer les mesures à prendre, mais elle a dû être différée faute de réponses des pays (quatre réponses positives seulement avaient été reçues au 30 septembre).



87. Conformément aux dispositions de la résolution 164(VIII) de la Commission, un aide-mémoire sur la création d'un institut régional de recherche sur tous les aspects des levés aériens a été établi et présenté pour étude et observations aux Etats membres, à l'OUA, à la FAO et à l'UNESCO (projet 44 : centre complet de recherche sur les levés aériens). Le secrétariat attend les réponses des intéressés.

88. Les travaux préparatoires à la réunion du Groupe de travail de l'industrie et des ressources naturelles qui devaient porter sur les besoins des pays africains pour la mise en valeur de leurs ressources naturelles ont dû être interrompus, le secrétariat ayant appris que l'UNESCO procédait à une étude analogue. Les deux organisations envisagent les moyens de réaliser ce projet en commun (projet 21 : institut chargé de l'inventaire et de la gestion des ressources naturelles; projet 45 c : cycle d'études sur les services cartographiques de base en vue de la mise en valeur des ressources; projet 46 : réunion d'un groupe d'experts de la cartographie régionale).

89. Un rapport sur l'état des cartes topographiques en Afrique a été adressé à tous les Etats membres (projet 43 : rassemblement d'une documentation et diffusion de renseignements : centre de documentation).

90. Un certain nombre de missions consultatives ont été effectuées au cours de la période considérée. Le conseiller régional en cartographie a été invité par le Gouvernement de la République centrafricaine à procéder à une étude préliminaire des problèmes cartographiques. Il s'est d'autre part rendu au Tchad pour donner des avis au sujet de la création d'un centre national pilote de cartographie prévu au premier plan quinquennal. Au Soudan, il a collaboré avec les fonctionnaires du Gouvernement à la formulation d'une demande au Fonds spécial du PNUD en vue d'une assistance pour l'extension de la division de la topographie du service des levés du Soudan.

91. Le Centre de documentation et de références cartographiques pour l'Afrique a reçu environ un millier de cartes au cours de l'année. L'additif trimestriel au catalogue des cartes reçues par le Centre continue d'être publié et distribué aux Etats membres et membres associés, ainsi qu'aux correspondants du Centre (projet 43 : rassemblement d'une documentation et diffusion de renseignements).

#### Science et technique

92. Les activités du secrétariat dans le domaine de l'avancement de la science et de la technique et de leur application au développement économique et social de l'Afrique sont essentiellement liées à l'élaboration du Plan d'action mondial des Nations Unies pour l'application de la science et de la technique au développement (projet 57 : coopération régionale dans le domaine de la science et de la technique et de leur application au développement).

93. En conséquence, le secrétariat a participé à diverses réunions internationales sur ce sujet, auxquelles il a présenté des documents. En février, il a pris part à Genève à la réunion du sous-comité pour la science et la technique du Comité administratif de coordination au cours de laquelle a été établi un programme pour la préparation du Plan d'action mondial, conformément aux dispositions de la résolution 1155(XXLI) du Conseil économique et social. A la neuvième session du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, le secrétariat a terminé ses travaux relatifs à la phase I de la préparation du Plan et a présenté une récapitulation de ses programmes en cours et prévus dans divers domaines scientifiques. Il a aussi participé à la mise au point définitive du rapport du Comité consultatif au Conseil économique et social sur la mise en valeur et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles des pays en voie de développement.

94. Le secrétariat prépare la phase II a) du Plan d'action qui prévoit la présentation d'un état des besoins et de l'ordre des priorités de la région en matière de science et de technique dans neuf secteurs proposés par le Comité consultatif, et des renseignements détaillés concernant les objectifs et les propositions du Plan ont été adressés aux Etats membres. Une mission d'étude a ensuite été effectuée sur le terrain pour rassembler un complément d'informations et permettre des consultations au sujet des besoins futurs et des réalisations prévues. Le rapport sur la phase II a) a été soumis en décembre au Comité consultatif et aux autres institutions intéressées à la préparation du Plan. Le projet de plan d'action régional, phase II b) du Plan d'action mondial, est actuellement à l'étude.

95. La quatrième réunion du Groupe régional pour l'Afrique du Comité consultatif s'est tenue en juillet au siège de la Commission. Le Groupe a passé en revue les activités du secrétariat et des institutions spécialisées concernant la préparation du Plan. L'Organisation de l'unité africaine était représentée à la réunion par un observateur, ce qui a permis de définir les domaines de coopération future entre l'OUA et la CEA pour l'application de la science et de la technique au développement de l'Afrique.

96. Le secrétariat a présenté un document à la Conférence de l'UNESCO et de l'OUA sur l'éducation et la formation scientifique et technique dans leurs rapports avec le développement en Afrique, à laquelle il a participé en juillet à Nairobi. Le rapport final et les recommandations de la Conférence traduisaient l'opinion de la CEA selon laquelle la planification de l'expansion de l'enseignement des sciences et de la formation scientifique et technique doit être étroitement liée aux besoins du développement.

97. En août-septembre, lors d'un cycle d'études sur la science et les moyens d'information organisé avec la collaboration de la Fondation allemande pour les pays en voie de développement, le secrétariat a insisté sur la nécessité de vulgariser la science et de provoquer des débats sur des questions scientifiques d'intérêt public. Le cycle d'études, qui a eu lieu à Berlin, était destiné aux pays africains anglophones. Vingt participants de 11 pays y ont assisté. Les recommandations adoptées portaient sur la nécessité d'un pro-

gramme de relance et d'action, prévoyant notamment un projet pilote pour la vulgarisation de la science et l'organisation de débats sur des questions scientifiques d'intérêt public dans les pays africains, au moyen des journaux, de la radio et de la télévision. Un cycle d'études analogue est prévu au cours de la prochaine période biennale pour les pays africains francophones.

98. Le secrétariat et l'Organisation météorologique mondiale ont organisé en commun à Ibadan (Nigéria) en septembre, un Cycle d'études sur le rôle des services météorologiques dans le développement économique de l'Afrique. Des participants d'une vingtaine de pays y ont assisté et ont recommandé des mesures propres à accroître et à répandre les avantages des services météorologiques en vue d'accélérer le développement économique et de perfectionner la planification, notamment dans les domaines de l'agriculture, des transports et du tourisme.

#### Transports

99. Les textes révisés des études effectuées au titre de l'assistance bilatérale par des missions française et belge sur les réseaux de transport en Afrique de l'ouest et du centre ont été adressés aux gouvernements intéressés (projet 59 : liaisons internationales de transport en Afrique).

100. Dans le prolongement des décisions prises aux réunions des chefs d'Etat africains tenues à Monrovia en avril et à Dar es-Salam en mai 1968, le secrétariat intensifie ses travaux visant la détermination des liaisons de transport indispensables sur le plan sous-régional au développement industriel et agricole de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest (projet 59).

101. Un examen critique de toutes les études de transport effectuées en Afrique sous le patronage de la Banque africaine de développement et du Fonds spécial est presque achevé. Le secrétariat a fourni des informations et des avis pour la réalisation de ce projet.

102. Le Fonds spécial et les pays participants ont signé un accord concernant une nouvelle phase de l'étude relative à une route transsaharienne reliant l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest. Le secrétariat a procédé à une enquête de reconnaissance au sujet de neuf liaisons routières proposées dans la région du bassin du lac Tchad en mars et avril. Le rapport et les recommandations ont été discutés par la Commission du bassin du lac Tchad à la réunion qu'elle a tenue à Lagos en août et la principale recommandation relative à des études supplémentaires plus détaillées sur trois liaisons routières a été acceptée.

103. Le secrétariat recueille lentement les réponses à un questionnaire destiné à fournir les éléments d'une étude sur le grand axe routier trans-ouest-africain envisagé. D'autre part, des pourparlers ont été engagés au sujet de liaisons de transport entre le Ghana et les Etats membres du Conseil de l'Entente (Côte-d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Niger et Togo) [projet 59].

104. Une étude approfondie des problèmes techniques et économiques posés par l'interconnexion des réseaux ferroviaires est presque achevée. Il est prévu que l'examen des rapports constituera un point important de l'ordre du jour des réunions intergouvernementales sur la coordination des transports prévues pour 1969 (projet 60 : interconnexion des réseaux ferroviaires africains).

105. Un voyage d'études sur la planification et le développement routiers a été organisé en Inde en octobre-novembre pour un petit groupe d'ingénieurs africains (projet 62 : développement de la recherche routière). Le programme du voyage était le suivant :

- a) Etude du système de routes secondaires de l'état de Madras qui a été conçu pour desservir des régions rurales, dans le cadre d'un programme global de développement rural;
- b) Visite du Laboratoire central de recherche routière, suivie de l'inspection de deux ou trois types de routes expérimentales;
- c) Visite du ministère des transports (pour donner aux participants une idée de l'importance de l'appareil et du personnel consacrés à l'élaboration des politiques et à l'administration des transports), et de la Division des transports de la Commission du Plan (pour leur offrir un aperçu de l'organisation et des méthodes utilisées pour l'élaboration des programmes de transport et leur intégration dans les plans nationaux de développement);
- d) Visite d'une faculté universitaire où l'enseignement porte sur les transports et en particulier les routes;
- e) Visite du secrétariat du Congrès routier indien à la Nouvelle-Delhi pour montrer aux participants comment cet organisme, qui pourrait servir de modèle pour l'Afrique, est organisé et géré. Les ingénieurs africains ont en outre assisté à la trente et unième session du Congrès et à un Cycle d'études national sur les routes et les ponts.

106. On continue de procéder à des enquêtes sur divers types d'appareils "hydrofoil" en vue de déterminer dans quelle mesure ils pourraient être utilisés en Afrique.

107. Le secrétariat prépare une étude sur le terrain des besoins actuels et prévisibles de main-d'oeuvre pour la planification et la gestion des transports ainsi que des moyens d'enseignement et de formation disponibles dans ce domaine.

## Transports aériens

108. Conformément aux recommandations des représentants des sociétés aériennes africaines qui participaient à la réunion générale annuelle de l'Association du transport aérien international en 1967, une réunion s'est tenue à Accra en avril, à laquelle étaient représentés la plupart des membres africains de l'Association ainsi que la CEA. Il a été décidé à cette réunion de créer une association des compagnies aériennes africaines pour regrouper la représentation africaine dans le domaine des transports aériens et pour resserrer la coopération régionale. Quinze compagnies ont déjà signé le protocole d'accord établi avec l'aide du secrétariat. Des préparatifs sont en cours, en relation avec l'OUA et l'OACI, pour la conférence inaugurale de la nouvelle Commission africaine de l'aviation civile, prévue pour janvier 1969. En Afrique du Nord des progrès ont été enregistrés dans la constitution d'une compagnie aérienne groupant les quatre pays du Maghreb et, au sud du Sahara, East African Airways, Ethiopian Airlines, Nigeria Airways et Ghana Airways ont conclu un accord pour la mise en commun des recettes provenant de leurs services transafricains (projet 65 : développement des transports aériens et organisation de compagnies aériennes sous-régionales en Afrique).

## Voies d'eau intérieures

109. L'enquête sur la navigabilité du Niger, entreprise avec l'assistance bilatérale des Pays-Bas, se poursuit.

110. Le secrétariat a participé à Leningrad à un Cycle d'études interrégional sur les aspects techniques et économiques du transport sur voies d'eau intérieures. Les documents de ce Cycle d'études ainsi que d'autres données sont utilisés à l'examen des possibilités d'exploitation du système des Grands lacs en Afrique de l'Est.

## Transports maritimes

111. Un projet de rapport sur une étude préliminaire consacrée par la CEA aux transports maritimes dans les pays de l'Afrique du Nord a été adressé aux gouvernements intéressés. On envisage pour 1969 une étude plus poussée dont la définition et le calendrier sont en cours d'élaboration (projet 67 : uniformisation et stabilisation des taux de fret maritime; développement du transport maritime).

112. Le secrétariat prend des dispositions pour convoquer au début de 1969 une réunion d'experts africains qui étudieront le problème des transports maritimes et des taux de fret (projet 67).

113. Dans le prolongement de la deuxième session de la CNUCED, des mesures sont prises en vue de la mise en oeuvre d'un certain nombre de résolutions relatives aux activités des commissions économiques régionales.

## Tourisme

114. L'établissement d'études sous-régionales sur le tourisme se poursuit. Les deux premières, consacrées à l'Afrique du Nord, ayant été terminées, une autre a été entreprise sur l'Afrique de l'Est, qui a été achevée en juillet et communiquée aux gouvernements intéressés. L'étude sur l'Afrique du Centre est en cours et doit être terminée en 1969 (projet 69 : développement du tourisme dans les pays africains).

## Télécommunications

115. Le Service mixte CEA/UIT a poursuivi ses activités relatives au développement du réseau africain de télécommunications (projet 71 : programme commun CEA/UIT pour le développement des télécommunications en Afrique). Ces activités s'inscrivent dans le cadre du Plan général de développement du réseau international en Afrique, établi à la deuxième session de la Commission du Plan pour l'Afrique patronnée par l'UIT.

116. Des progrès ont été enregistrés dans la création de centres de formation multinationaux en Afrique de l'Est et de l'Ouest

- a) Pour la création du centre de formation multinational de Nairobi qui doit desservir les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (Ouganda, Kenya, République-Unie de Tanzanie), le PNUD a demandé qu'un expert effectue une mission préparatoire pour établir la demande au Fonds spécial;
- b) En ce qui concerne le projet d'école multinationale à Abidjan, pour les pays du Conseil de l'Entente, une mission préparatoire à l'établissement de la requête au Fonds spécial a été envisagée;
- c) Le projet concernant l'école multinationale de Rufisque, destinée aux pays riverains du Sénégal et la création éventuelle d'une école multinationale en Afrique du centre pourront vraisemblablement être traités dans le courant de l'année 1969;
- d) Le Service a donné son avis sur une demande du Gouvernement de la République arabe unie au Fonds spécial pour l'extension de l'Institut de recherche et de formation technique du Caire.

117. Conformément aux dispositions de la résolution 162(VIII) relative à la création d'un réseau panafricain de télécommunications fondé sur le Plan général, une réunion a été convoquée à Washington, à laquelle étaient représentés la CEA, la BIRD, la Banque africaine de développement, le PNUD et l'UIT. Une somme de 180.000 dollars a été affectée au démarrage des études préliminaires. Deux équipes de trois experts chacune, basées l'une à Addis-Abéba, l'autre à Abidjan, ont été recrutées par l'UIT et ont entrepris ces études sur le terrain.

118. D'autre part, la CEA et l'UIT ont soumis au PNUD, en août 1968, la demande relative à l'attribution principale de crédits pour le projet complet. Cette demande préparée en juin-juillet 1968 par le Service mixte CEA/UIT se monte à 1.935.000 dollars. Elle doit permettre de poursuivre dans le détail, tant du point de vue technique que du point de vue économique, l'étude des projets qui auront retenu l'attention des gouvernements africains à l'issue des travaux préliminaires et de préparer les demandes de prêts qui pourront éventuellement être adressées aux organismes de financement, en indiquant les possibilités de réalisation technique et économique. Lorsque les organismes compétents (Banque africaine de développement, BIRD, PNUD) auront présenté leurs observations, cette demande sera rédigée à nouveau et examinée par le Bureau consultatif interinstitutions qui se réunira en octobre 1969.

119. La liaison pilote Addis-Abéba-Abidjan a été établie et mise en service en octobre 1968.

120. Le Service a participé à la préparation des cycles d'études sur la gestion des télécommunications qui ont eu lieu à Dakar en décembre 1968 pour les pays francophones et en février 1969 à Addis-Abéba pour les pays anglophones. Une conférence sur la relation entre le développement des télécommunications et le développement économique général a été faite par le chef du Service.

121. Des spécifications provisoires ont été établies en mai par la Commission d'études XI du Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR) pour des récepteurs de télévision à prix modique.

#### Agriculture

122. Les problèmes mentionnés dans le rapport annuel précédent ont continué de contribuer au malaise du secteur agricole en Afrique. Bien que des conditions climatiques favorables aient permis en 1967 une augmentation de la production agricole de 6 p. 100 environ par rapport à celle de 1966, la production alimentaire par habitant demeure au même niveau qu'en 1956 en raison de la croissance démographique. Le faible niveau de la production et l'aggravation des termes de l'échange ont provoqué une hémorragie continue de devises précieuses, par suite de l'augmentation des importations de denrées alimentaires, et les possibilités de se procurer sur place des capitaux pour les investissements nécessaires au développement se sont trouvées réduites. En vue de remédier à certains de ces problèmes, le secrétariat a décidé de lancer un programme pragmatique en trois phases. Ce programme a pour objet d'aider les Etats membres à orienter, dans le cadre des sous-régions, leurs politiques de développement par l'élaboration et l'exécution de programmes d'action concrets fondés sur une appréciation solidement établie des besoins nationaux et régionaux, des facteurs qui déterminent ces besoins et de l'ordre d'urgence qu'ils imposent (projet 72 : spécialisation et échanges agricoles intra-régionaux).



123. Le secrétariat s'efforce constamment de renforcer la coopération entre institutions pour éviter le chevauchement des efforts et utiliser au mieux les ressources disponibles et potentielles. A cet égard, la CEA et la FAO sont convenues qu'il importait de réorganiser et d'unifier les activités des organismes reliés aux Nations Unies en vue de rendre plus efficace l'assistance apportée aux pays membres, grâce à la mise au point d'un programme unique des Nations Unies pour le développement agricole de l'Afrique. Cet accord constitue un cadre d'action pratique à l'intérieur duquel les modestes ressources des deux organisations, auxquelles s'ajoutent diverses formes d'aide multilatérale et bilatérale, pourront être utilisées au mieux.

124. La première phase de ce programme unifié a déjà été entreprise pour l'Afrique du Nord et l'Afrique du Centre grâce à une coopération étroite entre le Plan indicatif mondial, les services techniques et le service de la planification agricole de la FAO, et le secrétariat de la CEA. Une série de pourparlers avec les gouvernements est prévue à l'échelon technique et politique, pour permettre de vérifier la valeur des indications fournies par cette première phase d'études et de préciser les activités à entreprendre pour atteindre les objectifs du programme intégré.

125. Le secrétariat, le service de la planification agricole et d'autres services techniques de la FAO, en collaboration avec le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, ont d'autre part organisé deux missions d'experts chargées de la première phase des études consacrées à l'Afrique de l'Est et de l'Ouest. Les travaux sont déjà bien avancés et les rapports des deux missions doivent être terminés à la fin de mars 1969, date à laquelle sera établi le programme de la deuxième phase pour l'Afrique du Nord et du Centre.

126. Un rapport sur le secteur agricole dans la sous-région d'Afrique du Nord pour la période 1963-1980 a été terminé, il est destiné à une étude plus vaste de la CEA, sur l'industrialisation et la coopération économique dans cette sous-région.

127. Des études sur le terrain ont été réalisées en Côte-d'Ivoire, en Ethiopie, au Ghana, en Haute-Volta, au Mali et au Niger sur le problème de la commercialisation des produits agricoles. Le Ghana, la Haute-Volta et le Niger ont aussi reçu une assistance à propos de la réglementation du commerce de la viande et du bétail dans la sous-région. Un accord a été signé par le Ghana et la Haute-Volta le 25 août 1968. Le secrétariat continue à s'efforcer d'améliorer la commercialisation du bétail et de la viande en Afrique de l'Ouest au moyen d'un projet du Fonds spécial du PNUD destiné aux pays de l'Entente et au Ghana. Des études sur les marchés de certains produits de base ont été poursuivies en Ethiopie et une assistance a été fournie à l'industrie laitière d'Addis-Abéba pour l'organisation de la vente de la production de sa nouvelle usine. En coopération avec les spécialistes de la commercialisation de l'OUA, le secrétariat a établi une évaluation des besoins pour un programme de stabilisation du prix des céréales. Des consultations sont en cours avec le Conseil de l'Entente au sujet d'un programme de production et de stabilisation des prix des céréales intéressant



le Niger et la Haute-Volta. Une étude sur l'amélioration du cheptel et le transport de la viande en Afrique de l'Ouest a été réalisée en coopération avec la Sous-division de la commercialisation de la FAO, en vue de la mise au point d'une stratégie pour le développement de cette industrie (projet 73 : commercialisation des produits agricoles).

128. La nécessité d'améliorer l'organisation et l'administration des services agricoles continue de retenir l'attention. Des conférences, des cycles d'études et des travaux de recherche sur le terrain ont été organisés en vue du renforcement et de l'amélioration des services de vulgarisation agricole en Afrique. On s'efforce en premier lieu de rassembler des données concrètes sur l'organisation et l'administration de ces services en Afrique de l'Est. Les consultations se poursuivent avec la Division des institutions et services ruraux du siège de la FAO à Rome. Un projet de rapport, élaboré à partir des renseignements recueillis au cours de visites dans huit pays d'Afrique de l'Est, a été achevé. Des activités analogues sont prévues dans les autres sous-régions (projet 75 : organisation et administration des services agricoles de l'Etat).

129. Le secrétariat a continué d'étudier et d'analyser les progrès réalisés dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture (projet 78 : étude et analyse des progrès réalisés actuellement dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique). Un chapitre sur l'agriculture a été ajouté à l'étude économique annuelle.

130. La section du rapport sur la situation de la viande et du lait en Afrique de l'Ouest, traitant essentiellement de la question de la production, a été terminée (projet 84 : élevage et industrie de la viande en Afrique de l'Ouest). D'autres sections ont été rédigées par des membres de la Division des produits de la FAO. La teneur et les conclusions du rapport seront prises en considération et utilisées pour le projet du Fonds spécial du PNUD envisagé pour les pays de l'Entente et le Ghana.

131. Sur la demande des gouvernements, le secrétariat a prêté son concours à divers Etats membres :

a) Le Gouvernement du Soudan a reçu une assistance pour la mise au point d'un programme visant l'organisation d'une société de développement agricole qui doit se charger d'élaborer et d'exécuter de nouveaux projets;

b) Le secrétariat a collaboré avec une mission d'assistance technique des Nations Unies au Kenya pour étudier les problèmes touchant les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche au cours de la période du plan qui s'étend jusqu'en 1973. Le rapport de la mission a été soumis au Gouvernement du Kenya;

c) Un membre du secrétariat a participé à un projet de la FAO et de la BIRD intéressant le développement de la région de Wollamo-Soddo dans la

province de Sidamo en Ethiopie. Il s'agissait essentiellement d'un projet de repeuplement, mais celui-ci comprenait également de vastes plans pour l'amélioration des modes de culture dans la région des hauts plateaux environnants;

d) Travaillant en coopération étroite avec les services de vulgarisation agricole et de développement communautaire du Kenya, de Madagascar, du Malawi, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie, le secrétariat a fourni des avis en matière de coopératives et de crédit agricole;

e) Un projet pilote a été mis au point pour l'Ouganda avec le concours du FISE et de la FAO, dans le dessein de faire participer la jeunesse rurale au développement économique national grâce à des organisations coopératives;

f) Le ministère éthiopien du développement communautaire et des affaires sociales a reçu une assistance pour la mise au point d'un projet portant sur la création d'un centre de formation et de développement coopératif pour une coopérative laitière, ainsi que d'un programme de crédit agricole.

132. Mentionnons encore les activités suivantes du secrétariat :

a) Participation à une conférence organisée par l'Académie des sciences des Etats-Unis sur les priorités de la recherche agricole dans le développement économique de l'Afrique. Un membre du secrétariat a été désigné pour participer à l'organisation d'une Association pour l'avancement des sciences agricoles en Afrique;

b) Représentation à des réunions tenues à Rome pour l'étude du problème des produits de base et participation aux délibérations du Groupe d'étude du riz;

c) Rédaction et publication des Nos 10 et 11 du Bulletin de l'économie agricole en Afrique. Ces numéros contenaient des notes et articles sur les plans de développement agricole actuellement en cours en Afrique de l'Est, les relations interindustrielles en Afrique du Nord, les aspects économiques de l'industrie du boeuf en Afrique de l'Ouest et certains intrants agricoles utilisés en Afrique du Nord;

d) Etablissement d'une bibliographie des publications sur la commercialisation parues en Ethiopie (1964-1968) pour la Sous-division de la commercialisation de la FAO. Cette bibliographie a été reproduite et distribuée sur demande à des bibliothèques et des services publics.

#### Monnaie et finance

133. Le secrétariat a poursuivi les activités entreprises à la suite de la première Conférence des gouverneurs des banques centrales africaines tenue en février 1966 et de la réunion convoquée ultérieurement pour préciser la

forme et l'objet des dispositions intérimaires nécessaires à la création de l'association des banques centrales africaines envisagée (projet 93 : Association des banques centrales africaines). En conséquence, la deuxième Conférence des gouverneurs des banques centrales africaines a eu lieu à Accra en août. La Conférence a adopté les statuts de l'Association des banques centrales africaines qui portaient création de l'Association elle-même, de ses comités sous-régionaux et du Comité exécutif. Les statuts disposent d'autre part qu'un organe technique, faisant office de secrétariat et de centre de recherche, sera créé ultérieurement (E/CN.14/AMA/16).

134. En ce qui concerne le projet 92 (mobilisation de l'épargne nationale et son utilisation à des investissements productifs : rôle des institutions financières), le secrétariat a terminé une étude sur les moyens d'encourager l'épargne, d'éviter la fuite des capitaux, d'apprécier les activités des institutions financières africaines et d'en créer de nouvelles pour le financement du commerce et du développement.

135. Le secrétariat a établi deux études sur les finances publiques. La première, qui intéresse 15 pays francophones (Cameroun, République centrafricaine, Congo (Brazzaville), République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo et Tunisie), traite de la contribution des ressources budgétaires au développement économique. La seconde décrit les tendances récentes des finances publiques dans les pays anglophones d'Afrique de l'Ouest et au Kenya, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie.

136. Une autre étude sur la coopération internationale pour le financement du commerce et du développement (E/CN.14/UNCTAD.II/3) a été établie pour la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cette étude mettait en lumière les difficultés et les perspectives dans ce domaine et contenait des recommandations concernant l'utilisation optimale de l'aide financière, la nécessité d'améliorer les conditions de l'aide, l'amélioration du dispositif de consultation, la nécessité de mesures financières supplémentaires et de mesures destinées à résoudre le problème des liquidités internationales. La possibilité de mesures financières supplémentaires a fait l'objet d'un document distinct rédigé à la suite de la deuxième session de la CNUCED et suggérant une solution au problème.

137. De graves problèmes de gestion fiscale et budgétaire freinent la coopération et l'intégration économique en Afrique. Pour favoriser l'élaboration de projets à court terme et à long terme tendant à y apporter des solutions, le secrétariat se tient systématiquement en liaison avec les Etats membres, en coopération avec des conseillers de l'Organisation des Nations Unies.

138. Des études sont en cours sur l'harmonisation des plans et des budgets; elles ont pour objet de suggérer l'uniformisation des procédures dans les domaines suivants : 1) formulation, étude et approbation des programmes de développement et leurs incidences sur le plan et le budget; 11) élaboration d'un plan de développement annuel dans le cadre de plans à moyen terme et à

long terme; 111) prévisions relatives aux recettes et projections des ressources nécessaires au développement.

### Développement social

139. Dans le domaine du développement social, le secrétariat a orienté ses activités dans un double dessein :

- a) Obtenir des populations qu'elles s'intéressent et contribuent au développement agricole et industriel;
- b) Intensifier l'action communautaire tendant à l'amélioration de la vie et des institutions rurales.

140. Les études sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale (projet 101) se sont poursuivies et deux monographies ont été publiées dans la série intitulée : "Services de protection sociale en Afrique". Ces nouvelles publications sont les suivantes : Répertoire des activités de protection sociale (deuxième édition) (E/CN.14/SWSA/1/Rev.1) et La condition et le rôle de la femme en Afrique de l'Est (E/CN.14/SWSA/6).

141. Un chapitre de l'étude économique annuelle a été consacré à la situation sociale et traite des questions suivantes : principales tendances des objectifs sociaux des politiques de développement; programmes de développement social (incidences et réalisations); tendances et problèmes de l'urbanisation; aspects sociaux du logement; évolution des niveaux de vie; problèmes de santé et orientation des programmes; problèmes de nutrition et orientation des programmes; sécurité sociale; conditions de travail; salaires; développement des ressources humaines; politiques et programmes d'emploi et de main-d'oeuvre, politiques et programmes d'éducation et de formation (projet 99 : rapport sur la situation sociale en Afrique).

142. En application de la résolution 170(VIII) par laquelle la Commission priait instamment le Secrétaire exécutif d'étudier les problèmes relatifs à la jeunesse afin de conseiller les Etats membres sur les moyens de mobiliser au maximum les jeunes en vue du service national et du développement, le secrétariat a fait exécuter par un consultant une étude sur la jeunesse et le développement national en Afrique (E/CN.14/421). Cette étude, ainsi que d'autres travaux du secrétariat dans le même domaine, a constitué la documentation de base d'une Réunion régionale sur l'emploi de la jeunesse et le développement national en Afrique, tenue à Niamey du 21 au 30 mai (projet 106 : éducation et placement de la jeunesse). La réunion avait été organisée par le secrétariat et le Comité régional interinstitutions pour la jeunesse. Seize pays africains y étaient représentés. L'Organisation des Nations Unies, plusieurs institutions spécialisées, l'Organisation internationale des employeurs et la Conférence des Eglises de toute l'Afrique avaient envoyé des observateurs. Les participants ont étudié les problèmes et les perspectives de l'éducation et de la formation de la jeunesse en fonction des besoins du développement économique et social, et l'ampleur et les caractéristiques du

problème de l'emploi de la jeunesse africaine. Une méthode orientée vers l'action a été adoptée et les programmes économiques déjà mis à l'épreuve pour remédier au problème de l'emploi de la jeunesse ont été passés en revue, de même que la question de la planification de l'emploi et divers programmes spéciaux pour la formation et l'emploi de la jeunesse.

143. Dans le cadre des objectifs fixés en fonction des besoins de la région, le secrétariat a inauguré en mars un Comité africain interinstitutions pour le développement rural composé de représentants régionaux de la FAO, de l'OIT, de l'UNESCO, de l'OMS, du PNUD, du FISE et du HCR. A sa première réunion, le Comité a étudié le rôle que chaque institution peut jouer dans le développement rural de l'Afrique et les moyens de renforcer la collaboration interinstitutions sur le plan régional. En conséquence, il a formulé des principes directeurs concernant une méthode intégrée à l'échelon des institutions et une stratégie commune en vue du développement rural du continent (E/CN.14/422) [projet 100 : études socio-économiques sur les problèmes et les perspectives de développement rural].

144. Le secrétariat a continué de prêter assistance aux Etats membres sous la forme de stages de formation à la vulgarisation agricole et au développement communautaire. Deux cours importants sur le développement rural et communautaire ont été organisés pendant l'année (projet 102 : formation en vue du service social).

145. L'un de ces cours s'est tenu à l'Ecole de développement rural de Holte au Danemark, sous les auspices du Conseil de la coopération technique danois et de la CEA, du 21 avril au 23 juin. Il a été suivi par des fonctionnaires supérieurs ou des cadres chargés du développement rural (développement communautaire, vulgarisation agricole, coopératives et éducation sanitaire) de huit pays membres. La CEA a conclu un accord avec les autorités danoises, aux termes duquel des cours interdisciplinaires de brève durée, conçus sur le même modèle, seront organisés tous les ans pour des fonctionnaires africains. Les diplômés de ces cours spéciaux devront être employés au développement et à l'expansion des programmes de formation de leurs pays respectifs.

146. Le second cours, sur la vulgarisation agricole et le développement communautaire en Afrique de l'Est, s'est tenu à l'Institut d'administration du Kenya du 5 août au 7 septembre et a été suivi par des participants de huit pays membres ainsi que par des observateurs représentant des organisations non gouvernementales d'Afrique de l'Est. Ce cours était organisé par le secrétariat et le Gouvernement du Kenya, avec la participation et la collaboration de la Division du développement social de l'Organisation des Nations Unies, la FAO, l'OIT, l'OMS, l'UNESCO et le PNUD. Le cours avait deux objectifs principaux : 1) offrir l'occasion à des administrateurs principaux est-africains chargés de programmes de développement rural d'étudier les caractères communs de leurs tâches et de leurs problèmes dans la sous-région; 2) leur permettre d'échanger des connaissances et des données d'expérience et éveiller en eux la volonté d'élaborer un programme intégré de développement rural. La marche du cours était assurée par du personnel du secrétariat,

un membre de la Division du développement social du Siège et 22 chargés de cours et animateurs provenant d'institutions spécialisées, des services gouvernementaux du Kenya et de divers établissements de recherche d'Afrique de l'est.

147. Sur la demande d'Etats membres, des missions consultatives se sont rendues dans des pays africains au cours de l'année : deux d'entre elles sont allées en Ouganda pour offrir des avis au sujet de programmes de réadaptation intéressant 12 colonies de réfugiés (14 - 30 mars) et aider à la formulation de projets en vue d'obtenir une assistance du FISE (6 - 27 novembre). En République arabe unie, une mission consultative a participé à la révision d'un programme d'études de service social (31 mars - 13 avril) et a fourni des avis au sujet de la création d'un centre régional de jeunesse (17 - 30 août). Des missions se sont encore rendues en Côte-d'Ivoire pour participer à la mise au point d'une déclaration de politique sociale (1 - 30 mai), au Sénégal pour présenter des conseils sur des projets communautaires à Pikine et sur la réorganisation de l'Ecole de service social (14 - 22 juin), au Cameroun pour aider le Gouvernement à étudier son nouveau programme d'animation rurale et de développement communautaire (18 juillet - 18 août), au Congo (Brazzaville) pour offrir des avis sur le nouvel aspect du plan de développement national, au Kenya pour participer à la formulation de projets en vue d'une assistance du FISE, en République-Unie de Tanzanie et au Soudan pour aider à mettre au point des programmes d'études pour les écoles de service social qui viennent d'y être créées.

#### Habitat, bâtiment et aménagement

148. Conformément aux dispositions des résolutions 157(VIII) de la Commission et 1267(XLIII) du Conseil économique et social, le secrétariat a poursuivi la réorientation de ses activités dans le domaine de l'habitat, du bâtiment et de l'aménagement en vue de mettre l'accent sur des projets concrets et de renforcer la coopération avec les pays donateurs d'aide bilatérale. Cette coopération s'est développée et est désormais fermement établie, en particulier avec les Gouvernements des Pays-Bas (par l'intermédiaire du Bowcentrum de Rotterdam, organisme technique désigné) et de la République fédérale d'Allemagne (par l'intermédiaire de la Fondation allemande pour les pays en voie de développement), ainsi qu'avec les autorités britanniques et françaises en ce qui concerne un projet commun touchant l'étude et la publication de modèles de règlements de la construction.

149. Avec l'accord du Gouvernement, une mission sur la programmation de l'habitat s'est rendue au Ghana pour poursuivre les travaux entrepris par celle qui avait été organisée par la CEA et le Gouvernement néerlandais en mars 1967. La mission a fait essentiellement porter ses activités sur l'intégration du logement dans la planification nationale du développement et sur l'amélioration des dispositifs de financement utilisés dans les programmes de logement au Ghana.

150. A la suite de demandes d'assistance des Gouvernements du Souaziland et du Lesotho pour la mise au point de politiques et de programmes de logement et pour la formulation de recommandations sur la création d'organismes nationaux de l'habitat, le secrétariat leur a envoyé un conseiller régional qui a collaboré avec des experts britanniques travaillant dans ces pays (projet 110 : réalisation et activités du développement).

151. Le conseiller régional spécialiste du financement de l'habitat a participé à un cours organisé au Caire par l'Institut africain de développement économique et de planification sur le financement des projets de développement.

152. Conformément aux résolutions 157(VIII) de la Commission et 1170(XLI) du Conseil économique et social (sur les méthodes et moyens nouveaux permettant d'accroître l'apport de capitaux pour le logement) une réunion régionale, organisée en commun par la Commission et la Fondation allemande pour les pays en voie de développement, a eu lieu en janvier 1969. La réunion a étudié en détail les divers aspects du financement de l'habitat et a présenté des recommandations aux gouvernements au sujet de méthodes et techniques améliorées et de la création, sur le plan continental, en collaboration avec la Banque africaine de développement, d'un organisme consultatif pour le financement de l'habitat.

153. Le troisième cours de formation sous-régional sur les techniques coopératives et l'autoconstruction assistée a eu lieu au Libéria du 23 septembre au 30 octobre. Ce cours, qui figure dans le programme régional de la Commission, était spécialement destiné aux pays d'Afrique de l'ouest qui ont mis en oeuvre des programmes d'autoconstruction assistée ou sont sur le point de le faire. Les participants étaient des fonctionnaires africains affectés à des programmes de construction d'habitations à bon marché ou de développement communautaire. Le quatrième cours de formation sous-régional est prévu pour 1969 et sera destiné à l'Afrique du centre (projet 110).

154. En avril, une Réunion d'experts sur les coûts de construction des maisons d'habitation a été convoquée à Addis-Abéba (E/CN.10/16). La Réunion, qui se situait à un niveau technique élevé, a étudié les moyens de réduire les coûts des travaux de chantier, du bâtiment et des installations collectives. Elle a recommandé qu'une collaboration permanente s'établisse au sein de la sous-région entre les experts, en coopération étroite avec le secrétariat. Le questionnaire sur le rassemblement de renseignements techniques relatifs aux coûts a été adopté (projet 111 : planification, coordination, organisation et administration des services de recherche et de vulgarisation).

155. Le rassemblement et l'analyse systématiques de données sur le logement se sont poursuivis. Des dossiers sur le Cameroun, le Ghana, Maurice, le Kenya, l'Ouganda, le Souaziland, la Tunisie et la Zambie existent déjà sous une forme provisoire.



156. Le secrétariat a continué de prêter son concours à des Etats membres en leur fournissant de la documentation et en rassemblant des informations par pays en collaboration avec d'autres organes des Nations Unies et des institutions internationales. Une brochure établie à l'intention des pays en voie de développement, intitulée Le classement des documents dans les centres d'information modestes ou moyens sur le bâtiment, a été distribuée aux Etats membres et à des organisations internationales (projet 113 : documentation et dépouillement des données nationales; assistance aux Etats membres dans le domaine des méthodes et des procédures).

157. Des cours de formation pour entrepreneurs africains ont été organisés en Ethiopie, en Zambie, au Kenya et en Ouganda. Un total de 97 participants les ont suivis et ont recommandé que cet enseignement soit étendu à l'ensemble du continent (C/CN.14/417). Un programme est prévu pour l'Afrique de l'ouest pour 1969.

#### Main-d'oeuvre et formation

158. Au cours de l'année considérée, les activités du secrétariat se sont intensifiées et des progrès ont été réalisés dans le domaine du développement des ressources humaines grâce à la planification et à la formation de la main-d'oeuvre. Une vingtaine de stages, de cours et de cycles d'études ont été organisés dans le cadre du programme régulier de la CEA. Plus de 380 participants africains ont bénéficié des programmes de formation du secrétariat, et une vingtaine de fonctionnaires ont reçu une formation spécialisée aux techniques de la planification des ressources humaines. Des bourses d'études et de perfectionnement ont été obtenues pour quelque 70 bénéficiaires. Des Etats membres ont profité des services consultatifs offerts dans le domaine de la planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi, et plusieurs d'entre eux ont en conséquence pris des dispositions pour évaluer leurs besoins de main-d'oeuvre et de formation.

159. Le secrétariat a continué de fournir sur demande des services consultatifs en matière de planification de la main-d'oeuvre, notamment pour la mise en place d'organismes appropriés capables de prendre des mesures à l'échelon national. Entre mars et août, le Conseiller régional en planification de la main-d'oeuvre a donné des avis aux Gouvernements du Burundi, du Cameroun, de la République démocratique du Congo, du Kenya, du Malawi, du Swaziland et de la Zambie sur l'évaluation des besoins, l'utilisation de la main-d'oeuvre qualifiée, les tâches à confier dans le domaine du développement et de l'exécution aux fonctionnaires ayant participé à des cours de la CEA sur la planification de la main-d'oeuvre, et les effectifs nécessaires à un organisme national de planification de la main-d'oeuvre et de coordination de la formation (projet 115 : planification de la main-d'oeuvre, politique et programmes de formation).

160. Des Etats membres ayant demandé une assistance pour constituer un corps valable de planificateurs de la main-d'oeuvre autochtones, le secrétariat a organisé à Nairobi du 8 juillet au 30 août, en collaboration avec l'Eas+



Africa Staff College de cette ville, le deuxième stage de formation d'une série destinée à des planificateurs de la main-d'oeuvre et à des administrateurs de programmes de formation (E/CN.14/425). Onze stagiaires provenant de neuf pays anglophones ont participé au cours. Le BIT, l'Agency for International Development des Etats-Unis et l'Institut africain de développement économique et de planification ont fourni des charges de cours à plein temps et de la documentation. Les participants ont rédigé simultanément trois rapports sur les sujets suivants : i) l'objectif de l'emploi dans le développement économique et la solution du problème du chômage en Afrique; ii) les problèmes démographiques dans le cadre du développement économique de l'Afrique : un plan d'action; iii) une stratégie de l'éducation et de la formation en vue du développement économique : le rôle des stimulants. Ces rapports et la série des conférences seront publiés dans la collection des monographies sur la planification des ressources humaines en Afrique. Des contacts personnels seront maintenus et un complément de documentation sur la technique de la planification de la main-d'oeuvre sera adressé aux participants (projet 117, b : cours à l'intention des administrateurs des programmes nationaux de formation; cours de formation à l'intention des planificateurs de la main-d'oeuvre).

161. Le secrétariat a continué à coordonner l'octroi de bourses d'études et de perfectionnement offertes par son intermédiaire au titre de l'assistance bilatérale, à aider et à encourager les Etats membres à former des fonctionnaires dans les domaines où le manque de personnel est reconnu. On espère pouvoir amener un plus grand nombre d'Etats africains et non africains à mettre leurs moyens de formation à la disposition des pays qui en ont besoin (projet 116 : moyens de formation et mesures propres à stimuler la demande de formation).

162. En application de la résolution 125(VII) de la Commission, le secrétariat a continué à rassembler des renseignements sur les moyens de formation et les bourses offertes en Afrique et hors du continent, et à les diffuser par l'intermédiaire des Notices sur la formation publiées trimestriellement. Les renseignements contenus dans les Notices permettent aux Etats membres de déterminer rapidement les moyens de formation disponibles les mieux adaptés à leurs besoins immédiats. Au cours de l'année, les numéros 12 à 15 ont été publiés (projet 116 : moyens de formation et mesures propres à stimuler la demande de formation).

163. Le secrétariat a continué à favoriser la formation dans des domaines spécialisés (projet 117, b et, sur la demande des gouvernements, a procédé à des études concrètes sur la main-d'oeuvre, l'éducation et la formation. Ces études ont pour objet d'offrir un point de départ rationnel pour l'élaboration de politiques de formation, ainsi que d'inciter les Etats membres à adopter des mesures pour remédier à leurs problèmes de main-d'oeuvre et à étayer les efforts de la CEA en déterminant les possibilités de coopération intra-africaine en matière d'industrie et dans d'autres domaines du développement, soit à l'échelon sous-régional, soit sur le plan multinational. Les études suivantes ont été terminées au cours de l'année :

- a) "Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine de la main-d'oeuvre et de la formation" (parties I et II) [ E/CN.14/1P.6/23 et Add.1].
- b) "Points saillants du rapport du Secrétaire général sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines dans les pays en voie de développement" (E/CN.14/WP.6/17).
- c) "Problèmes de main-d'oeuvre et de formation identifiés en Afrique : rapport circonstancié" (E/CN.14/1P.6/21).
- d) "Les besoins de l'Afrique en main-d'oeuvre qualifiée dans les domaines critiques du développement" (E/CN.14/WP.6/22).
- e) "Projet de programme d'action destiné à satisfaire les besoins de l'Afrique en personnel dans les branches essentielles du développement" (E/CN.14/1P.6/20).
- f) "La transformation économique de l'Afrique et ses conséquences pour le développement de l'éducation et de la formation de la main-d'oeuvre" (E/CN.14/1P.6/18).
- g) "Manpower, education and training in Africa" (pour le quatrième Cycle d'études interrégional sur la planification du développement).
- h) "Memorandum sur la valeur de la formation pratique dans l'enseignement scientifique et technique en Afrique" (MPTR/10-68).
- i) "Stage de formation à la planification des ressources humaines en Afrique" (Monographie n° 1).
- j) "Correspondence education in Africa".

164. Le secrétariat a adressé et envoyé aux Etats membres une deuxième liste complétée indiquant les noms et les qualifications d'environ 600 spécialistes africains travaillant dans des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, qui sont disposés à prêter leurs services à des Etats membres ou à des institutions en dehors de leurs pays d'origine. Cette liste a pour objet de stimuler l'esprit de coopération intra-africaine en centralisant des renseignements permettant d'utiliser des spécialistes africains pour des services consultatifs à court terme. On espère publier une nouvelle édition plus complète de la liste, en y ajoutant les noms et qualifications de spécialistes africains du secteur privé, et d'en faire dorénavant une publication annuelle (projet 116 : moyens de formation et mesures propres à stimuler la demande de formation).

165. Le secrétariat a convoqué la deuxième session du Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation qui s'est tenue à Addis-Abéba du 28 octobre au 1er novembre. A cette session, le Groupe de travail a étudié

les questions suivantes : pénurie de main-d'oeuvre de niveau intermédiaire et de cadres supérieurs, nombre croissant des étrangers auxquels les pays africains doivent faire appel pour pourvoir les postes de ces niveaux, et nécessité d'élaborer et d'adopter des programmes d'action permettant de remédier aux problèmes du chômage et de la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. Le Groupe de travail a aussi examiné les mesures prises en application des résolutions de la Commission et a présenté des propositions pour la période quinquennale à venir en ce qui concerne le développement et l'utilisation des ressources humaines. On envisage d'organiser pour les membres du Groupe de travail, dans les cinq prochaines années, un voyage d'études sur la planification de la main-d'oeuvre et la programmation de la formation (projet 115 : planification de la main-d'oeuvre, politiques et programmes de formation en Afrique).

166. Le secrétariat a continué de coopérer avec les institutions spécialisées compétentes en la matière, en établissant des documents pour leurs réunions et en participant à l'organisation de celles-ci. En juillet, le secrétariat a pris une part active à une conférence de l'UNESCO et de l'OUA sur l'éducation et la formation scientifique et technique dans leurs rapports avec le développement, tenue à Nairobi. Il a établi et présenté un important document sur la transformation économique de l'Afrique et ses conséquences pour le développement de l'éducation et de la main-d'oeuvre (E/CN.14/UP.6/18). Du 30 juillet au 1er août, la deuxième Réunion mixte du personnel de la CEA et de l'UNESCO s'est tenue à Addis-Abéba, des questions présentant un intérêt commun aux deux organisations ont été étudiées, notamment celle de la coopération pour les mesures à prendre en exécution des résolutions de la Conférence de Nairobi sur l'enseignement et la formation scientifique et technique, et de l'organisation de la Conférence sur l'application de la science et de la technique au développement de l'Afrique, ainsi que d'un colloque régional sur le même sujet.

#### Administration publique

167. Le secrétariat a poursuivi la réalisation de projets spéciaux de haute priorité conçus en vue de l'amélioration des systèmes et des méthodes d'administration du personnel dans les Etats membres. Les projets suivants notamment ont été exécutés au cours de l'année écoulée, conformément au programme de travail fixé pour la période biennale :

- a) Un cycle d'études sur les méthodes et les règles à adopter pour améliorer l'administration du personnel, tenu à Addis-Abéba du 20 au 28 juin pour les Etats membres anglophones (projet 124, a : méthodes et procédures visant à améliorer l'administration du personnel);
- b) Un cycle d'études sur les méthodes et les règles à adopter pour améliorer l'administration du personnel, tenu à Addis-Abéba du 7 au 15 octobre pour les Etats membres francophones (projet 124, a);

c) Un cycle d'études sur la gestion des entreprises publiques, tenu à Tunis du 9 au 20 décembre (projet 125 : cycle d'études sur la gestion des entreprises publiques);

d) Un cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents dans les pays africains, tenu à Addis-Abéba du 14 au 27 novembre. (Ce projet a remplacé le projet 123, c : administration locale, dont l'exécution a dû être différée, le poste de conseiller en administration locale étant resté vacant de décembre 1967 à la fin de novembre 1968).

168. Le premier de ces cycles d'études a été suivi par 23 participants représentant 16 pays anglophones et le second par 23 participants représentant 18 pays francophones. L'un et l'autre étaient destinés à aider les commissions de la fonction publique, les bureaux centraux du recrutement et du personnel et autres organismes analogues à améliorer leurs systèmes et méthodes d'administration du personnel en les alignant sur les pratiques et procédures les plus récentes. Les participants ont bénéficié de l'expérience des consultants et ont étudié en groupes restreints les moyens d'adapter les nouvelles méthodes aux systèmes en vigueur dans leurs propres pays.

169. Le Cycle d'études sur les aspects administratifs de la gestion des entreprises publiques, organisé pour les pays anglophones et francophones, a été suivi par 36 participants représentant 24 Etats membres et par trois fonctionnaires de l'East African Railways and Harbours. Ce cycle d'études marquait le début d'une série d'activités visant à améliorer l'administration des entreprises publiques au moyen d'études et d'échanges de données d'expériences sur divers problèmes qui se posent dans le contrôle et la gestion de ces entreprises, à l'échelon local et sur le plan national. Le secrétariat poursuivra ces activités en coopération étroite avec l'OIT et d'autres organismes compétents.

170. Le Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents dans les pays africains, auquel étaient représentés 30 Etats membres, avait été organisé en exécution de la résolution 172(VIII) par laquelle la Commission mandait au Secrétaire exécutif de mettre au point un programme de travail élargi dans le domaine de l'administration publique à l'échelon du pouvoir central, des entreprises et des collectivités régionales. Les recommandations du Cycle d'études offrent au secrétariat de nouvelles directives pour la suite de ses travaux dans ce domaine.

171. Les activités relatives à l'étude du système postal africain se sont poursuivies (projet 120 : étude du système postal africain). Malheureusement, un grave accident a contraint le conseiller régional de l'UPU qui était chargé du projet, à regagner son pays. Il est prévu que l'UPU s'efforcera de fournir les services d'un autre expert pour assurer la continuation du projet.

172. Les activités intéressant la constitution d'un corps de fonctionnaires africains n'ont guère marqué de progrès (projet 119 : constitution d'un corps

de fonctionnaires africains). Un projet d'accord précisant les conditions dans lesquelles des fonctionnaires pourraient être prêtés entre pays a été distribué à tous les Etats membres. Le secrétariat a aussi communiqué aux gouvernements diverses offres et demandes.

173. Le conseiller régional en organisation et méthodes a entrepris la révision du Manuel de formation en Organisation et Méthodes et la nouvelle édition sera publiée au cours du premier trimestre de 1969.

174. La coordination des programmes s'est poursuivie avec la coopération de la Division de l'administration publique du Siège de New York, et une participation commune à des cycles d'études interrégionaux a été assurée. La Section de l'administration publique a pris part en mai à deux de ceux-ci sur le rôle des administrateurs principaux dans les services publics des pays en voie de développement et sur les problèmes administratifs de l'éducation, organisés en mai au Centre africain de formation et de recherches administratives de Tanger.

175. Les deux conseillers régionaux en administration publique ont effectué les missions suivantes :

a) Le conseiller principal en administration publique s'est rendu au Kenya en avril pour terminer un rapport sur l'application de l'enseignement programmé à la formation du personnel des collectivités locales, qui avait été établi par l'expert en administration publique au cours de sa mission. Des recommandations ont été présentées au Gouvernement du Kenya à cet égard.

b) Le conseiller régional en organisation et méthodes a procédé, sur la demande des Gouvernements de la Côte d'Ivoire et du Rwanda, à une étude globale des préalables à une réforme administrative générale. Il s'est rendu dans les deux pays, ainsi qu'en Haute-Volta, au Niger, au Mali et au Burundi où il a donné des avis aux gouvernements au sujet de la création de services d'organisation et méthodes

#### Statistiques et démographie

176. Au fur et à mesure que les économies deviennent plus complexes, l'élaboration des programmes et des politiques de développement requiert des techniques plus perfectionnées, de même que des données et des études plus détaillées et plus précises dans les divers secteurs de la vie économique et sociale. Les services nationaux de statistique de la région déploient, à cet effet des efforts appréciables, mais il reste encore beaucoup à faire pour que les lacunes de l'information chiffrée soient totalement comblées.

177. Dans ce domaine, le secrétariat a poursuivi l'assistance jusque-là prêtée aux Etats membres en vue d'améliorer la qualité des statistiques habituellement élaborées, d'élargir le champ des données disponibles, de renforcer l'effectif du personnel statisticien, d'harmoniser les concepts et les méthodes en usage dans la région, de maintenir les échanges de renseignements

entre les pays et d'élaborer des données et des études de plus en plus complètes qui contribueront au développement de la coopération et à la mise au point de meilleurs plans de développement économique et social.

178. L'importance croissante accordée aux activités statistiques dans la planification et dans la prise des décisions courantes en matière de politiques économiques et sociales a amené l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées à affecter quelque 120 conseillers statisticiens dans la région. Ces conseillers statisticiens ont eu à s'occuper principalement des statistiques agricoles, de la formation du personnel, de la comptabilité nationale, des statistiques économiques, des statistiques démographiques, des statistiques sanitaires, des enquêtes sur le terrain et de l'organisation des services de la statistique.

179. Avec la collaboration du Bureau de statistique du Siège de l'Organisation des Nations Unies et de la Direction des opérations d'assistance technique, le secrétariat, par l'intermédiaire des conseillers statisticiens régionaux, a fourni des services consultatifs aux pays de la région, sur leur demande. Compte tenu des opérations en cours dans le cadre du Programme mondial des recensements de la population et de l'habitation de 1970, le secrétariat disposait de 2 conseillers en statistiques démographiques, de 1 conseiller en statistiques des finances publiques et de 1 conseiller en enquêtes par sondage. Cette équipe, complétée le cas échéant par des membres du secrétariat, a effectué pendant les 12 derniers mois 32 missions dans 20 pays de la région (projet 127 : développement des statistiques et de la démographie en Afrique).

180. En ce qui concerne la formation de cadres moyens, les centres de formation statistique d'Achimota et d'Addis-Abéba dont la responsabilité a été transférée respectivement aux Gouvernements ghanéen et éthiopien, ont encore bénéficié, au cours de l'année, de l'aide de l'Organisation des Nations Unies sous forme de personnel enseignant. La première convention d'assistance au centre de Yaoundé est arrivée à son terme à la fin de 1968, mais compte tenu des besoins de formation de cadres en Afrique du centre et conformément à la résolution 146(VII) de la Commission recommandant le renouvellement de l'accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Cameroun, une aide sera apportée à ce centre dès 1969 par le Fonds spécial du PNUD, après étude de la requête officielle du Gouvernement camerounais. Conformément aux termes de la convention (1965-1970) régissant le Centre de Dar es-Salam, le secrétariat a maintenu son assistance en personnel enseignant, bourses et équipement (projet 128 : coopération régionale pour la formation de personnel statistique).

181. Au niveau de la formation des cadres supérieurs, l'Institut national de statistique et d'économie appliquée de Rabat, qui bénéficie de l'aide du Fonds spécial du PNUD et l'Ecole de statistique d'Abidjan qui relève entièrement du Gouvernement ivoirien, ont totalisé, à eux deux, pendant l'année scolaire 1967-1968, 113 élèves ingénieurs des travaux statistiques en provenance des pays francophones de la région.

182. A la suite de la recommandation du groupe d'experts désigné par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour étudier les problèmes de l'enseignement des statistiques et de la formation des statisticiens en Afrique, les premiers cours de l'Institut de statistique et d'économie appliquée de Makerere ont été donnés à partir de l'année scolaire 1968-1969 en attendant que l'assistance du Fonds spécial du PNUD intervienne dès le début de l'année 1969.

183. Le Centre de recherche et de formation démographiques du Caire, créé avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies et du Population Council pour desservir les pays de la sous-région de l'Afrique du nord et les pays d'expression arabe de l'Asie occidentale, a bénéficié, à partir de 1968, d'une nouvelle assistance des Nations Unies à la fin de la première convention qui est venue à expiration au début de 1968. Pour permettre aux ressortissants d'un plus grand nombre de pays africains d'utiliser les moyens de formation de ce centre, des efforts ont été déployés pour que l'enseignement régulier de 12 mois puisse être donné aussi bien en anglais qu'en arabe. Pendant l'année scolaire 1968-1969, en plus des cours réguliers qui ont commencé le 1er décembre 1968, le Centre a organisé des cours spéciaux sur l'évaluation des données démographiques de base (projet 98 : formation de démographes).

184. Un cycle d'études sur les méthodes de sondage a été organisé par le secrétariat à Addis-Abéba, du 3 au 14 juin. Il a permis aux participants de bénéficier de l'expérience acquise dans le domaine des sondages, de mieux comprendre les problèmes et les techniques de sondage et d'établir la base d'un programme de travail continu en vue du développement de la méthodologie. A cet effet, la préparation d'une série de manuels sur les méthodes des enquêtes par sondage en Afrique sera entreprise en 1969. Des participants de 22 pays africains, du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont participé à ce cycle d'études; des représentants de la FAO et du BIT ont mené les discussions dans les domaines de leur compétence. Les débats ont porté sur l'utilisation du sondage dans les domaines de l'agriculture, de la main-d'œuvre et de l'emploi, dans les secteurs des entreprises et de la distribution, dans les études sur la population, sur l'habitation et sur les ménages (E/CN.14/418) [projet 129 : élaboration de normes statistiques pour la région].

185. Dans le cadre des préparatifs du Programme mondial des recensements de la population et de l'habitation prévus pour 1970, le secrétariat a organisé à Addis-Abéba, du 17 au 27 juin, un cycle d'études sur l'organisation et la conduite des recensements de la population et de l'habitation. Des représentants de 28 pays africains et du Gouvernement français ont pris part à ce cycle d'études de même que des observateurs du Bureau de statistique du Siège de l'Organisation des Nations Unies, du BIT, de la FAO, de l'OMS, de l'UNESCO, du FISE et du Population Council. Compte tenu des recommandations internationales relatives aux recensements et de l'expérience acquise dans les pays de la région, les participants ont discuté des problèmes de la structure de l'organisation des recensements, de la coordination entre les recensements de la population et de l'habitation, de l'utili-

sation des sondages en liaison avec les recensements, des méthodes de dénombrement, du traitement et de la publication des données et de l'évaluation des résultats des recensements (E/CN.14/423) [projet 129 : élaboration de normes statistiques pour la région]

186. En décembre 1968, le secrétariat a également organisé à Addis-Abéba, en collaboration avec le Bureau de statistique du Siège de l'Organisation des Nations Unies, un groupe de travail sur les statistiques de la distribution du revenu. Des représentants de 13 pays africains et des institutions spécialisées ont pris part aux travaux de cette réunion qui ont porté sur les concepts, les définitions et les méthodes de collecte en usage dans les pays africains dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la distribution du revenu et sur la mise au point d'un système de statistiques de la distribution du revenu adapté aux conditions propres à la région et conforme aux principes de base du système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies (projet 129).

187. Pendant la période considérée, le secrétariat a en outre mené d'autres travaux méthodologiques en vue de l'amélioration de la comparabilité des statistiques sur le plan régional aussi bien que sur le plan mondial et de l'adaptation des normes internationales à l'Afrique. Des préparatifs sont en cours dans les domaines de la comptabilité nationale, des prix, des statistiques de la population et des statistiques industrielles. Après son approbation à la cinquième session de la Conférence des statisticiens africains, le rapport du Cycle d'études sur les statistiques et programmes de logement pour l'Afrique, organisé en 1966 à Copenhague par le Gouvernement danois et le secrétariat, a été mis au point et soumis au Gouvernement danois pour impression.

188. De mars à mai, une mission organisée par le Siège de l'Organisation des Nations Unies et le secrétariat en vue d'établir des programmes de recherche, de formation et de services consultatifs dans le domaine de la démographie, s'est rendue dans plusieurs pays de la région. La mission a fait des recommandations pour le programme de travail du secrétariat relatif à la population et souhaité que les gouvernements africains soient encouragés à prendre davantage en considération les problèmes de la population dans l'élaboration de leurs plans de développement économique et social.

189. Le secrétariat a publié au cours des 12 derniers mois les numéros 25, 26, 27 et 28 des Informations statistiques, le Bulletin de statistiques pour l'Afrique nos. 1 et 2, Statistiques africaines du commerce extérieur, série A : Echanges par pays nos. 11 et 12, Statistiques africaines du commerce extérieur, série B : Echanges par produit nos. 13 et 14, les Statistiques annuelles de production industrielle n° 3, l'Annuaire statistique pour l'Afrique n° 3 et un Guide démographique de l'Afrique. Les préparatifs sont en cours, d'autre part, pour la publication du premier numéro du Bulletin des statistiques de comptabilité nationale pour l'Afrique qui, à ses débuts, paraîtra occasionnellement en attendant que sa périodicité puisse être assurée par la fourniture régulière de données sur la comptabilité nationale des pays de la région (projet 130 : rassemblement, distribution et échange de renseignements).



190. Le secrétariat a poursuivi ses activités de traitement et d'exploitation de toutes les données disponibles dans la région en vue de leur centralisation et de leur conservation. En avril, un ordinateur IBM 360-20-8K a été installé au secrétariat en remplacement des machines mécanographiques classiques dont la capacité était insuffisante étant donné le volume sans cesse croissant des travaux à exécuter. Il est, dès à présent, envisagé de lui adjoindre, à plus ou moins long terme, des disques et des bandes afin de pouvoir entreprendre des travaux aussi complexes que les calculs d'élasticité, de corrélation, de simulation de modèles ou d'inversion de matrices et d'échanger plus aisément, à l'occasion, les enregistrements sur bandes avec les autres organismes intéressés à l'exploitation des données relatives aux pays africains. Dès le mois de juillet, des travaux de démonstration ont été organisés au profit d'une dizaine de fonctionnaires soudanais dont le Gouvernement projette l'acquisition d'un équipement semblable (projet 131 : coopération régionale pour le traitement de l'information statistique).

#### Coopération technique

191. Au cours de la période considérée, le secrétariat a continué d'apporter une aide aux Etats membres de la Commission en participant activement aux programmes d'assistance technique par pays de l'Organisation des Nations Unies. Il a aidé les experts à élaborer et à formuler leurs propositions aux gouvernements intéressés, et a suivi leurs travaux; il a, d'autre part, donné des instructions à quelque 35 experts affectés à divers projets avant qu'ils ne prennent leurs fonctions dans les pays membres. Plus de 300 rapports périodiques relatifs à des domaines d'activité divers ont été reçus et analysés.

192. Dans le domaine du développement économique et social, le secrétariat a continué à se préoccuper essentiellement de l'élaboration, de l'évaluation et de l'avancement de projets par pays ou de projets régionaux pour lesquels une assistance financière du Fonds spécial du PNUD a été demandée. Au cours de la période considérée, le secrétariat a passé en revue et étudié environ 70 projets de demande du Fonds spécial et a présenté des observations sur chaque élément des projets envisagés avant que ceux-ci ne soient présentés à la session semestrielle du Conseil d'administration du PNUD. Dix-sept de ces demandes ont été approuvées par le Conseil à sa session de juin 1968.

193. Des observations ont aussi été présentées sur quatre projets régionaux, dont les trois suivants ont été approuvés par le Conseil à cette même session :

a) East African Railways and Harbours formation et développement; les pays participants sont le Kenya, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie,

b) Etude des transports en Afrique; tous les pays de la région participent au projet à l'exception de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie et des territoires portugais;

c) Liaison ferroviaire République-Unie de Tanzanie-Zambie; les pays participants sont la République-Unie de Tanzanie et la Zambie.

194. Dans le cadre du Programme régional d'assistance technique (financé sur le budget ordinaire des Nations Unies), les conseillers régionaux attachés au secrétariat ont continué d'effectuer des missions consultatives auprès des Etats membres. Sur les 37 postes de conseillers régionaux autorisés, le secrétariat a pourvu les 29 suivants :

- a) 7 dans le domaine des ressources naturelles et des transports;
- b) 4 pour les statistiques;
- c) 3 pour l'administration publique (trois autres conseillers sont attendus à bref délai);
- d) 3 pour la programmation économique et les projections (y compris la coopération économique);
- e) 1 pour les études économiques;
- f) 4 pour l'industrie et le développement industriel;
- g) 1 pour la promotion des exportations,
- h) 3 pour le logement, l'aménagement et le bâtiment;
- i) 2 pour le développement social;
- j) 1 pour les finances publiques et les questions budgétaires.

195. Les missions consultatives remplies en 1968 par des conseillers régionaux étaient, comme précédemment, de deux ordres : premièrement, des missions entreprises sur la demande de gouvernements dans un domaine spécialisé; deuxièmement, des missions relatives à l'exécution du programme de travail approuvé de la Commission, visant notamment à recueillir des informations concrètes et des documents de base pour l'élaboration de programmes d'assistance aux Etats membres, de caractère national ou sous-régional. On en trouvera le détail dans les sections pertinentes du rapport.

196. Le secrétariat a prêté une assistance aux Etats membres en participant activement à l'organisation et à la préparation d'une vingtaine de réunions régionales, cycles d'études, groupes de travail, stages de formation et voyages d'études touchant une grande variété de domaines, notamment les statistiques, l'intensification des échanges et la commercialisation (en coopération avec le GATT), le logement, la formation de la main-d'oeuvre, l'administration publique, le développement des ressources naturelles et le développement social et rural.

197. Environ 40 p 100 des fonds d'assistance technique alloués à la Commission en 1968 au titre de l'élément assistance technique du PNUD ont servi à entretenir les centres de formation à la statistique et à la démographie d'Afrique de l'est, du centre, de l'Ouest et du Nord. Bien que les accords relatifs au fonctionnement des centres de formation statistique d'Addis-Abéba, de Yaoundé et d'Achimota aient expiré, une assistance leur a été fournie pour les traitements des directeurs et du personnel enseignant, et les gouvernements bénéficiaires ont, de leur côté, prélevé des fonds des programmes par pays pour le financement des bourses.

### C. REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA COMMISSION

198. Deux groupes de travail se sont réunis au cours de la période considérée, conformément aux dispositions de la résolution 128(VII) de la Commission.

199. Le secrétariat a convoqué la deuxième session du Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation, qui s'est tenue à Addis-Abéba du 28 octobre au 1er novembre 1968. Le Groupe de travail a étudié les questions suivantes : pénurie de cadres supérieurs et moyens, obligation pour les pays africains de recourir de plus en plus à du personnel étranger et nécessité de formuler et d'adopter des programmes d'action précis en vue de remédier aux problèmes de la pénurie de compétences et du chômage. Le Groupe de travail a également passé en revue les mesures prises au sujet des résolutions de la Commission portant sur le domaine de sa compétence et a présenté des propositions pour la période quinquennale en ce qui concerne le développement et l'utilisation des ressources humaines.

200. Le Groupe de travail du commerce intra-africain a tenu à Genève du 13 au 17 janvier 1969 sa troisième session, conjointement avec le Groupe d'experts de la CEA sur le commerce et le développement. La réunion avait pour objet d'aider les Etats membres à arrêter des positions communes et concertées sur les diverses questions qui devaient être discutées ou négociées au sein de la CNUCED au cours des mois à venir, dans le prolongement de la conférence de la Nouvelle-Delhi.

201. Les autres organes subsidiaires de la Commission, à savoir la Conférence des planificateurs africains et la Conférence des statisticiens africains, qui s'étaient réunis en 1967, n'ont pas tenu de session en 1968.

Liste des conférences, réunions, cycles d'études  
et stages de formation organisés en 1968

Date	Reunions	Lieu
5-10 février	*Cycle d'études sur les metaux et minéraux nouveaux	Addis-Abéba
25-27 mars	Conférence sur l'industrie et les finances	Addis-Abéba
2-4 avril	Reunion sous-régionale sur l'énergie en Afrique du Centre	Brazzaville
23-29 avril	*Réunion d'experts sur les coûts de construction des maisons d'habitation	Addis-Abéba
29 avril-10 mai	Comité des Nations Unies de la planification du développement	Addis-Abéba
6 mai-14 juin	*Stage de formation pour entrepreneurs en bâtiment (Afrique de l'Est), en collaboration avec l'UNESCO, le BIT et l'OMS	Ethiopie Ouganda Kenya Zambie
21-30 mai	*Réunion régionale sur l'emploi des jeunes et le développement national	Niamey
3-14 juin	*Cycle d'études sur les méthodes de sondage	Addis-Abeba
17-29 juin	Cycle d'etudes sur l'organisation et la conduite des recensements de la population et de l'habitation (anglais et français)	Addis-Abéba
20-28 juin	*Cycle d'études sur les methodes et les procédures destinées a améliorer l'administration du personnel (anglais)	Addis-Abéba
26-28 juin	Conseil d'administration - Institut africain de développement économique et la planification	Addis-Abéba
8 juillet-31 août	*Stage pour administrateurs de programmes de formation et planificateurs de la main-d'oeuvre	Nairobi
9-11 juillet	Quatrième réunion du Comité consultatif du Groupe régional pour l'Afrique du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	Addis-Abéba
30 juillet-1er août	Réunion mixte du personnel CEA/UNESCO	Addis-Abeba

\* Il s'agit de projets de la premiere catégorie relevant du Bureau de la coopération technique

Date	Réunions	Lieu
5 août-7 septembre	*Stage sous-régional de formation a la vulgarisation rurale et au développement communautaire (Afrique de l'Est)	Nairobi
7-13 août	Deuxieme Conférence des gouverneurs des banques centrales africaines	Accra
26 août-21 septembre	*Cours mixte CEA/GATT sur le commerce extérieur et la politique commerciale (anglais)	Accra
12 septembre-10 octobre	*Aménagement des bassins fluviaux - Voyages d'études (pour les pays de l'Afrique de l'Est)	Etats-Unis
23-28 septembre	*Cycle d'études CEA/OMM sur le rôle des services météorologiques dans le développement économique de l'Afrique	Ibadan
23 septembre-30 octobre	*Stage sous-regional de formation à l'autoconstruction assistée (Afrique de l'Ouest)	Monrovia
7-15 octobre	*Cycle d'etudes sur les methodes et les procédures destinées à améliorer l'administration du personnel (français)	Addis-Abéba
9 octobre-5 novembre	*Cours mixte CEA/GATT sur le commerce extérieur et la politique commerciale (français)	Kinshasa
28 octobre-1er novembre	Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation	Addis-Abéba
14-27 novembre	*Deuxième Conférence sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains	Addis-Abéba
1er-15 décembre	*Administration locale - Voyage d'études (français)	Italie Yougoslavie France
2-13 décembre	Quatrième Cycle d'études interrégional de la planification du développement	Accra
9-14 décembre	*Groupe de travail sur les statistiques de la distribution du revenu	Addis-Abéba
9-20 decembre	*Cycle d'etudes sur la gestion des entreprises publiques (anglais et français, parallèlement)	Tunis

\* Il s'agit de projets de la premiere catégorie relevant du Bureau de la coopération technique

D. INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE  
ET DE PLANIFICATION

Résumé des principales activités 1967-1968<sup>2/</sup>

Formation

202. Conformément à son plan d'opération et à son programme de travail pour 1967-1968, l'Institut a poursuivi ses activités habituelles pendant la période. Cinquante stagiaires (26 anglophones et 24 francophones) de 21 pays ont suivi le cours de neuf mois. Le cours du Caire sur le financement du développement en Afrique, qui s'est tenu du 4 mars au 26 avril, a été suivi par 32 participants (10 anglophones, 22 francophones) de 18 pays. En outre, un cycle d'études de deux semaines sur l'administration de l'impôt sur le revenu, auquel assistaient 36 participants (13 anglophones et 23 francophones) s'est tenu à Dakar du 25 mars au 6 avril, et un cours sur le développement et la planification des ressources humaines a été organisé, également à Dakar, du 8 avril au 31 mai pour 33 participants (18 anglophones et 15 francophones). Enfin, un cours sous-régional sur l'intégration économique en Afrique de l'Est a eu lieu à Nairobi du 25 mars au 23 avril et a été suivi par 19 participants (13 anglophones et 6 francophones). Sur la demande du Gouvernement du Cameroun, un chargé de cours de l'Institut a donné à l'Institut panafricain de développement une série de cours sur la méthodologie de l'aménagement. Des cours de langue, donnés dans le cadre du cours de neuf mois, ont été ouverts au public.

Recherche

203. Conformément aux recommandations de la Conférence des planificateurs africains et aux directives du Conseil d'administration, des travaux de recherche ont été entrepris au cours de la période considérée en dépit du manque de personnel dont souffre l'Institut. Ces activités de recherche ont jusqu'ici été assumées par le personnel enseignant, en plus de ses tâches pédagogiques. Le Conseil d'administration a estimé, lors de sa septième réunion, en juin 1968, que dans certains cas, l'Institut devrait prévoir l'octroi de contrats de recherche pure à des personnes qualifiées dans ce domaine, et la publication à l'échelon sous-régional des résultats de ces recherches.

204. Dans le souci de délimiter le domaine de l'Institut en la matière, le Conseil d'administration a admis la recommandation selon laquelle l'Institut devrait restreindre ses activités de recherche à la publication d'études sur la théorie et la méthodologie des techniques de planification et leur application aux problèmes de planification en Afrique. Ainsi définies, ces recherches seraient parfaitement conformes au caractère de l'IDEP et l'on éviterait des chevauchements avec des travaux effectués ailleurs.

<sup>2/</sup> Voir le rapport du Conseil d'administration pour 1967-1968 (IDEP/ET/RAP/2052).

205. Divers membres du personnel de l'Institut ont effectué des voyages pour recueillir des renseignements et de la documentation, notamment à Washington aux fins d'une étude sur le financement de plans à moyen terme; à Tunis pour une étude sur l'industrialisation de la Tunisie dans le contexte de l'intégration sous-régionale; à Genève et à Rome pour la préparation de cours sur la planification des secteurs sociaux.

206. Plusieurs projets de recherche ont été achevés ou sont sur le point de l'être, sur les disparités régionales en Afrique de l'Ouest et du Centre la prévision des apports de capitaux nécessaires au financement des plans, les possibilités d'industrialisation en Tunisie, et les méthodes et moyens d'adaptation des structures financières aux besoins du développement dans le cas du Sénégal.

207. Le premier numéro des Etudes dans le domaine du développement : techniques et problèmes de la planification, contenant divers articles rédigés tant par les professeurs de l'Institut que par des personnes qualifiées de l'extérieur, est en cours d'impression.

#### Deuxième phase de l'Institut

208. La phase en cours devant prendre fin en juin 1969, le Conseil d'administration avait présenté une nouvelle requête au PNUD en vue du financement de la deuxième phase du projet. Les Etats membres ont été informés en temps utile du déroulement de la procédure engagée à cet effet.

209. Le PNUD a envoyé en septembre 1968 une mission en Afrique mais aucune décision concernant l'extension du projet n'est encore intervenue.

#### **E. RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET D'AUTRES ORGANISATIONS**

210. Une coopération étroite avec les institutions spécialisées et d'autres organisations a été maintenue, grâce à la création de divisions ou de services mixtes au sein du secrétariat, à la nomination de fonctionnaires de liaison, à l'organisation de réunions conjointes, à la participation à des réunions d'intérêt commun, à la planification et à l'exécution en commun de projets et à la participation commune à des activités d'assistance technique, des projets du Fonds spécial du PNUD, etc.

#### Personnel commun

211. La coopération avec la FAO et l'UIT est régie par des accords spéciaux portant création de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture et de la Mission mixte CEA/UIT des télécommunications.

212. A la suite d'entretiens entre le Directeur général de la FAO et le Secrétaire exécutif de la CEA sur les possibilités d'une coopération plus étroite, et de pourparlers ultérieurs entre les deux secrétariats, il a été décidé qu'un programme concerté des Nations Unies pour le développement agricole de l'Afrique serait présenté à la sixième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique et à la neuvième session de la Commission. Les deux

secrétariats se sont mis d'accord sur un projet de programme. Il a été d'autre part décidé de recommander que la conférence régionale de la FAO constitue le principal lieu de rencontre pour la discussion des programmes intéressant l'agriculture africaine. Si ces recommandations sont acceptées, la FAO nommera le Secrétaire exécutif de la Commission représentant de la FAO en Afrique et les deux secrétariats travailleront ensemble à la mise en oeuvre du programme arrêté.

213. Les fonctionnaires de la CNUCED et de l'UPU mis à la disposition de la Commission ont poursuivi leurs activités au sein du secrétariat.

214. La coopération avec le BIT, le FISE et le HCR se trouve facilitée du fait que ces organismes ont toujours des bureaux à Addis-Abéba, tandis que l'OMS a affecté un fonctionnaire de liaison au siège de la Commission. Le Directeur général de l'UNESCO a indiqué son intention de recommander la nomination d'un fonctionnaire de liaison auprès de la Commission, qui serait affecté à Addis-Abéba au début de 1969.

#### Réunions régionales interinstitutions

215. La deuxième réunion des chefs régionaux des organisations internationales en Afrique s'est tenue à Brazzaville du 31 juillet au 2 août. La CEA, la FAO, l'OMS et le BIT y étaient représentés. L'ordre du jour comprenait les points suivants : relations entre les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales travaillant en Afrique; rôle de la Banque africaine de développement dans la mise en oeuvre de programmes bénéficiant d'une aide d'organisations internationales; conflits nationaux et programmes des organisations internationales; l'Afrique et les problèmes de la jeunesse; plan d'action régionale concertée pour la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement; formation de groupements économiques en Afrique. Les participants ont exprimé leur satisfaction du fait que leurs sièges respectifs avaient accueilli avec faveur le principe de réunions annuelles des chefs régionaux des organisations internationales en Afrique et ont décidé de poursuivre et d'intensifier leurs efforts en vue d'une coordination de leurs activités et de l'examen des problèmes communs.

216. Le Comité régional interinstitutions pour la jeunesse a tenu quatre réunions au cours de l'année et a patronné une réunion régionale sur l'emploi des jeunes et le développement national, qui a eu lieu du 21 au 30 mai à Ndamey. Il a d'autre part entrepris une étude de la politique et des programmes interinstitutions consacrés au service social pour la jeunesse en Afrique et a étudié des propositions au sujet d'un centre régional de documentation, de recherche et de formation pour la jeunesse qui serait financé par l'UNESCO.

217. Un Comité interinstitutions pour le développement rural, comprenant des représentants de la CEA, de la FAO, de l'UNESCO, du FISE, du BIT, de l'OMS et du HCR, a été inauguré en mars. Il a rédigé un mémoire intitulé



"Principes directeurs et strategie d'une action concertee dans le domaine du développement rural en Afrique", présenté à la neuvième session de la Commission. Le Comité a aussi procédé à une étude préliminaire des activités et des projets en cours du BIT, de l'UNESCO, de la FAO, du FISE et de l'OMS sur le développement rural de l'Afrique

#### Réunions et projets conjoints

218. Au cours de l'année, la CEA et le GATT ont organisé deux stages de formation conjoints sur le commerce extérieur et la politique commerciale, la CEA et l'Agency for International Development des Etats-Unis un voyage d'études sur l'aménagement des bassins fluviaux, la CEA et l'OMM une conférence sur le rôle des services météorologiques dans le développement économique en Afrique. Un stage de formation à la vulgarisation rurale et au développement communautaire pour la sous-région de l'Afrique de l'Est, qui s'est tenu à Nairobi du 5 août au 7 septembre, a été organisé par la CEA et la Division du développement social du Siège, avec la collaboration de la FAO, de l'OMS, du BIT, de l'UNESCO et du FNUD. La CEA et l'OUA ont patronné en commun une réunion d'experts sur la protection sociale et le développement communautaire, convoquée du 8 au 12 juillet pour préparer une conférence interrégionale des ministres chargés de la protection sociale. Une étude des besoins de l'Afrique de l'Ouest en services de recherche et en main-d'oeuvre dans le domaine des ressources hydrauliques a été réalisée en collaboration avec l'OMS, l'OMM, l'UNESCO et la FAO. La CEA a participé à l'organisation et aux travaux de la troisième session du Comité des Nations Unies de la planification du développement qui s'est tenue à Addis-Abéba du 29 avril au 10 mai

219. Des membres du secrétariat ont aussi collaboré avec l'Institut africain de planification économique et de développement et le Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement en donnant des conférences dans le cadre des cours organisés par ces institutions.

#### Participation à des réunions

220. La CEA a envoyé des observateurs à l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA qui s'est tenue à Alger du 13 au 16 septembre 1968 et à la Conférence des chefs d'Etat de l'Organisation commune africaine et malgache qui a eu lieu en janvier 1968 à Niamey

221. Le secrétariat était représenté à la Réunion globale des représentants résidents du FNUD, tenue à Hot Springs (Etats-Unis) du 22 au 27 février, à la session du Conseil économique et social, tenue à Genève du 8 juillet au 2 août 1968, à la Réunion du Comité du programme et de la coordination des Nations Unies tenue à New York du 15 avril au 9 mai et aux réunions annuelles du FMI et de la BIRD, tenues à Washington en octobre

222. Dans le domaine de l'agriculture, le secrétariat a participé au Colloque sur les priorités de la recherche agricole dans le développement économique de l'Afrique, organisé par l'Académie des sciences des Etats-Unis en coopération avec la FAO à Abidjan du 5 au 12 avril, à la neuvième Conférence annuelle de

l'agriculture au Ghana organisée en coopération avec l'Agency for International Development et la FAO à Accra du 1er au 3 avril, à la douzième session du Groupe d'étude du riz de la FAO à Rome du 16 au 23 mai, à la quarante-troisième session du Comité des produits de la FAO, tenue à Rome du 25 septembre au 4 octobre, à la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient tenue à Bagdad du 21 septembre au 10 octobre, à la cinquième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique tenue à Kampala du 18 au 30 novembre, à la quatrième phase de la Conférence de la FAO sur la peste bovine tenue à Nairobi les 14 et 15 novembre et à la Conférence sur la lutte contre le criquet pèlerin tenue à Asmara le 24 octobre

223. Dans le domaine de la coopération économique, le secrétariat était représenté à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Afrique de l'Ouest, tenue à Monrovia du 17 au 21 avril 1968 et à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays d'Afrique de l'Est et du Centre tenue à Dar es-Salam du 13 au 15 mai. Il a aussi participé à la deuxième Conférence des gouverneurs des banques centrales africaines, tenue à Accra du 7 au 13 août et à la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement, qui a eu lieu à Nairobi du 26 au 31 août

224. Dans le domaine du commerce international, la CEA a été représentée à la deuxième session de la CNUCED, tenue à la Nouvelle-Delhi du 1er au 29 mars et à la réunion du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, tenue du 2 au 23 septembre à Genève

225. Dans le domaine du développement industriel, le secrétariat était représenté à la Réunion du Conseil du développement industriel de l'UNIDO, qui a eu lieu à Vienne du 17 avril au 14 mai, à une table ronde sur la prévision internationale du volume des affaires, tenue à Copenhague les 19 et 20 septembre, au Colloque interrégional des Nations Unies sur l'application des techniques siderurgiques nouvelles aux pays en voie de développement, tenu à Moscou du 19 septembre au 9 octobre et à la première session du Groupe de travail de l'CONUDI sur la programmation industrielle, tenue à Vienne du 18 au 27 novembre.

226. Dans le domaine du logement, du bâtiment et de l'aménagement, la CEA a participé à un cycle d'études interregional sur le développement de l'industrie des matériaux de construction à base d'argile dans les pays en voie de développement, tenu à Copenhague du 12 au 25 août et à la Réunion sur la mobilisation de l'épargne locale organisée conjointement du 7 au 14 janvier au Lesotho par les Services de secours catholiques de Genève et la Credit Union National Association (CUNA International)

227. Dans le domaine des transports et des communications, le secrétariat a participé à la réunion du quatrième Comité de la CNUCED sur les transports maritimes, les assurances et le tourisme, tenue à la Nouvelle-Delhi au cours de la deuxième session de la Conférence, à la septième Conférence des transporteurs aériens africains, tenue à Accra du 2 au 5 avril, au Colloque interrégional sur les aspects techniques et économiques, l'organisation et l'administration des transporteurs fluviaux, tenu à Leningrad du 9 au 29 septembre, et à la septième

Reunion de la Commission du bassin du Tchad, tenue a Lagos du 19 au 21 août. Un membre du secretariat a representé la Commission à la Conference des Nations Unies sur le tourisme tenue a Geneve le 12 juillet, et au Cycle d'etudes interrégional sur le tourisme tenu à Berne du 21 octobre au 2 novembre.

228. Dans le domaine de la science et de la technique, le secrétariat a été représenté a la huitième et a la neuvième session du Sous-Comité du CAC pour la science et la technique, tenues a Genève en février et avril 1968, a la neuvième session du Comité consultatif des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique au developpement, tenue a New York du 1er au 11 avril, à une reunion d'experts sur les programmes d'enseignement pour ingénieurs, tenue a Lausanne les 28 et 29 mai et a un cycle d'études sur la science et les moyens d'information, tenu a Berlin du 16 août au 6 septembre

229 Dans le domaine des ressources naturelles, la CEA a participé à une réunion des pays du bassin du Nil tenue à Entebbé du 22 au 24 mars.

230 Dans le domaine des statistiques et de la démographie, le secrétariat a été représenté à la quinzième session de la Commission de statistique des Nations Unies, tenue à New York du 26 février au 8 mars, a une réunion mixte d'experts des statistiques et des douanes, tenue à Bruxelles du 24 au 28 juin, au Symposium international sur les problèmes de la reproduction de la population, tenu à Varna du 25 au 30 septembre, a la Conférence des statisticiens de l'Organisation commune africaine et malagasy tenue à Yaoundé du 22 au 26 octobre, et a la Réunion conjointe de l'ONU et de l'OMS sur les programmes d'analyse des tendances et niveau de la mortalite, tenue à Genève du 7 au 18 octobre.

231 Dans le domaine de la planification économique, des projections et des politiques, le secretariat était représenté à un cycle d'études sur l'aménagement du territoire en vue du développement régional, organisé par la Fondation allemande pour les pays en voie de développement à Berlin du 6 au 24 mai, au quatrième Séminaire interregional sur le placement des entreprises industrielles et le développement industriel des regions, tenu à Minsk du 13 au 27 août, au quatrième Cycle d'études interrégional sur la planification du développement, tenu a Accra du 4 au 13 décembre.

232. Dans le domaine de la main-d'oeuvre et de la formation, le secrétariat était represente à la vingt et unième Conférence générale de l'Association internationale pour les échanges d'étudiants, tenue a Athènes du 3 au 18 janvier, à la Conférence sur l'éducation et la formation scientifique et technique dans leurs rapports avec le développement, tenue à Nairobi du 16 au 27 juillet, au Séminaire régional d'assistance technique sur les investissements scolaires dans les pays arabes, tenu a Beyrouth du 16 au 24 septembre et a la Réunion d'experts de l'UNESCO sur la promotion du livre en Afrique, tenue a Accra du 13 au 19 février.

233. Dans le domaine du développement social, la CEA a participé à la dix-neuvième session de la Commission du développement social des Nations Unies, tenue à New York du 5 février au 2 mars; à la Conférence des ministres chargés de la protection sociale, tenue à New York du 3 au 12 septembre; à la quinzième session du Groupe de travail du Comité administratif de coordination sur le développement rural et communautaire, tenue à Genève du 10 au 15 juillet et à la quatrième Réunion interinstitutions pour la jeunesse, tenue à Genève du 3 au 8 juillet.

234. Dans le domaine de l'administration publique, la CEA a été représentée au Cycle d'études interrégional sur la formation des administrateurs supérieurs dans les fonctions publiques des pays en voie de développement, organisé par la Division de l'administration publique du Siège à Genève du 19 au 29 août, et au Cycle d'études sur les aspects administratifs du développement de l'éducation en Afrique, organisé à Tanger du 21 mai au 1er juin par le Centre africain de formation et de recherche pour l'administration du développement.

#### Consultations et assistance entre secrétariats

235. La CEA, l'OUA et l'OACI ont poursuivi leurs consultations au sujet de la création d'une organisation de l'aviation civile africaine. Des relations étroites ont été maintenues avec la CNUCED en ce qui concerne le développement du tourisme en Afrique et la participation des pays africains aux transports maritimes internationaux. Le secrétariat a tenu des consultations suivies et poussées avec la FAO en vue de la coordination des programmes dans le domaine de l'agriculture. Les programmes relatifs à la formation de la main-d'oeuvre ont été coordonnés avec ceux de l'UNESCO, du BIT et de l'Institut africain de développement économique et de planification. Des questions d'intérêt mutuel ont fait l'objet de consultations avec l'OUA. Le secrétariat a été en relations avec l'OMS au sujet des aspects sanitaires de projets relatifs au développement social, à l'agriculture, à l'industrialisation et à la mise en valeur des ressources naturelles. Un ingénieur sanitaire de l'OMS est affecté au secrétariat depuis janvier 1968 pour prêter son concours en matière d'hygiène du milieu.

236. La deuxième Réunion mixte du personnel de la CEA et de l'UNESCO a eu lieu à Addis-Abéba du 30 juillet au 1er août. Les participants ont discuté plusieurs sujets présentant un intérêt direct pour les deux organisations et, plus particulièrement, les mesures à prendre en coopération au sujet des résolutions de la Conférence sur l'éducation de Nairobi ainsi que l'organisation de la Conférence sur l'application de la science et de la technique au développement de l'Afrique et d'un colloque régional. On espère que dans le prolongement de la réunion, des contacts seront maintenus entre les deux secrétariats pour la mise au point des mesures à prendre au sujet de certains projets particuliers.

## F PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR 1967-1968

237. A sa huitième session, la Commission a adopté un programme de travail et un ordre de priorité pour la période biennale 1967-1968 10/. Un rapport sur la mise en oeuvre de ce programme en 1967 était contenu dans le rapport annuel portant sur la période du 26 février 1967 au 29 février 1968 11/. On trouvera ci-dessous un état des projets mentionnés dans ce rapport sous le titre "Projets et sous-projets en cours en 1967-1968", ils sont classés selon les catégories suivantes

- a) Fusionnés
- b) Exécutés
- c) En cours
- d) Différés

238. Les renseignements sont groupés suivant les divisions du secrétariat responsables des divers projets.

239. Les symboles portés en marge ont la signification suivante

- x indique que le projet est porté sur la liste des réunions
- + indique que le projet a été financé sur le Programme régional d'assistance technique

Les numéros des ~~projets~~ sont ceux du document E/4354, partie V.

- a) Projets et sous-projets fusionnés avec d'autres projets et sous-projets

### No du projet

#### Division mixte CEA/FAO de l'agriculture

- 84 Elevage et industrie de la viande en Afrique de l'Ouest. Fusionné avec le projet 73, Commercialisation des produits agricoles.

- b) Projets et sous-projets exécutés

#### Division de la recherche et des statistiques

- x 1 a) Quatrième Cycle d'études interrégional de la planification du développement, tenu à Accra du 2 au 13 décembre 1968
- 3 1) a) Etude sur la situation économique de l'Afrique (Afrique du Nord).

---

10/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 5 (E/4354 et Corr 1), cinquième partie

11/ Ibid , quarante-cinquième session, Supplément No 5 (E/4497).

#### No. du projet

- 3 1) b) Etude sur la situation économique de l'Afrique (Afrique du centre).
- 3 1) c) Etude sur la situation économique de l'Afrique (Afrique de l'est).
- 311) a) Etude annuelle des conditions économiques en Afrique, 1967.
- 5 b) Bulletin économique pour l'Afrique, vol. VII.
- 5 c) Bulletin économique pour l'Afrique, vol. VIII, No. 1.
- 5 d) Bulletin économique pour l'Afrique, vol. VIII. No. 2.
- 5 e) Bulletin économique pour l'Afrique, vol. IX, No. 1.
- + x 98 a) Cycle d'études sur l'organisation et la conduite des recensements de la population et de l'habitation, tenu à Addis-Abéba du 17 au 29 juin 1968.
- + x 128 b) Groupe de travail sur les statistiques de la distribution du revenu, convoqué à Addis-Abéba du 9 au 14 décembre 1968.
- + x 129 b) Cycle d'études sur les méthodes de sondage, tenu à Addis-Abéba du 3 au 14 juin 1968.

#### Division du commerce et de la coopération économique

- 10 b) Perspectives d'augmentation des échanges entre les pays africains et l'Europe.
- + x 13 a)3) Stage de formation CEA/GATT sur le commerce extérieur et la politique commerciale (français, 1968).
- + x 13 a)4) Stage de formation CEA/GATT sur le commerce extérieur et la politique commerciale (anglais, 1968).
- 92 Mobilisation de l'épargne nationale et son utilisation à des investissements productifs : rôle des institutions financières.
- 93 Association des banques centrales africaines.

#### Division de l'industrie et de l'habitat

- x 20 b) Conférence sur l'industrie et les finances, tenue à Addis-Abéba du 25 au 27 mars 1968.
- + x114 a) Réunion d'experts sur les coûts de construction des maisons d'habitation, tenue à Addis-Abéba du 23 au 29 avril 1968.

No. du projet

- + x 114c) 2) Troisième stage sous-régional de formation à l'auto-construction assistée et aux méthodes de logement coopératif, tenu à Monrovia du 23 septembre au 30 octobre 1968.
- + x 114d) Stage de formation sous-régional pour entrepreneurs du bâtiment de l'Afrique de l'est.

Division des ressources naturelles et des transports

- x 22b) 1) Réunion sous-régionale sur l'énergie en Afrique du centre, tenue à Brazzaville du 2 au 4 avril 1968.
- + x 35b) 11) Voyage d'études sur l'aménagement des bassins fluviaux (Afrique de l'est), organisé aux Etats-Unis du 12 septembre au 10 octobre 1968.
- + x 53 Cycle d'études sur les métaux et minéraux nouveaux, tenu à Addis-Abéba du 5 au 10 février 1968.
- 59b) Etude préliminaire de neuf liaisons routières internationales pour le compte de la Commission du lac Tchad.
- 66 Création d'une Commission de l'aviation civile africaine.
- 69a) Etude sur le développement du tourisme en Afrique de l'est.

Division du développement des ressources humaines

- + x 102a) Stage sous-régional de formation à la vulgarisation rurale et au développement communautaire (Afrique de l'est), tenu à Nairobi du 5 août au 7 septembre 1968.
- + x 106 Réunion régionale sur l'emploi des jeunes et le développement national, tenue à Niamey du 21 au 30 mai 1968.
- x 115c) Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation, réuni à Addis-Abéba du 28 octobre au 1er novembre 1968.
- + x 117a) 2) Stage pour administrateurs de programmes de formation et planificateurs de la main-d'oeuvre, tenu à Nairobi du 8 juillet au 31 août 1968.
- + x 123a) Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents dans les pays africains, tenu à Addis-Abéba du 14 au 27 novembre 1968. Ce projet remplace l'ancien projet 123 a), Cycle d'études sur la structure de l'administration locale.
- + x 123b) Voyage d'études sur l'administration locale (français, 1968).

No. du projet

- + x 124a) Cycle d'études sur les méthodes et procédures visant à améliorer l'administration du personnel.
- + x 125 Cycle d'études sur la gestion des entreprises publiques, tenu à Tunis du 9 au 20 décembre 1968.

c) Projets et sous-projets entrepris en 1968 mais qui n'étaient pas terminés à la fin de l'année

- 1) Activités permanentes de la Commission - ne faisant pas l'objet de programmes à exécuter

Division de la recherche et des statistiques

- 1 Planification du développement et politiques.
- 2 Projections pour l'Afrique.
- 4 Etudes économiques nationales (services consultatifs).
- 97 Etudes des niveaux, des tendances et des projections démographiques [à l'exception de 97 a) qui a fait l'objet d'un programme].
- 98 Formation de démographes [à l'exception de 98 a) qui a fait l'objet d'un programme].
- 127 Développement des statistiques et de la démographie en Afrique.
- 128 Coopération régionale pour la formation de personnel statistique [à l'exception de 128 a) et 128 b) qui ont fait l'objet de programmes].
- 129 Elaboration de normes statistiques pour la région [à l'exception de 129 a) et 129 d) qui ont fait l'objet de programmes].
- 130 Rassemblement, distribution et échanges de renseignements.
- 131 Coopération régionale pour le traitement de l'information statistique, projections et tendances pour l'Afrique.

Division du commerce et de la coopération économique

- 9a) Etude économique annuelle.
- 9b) Aperçu du commerce extérieur.



#### No. du projet

- 10a) Perspectives d'augmentation des échanges entre pays africains.
- 10g) Stabilisation des produits de base.
- 10h) Barrières commerciales et groupements commerciaux.
- 12a) Etudes du financement relatif au commerce - financement compensatoire.
- 12b) Etudes du financement relatif au commerce - le rôle des investissements privés et des crédits de fournisseurs.
- 12c) Etudes du financement relatif au commerce - aide internationale.
- 94 Problèmes de paiements.
- 96 Groupe de travail de la gestion monétaire et des paiements intra-africains.

#### Division des ressources naturelles et des transports

- 57 Coopération régionale dans le domaine de la science et de la technique et de leur application au développement [à l'exception de 57 b) qui a fait l'objet d'un programme].
- 59 Liaisons internationales de transport en Afrique [à l'exception de 59 b) qui a fait l'objet d'un programme].
- 60 Interconnexion des réseaux ferroviaires africains.
- 61 Uniformisation des normes applicables aux routes et des systèmes de signalisation routière.
- 62 Développement de la recherche routière.
- 65 Développement des transports aériens.
- 67 Uniformisation et stabilisation des taux de fret maritime; développement du transport maritime [à l'exception de 67 a) qui a fait l'objet d'un programme].
- 69 Développement du tourisme dans les pays africains [à l'exception de 69 a) qui a fait l'objet d'un programme].
- 71 Programme commun CEA/UIT pour le développement des télécommunications en Afrique.

#### Division mixte CEA/FAO de l'agriculture

- 78 Etude et analyse des progrès réalisés actuellement dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique.

#### Division du développement des ressources humaines

- 99 Rapport sur la situation sociale en Afrique.

No. du projet

- 100 Etudes socio-économiques sur les problèmes et les perspectives de développement rural.
- 101 Etudes sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale [à l'exception de 101 e), f) h), j), k) et l) qui ont fait l'objet de programmes].
- 102 Formation en vue du service social [à l'exception de 102 a) qui a fait l'objet d'un programme].
- 103 Elimination de l'analphabétisme.
- 104 Année internationale des droits de l'homme [à l'exception de 104 a), Conférence sur les aspects juridiques, économiques et sociaux du problème des réfugiés africains, qui a fait l'objet d'un programme].
- 105 Problèmes sociaux d'urbanisation et d'industrialisation.
- 11) Projets et sous-projets ayant fait l'objet de programmes à exécuter

Division de la recherche et des statistiques

- 3 11) b) Etude économique annuelle (1968).

Division du commerce et de la coopération économique

- 10c) Perspectives d'augmentation des échanges entre l'Afrique et l'Amérique du Nord.
- 10e) Perspectives d'augmentation des échanges entre l'Afrique et l'Asie (y compris le Moyen-Orient).

Division de l'industrie et de l'habitat

- 14 Harmonisation des programmes de développement industriel.

Division des ressources naturelles et des transports

- 22b) 2 Interconnexions sous haute tension des trois pays du Maghreb.
- 22b) 3 Coopération du Katanga et de la Zambie pour la mise en valeur de l'énergie électrique.
- 22b) 4 Exploitation du gaz méthane du lac Kivu.
- 22b) 5 Interconnexions sous haute tension en Afrique de l'ouest.
- 22b) 6 Coopération de l'Ouganda et du Kenya pour la mise en valeur de l'énergie électrique.
- 24 Etude de la main-d'oeuvre dans le domaine de l'énergie.
- 34 Enquête sur la main-d'oeuvre dans le domaine des ressources hydrauliques.

#### No du projet

- 36 Création en Afrique de l'est d'un institut de mise en valeur des ressources hydrauliques.
- 42 Centre de formation aux techniques des levés aériens.
- 51 Etude sur la main-d'oeuvre dans les domaines de la géologie et de la mise en valeur des ressources minérales.
- x 57b) Cycle d'études CEA/OMM sur le rôle des services météorologiques dans le développement économique de l'Afrique.

#### Division mixte CEA/FAO de l'agriculture

- 72a) Spécialisation et échanges agricoles intra-régionaux (Afrique du centre).
- 72b) Spécialisation et échanges agricoles intra-régionaux (Afrique du nord).
- 73 Commercialisation des produits agricoles.
- 75 Organisation et administration des services agricoles de l'Etat (vulgarisation agricole).

#### Division du développement des ressources humaines

- 101j) Reconstruction sociale et modernisation en Afrique du centre.
- 115a) Identification et évaluation des besoins et des moyens de formation de main-d'oeuvre de niveau intermédiaire et établissement de rapports à ce sujet.
- 116a) Etablissement d'une liste des Africains en cours de formation ou ayant reçu une formation à l'étranger.
- 119 Constitution d'un corps commun de fonctionnaires africains.
- 120 Etude du système postal africain.

d) Projets et sous-projets différés, considérés comme impossibles à exécuter compte tenu des ressources disponibles en 1968

#### Division de la recherche et des statistiques

- x 97a) Cycle d'études sur l'application des statistiques et études démographiques à la planification du développement.

#### Division du commerce et de la coopération économique

- x 8e) Réunion sous-régionale sur la coopération économique en Afrique du nord.
- x 8f) Réunion sous-régionale sur la coopération économique en Afrique du centre.
- x 8g) Réunion du Conseil des ministres intérimaire de la Communauté économique de l'Afrique de l'est.

No du projet

- + x 8h) Cycle d'études sur la coopération économique en Afrique de l'est.

Division des ressources naturelles et des transports

- x 21a) Groupe de travail des ressources naturelles.  
22b) 7 Etudes préliminaires sur la fabrication à l'échelon sous-régional d'éléments électriques.  
52 Création de centres régionaux de mise en valeur des ressources minérales.  
54e) Etude d'accords internationaux sur l'exploitation du pétrole et du gaz naturel.  
57 Conférence sur la formation théorique et pratique de dessinateurs industriels.  
59a) Création de groupes de travail intergouvernementaux pour étudier la possibilité de réaliser certaines sections de l'axe routier ouest-africain envisagé.  
65a) Organisation de compagnies aériennes sous-régionales.  
67a) Uniformisation et stabilisation des taux de fret maritime, création de groupes de travail sur la navigation maritime.

Division du développement des ressources humaines

- 101k) Les besoins sociaux et le rôle de la femme dans le développement économique et social en Afrique de l'ouest.  
x 101 Réunion sous-régionale sur le rôle de la femme dans le progrès social.  
118a) Marchés de l'Etat et des collectivités locales.  
x 123a) Cycle d'études sur la structure de l'administration locale.

## DEUXIEME PARTIE

### NEUVIEME SESSION ET COMMEMORATION DU DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA COMMISSION

#### A. PARTICIPATION AUX SEANCES ET ORGANISATION DES TRAVAUX

##### Séance d'ouverture

240. L'ouverture de la neuvième session et la commémoration du dixième anniversaire de la Commission ont eu lieu le 3 février 1969 à la Maison de l'Afrique, Addis-Abéba (Ethiopie). Des discours d'ouverture ont été prononcés par Sa Majesté Impériale Haile Selassié Ier, U Thant, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et M. Allison Ayida, Président sortant de la Commission. Au nom des Etats membres, M. Lissouba (Congo - Brazzaville) et M. Mboya (Kenya) ont proposé chacun un vote de remerciements à Sa Majesté Impériale ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies.

##### Membres et participants aux séances

241. Des représentants des membres de la Commission énumérés ci-après, ont participé aux travaux de la session et à la commémoration du dixième anniversaire de la Commission: Algérie, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (République démocratique du), Côte-d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Haute-Volta, Ile Maurice, Kenya, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Maroc, Niger, Nigéria, Ouganda, République arabe unie, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Souaziland, Tchad, Togo, Tunisie et Zambie. N'étaient pas représentés: la Guinée, la Guinée équatoriale, le Lesotho, le Mali et la Mauritanie.

242. Tous les membres associés de la Commission - Espagne, France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - étaient représentés.

243. Des observateurs des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies énumérés ci-après, qui ne sont pas membres de la Commission, ont assisté à la neuvième session: Autriche, Australie, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Israel, Italie, Japon, Malaisie, Mexique, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

244. Conformément au paragraphe 11 du mandat de la Commission, les institutions spécialisées et les organismes d'exécution suivants étaient représentés OIT, FAO, UNESCO, OMS, OMM, BIRD, FMI, UPU, UIT et AIEA.

245. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, U Thant, et les représentants des organismes suivants des Nations Unies, étaient présents CEE, CNUCED, FISE, HCR, ONUDI, PAM et PNUD.

246. Les observateurs de la République de Corée, de la République fédérale d'Allemagne, du Saint-Siège et de la Suisse étaient présents.

247. Conformément au paragraphe 10 du mandat de la Commission, des observateurs des organisations intergouvernementales suivantes étaient présents GATT, Centre international du commerce, Banque africaine de développement, Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest, Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun, Comité permanent consultatif du Maghreb, Commission du bassin du Niger, Commission du bassin du Tchad, Communauté économique européenne, Communauté de l'Afrique orientale, Institut africain de développement économique et de planification, Ligue des Etats arabes, CCDE, OMCI, OUA et Secrétariat du Commonwealth.

248. Conformément au paragraphe 13 du mandat de la Commission, les organisations non gouvernementales suivantes étaient représentées : Confédération internationale des syndicats chrétiens, Organisation internationale des employeurs, Fédération mondiale des anciens combattants, Confédération internationale des syndicats libres, Fédération routière internationale, Union internationale des transports publics, Organisation afro-asiatique de coopération économique, Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes filles, Conseil oecuménique des Eglises, Battelle Memorial Institute, Union catholique internationale de service social, Union des foires internationales, Fondation allemande pour les pays en voie de développement, Assemblée mondiale de la jeunesse, Association internationale des magistrats de la jeunesse.

#### Pouvoirs

249 Les pouvoirs des représentants ont été examinés par le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur, conformément à l'article 13 du règlement intérieur de la Commission, et trouvés en bonne et due forme.

### Election du bureau

250. Conformément à l'article 14 de son règlement intérieur, la Commission a élu son bureau le 6 février 1969, à sa 143ème séance. A l'unanimité, elle a élu président, M. P. Lissouba (Congo - Brazzaville), premier vice-président, M. Sayed Ibrahim Gar El Nabi (Soudan), deuxième vice-président, M. Q.K.J. Masire (Botswana) et rapporteur M. Youssouf Sylla (Sénégal).

### Activités marquant le dixième anniversaire de la Commission

251. Les quatre premiers jours de la session ont été consacrés à des activités marquant le dixième anniversaire de la Commission. Le programme des activités pour la célébration du dixième anniversaire, qui ont précédé la session ordinaire, était le suivant:

- a) Discours de commémoration prononcés par Sa Majesté Impériale Haile Sélassié Ier d'Ethiopie, le Secrétaire général des Nations Unies, U Thant, le président de la huitième session de la Commission, M. A. Ayida et le Secrétaire général administratif de l'OUA, M. Diallo Telli; messages des délégations des Etats membres; rapport établi spécialement à l'occasion du dixième anniversaire par le Secrétaire exécutif; débat général; et examen d'une résolution commémorative;
- b) Des activités sociales et culturelles organisées en l'honneur des participants;
- c) Une exposition sur les petites industries destinée à mettre en évidence l'importance de ces industries pour le développement économique et social de l'Afrique afin d'encourager l'esprit d'entreprise dans les Etats africains.

### Exposition des petites industries

252. L'exposition, organisée par la Commission économique pour l'Afrique, s'est tenue à Addis-Abéba du 4 au 14 février, dans des locaux fournis par le Gouvernement éthiopien, et elle a été officiellement ouverte par Sa Majesté Impériale Haile Sélassié Ier. A la cérémonie d'ouverture assistaient U Thant, Secrétaire général des Nations Unies, des ministres du Gouvernement éthiopien, les participants à la neuvième session de la Commission, des membres du corps diplomatique ainsi que des représentants d'entreprises commerciales et industrielles ayant leur siège en Ethiopie.

253. Dix-sept pays et plusieurs fabricants et organisations ont exposé leurs produits et leurs machines. Les pays participants étaient les suivants: République fédérale d'Allemagne, République démocratique du Congo, Etats-Unis, Ethiopie, France, Ghana, Inde, Indonésie, Israël, Italie, Japon, Kenya, Nigéria, Pays-Bas, République arabe unie, République-Unie

de Tanzanie et Tunisie. Un certain nombre d'institutions et de compagnies locales ont également participé à l'exposition, notamment la United Abilities Limited et le Rehabilitation Centre. deux organisations s'occupant des diminués physiques.

254. Dans son discours de bienvenue, le Secrétaire exécutif a remercié Sa Majesté Impériale d'avoir bien voulu répondre à l'invitation que lui avait adressée la Commission de présider à l'ouverture de l'exposition et a également exprimé sa gratitude au Secrétaire général des Nations Unies pour sa présence à l'exposition.

255. Le Secrétaire exécutif a souligné que les petites industries jouent un rôle important dans le développement et il a rappelé qu'une grande industrie constitue souvent un ensemble de petites entreprises qui fabriquent des éléments ou transforment des matières premières. Il a déclaré que l'exposition était organisée afin de montrer ce qui était produit à petite échelle dans les divers pays africains. Il a en outre déclaré que, pour aider les chefs d'entreprise africains, le secrétariat avait rédigé une brochure sur les petites industries en Afrique dans laquelle figuraient plusieurs projets types adaptés aux conditions africaines ainsi qu'un répertoire, portant sur environ 200 articles, des fabricants de machines de petites dimensions en France, République fédérale d'Allemagne, Inde et Japon.

256. En inaugurant l'exposition, Sa Majesté Impériale a félicité la Commission de son initiative et a accueilli favorablement l'idée d'organiser prochainement des expositions analogues dans d'autres pays africains. L'Empereur a déclaré en outre que l'exposition de la CEA était un signe encourageant indiquant que les gouvernements et les peuples africains s'efforçaient de diversifier leurs économies afin d'accélérer le processus de l'industrialisation. C'est là une révolution dans la nature de la vie économique de l'Afrique car, jusqu'ici, les pays africains ne pouvaient exporter que de vastes quantités de matières premières et devaient importer de pays non-africains, tous les produits manufacturés.

257. Environ 5.000 personnes ont assisté à l'ouverture de l'exposition et, au cours des journées qui ont suivi, la moyenne des visiteurs a atteint 2.000 personnes par jour. On a noté tout particulièrement la variété des produits industriels locaux et des autres produits transformés, les modèles de machines pour le travail du bois, du métal et du plastique; des films sur le développement industriel ont été projetés chaque jour.

#### Organisation des travaux

258. Conformément aux dispositions de la résolution 62(IV), la Commission a institué deux comités pléniers, à savoir un comité économique et un comité social, chargés de l'examen de certains points de l'ordre du jour (voir paragraphe 260). Le premier vice-président a été élu président du Comité économique et le deuxième président, président du Comité social.



Les deux comités ont présenté des recommandations sur leurs travaux à la Commission pour approbation. Ces recommandations sont contenues dans le présent rapport.

## B ORDRE DU JOUR

259. La Commission a examiné l'ordre du jour provisoire révisé, préparé par le secrétariat (E/CN.14/420/Rev.1). Un amendement proposé par le Sierra Leone, et appuyé par le Souaziland et le Botswana, a été accepté; il visait à insérer un point intitulé "Rapport du Comité du recrutement et de la formation du personnel", dans l'ordre du jour provisoire révisé. La Commission a adopté à sa 145<sup>ème</sup> séance, l'ordre du jour suivant (E/CN.14/420/Rev.2):

1. Ouverture de la session.
2. Dixième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique et adoption d'une résolution commémorative:  
  
"A la conquête de l'autonomie: dix ans de CEA, 1958-1968"  
(E/CN.14/424).
3. Election du Bureau.
4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la session.
5. Membres et membres associés de la Commission:
  - a) Accueil des nouveaux membres (E/CN.14/111/Rev.3);
  - b) Rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application de la résolution 151(VIII) [E/CN.14/443]
6. Examen de la situation économique et sociale dans la région:  
  
"La situation économique en Afrique au cours des dernières années" (E/CN.14/435).
7. Compte rendu des activités de la Commission économique pour l'Afrique au cours de la période biennale, février 1967 - février 1969:  
  
"Projet de rapport annuel (1<sup>er</sup> mars 1968 - 2 février 1969)"  
[E/CN.14/445 et Add.1],  
  
"Rapport annuel (26 février 1967 - 29 février 1968)"  
[E/CN.14/413 - E/4497 12/].

a) Planification du développement et études

"Rapport final de la Conférence des planificateurs africains (deuxième session)" [E/CN.14/407],

"Rapport sur la troisième session du Comité des Nations Unies de la planification du développement" (E/4515 13/).

b) Agriculture.

c) Industrie et logement

"Rapport sur le deuxième stage sous-régional de formation à l'autoconstruction assistée et aux méthodes de logement coopératif (Afrique de l'est)" [E/CN.14/HOU/10],

"Rapport de la Conférence sur l'industrie et les finances" (E/CN.14/414),

"Rapport du Groupe de travail d'experts sur les coûts de construction des maisons d'habitation" (E/CN.14/416 - E/CN.14/HOU/17),

"Rapport sur le Stage de formation pour entrepreneurs en bâtiment (Afrique de l'est) organisé en collaboration avec l'UNESCO, le BIT et l'OMS" [E/CN.14/417],

"Rapport sur le troisième Stage sous-régional de formation à l'autoconstruction assistée et aux méthodes de logement coopératif (Afrique de l'ouest)" [E/CN.14/HOU/39 - E/CN.14/438].

d) Commerce et finances .

"Rapport du Cycle d'études sur la planification et la gestion budgétaires (Afrique du centre)" [E/CN.14/410],

"Rapport de la Réunion préparatoire de la CNUCED II" (E/CN.14/UNCTAD II/PM/2/Rev.2),

"Note sur la deuxième session de la CNUCED et ses conséquences pour l'Afrique" (E/CN.14/437),

"Rapport final de la deuxième Conférence des gouverneurs des banques centrales africaines" (E/CN.14/AMA/16),

"Rapport de la troisième Réunion mixte du groupe de travail du commerce intra-africain de la CEA et du Comité d'experts pour le commerce et le développement de l'OUA" (E/CN.14/449),

"Création d'un centre régional de promotion commerciale au sein de la CEA" (E/CN.14/434).

e) Transports et communications:

"Document d'information sur le voyage en Inde consacré au développement routier" (E/CN.14/INF/38);

"Rapport final de la Conférence constitutive de la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC)" (E/CN.14/448).

f) Mise en valeur des ressources naturelles, sciences et techniques:

"Examen des ressources de l'enseignement, de la formation, du personnel disponible et du personnel nécessaire dans le domaine de l'industrie minérale et des sciences de la terre, pour 15 pays africains" (E/CN.14/INF/40);

"Rapport du Cycle d'études international sur la science et les moyens d'information" (E/CN.14/446);

"Document d'information sur les voyages d'études organisés aux Etats-Unis pour les fonctionnaires chargés des projets d'aménagement des bassins fluviaux et des lacs" (E/CN.14/INF/35);

"Rapport sur le cours de formation à l'emploi des instruments hydrométéorologiques, à l'application des méthodes d'observation et à la création d'un réseau hydrométéorologique en Afrique" (E/CN.14/432);

"Rapport du Cycle d'études sur les métaux et minéraux nouveaux" (E/CN.14/412);

"Rapport de la Réunion sous-régionale sur l'énergie en Afrique du centre" (E/CN.14/415 - E/CN.14/EP/35 et Corr.1);

"Rapport sur le Cycle d'études sur le rôle des services météorologiques dans le développement économique de l'Afrique" (E/CN.14/429);

"Note de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur les applications de l'énergie atomique en Afrique" (E/CN.14/INF/33);

"Note d'information sur la quatrième Réunion consultative du Groupe régional pour l'Afrique du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement" (E/CN.14/INF/39);

"Note d'information sur une étude sur le personnel et les moyens de recherche dans le domaine des ressources hydrauliques en Afrique de l'ouest" (E/CN.14/INF/36);

"Note d'information sur l'exposition consacrée à l'utilisation de méthodes modernes de topographie et de cartographie, en vue d'accélérer le développement" (E/CN.14/INF/42).

**g) Développement des ressources humaines:**

**i. Main-d'oeuvre et formation:**

"Rapport sur le cours de formation intégré à l'intention des planificateurs de la main-d'oeuvre et des administrateurs des programmes nationaux de formation" (E/CN.14/411);

"Rapport sur le cours de formation de la CEA pour administrateurs de programmes de formation et planificateurs de la main-d'oeuvre" (E/CN.14/425);

"Rapport de la deuxième session du Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation" (E/CN.14/428).

**ii. Administration publique:**

"Rapport sur le stage de formation à l'administration du personnel des collectivités locales" (E/CN.14/395);

"Rapport final du cours à l'intention des spécialistes en organisation et méthodes de la sous-région de l'Afrique de l'ouest" (E/CN.14/402);

"Rapport sur le Cycle d'information sur les méthodes et les formules de formation en cours d'emploi" (E/CN.14/408);

"Rapport sur le Cycle d'études sur les méthodes et les procédures destinées à améliorer l'administration du personnel (pays anglophones)" [E/CN.14/419];

"Rapport sur le Cycle d'études sur les méthodes et procédures destinées à améliorer l'administration du personnel (pays francophones)" [E/CN.14/426];

"Rapport de la deuxième Conférence sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains" (E/CN.14/440),

"Note d'information sur le voyage d'études sur les formes et méthodes d'administration requises pour organiser le développement régional et local" (E/CN.14/INF/43);

"Rapport du Cycle d'études sur la gestion des entreprises publiques" (E/CN.14/444).

iii. Développement social:

"Rapport de la Conférence sur les aspects juridiques, économiques et sociaux du problème des réfugiés africains, organisée par la CEA, le HCR, l'OUA et la Fondation Dag Hammarskjöld" (E/CN.14/442);

"Rapport de la Réunion régionale sur l'emploi des jeunes et le développement national en Afrique" (E/CN.14/421);

"Rapport du stage sous-régional de formation à la vulgarisation rurale et au développement communautaire (Afrique de l'est)" [E/CN.14/433];

"Principes directeurs et stratégie d'une action concertée en vue du développement rural en Afrique" (E/CN.14/422).

h) Statistiques et démographie:

"Rapport du Cycle d'études sur les budgets familiaux et l'indice des prix à la consommation (pays anglophones), organisé par la CEA et l'OIT" (E/CN.14/CAS.5/LS.21);

"Rapport du Groupe de travail sur l'adaptation du système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays africains" (E/CN.14/CAS.5/NAC/27);

"Rapport de la cinquième Conférence des statisticiens africains" (E/CN.14/405);

"Rapport du Cycle d'études sur les budgets familiaux et l'indice des prix à la consommation (pays francophones), organisé par la CEA et l'OIT" (E/CN.14/CAS.5/LS.21);

"Rapport du Cycle d'études sur les méthodes de sondage" (E/CN.14/418);

"Rapport du Cycle d'études sur l'organisation et la conduite des recensements de la population et de l'habitation" (E/CN.14/423);

"Rapport du Groupe de travail sur les statistiques de la distribution du revenu" (E/CN.14/439).

i) Coopération économique sous-régionale

"La coopération économique en Afrique" (E/CN.14/UNCTAD II/4),

"Rapport de la Conférence sous-régionale sur la coopération économique en Afrique de l'ouest" (E/CN.14/399).

8. Programme de travail et ordre de priorité :

"Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1969-1970 et projections jusqu'en 1973" (E/CN.14/447),

"Programme de travail et ordre de priorité de la CEA pour la période 1969-1971. Incidences budgétaires de ce programme" (E/CN.14/441),

"Calendrier provisoire des conférences, réunions, cycles d'études et stages de formation pour 1969" (E/CN.14/INF/31),

"Suite donnée par le Conseil économique et social au projet de résolution recommandé par la Commission à sa huitième session" (E/CN.14/427),

"Résolutions et décisions intéressant la Commission, adoptées par l'Assemblée générale à ses vingt et unième, vingt-deuxième et vingt-troisième sessions, et par le Conseil économique et social à ses quarante-troisième, quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions et à la reprise de la quarante-cinquième session" (E/CN.14/431 et Add.1),

"Rapport sur la mise en oeuvre de la résolution 1264 (XLIII) du Conseil économique et social et des recommandations du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées" (E/CN.14/430).

9. Institut africain de développement économique et de planification.

10. Assistance internationale à l'Afrique :

"Coopération internationale pour le financement du commerce et du développement" (E/CN.14/UNCTAD II/3),

"Mobilisation de ressources financières pour le Fonds de développement de l'Afrique : Rapport d'avancement sur l'application de la résolution 169 (VIII)" [E/CN.14/451],

"Document d'information sur les activités du Programme des Nations Unies pour le développement en Afrique" (E/CN.14/INF/41),

"Rapport sur les activités en Afrique du Programme alimentaire mondial" (E/CN.14/436).

11. Relations avec d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations inter-gouvernementales.
12. Rapport du Comité de recrutement et de la formation du personnel:  
"Rapport du Comité de recrutement et de la formation du personnel" (E/CN.14/CSRT/WP.9).
13. Questions diverses.
14. Date et lieu de la dixième session.
15. Rapport annuel au Conseil économique et social.

260. Il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient étudiés comme suit:

- Séances plénières : points 1, 2, 3, 4, 5 a, b, 6, 7 a, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15.
- Comité I : points 7 a, b, c, d, e, f, 8, 10, 12.
- Comité II : points 7 g, h, 8, 11, 12.

#### C. COMPTE RENDU DES DEBATS

##### MEMBRES ET MEMBRES ASSOCIES DE LA COMMISSION

##### (Point 5 de l'ordre du jour

261. Le Président a déclaré que la Guinée équatoriale, Maurice et le Swaziland étaient devenus Membres de l'ONU après leur accession à l'indépendance et qu'ils étaient par conséquent membres de plein droit de la Commission. Il a souhaité la bienvenue à Maurice et au Swaziland en leur qualité de membres de la Commission et a espéré qu'il pourrait ultérieurement accueillir la Guinée équatoriale, lorsqu'elle occuperait la place qui lui revient.

262. Il conviendra de modifier en conséquence le paragraphe 5 du mandat de la Commission en ajoutant "la Guinée équatoriale, Maurice et le Swaziland", (voir document E/CN.14/111/Rev.3). Cet amendement a été adopté.

263. Le chef de la délégation du Swaziland a transmis aux membres de la Commission les salutations du roi Sobhuza II et du Premier Ministre, le prince Makhosini Dlamini, qui l'ont chargé de féliciter la Commission pour son dixième anniversaire et de lui exprimer leurs meilleurs vœux pour le succès de ses travaux pendant la deuxième Décennie du développement. Le Swaziland espère que les pays industrialisés contribueront davantage à aider les pays en voie de développement, en libérant les échanges et en

partageant leurs ressources matérielles et leurs connaissances techniques, mais il est certain que les membres de la CEA doivent aussi faire leur part en renforçant la coopération économique sur le continent.

264. Le représentant de Maurice a exprimé sa gratitude pour l'admission de son pays à la Commission. Il s'est réjoui des réformes envisagées, qui permettront aux Etats membres de mieux participer aux travaux de la CEA et de mieux la guider. Maurice est prêt à coopérer sans réserve avec tous les Etats membres pour le bien de l'Afrique.

265. Diverses délégations ont exprimé leur satisfaction de l'admission des trois nouveaux membres au sein de la Commission.

266. Pour donner suite au rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application de la résolution 151(VIII) de la Commission (E/CN.14/443), c'est-à-dire sur la représentation et la participation des peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Namibie (Sud-Ouest africain) et de la Guinée dite portugaise, la Commission a décidé à l'unanimité de faire concorder les versions anglaise et française de la résolution 151(VIII) en modifiant de la façon suivante son dernier paragraphe:

"Recommande que l'Organisation de l'unité africaine propose les représentants des populations des pays intéressés et en informe le Secrétaire exécutif afin qu'il puisse soumettre la question à l'Assemblée générale."

#### Hommage à la mémoire de M. Eduardo Mondlane

267. Sur la proposition du Président, les délégations ont observé une minute de silence en hommage à la mémoire de M. Eduardo Mondlane, Président du Front de libération du Mozambique (FRELIMO), décédé le 3 février 1969.

#### DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE ET EXAMEN DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DANS LA REGION

#### (Points 2 et 6 de l'ordre du jour)

268. Sa Majesté Impériale Haïlé Sélassié Ier, Empereur d'Ethiopie, a déclaré dans son discours d'ouverture 14/, qu'il convenait, en ce dixième anniversaire de faire le point des 10 années d'activités consacrées par la Commission à encourager le progrès économique, technique et social de l'Afrique et, pour les Etats membres, de redoubler d'efforts dans la mise en valeur progressive et rapide des ressources humaines et matérielles du continent. L'Afrique a beaucoup progressé sur la voie de l'autonomie et les gouvernements africains ont appris à s'organiser plus efficacement pour remplir leur tâche essentielle qui est de relever le niveau de vie

14/ Le texte intégral de ce discours est reproduit à l'annexe V.



de leurs populations et de les placer le plus vite possible dans l'orbite de la technique du XXème siècle. La Commission économique pour l'Afrique a utilement contribué à la poursuite de cet objectif et le travail accompli par son secrétariat a permis d'accroître considérablement la somme des connaissances relatives à la région. Il est réconfortant de constater que d'étroites relations de travail ont été créées entre la Commission et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et d'observer que cette dernière s'efforce de fournir un appui politique aux études et aux propositions techniques de la Commission.

269. Les pays africains doivent continuer à coopérer pour éliminer les obstacles qui empêchent actuellement d'aborder, dans une optique régionale, le développement intégral. Ils doivent, individuellement et collectivement, entreprendre de renforcer les institutions existantes et d'en établir de nouvelles pour faciliter la coopération économique, et ils doivent s'efforcer de mettre en valeur les abondantes ressources humaines qui constituent la richesse véritable du continent. On ne saurait trop insister sur l'importance de la coopération pour le développement économique. Par ses travaux, la Commission a démontré que les sous-régions africaines peuvent devenir des entités économiques viables, à l'intérieur desquelles le progrès économique, et en particulier le développement industriel, peut être planifié et réalisé. C'est donc une satisfaction de constater que le travail du secrétariat consiste à préparer des études et à fournir un appui technique aux programmes de développement sous-régionaux.

270. Il est indispensable, pour favoriser les contacts économiques et culturels, d'améliorer les moyens de transport et les télécommunications à l'intérieur des sous-régions et entre elles. En outre, les efforts en faveur de la coopération économique doivent être appuyés par des organismes nationaux et multinationaux, capables de faire face aux problèmes complexes de l'intégration, ainsi que d'élaborer et d'exécuter des plans nationaux, sous-régionaux et régionaux. Il serait très utile que la région tout entière et ses institutions sous-régionales, mettent en commun leur expérience en matière de formulation et de mise en oeuvre des plans, afin d'améliorer les méthodes de planification et d'exécution.

271. L'efficacité exige que les disponibilités en main-d'oeuvre qualifiée soient constamment suffisantes, et il se peut qu'au cours de la prochaine décennie le niveau de développement de la main-d'oeuvre en Afrique soit un facteur essentiel de la rapidité et de la compétence avec lesquelles le continent s'organisera pour satisfaire les besoins et les aspirations de ses populations. Il faut donc prendre d'urgence des mesures pour renforcer et développer les institutions nationales et régionales de formation, et pour réorganiser les systèmes d'enseignement de façon à en faire des instruments efficaces au service des besoins de l'Afrique. La Commission a beaucoup fait pour développer les ressources humaines, et il faut espérer que les autres organismes internationaux agissant dans ce domaine collaboreront davantage avec la Commission pour élaborer des programmes

plus complets et de portée plus lointaine, grâce auxquels on apprendra à la jeunesse africaine à participer effectivement au processus de développement.

272. Au cours de la décennie passée, l'Afrique a identifié ce qui doit être fait pour accélérer le développement et la Commission a commencé à jouer un rôle effectif en facilitant la coopération économique et en aidant à résoudre les problèmes intra-africains. La prochaine décennie, si elle est riche en promesses, exigera néanmoins de toute l'Afrique et de ceux qui sont disposés à l'aider, le maximum de courage, d'efforts et de détermination.

273. Dans son discours 15/, U Thant, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a rappelé que depuis sa création, il y a 10 ans, la Commission s'est particulièrement attachée à édifier en Afrique l'infrastructure institutionnelle nécessaire à la coopération régionale et sous-régionale - création de la Banque africaine de développement et de l'Institut africain de développement économique et de planification - et à réunir les données économiques et sociales dont les Etats africains ont besoin pour planifier leur développement. Grâce à ce travail la Commission devrait se trouver en bonne position au moment où elle entre dans une nouvelle phase d'activité, au cours de laquelle l'accent sera mis davantage sur les activités d'exécution. Ayant jeté les bases d'une coopération et d'un travail d'équipe à but défini, la Commission pendant la deuxième Décennie du développement pourra être le point de convergence des initiatives qui se traduiront, aux niveaux sous-régional, régional et mondial, par des efforts en vue du développement économique et social de l'Afrique.

274. Les commissions économiques régionales des Nations Unies sont caractérisées par le fait que non seulement elles permettent aux gouvernements d'une région donnée d'aborder les problèmes concrets qui les intéressent particulièrement, mais aussi qu'elles favorisent une coopération plus large grâce aux liens qu'elles permettent avec les organes des Nations Unies, dans un cadre plus universel. C'est ainsi que la Commission est la fenêtre qui permet à l'Organisation des Nations Unies de voir les problèmes économiques et sociaux du continent d'un point de vue africain, tout en saisissant leurs rapports avec la structure globale de l'économie internationale. Il est encourageant de constater le renforcement, pour les questions économiques et sociales, de la coopération entre l'Organisation de l'unité africaine et la Commission, car l'OUA doit être un instrument grâce auquel ses membres peuvent participer plus largement et plus efficacement à la coopération internationale. Un nouveau resserrissement des relations permettrait aux deux organisations de mieux servir les pays africains aux niveaux national, sous-régional, régional et international.

---

15/ Le texte intégral de ce discours est reproduit à l'annexe VI.

275. Dans son discours<sup>16/</sup>, M. A. A. Ayida, Président sortant, a retracé l'histoire de la Commission dans ses trois phases: la première, phase de formation, a été caractérisée par de nombreuses "maladies d'enfance"; la seconde a permis d'accumuler des connaissances économiques et sociales, et d'organiser des cycles d'études, groupes de travail et conférences; la troisième, la plus récente, a visé à encourager la coopération économique entre les Etats membres. La leçon qui se dégage de la deuxième session de la CNUCED est que s'il est nécessaire d'obtenir d'urgence un accroissement substantiel du volume de l'assistance extérieure à l'Afrique et une amélioration des conditions dans lesquelles cette aide est octroyée, néanmoins les pays africains doivent, dans leur ensemble, compter moins sur l'aide étrangère et davantage sur eux-mêmes, et intensifier leurs échanges commerciaux mutuels. La modernisation de l'agriculture et une industrialisation rapide sont également indispensables.

276. La Commission devrait établir un plan africain modèle de développement dans le cadre duquel on élaborerait les plans nationaux. Quatre questions peuvent être posées: quel rôle la Commission doit-elle jouer dans le système des Nations Unies, notamment en ce qui concerne les activités d'exécution en Afrique? Comment la Commission peut-elle répondre aux exigences du développement dans les Etats membres, en particulier au cours de la deuxième Décennie du développement? Dans quelle mesure la Commission peut-elle susciter la coopération économique et l'autonomie dans les pays africains des diverses sous-régions? De quelle façon le secrétariat pourrait-il être renforcé afin que les Etats membres aient une plus grande confiance dans son aptitude à les aider? L'un des principaux problèmes de la Commission est celui du personnel. Le processus d'africanisation, en particulier, est entravé du fait que les Etats membres ne sont guère disposés à envoyer au secrétariat leurs fonctionnaires et autres nationaux expérimentés. C'est pourtant à la Commission qu'il appartient au premier chef d'affirmer, sur le plan économique, la présence des Nations Unies en Afrique. A cet égard les activités d'exécution que poursuit l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, et notamment celles qui touchent à l'assistance technique, à la coordination des activités de développement et à l'harmonisation des échanges et de l'industrie, devront être davantage décentralisées. A cet effet le PNUD et les institutions spécialisées devront acheminer une partie des ressources qu'ils consacrent au développement de l'Afrique par l'intermédiaire de la CEA. C'est aux représentants des Etats membres à la neuvième session qu'il appartient de dire ce qu'ils attendent de la Commission et de lui donner les outils nécessaires.

277. Après ce discours inaugural du Président sortant, M. Mboya et et M. Lissouba ont présenté chacun les remerciements de la Commission à sa Majesté Impériale Haile Selassie Ier et à U Thant, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies<sup>17/</sup>

---

<sup>16/</sup> Le texte intégral de ce discours est reproduit à l'annexe-VII.

<sup>17/</sup> Le texte intégral des déclarations de M. Mboya et de M. Liboussa est reproduit à l'annexe VIII.

278. Le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, M. Diallo Telli, a souligné <sup>18/</sup> que les Etats membres de la CEA sont les mêmes qui, au sein de l'Organisation de l'unité africaine, travaillent en commun à la promotion d'une Afrique nouvelle, libérée de la domination étrangère et maîtresse de son destin dans tous les domaines. Il s'est félicité particulièrement de la présence, à la neuvième session de la CEA, du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

279. La présence du Secrétaire exécutif de la CEA recrée l'ambiance des nombreuses réunions conjointes qui ont contribué au renforcement de l'efficacité de la CEA comme de l'OUA, et incite le secrétariat général de l'OUA à partager avec les responsables de la CEA les joies, mais aussi les préoccupations, que suscite cette neuvième session, coïncidant avec le dixième anniversaire de la création de la CEA.

280. Toutefois, il convient de considérer cet anniversaire comme une étape dans une longue et nécessaire évolution, de faire le point de la situation et surtout d'analyser les faiblesses passées afin de définir de concert une méthodologie nouvelle pour mieux construire l'avenir. Il ne faut voir dans cette invitation à accorder la première place à une analyse critique du bilan de la CEA qu'un appel à une saine méthode destinée à améliorer le rendement des efforts de la CEA comme de toute autre organisation intéressée au bien-être des Africains. Il convient maintenant d'aborder la phase des réalisations concrètes, ce qui exigera une participation active et permanente des Etats membres aux activités du secrétariat de la CEA. Ceci ne sera possible que dans la mesure où les gouvernements des pays membres fourniront à la Commission les renseignements nécessaires pour une connaissance approfondie de leurs problèmes économiques, mais aussi dans la mesure où ils lui fourniront des avis et des directives sur la façon la meilleure de mener à bien l'oeuvre commune.

281. Ces relations suivies entre les Etats membres et le secrétariat permettront aux gouvernements africains de mieux utiliser - dans le cadre national ou dans celui de groupements régionaux - les ressources (études, ouverture vers les sources nouvelles de financement, assistance technique) que la CEA peut canaliser vers l'Afrique; elles permettront d'autre part d'éviter les doubles emplois entre les travaux de la CEA et ceux qui sont effectués dans le cadre des groupements régionaux et de l'OUA. De cette façon seulement pourra se résoudre le délicat problème des chevauchements, qui se pose davantage au niveau des gouvernements qu'à celui des secrétariats puisque la CEA et l'OUA oeuvrent dans le cadre de l'accord de coopération signé en 1965, et ont appris ainsi à se compléter et à tirer le meilleur parti de leurs caractères spécifiques afin d'être des moteurs efficaces de coopération économique et sociale entre les divers gouvernements africains.

---

<sup>18/</sup> Le texte intégral du discours de M. Diallo Telli est reproduit à l'annexe IX.

282. Il serait bon qu'une coopération analogue s'instaure au niveau des instances de la CEA et de l'OUA chargées de prendre des décisions engageant les gouvernements africains, afin que les activités des deux organisations soient complémentaires et non compétitives. Ce dixième anniversaire est particulièrement indiqué pour reprendre, à la lumière de l'expérience acquise, cette répartition complémentaire des compétences entre l'OUA et la CEA, répartition que la Commission économique et sociale de l'OUA d'abord, puis la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement, ont définie depuis 1964, pour mieux utiliser les possibilités techniques de la CEA et les caractéristiques politiques et les décisions souveraines des hautes instances de l'OUA.

283. Devant l'alarmante situation économique et sociale de l'Afrique, il paraît incontestable - particulièrement à la lumière des déceptions de la première décennie - que le succès de la deuxième décennie dépendra des efforts des membres de la CEA et des dispositions qu'ils prendront pour faire d'elle, en étroite collaboration avec l'OUA, un instrument de plus en plus efficace de la construction de l'indépendance économique de l'Afrique.

284. A l'occasion du dixième anniversaire, des messages de félicitations ont été envoyés par 15 Etats membres et 3 membres associés de la Commission, 21 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies autres que les membres de la Commission, 15 organismes des Nations Unies et 7 organisations intergouvernementales.

285. Quarante-cinq de ces messages de félicitations ont été présentés oralement par les représentants des Etats et des organisations intéressés; les autres messages ont été lus par des membres du secrétariat 19/.

286. Présentant le rapport d'activité décennal "A la conquête de l'autonomie : dix ans de CEA, 1958-1968" (E/CN.14/424), le Secrétaire exécutif a remercié tous ceux qui ont aidé la Commission dans sa tâche et a mentionné notamment les Etats membres de la Commission, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies autres que ceux de la Commission, des fondations, d'autres organismes du système des Nations Unies ainsi que l'Organisation de l'unité africaine. Il a brièvement évoqué quelques-unes des tâches qui ont été entreprises avec le concours d'autres organisations et a signalé un certain nombre d'institutions qui, grâce à l'initiative de la Commission, sont maintenant à la disposition des Etats membres. Il ne faudrait pas croire que l'oeuvre de la Commission au cours des 10 dernières années a transformé radicalement les économies relativement faibles de la plupart des pays africains; les problèmes rencontrés sont beaucoup trop ardues pour un tel résultat. De fait, il est décevant de constater que l'Afrique en voie de développement est, parmi les grandes régions du monde, celle qui a enregistré les plus faibles taux de croissance de 1960 à 1966. Toutefois, à condition d'en tirer profit, la leçon qui se dégage de cette expérience décourageante pourrait être salutaire.

---

19/Le texte intégral de ces messages est reproduit dans un supplément au présent rapport.

287. Se tournant vers l'avenir, le Secrétaire exécutif a estimé qu'en tant qu'organe des Nations Unies, la Commission doit se préoccuper des moyens d'accélérer considérablement la croissance de l'Afrique. Elle doit, pour y parvenir, remplir trois conditions: tout d'abord, cerner et comprendre les principaux problèmes de la région et proposer des solutions; ensuite déterminer avec soin l'importance et la nature de l'apport que peuvent fournir à la solution de ces problèmes les particuliers, les institutions et les pays non africains; enfin se prononcer sur la manière dont les efforts de l'Organisation des Nations Unies en Afrique peuvent être coordonnés et rendus plus efficaces, et sur la manière dont on peut assurer cette coordination et cette efficacité. Pour ce qui est de la détermination des problèmes et des moyens de les résoudre, la Commission est mieux armée aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 10 ans. La prochaine phase des activités doit être orientée vers la synthèse et l'application des résultats de ses recherches. Pour qu'il soit productif, cet effort devra être appuyé non seulement par une coopération concertée de tous les organes des Nations Unies et par l'aide généreuse du monde industrialisé, mais aussi par la volonté des gouvernements africains eux-mêmes de mobiliser et d'utiliser toutes leurs ressources pour la mise en oeuvre des plans et programmes de développement de caractère multinational, régional ou sous-régional.

288. Depuis 1960 les pays industrialisés se sont déclarés à plusieurs reprises résolus à aider au progrès des pays en voie de développement. Leurs actes n'ont pas été à la mesure de leurs promesses. La Commission entend spécifier, d'une manière assez précise, l'importance et la nature de l'aide que ces pays doivent fournir s'ils veulent vraiment tenir leurs engagements. Etant donné le fort accroissement du revenu, en termes absolus et relatifs, dans les pays développés, on peut raisonnablement considérer que d'une manière générale, rien ne les empêche de remplir leurs promesses.

289. Récemment des propositions ont été faites en faveur d'une décentralisation des activités d'exécution au sein du système des Nations Unies. La Commission économique pour l'Afrique accueille favorablement ces propositions et espère les voir se traduire par une réorganisation. Pour faciliter ces changements, la Commission a beaucoup réfléchi aux moyens qui permettraient de coordonner ses propres activités à celles des institutions mondiales et spécialisées, ainsi qu'aux moyens d'établir une coopération plus efficace avec le PNUD. Il est naturel que la Commission soit quelque peu déçue des limitations qui sont imposées à son pouvoir d'initiative et d'exécution. De tous les organes des Nations Unies, les commissions régionales sont les seules à ne pas posséder de ressources pour des programmes d'exécution, si bien que les résultats de leurs recherches sont nécessairement appliqués par d'autres institutions. La Commission espère fermement que cette situation s'améliorera et qu'elle-même pourra participer de plus près à l'exécution de projets déterminés et parfois conçus en partie par elle.

290. Comparée à d'autres organisations internationales, la Commission économique pour l'Afrique est relativement jeune. Dans le monde actuel, les problèmes économiques et sociaux de l'Afrique en voie de développement sont immenses. Malgré sa création relativement récente, la Commission est résolue à jouer un rôle important dans le développement économique et social de l'Afrique, et à continuer de réclamer - au sein des Nations Unies et à l'extérieur - les ressources et les réformes indispensables à ce développement. Il faut espérer que la Commission pourra attirer, pour son propre compte, les ressources financières et humaines qui lui permettront de centraliser les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, sous une forme qui convienne aux conditions de l'Afrique.

291. L'idée maîtresse des discours qui ont suivi la présentation du rapport décennal a été celle d'"autonomie". La plupart des orateurs ont estimé que cette autonomie était nécessaire et ont indiqué les moyens qui, selon eux, permettraient d'y parvenir. Dans l'ensemble, les délégations ont accepté l'idée de voir la Commission investie de fonctions d'assistance technique plus larges, et disposer de ressources proportionnelles à ces fonctions; ils ont d'autre part estimé qu'une grande partie des travaux accomplis par les institutions spécialisées et par les organismes d'exécution des Nations Unies pourraient passer par la Commission et être coordonnés par cette dernière.

292. Au cours du débat, les délégations ont bien fait ressortir que l'avenir de l'Afrique dépend des Africains. Il convient d'insister sur cette idée d'autonomie pour deux raisons: d'abord pour faire comprendre aux jeunes peuples d'Afrique qu'ils ne supprimeront pas la misère grâce à une aide, même amicale, d'autres pays, mais par des efforts positifs à l'intérieur de leurs frontières; ensuite, pour faire comprendre à leurs amis et à ceux qui les critiquent, que l'Afrique est décidée à s'affranchir de la pauvreté par ses propres efforts, soutenus le cas échéant par une coopération extérieure. Les pays industrialisés comme les pays en voie de développement doivent se rendre compte que l'aide est inutile à moins qu'elle ne contribue à réaliser les aspirations des populations.

293. S'ils veulent répondre au défi que leur pose la deuxième Décennie du développement, les pays africains devront voir la situation comme elle est et chercher à nouveau la meilleure manière d'accélérer leur développement.

294. L'expérience acquise par la Commission depuis 10 ans devrait être mise à profit dans l'effort supplémentaire qui doit être tenté pour faire avancer le continent. Au lieu de critiquer la Commission, important instrument pour les contacts de l'Afrique avec le reste du monde, les gouvernements devraient plutôt entreprendre de la mettre à même de contribuer au développement de l'Afrique, et ils devraient l'utiliser plus efficacement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent.



295. Les responsables de l'élaboration des politiques africaines de développement ont une lourde tâche à remplir. Chacun de leur côté, les pays font ce qu'ils peuvent mais il faut bien comprendre qu'à l'avenir le développement accéléré exigera une action collective.

296. La Commission aura pour tâche essentielle à sa neuvième session de tracer la voie sur laquelle l'Afrique doit s'engager en vue de la deuxième Décennie du développement, en tenant compte de l'expérience des 10 dernières années et sans perdre de vue l'objectif à long terme qu'est la création d'un continent fort et uni. Au cours de la première décennie, la Commission a constitué un lieu de rencontre qui a permis aux Etats africains de procéder à des échanges de vue entre eux et avec d'autres pays du monde, tandis que le secrétariat accumulait une somme précieuse de données intéressant l'Afrique. Une aide importante a été dispensée par lui et, grâce à son intervention, par des organismes internationaux et multinationaux.

297. Pour établir ses plans d'avenir, la Commission devra se placer simultanément sur trois plans différents - national, sous-régional et continental - de façon qu'aucune mesure prise sur l'un de ces plans ne risque de compromettre celles qui auraient pu être prises sur un autre. Il faudra, pour qu'ils puissent participer efficacement à des programmes sous-régionaux, que les Etats membres constituent des unités sociales et économiques de plus en plus fortes. Parallèlement, une intégration économique valable pourra être réalisée grâce au lancement de programmes et de projets ayant une chance raisonnable d'aboutir. Le programme de travail de la CEA pour 1969-1971 et au-delà devra donc définir les études de base à entreprendre ainsi que les types d'institutions et les programmes nécessaires pour resserrer la coopération économique; en cas de besoin, la Commission devra faire appel à l'assistance des institutions des Nations Unies et d'autres organismes compétents pour mettre son programme en oeuvre. Il convient d'éviter les chevauchements et d'assurer une plus grande souplesse dans la réglementation des organismes internationaux pour permettre à ceux-ci de mieux s'adapter aux conditions propres à l'Afrique.

298. Au cours des nombreux exposés concernant l'aide extérieure on a rappelé que les pays en voie de développement ont souvent déclaré qu'ils avaient besoin d'échanges et non d'aide; mais ils ont toujours eu des rapports commerciaux avec les pays développés et ils n'ont pas encore amélioré leur position. L'autonomie ne sera donc pas réalisée par l'accroissement des échanges. En outre, bien que le commerce d'exportation des pays africains ait augmenté à un taux annuel moyen de 8 p. 100 entre 1960 et 1966, alors que les importations à destination de l'Afrique avaient augmenté, en moyenne d'environ 6 p. 100 seulement, on n'a pas cependant enregistré d'accroissement correspondant des réserves africaines en devises. Cet état de choses ne peut pas être attribué uniquement aux problèmes souvent mentionnés et liés aux barrières tarifaires et à l'accès aux marchés; l'une des causes principales en est l'effet défavorable du compte invisible des transports maritimes, des transactions bancaires et des assurances,



secteurs dans lesquels la CEA devrait s'attacher à encourager l'autonomie au cours de la décennie à venir.

299. A propos du rôle futur de la CEA les délégations ont déclaré qu'au cours de la deuxième Décennie du développement, les Africains devraient concentrer davantage leur attention sur leur propre organisation, la Commission économique pour l'Afrique. Les experts économiques et administratifs prônent continuellement les avantages de la décentralisation comme moyen de parvenir au maximum de rapidité et d'efficacité dans l'exécution des programmes. Ce principe a été adopté par les Nations Unies il y a plus de 10 ans, mais n'a jamais été sérieusement appliqué bien que l'ampleur des programmes de développement commercial et industriel des organisations ait énormément augmenté dans ce laps de temps. La décision prise par l'Assemblée générale à propos de la décentralisation doit être mise en application, de façon que le degré de décentralisation pouvant être atteint le soit d'ici le début de la deuxième Décennie du développement. Les pays africains auront ainsi une voix décisive dans la mise en oeuvre des programmes des Nations Unies et les organismes oeuvrant pour l'Afrique seront considérés comme les siens propres, travaillant avec les pays africains suivant les directives de ceux-ci.

300. En ce qui concerne le rôle de la Commission en matière de coopération économique, on a rappelé la vague d'enthousiasme soulevée au cours des deux dernières années par la création des groupements économiques sous-régionaux et les délégations ont recommandé que la CEA, qui a contribué à la création de certains d'entre eux, continue à leur fournir les directives nécessaires, et que les pays membres eux-mêmes reconnaissent le besoin urgent d'une coopération économique.

301. L'activité de la CEA au cours des 10 dernières années a été consacrée à des recherches et à des études tendant à identifier et à définir les problèmes économiques de l'Afrique. Bien que des définitions plus claires restent nécessaires, la somme de données rassemblées est suffisante pour qu'on puisse aborder la phase plus importante consistant à apporter des solutions à ces problèmes. Il en découle la nécessité de modifier l'importance relative accordée aux différents travaux de la Commission pour permettre à celle-ci d'élaborer, pour l'exploitation des ressources naturelles et humaines du continent, un plan d'action de nature à recueillir de la part de tous les Etats membres l'appui le plus entier. Il est en conséquence nécessaire d'examiner la structure et l'organisation de la Commission pour déterminer si elle est capable d'assumer efficacement ces nouvelles responsabilités.

302. Le secrétariat a souligné en plusieurs occasions, à l'intention des groupements sous-régionaux, que le rôle de la CEA consistait à encourager l'évolution vers la coopération économique, puis à laisser les gouvernements participants gérer leurs propres programmes. Il est bien exact que la responsabilité en matière de coopération économique appartient aux gouvernements intéressés, mais il est évident que le succès de cette

coopération dépend de mesures concrètes et qu'aucun groupement sous-régional ne peut encore compter sur ses seules ressources pour élaborer dans le détail voulu les projets et programmes nécessaires. Un recours à une assistance internationale pour l'élaboration des détails compliqués doit donc être possible. Il a été suggéré en conséquence que le secrétariat soit renforcé pour pouvoir fournir cette assistance et qu'à la neuvième session, la Commission adopte une résolution à cet effet et demande que les modifications nécessaires soient apportées aux règles de fonctionnement actuelles des organismes des Nations Unies, afin que le secrétariat soit investi de responsabilités d'exécution précises dans le cadre du système du PNUD et du Bureau de la coopération technique.

303. Les délégations ont d'autre part recommandé que la Commission participe activement à la détermination des objectifs de la prochaine Décennie du développement et à la mise en oeuvre des programmes établis pour que ces objectifs puissent être atteints. Un objectif minimal serait de doubler le taux de croissance enregistré dans la région pendant la première Décennie du développement.

304. Il s'agit maintenant pour les pays africains de déterminer leurs priorités et de mettre en place le mécanisme institutionnel indispensable à leur mise en oeuvre. Cette session d'anniversaire devrait permettre de dégager les grandes lignes où devra s'engager l'action de la CEA.

305. L'absence de propositions réalistes propres à résoudre les problèmes des pays en voie de développement explique l'échec de la première Décennie. Pour remédier au fait que les efforts de développement des pays sous-développés sont gravement entravés par l'insuffisance de leurs recettes d'exportation et par leur faible capacité d'importations de biens d'équipement, la deuxième session de la CNUCED a demandé que les prix des exportations soient stabilisés à des niveaux rémunérateurs. Pour éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires érigées par les pays développés contre les exportations des produits manufacturés et semi-finis des pays africains, la CNUCED a proposé un système généralisé de préférences tarifaires sans discrimination et sans réciprocité.

306. Le volume du financement international du développement, ainsi que les conditions de prêt, se sont détériorés au cours des dernières années et certains pays se trouvent donc sérieusement endettés. Les pays en voie de développement auraient voulu renverser cette tendance et obtenir que les transferts internationaux de capitaux se fassent à des conditions plus avantageuses. Enfin, les problèmes d'ajustement en matière de transports maritimes et autres transactions invisibles, bien que clairement définis, n'ont pas suscité de réponse encourageante de la part des pays développés.

307. Dans tous ces domaines, les résultats de la deuxième session de la CNUCED ont été décevants, particulièrement pour les pays africains. De cet échec, et de celui d'autres arrangements internationaux visant à aider le tiers monde, on peut tirer la conclusion suivante: les contradictions

entre pays riches et pays pauvres ne pourront être résolues tant que le pouvoir de négociation des pays pauvres ne sera pas renforcé.

308. Au cours du débat général sur le commerce extérieur, les représentants ont constaté que 10 ans d'activité ont élargi et approfondi l'expérience de la CEA et l'on rendue plus efficace dans l'exécution de ses tâches, mais l'Afrique est encore loin du but qui lui était fixé pour la première Décennie du développement, à savoir une augmentation de 5 p. 100 du produit intérieur brut. Dans le document E/CN.14/UNCTAD II/3, les chiffres concernant l'Afrique montrent que 7 pays seulement sur 40 ont dépassé cet objectif, le maximum étant de 7 p. 100, quelques pays ayant un taux négatif et la moyenne étant de 3,37 p. 100. La Libye mise à part, le taux de croissance moyen par habitant a dépassé à peine 1 p. 100.

309. Les causes de ce retard sont multiples et tiennent notamment à l'imperfection et à la rigidité du courant des échanges, et aux problèmes que posent les capitaux et l'aide de l'étranger. La diminution de l'aide bilatérale montre combien l'assistance multilatérale lui est préférable, et on a souligné l'importance des arrangements selon lesquels les prêts à des conditions favorables remplaceraient les prêts liés, qui ne seraient acceptés que pour des projets à haute priorité donnant des bénéfices élevés.

310. Pour ce qui est des préférences tarifaires, les délégations ont déploré que les réductions tarifaires concernent surtout les produits manufacturés et préconisé une action concertée en vue d'abolir la réciprocité de la part des pays en voie de développement. Lorsque les pays de la région auront atteint le stade de l'exportation, il faudra que les barrières entre Etats africains soient supprimées.

311. Pour remédier à la pénurie de liquidités internationales, il conviendrait notamment d'établir, comme le préconise l'OUA, un lien entre les droits de tirage spéciaux sur le FMI et le financement du développement. Ensuite, il faudrait prolonger la période de remboursement des tirages sur le Fonds (6 à 8 ans au lieu de 3 à 5 ans). Enfin, il faudrait augmenter les contingents au Fonds pour créer des réserves supplémentaires.

312. En ce qui concerne l'intégration régionale des marchés, des arrangements commerciaux bilatéraux de pays à pays et entre les pays et les différents groupes régionaux pourraient aboutir à la formation d'un marché commun panafricain. Il semble, d'autre part, que le moment soit venu d'établir des unions de paiements qui encourageraient les échanges dans les différentes régions, en plus d'accords de paiements bilatéraux entre les différents groupes. Cette forme de paiement entre unions pourrait aboutir à une union des paiements panafricains, qui serait le fondement d'un marché commun panafricain.

313. A la lumière de l'expérience passée, la CEA doit, au cours des 10 prochaines années, aider les pays africains à relever sensiblement leur niveau de vie, à améliorer leur agriculture et leur élevage, à accroître

et à diversifier leurs exportations. Il lui appartient également de prendre toutes dispositions nécessaires pour protéger les produits de base d'origine africaine, menacés par la concurrence des produits similaires provenant de pays plus avancés ou par le fait que les productions africaines ne sont pas complémentaires. D'autres secteurs méritent de recevoir une attention toute spéciale durant cette deuxième décennie, notamment le développement des moyens de communication et de transport, la formation des cadres et l'implantation d'industries.

314. En ce qui concerne la planification du développement, les chances de l'Afrique résident dans une intensification des échanges de tous ordres entre pays africains, mais plus particulièrement dans le domaine industriel. Il faut donc souhaiter qu'au cours de la prochaine décennie, la Commission encourage par tous les moyens possibles les échanges intra-africains, grâce à une industrialisation hardie et planifiée, axée sur la mise en valeur de leurs ressources naturelles: minières, forestières, énergétiques.

315. Compte tenu des besoins actuels et futurs il conviendrait de réviser d'urgence le mandat de la Commission, formulé en 1958, alors qu'elle ne comptait que neuf membres. Afin de favoriser le progrès de l'Afrique, qui économiquement est la région la moins développée du tiers monde, la CEA doit faire plus que cerner des problèmes et effectuer des études de possibilité. Elle doit servir à canaliser vers l'Afrique une fraction plus large des ressources des Nations Unies et avoir l'autorité voulue pour mener une action positive destinée à assurer des résultats tangibles aux Etats africains.

316. Il importe aussi de resserrer les liens entre la CEA et les gouvernements africains de façon que les décisions prises aux réunions de cet organisme reflètent bien la volonté des Etats membres et soient prises au sérieux. Il conviendrait également que des relations plus directes s'établissent entre la CEA et les chefs d'Etat dans le cadre de l'OUA. En effet, les décisions concernant la Commission se prennent au sein du Conseil économique et social des Nations Unies sans faire l'objet de consultations suffisantes avec les gouvernements intéressés.

317. Le moment est venu de passer en revue les activités de la Commission et d'envisager les moyens de renforcer son efficacité en tant qu'instrument du progrès économique et social de l'Afrique. Il faudrait donc modifier la structure de la CEA pour lui permettre de faire face aux nombreux problèmes liés à la deuxième Décennie pour le développement. Il importe en effet que la Commission passe maintenant du stade des études et recherches à celui d'une participation active au développement de l'Afrique. Les activités du secrétariat tendant à stimuler la coopération économique au niveau des sous-régions sont indispensables à la survie économique et à l'indépendance politique des pays africains, étant donné l'échec de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

318. La coopération économique est une condition indispensable de l'accélération du développement, en vue duquel la Commission joue un rôle important depuis quelques années. Toutefois, la méthode d'intégration économique préconisée par la CEA, à savoir la division de l'Afrique en quatre sous-régions qui finiront probablement par se grouper en une seule région, pose d'importants problèmes. Il y aurait donc lieu de réexaminer toute forme d'organisation en vue de lui donner la souplesse voulue pour permettre à l'intégration économique de faire face à l'évolution économique.

319. La nécessité pour la Commission d'étendre, au cours de la prochaine décennie, le champ de ses activités au-delà du domaine des recherches, est de plus en plus reconnue et par conséquent, certains changements de structure s'imposent pour permettre à cet organisme d'élargir ses fonctions et de hâter le développement des pays africains. Il convient donc de revoir le mandat et la structure de la CEA afin d'y apporter toutes modifications qui pourraient s'avérer nécessaires compte tenu de l'évolution de la situation en Afrique.

320. En ce qui concerne l'adhésion éventuelle du Botswana, du Lesotho et du Souaziland à la Communauté économique de l'Afrique orientale, dont il est question dans le document, on a exprimé l'avis qu'il s'agit là d'une proposition qui ne tient pas compte des problèmes géopolitiques de l'Afrique australe. La CEA devrait accorder une attention spéciale aux problèmes de cette région et venir en aide aux pays intéressés lorsqu'ils lui en font la demande. La Commission devrait même assumer la responsabilité du développement du Botswana, du Lesotho et du Souaziland, particulièrement en ce qui concerne les projets d'infrastructure. La reconnaissance par la CEA des conditions particulières à ces pays faciliterait notablement leurs négociations avec les organismes donateurs d'aide.

321. Dans le cadre de la coopération économique, la question des groupements sous-régionaux a souvent suscité un certain pessimisme, et on a estimé que la structure des quatre sous-régions existantes devrait être rendue plus efficace et plus opérationnelle. Au cours d'un réexamen, il faudrait notamment tenir compte des besoins des Etats membres d'Afrique australe, tels que le Souaziland, le Lesotho et le Botswana.

322. A propos de sous-régions, la question est de savoir si le rythme à imposer au développement doit être celui de l'Etat membre le moins développé. Mieux vaut, semble-t-il, adopter le rythme de l'Etat membre moyen, et laisser les pays qui se développent plus lentement libres de se joindre plus tard à la communauté. D'autre part, il faudrait s'efforcer de grouper les pays ayant des intérêts économiques définis et animés du désir de coopérer. Si deux pays - ou davantage - estiment pouvoir travailler de concert avec profit, il conviendrait de les y encourager, à condition que leur coopération ne porte pas préjudice à l'objectif fondamental qui est de créer d'importants marchés africains pour les produits africains. D'autre part, un plan directeur de développement

devrait être élaboré pour la sous-région, prévoyant une implantation économique judicieuse qui permettrait une véritable coopération. Le rôle de la CEA dans la coopération économique est donc clairement défini.

323. Etant donné l'importance d'une coopération technique entre pays africains, la CEA pourrait jouer un rôle plus actif dans ce domaine en établissant par exemple des programmes multilatéraux dans le cadre desquels les experts et consultants d'un pays d'Afrique pourraient rendre d'utiles services à d'autres pays du continent. D'autre part, les ministres africains des finances, qui constituent le Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement, pourraient, dans le cadre de la Banque mettre au point une stratégie du financement du développement, compte tenu de la charge croissante du service de la dette. Il faut que s'instaurent une liaison et des consultations entre le Directeur de la Banque et le secrétariat de la CEA, ainsi qu'une coordination appropriée des politiques intérieures et des politiques en matière d'aide étrangère des ministres africains de l'économie et des finances.

324. On peut craindre que l'une des principales difficultés auxquelles se heurtera la Commission ne tiende à ce que l'ONU et les institutions spécialisées ne veuillent pas voir en elle le principal organe de la promotion économique et sociale des Etats africains. Il s'agit de décentraliser les activités des Nations Unies, des pouvoirs plus nombreux étant dévolus à la Commission, et c'est à cette condition seulement que celle-ci pourra s'acquitter de sa tâche pendant la prochaine décennie. D'ailleurs, la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Europe ont plus de latitude que la CEA dans l'accomplissement de leurs fonctions et, plus particulièrement, dans la mise en oeuvre des programmes.

325. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'en fournissant une assistance, financière ou autre, aux pays en voie de développement, son Gouvernement cherchait avant tout à aider ces pays à se développer et à relever le niveau de vie de leurs populations.

326. Le Royaume-Uni est prêt à faire ce qu'il peut pour faciliter la coopération régionale et sous-régionale parmi les pays en voie de développement, et serait disposé, s'il y était invité, à attribuer progressivement une importance croissante au rôle de coordinateur des organisations régionales et des groupements de pays voisins.

327. Il s'est félicité de la proposition visant à créer des centres sous-régionaux de promotion industrielle. Quant au rôle de l'entreprise privée et du capital privé étranger dans l'industrialisation, les gouvernements auraient intérêt à bien préciser leur politique et à l'appuyer par des mesures fiscales et législatives appropriées. Les conditions d'octroi des capitaux étrangers pour le financement industriel devraient également faire l'objet d'un examen rigoureux. Le Gouvernement du Royaume-Uni est disposé à fournir à la Commission des services consultatifs, et à entreprendre des études de viabilité sur des projets intéressants.

328. Dans le domaine de la coopération financière le Gouvernement britannique a réaffirmé qu'il a accepté pour l'aide financière à octroyer par les pays développés aux pays en voie de développement l'objectif minimum de 1 p. 100 du produit national brut défini dans la décision 27 (II) de la deuxième session de la CNUCED 20/, compte tenu des réserves formulées alors par les pays industrialisés au sujet de la position de leurs balances des paiements.

329. En Afrique, la Commission aura un rôle important à jouer pendant la deuxième Décennie du développement. Elle devrait travailler en étroite collaboration avec les autres organes des Nations Unies, et l'on devrait s'efforcer d'éviter tout chevauchement entre les activités.

330. Le représentant de l'Espagne a indiqué que si l'Espagne restait, à plusieurs égards, fortement tributaire pour son développement des capitaux étrangers, elle ferait néanmoins son possible pour contribuer efficacement aux travaux de la Commission. Dans les limites de ses ressources, l'Espagne a secondé les efforts de la Commission en participant à de nombreuses réunions.

331. Elle a également fait de son mieux pour participer, par voie bilatérale, au développement des pays africains, en offrant son concours technique à de nombreux pays.

332. L'Espagne continuera à s'efforcer de participer aux travaux de la Commission et au développement des pays africains. Le Gouvernement espagnol est disposé à tout moment à étudier des demandes d'aide, en particulier dans les domaines où il a acquis une expérience utile, comme c'est le cas pour le tourisme et la formation des équipages de navires de commerce et de pêche, par exemple. Bien entendu, il est préférable que ces demandes passent par la Commission.

333. Le représentant de la France a noté que, dès l'ouverture de la session l'accent a été mis sur les "dures réalités du continent" et les problèmes du développement ont été évoqués par beaucoup en termes de "défi". Son Gouvernement tient, pour sa part, à exprimer son espoir dans les ressources économiques et humaines de l'Afrique. L'histoire encore brève de la CEA se résume en tentatives multiples pour amener des peuples fort divers à mieux se comprendre, afin de réaliser l'unité fraternelle du continent au moyen de la coopération - un mot lourd de sens et d'humanité auquel la France est profondément attachée. Souvent aussi, les problèmes qui touchent l'Afrique ne sont guère différents de ceux d'autres régions du monde, comme par exemple l'exode rural, qui est un sujet de préoccupation universelle. L'essentiel réside certainement dans les efforts des peuples africains en faveur de leur propre développement. Quant à elle, la France est toute disposée à remplir ses obligations et à apporter à la CEA, dans son oeuvre de coopération, son amical concours.

---

20/ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session, vol. I et Corr.1 et Add.1 : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, No de vente : E.68.II.D.14), p. 41.



334. Au cours des six dernières années, les crédits affectés à la coopération culturelle et technique ont doublé et il y a actuellement près de 20 000 enseignants français en Afrique. Dans une proportion des deux tiers, la coopération française est financée par des fonds publics - dont 85 p. 100 sous forme de dons - et la moitié en est consacrée à l'Afrique. Cette aide et l'assistance multilatérale se complètent et les apports de la France et ceux d'institutions financières internationales, notamment, ont déjà pu se conjuguer pour faire aboutir des projets importants dans le domaine agricole au Cameroun et au Dahomey et pour créer une industrie des engrais au Sénégal. L'effort d'ouverture du marché français aux produits africains a trouvé une contrepartie dans l'accroissement des exportations françaises vers ce continent. La France a, d'autre part, exercé une action pour une organisation du commerce international favorable aux pays africains, notamment en ce qui concerne les marchés des produits de base.

335. Le représentant de la CNUCED a rappelé que pour le moment les pays doivent mobiliser, répartir et utiliser le capital et les facteurs techniques et humains de production, et accélérer leur taux de croissance. Mais chaque pays doit également mobiliser ses propres ressources et contribuer ainsi à l'oeuvre de la communauté mondiale.

336. En ce qui concerne la coopération régionale, la CNUCED a un programme spécial d'expansion des échanges, de coopération économique et d'intégration régionale entre pays en voie de développement. Des plans multinationaux dans ce domaine pourraient ouvrir d'excellentes perspectives pour le commerce intra-africain. Les pays en voie de développement devraient présenter des plans concrets, établis aux niveaux régional et multinational.

337. Pour ce qui est de la deuxième Décennie du développement, le Secrétaire général de la CNUCED a déjà fait connaître ses vues dans son rapport intitulé Vers une stratégie globale du développement 21/ qui a été présenté à la deuxième session de la CNUCED à la Nouvelle-Delhi. Il a insisté, dans ce rapport, sur la nécessité de l'autonomie et de la coopération internationale, qui sont justement le thème du dixième anniversaire de la Commission.

338. Le Directeur adjoint du Programme des Nations Unies pour le développement a déclaré 22/ que le PNUD avait d'autant plus lieu de féliciter la CEA à l'occasion de son dixième anniversaire que les 10 premières années de la Commission ont coïncidé en grande partie avec les 10 premières années de fonctionnement du Fonds spécial qui, en 1966, a été fondu avec le Programme élargi d'assistance technique pour constituer le Programme des Nations Unies pour le développement. Le Programme élargi avait commencé à s'occuper beaucoup des pays africains 10 ans

---

21/ Publication des Nations Unies, No de vente : E.68.II.6.

22/ Le texte intégral de ce discours est reproduit à l'annexe X.



plus tôt et depuis 1966, le PNUD a consacré à l'Afrique plus de 40 p. 100 de ses ressources totales, c'est-à-dire la proportion la plus forte qui ait jamais été accordée à une région en voie de développement. Entre 1965 et 1968, l'Afrique a reçu environ 36 p. 100 des ressources du PNUD (AT). L'aide fournie au titre de l'assistance technique, sous forme d'experts et de bourses le plus souvent, permet aux pays de faire face à leurs problèmes immédiats, notamment en matière d'administration, et prépare la voie aux projets de plus grande envergure qui appellent l'intervention de l'élément Fonds spécial.

339. Les efforts régionaux de coopération ont également reçu l'appui du PNUD, qui a aidé à financer 33 grands projets régionaux. L'aide pratique fournie par le PNUD contribue à l'intégration économique de l'Afrique. Le PNUD a notamment soutenu les efforts tentés par les gouvernements de l'Afrique orientale pour intégrer leur développement économique dans le cadre de cette région. Le Directeur adjoint du PNUD a mentionné la Banque africaine de développement à Abidjan, que le PNUD a aidée à créer un service de pré-investissement et qui est devenue un agent d'exécution du Programme. Le PNUD espère que la Banque permettra de continuer à financer certains projets de pré-investissement et aidera à identifier les projets nouveaux propres à apporter une contribution stratégique au développement de l'Afrique. D'autre part, l'administration du PNUD, en étroite collaboration avec la CEA et la FAO, étudie actuellement les moyens par lesquels la communauté internationale pourrait favoriser la production de denrées agricoles sur une base régionale et seconder les efforts de coopération régionale en établissant, le cas échéant, des groupes communs des produits de base. La question de la coopération internationale pour la production de riz en Afrique de l'ouest est actuellement à l'étude.

340. La preuve est donc faite de la coopération qui existe entre le PNUD et la CEA, coopération dont il faut espérer qu'elle deviendra encore plus étroite. A cette fin, le représentant résident en Ethiopie s'est vu confier des responsabilités spéciales touchant les relations entre le PNUD et la Commission. M. Hoffman, Administrateur du PNUD, a souhaité que soit exprimé à la Commission son vif désir d'examiner avec le Secrétaire exécutif les possibilités de renforcer les dispositions visant une programmation CEA/PNUD. Un examen commun des cas particuliers devrait permettre de surmonter les difficultés inévitables.

341. Le Commissaire à la coopération technique de l'ONU a rappelé<sup>23/</sup> que, lors de la création de la CEA en 1959, le total de l'assistance technique des Nations Unies pour l'Afrique était inférieur à un million de dollars et qu'il n'y avait aucun projet du Fonds spécial en Afrique. Cette aide atteint actuellement 17 millions de dollars et le nombre des projets du Fonds spécial 41. Dès le début, la CEA a aidé les pays africains en voie de développement à identifier leurs besoins prioritaires, à planifier

---

<sup>23/</sup> Le texte intégral de ce discours est reproduit à l'annexe XI.

leurs programmes d'assistance technique et à appliquer les compétences techniques à la solution de leurs problèmes de développement économique et social. La CEA s'est particulièrement attachée à aider les jeunes Etats africains à résoudre leurs problèmes les plus pressants, notamment celui du renforcement de leur appareil gouvernemental et de leur infrastructure économique et sociale. Cette aide a été apportée en grande partie dans le cadre de programmes régionaux, qui sont passés de 70.000 dollars, il y a 10 ans, à 1 400 000 dollars.

342. Le mérite essentiel de la Commission est d'avoir su promouvoir dès le début le concept de l'unité africaine, en commençant par s'efforcer de réaliser l'intégration économique au niveau sous-régional. A la formation de ce concept, qui est la clé du progrès économique et social de la plupart des pays africains, ont grandement contribué la création de l'Organisation de l'unité africaine, de la Banque africaine de développement, de l'Institut africain de développement économique et de planification et la mise en oeuvre de projets multinationaux du Fonds spécial.

343. Si la première décennie peut être considérée comme celle de la mise en place des fondements du développement africain, la deuxième doit être celle qui verra l'édification d'une superstructure solide et bien conçue. Or, la croissance économique de l'Afrique est loin d'avoir atteint les objectifs de la première Décennie du développement, dans le domaine agricole en particulier. La nécessité s'impose de coordonner les efforts dans le cadre des Nations Unies et des programmes d'aide bilatérale, en même temps que l'on prend conscience du fait que les besoins de l'Afrique augmentent alors que les ressources mises à sa disposition diminuent. Cette dernière évidence oblige les pays à utiliser leurs ressources avec sagesse et selon le principe d'une saine coopération. En même temps, il faut que s'accroisse le courant de ressources mises à la disposition des pays en voie de développement et que cesse enfin cette division du monde entre un Nord riche et un Sud indigent. L'Afrique, pour son développement, a plus besoin d'assistance technique qu'aucun autre continent.

344. Si les programmes d'assistance technique des Nations Unies ne sont pas aussi étoffés que les programmes d'aide bilatérale, ils sont néanmoins importants par leur teneur et leur influence sur le développement, et ils n'ont d'ailleurs cessé de croître au cours des dix dernières années.

345. La CEA contribuera au premier chef à promouvoir le développement économique et social en Afrique au cours de la prochaine décennie. Le Bureau de la coopération technique des Nations Unies a étudié les moyens de rendre plus efficace la coopération entre le Siège et la Commission. Il est particulièrement désireux de voir la CEA s'occuper activement de la programmation de l'assistance dans l'ensemble de l'Afrique, et il est prêt à lui confier certaines responsabilités opérationnelles, en particulier pour la mise en oeuvre de projets d'intégration économique.

346. Il est certain que la CEA devra assurer la coordination de l'assistance technique, coordination essentielle au succès des efforts de développement,

en raison du caractère limité des ressources disponibles. En dehors de son rôle de coordinateur, la Commission aura pour tâche essentielle de promouvoir la création de groupements économiques viables dans l'ensemble du continent. Si, en dernière analyse, c'est aux gouvernements qu'il appartient de décider de la structure à donner à ces communautés, ce sera cependant à la Commission de les encourager dans la voie de la coopération en leur fournissant des services techniques consultatifs.

347. Le représentant du Fonds monétaire international (FMI) a déclaré que la CEA est le lieu privilégié où s'élabore la stratégie du développement économique et social de l'Afrique selon ses exigences propres. Il a rappelé que les activités du Fonds monétaire international en Afrique comprennent non seulement l'aide financière, mais aussi l'assistance technique. Au 31 décembre 1968, les transactions des pays africains avec le Fonds s'élevaient à 811 millions de dollars. En ce qui concerne l'assistance technique, en dehors des missions régulières de consultation, le Fonds envoie un nombre croissant d'experts des questions bancaires, des finances publiques, de la balance des paiements et des statistiques monétaires. D'autre part, l'Institut du FMI offre des cours réguliers sur la méthodologie de la balance des paiements, la politique financière et les finances publiques. En outre, l'un des objectifs du Fonds, d'après ses statuts, est de "faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international."

348. Le projet de création d'une nouvelle facilité fondée sur des droits de tirage spéciaux, qui est d'un intérêt primordial pour tous les membres du Fonds, se trouvait ratifié au 28 janvier 1969 par 104 pays membres, dont 11 africains. Comme les pays membres africains constituent plus d'un tiers du total des membres du Fonds, leur ratification est essentielle pour obtenir la majorité requise des deux tiers. Les nouveaux droits seront répartis proportionnellement aux quotes-parts et pourront être utilisés librement. Il est possible de prévoir que, chaque fois qu'un milliard de dollars sera alloué aux participants sous forme de droits de tirage spéciaux, chaque participant africain recevra l'équivalent d'environ 5 pour 100 de sa quote-part sous forme de droits de tirage spéciaux. Comme le Directeur général du Fonds l'a déclaré, les réserves supplémentaires que les pays en voie de développement pourront obtenir grâce à la nouvelle facilité leur permettront de maintenir leurs importations malgré les perturbations extérieures et de procéder d'une façon continue à la mise en oeuvre de leurs programmes de développement. En outre, le Fonds est en train d'étudier le problème de la stabilisation des prix de produits primaires, en collaboration avec la Banque mondiale.

349. Le Fonds envisagera avec plaisir, au cours des prochaines années, une coopération encore plus étroite avec les organisations régionales comme la CEA et les autres institutions internationales qui ont des responsabilités dans le domaine du développement économique et social.

350. Le représentant de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) a rappelé que la fonction principale du Groupe

de la BIRD est de servir d'instrument pour canaliser les ressources financières des régions les plus riches du monde vers les pays en voie de développement. Comme l'a dit son Président, M. MacNamara, ce n'est pas seulement une banque, c'est aussi une agence de développement dans le sens le plus large du terme. En ce qui concerne la fonction strictement financière, les prêts extérieurs remboursables avec intérêt constituent des investissements, mais ils sont moins onéreux que ceux que l'on trouve sur les marchés financiers mondiaux et ils ne sont pas liés. De plus, l'Afrique reçoit toujours plus de crédits de cet autre bras du Groupe de la BIRD, l'Agency for International Development, qui sont assortis de conditions très modérées. Les pays africains représentent maintenant plus du tiers des membres de la Banque. Le total des prêts à la région n'a cessé de croître, pour atteindre 770 millions de dollars pendant la période 1963-1968. Il est envisagé de tripler ce montant au cours des cinq années à venir. Les fonds, qui étaient au début utilisés pour des projets de grande envergure - ressources minérales, électricité, transports - sont dirigés maintenant sur de plus petits projets agricoles et sur l'éducation; les possibilités de financer le tourisme et la petite industrie sont à l'étude. La Banque a institué un mécanisme de groupes consultatifs qui permet de placer sous sa présidence les principaux contributeurs bilatéraux, de même que le PNUD et la BAD, pour évaluer de façon suivie les problèmes et les besoins des pays intéressés et définir les priorités.

351. La Banque se propose, dans l'avenir, non seulement d'accroître sa contribution financière mais aussi d'étendre le champ de son activité catalytique. Mais pour que cette contribution porte tous ses fruits il faut avant tout parvenir à une intégration plus étroite et plus efficace des économies africaines. Toute action dans ce sens aura le plein appui de la Banque.

352. Le représentant de l'OMCI a annoncé que celle-ci est prête à coopérer au maximum avec la CEA et ses Etats membres en vue du développement économique de l'Afrique. Comme c'était la première fois que l'OMCI participait aux délibérations de la CEA, son représentant a tout d'abord donné quelques renseignements sur les buts et la structure de cette organisation, qui existe depuis 1959 et a son siège à Londres. En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies pour les affaires maritimes, elle s'occupe principalement de la navigation maritime dans ses liens avec le commerce international et des pratiques et règlements gouvernementaux et internationaux régissant ce type de navigation. Elle cherche à faciliter la coopération entre les gouvernements dans ce domaine et consacre une bonne partie de son temps et de ses ressources à l'étude des problèmes concernant la navigation. Elle réunit des conférences internationales qui adoptent des conventions ou des accords ayant trait notamment à la sécurité maritime et à la prévention de la pollution de la mer.

353. Le développement des transports maritimes et les progrès techniques réalisés dans ce domaine semblent indiquer que la contribution de la navigation maritime, et par conséquent de l'OMCI, à l'économie des pays en voie de développement ne pourra que s'accroître. L'OMCI participe, en tant qu'agent d'exécution, au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), où elle est responsable de l'administration d'un programme d'assistance technique ayant trait aux aspects techniques et juridiques de la navigation maritime. Elle envisage d'accroître son aide aux pays en voie de développement pour leur permettre non seulement d'avoir leurs propres services de navigation, mais aussi d'utiliser les services disponibles sur le marché mondial avec efficacité, sécurité et le maximum d'avantages pour eux-mêmes. En resserrant sa coopération avec les commissions économiques régionales, et notamment la CEA, l'OMCI pourra attirer l'attention d'un plus grand nombre de pays en voie de développement sur le fait qu'elle peut leur offrir une assistance technique dans le domaine de la navigation maritime, et elle pourra mieux se renseigner sur les besoins propres de ces pays.

354. Le représentant de la FAO a rappelé que la collaboration entre la CEA et la FAO remonte à la création, en avril 1959, d'une Division mixte CEA/FAO de l'agriculture. Cette division fait fonction de catalyseur pour promouvoir et coordonner les activités en faveur du développement agricole. Plus récemment, elle a donné davantage d'importance aux aspects agricoles de la coopération et des échanges intrarégionaux. La FAO a lancé en Afrique un programme au titre duquel plus de 600 spécialistes de domaines très variés sont employés dans ses services régionaux ou aux projets du PNUD. Elle sert également d'agent d'exécution pour 79 projets de développement du PNUD et mène à son siège toute une gamme d'activités qui visent, directement ou indirectement, à favoriser le développement agricole en Afrique.

355. Dans le cadre d'une réorganisation orientée vers l'action, la FAO a créé un Département du développement, chargé de coordonner les programmes de la FAO sur le terrain, ainsi qu'un Centre d'investissement qui s'occupe non seulement du programme de coopération FAO/BIRD, mais aussi de la coopération avec les banques régionales de développement. Les activités de la FAO seront renforcées à l'échelon des pays, de même que le rôle et les responsabilités du Bureau régional de la FAO pour l'Afrique et de la Division mixte CEA/FAO.

356. Dans le cadre de la deuxième Décennie du développement, la FAO n'a pas encore élaboré de stratégie globale du développement de l'agriculture, mais elle se propose d'orienter ses activités vers un nombre réduit d'objectifs précis, et elle a sélectionné à cet effet cinq domaines d'action prioritaires : travaux relatifs aux variétés à haut rendement de certaines plantes, élimination du déficit protéique, guerre au gaspillage, mobilisation des ressources humaines pour le développement rural, gains et économies de devises étrangères. Ces cinq domaines

formeront un cadre pour l'action à court terme de la FAO, qui sera intégrée dans les orientations à long terme fixées par le Plan indicatif mondial. La FAO s'emploie aussi à accroître les ressources modestes dont elle dispose pour promouvoir le développement agricole en Afrique. Dans le contexte ainsi esquissé, tout plaide en faveur d'un programme conjoint CEA/FAO tendant à promouvoir la spécialisation et le commerce agricole entre les pays de la région. En fait, la participation de la FAO à un tel programme a effectivement commencé par des échanges d'informations et de personnel couvrant les quatre sous-régions à étudier. Ce programme est la première tentative délibérée visant à élaborer à l'avenir un programme unique des Nations Unies en faveur du développement agricole en Afrique. Un aspect important d'un tel programme est la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, où la FAO peut, avec des représentants des pays africains, étudier les problèmes majeurs que pose le développement agricole. L'intégration de fait des programmes d'action de la CEA et de la FAO en Afrique, qui a pu être négociée entre le Directeur général de la FAO et le Secrétaire exécutif de la CEA, marque un tournant dont il faut se féliciter à l'occasion de cette session anniversaire.

357. Le représentant de l'ONUDI a déclaré que l'ONUDI accorde une priorité élevée à la coopération avec la CEA et qu'elle a conclu en 1968 un accord officiel définissant clairement les principes et les méthodes de coopération entre les deux organismes, ce qui devrait conduire à une meilleure harmonisation des programmes et devrait permettre à ces deux organisations d'utiliser au maximum les ressources limitées dont elles disposent. L'industrialisation de l'Afrique ne fait que commencer, mais il est essentiel de prolonger les efforts entrepris de façon à adopter une politique d'industrialisation appropriée et l'appliquer au moyen de programmes d'action clairement définis pour mobiliser toutes les ressources disponibles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ces efforts d'industrialisation, pour lesquels la CEA doit jouer un rôle capital, doivent être poursuivis pendant la deuxième Décennie du développement avec une vigueur accrue et le bénéfice d'une expérience plus vaste. L'ONUDI restera en contact étroit avec les pays d'Afrique et les organisations régionales. Deux conseillers de l'ONUDI étudient déjà les questions industrielles en Afrique de l'est et en Afrique du centre; un autre sera bientôt désigné pour l'Afrique de l'ouest. La CEA et l'ONUDI collaboreront pour tirer le meilleur parti des services des cinq conseillers en matière industrielle qui sont en poste à Addis-Abéba. Diverses activités communes sont en cours de préparation pour les prochains mois et notamment une réunion qui sera chargée d'encourager l'investissement dans l'industrie; cette réunion fera suite aux deux réunions tenues à Addis-Abéba par la CEA et elle bénéficiera de l'expérience acquise par l'ONUDI depuis le Colloque international d'Athènes.

358. Le représentant de l'OMS a fait observer que le développement étant un tout, difficilement dissociable de ses composantes sociales et économiques, toute action dans ce domaine ne peut être que concertée.

359. Vu la corrélation qui existe entre la santé et le développement socio-économique d'un pays, il y a lieu de se réjouir de l'étroite coopération qui a toujours existé entre la CEA et l'OMS. On peut citer à titre d'exemple l'action concertée des deux organisations dans le cadre de l'Institut africain de développement économique et de planification, et des centres de formation en statistiques de Yaoundé, Dar es-Salam et Addis-Abéba. Dans la décennie qui s'ouvre, cette coopération ne pourra que se resserrer dans les domaines les plus divers, comme ceux de la planification socio-économique, des ressources hydrauliques, de l'agriculture, de l'habitat, du développement des ressources humaines, et de la science et de la technologie. L'existence d'un bureau de liaison avec la CEA notamment, permettra d'améliorer encore ces relations. La coopération dans l'intérêt des Etats membres s'est renforcée et il y a tant à faire avec des ressources si limitées qu'il ne saurait y avoir place pour une quelconque compétition.

360. Le représentant de l'OIT a déclaré que si la coopération entre la CEA et l'OIT s'est sensiblement renforcée depuis la création à Addis-Abéba du Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, c'est surtout à cause de la présence de la CEA dans cette ville. L'OIT remercie sincèrement la CEA d'avoir contribué à l'expansion de ses services en Afrique. Beaucoup a été fait ces 10 dernières années au cours desquelles, par ses travaux, la Commission a aidé à définir la physionomie du développement des ressources humaines et matérielles de l'Afrique.

361. Le représentant de l'UIT a cité des exemples de la coopération établie entre l'UIT et la CEA, d'autres organismes des Nations Unies et l'OUA. L'entrée en service, entre Addis-Abéba et Abidjan, dans le cadre d'un projet pilote, de la ligne expérimentale transafricaine qui permet les communications téléphoniques, télégraphiques et par télex, jour et nuit, est un événement important qui contribuera au développement du continent en général, et en particulier, dans le domaine économique, social et des télécommunications. Ce projet est important aussi car, sur le plan des recettes, les autorités responsables de sa mise en route avaient un avis très différent de celui des autres parties intéressées. Toutefois, le projet fonctionne à présent et peut être considéré comme un préinvestissement préalable aux investissements qui seront consacrés au développement futur. Si son succès s'affirme, d'autres projets du même genre seront probablement considérés favorablement à l'avenir. Ce nouveau service permettra des économies importantes. Ainsi, le tarif des services téléphoniques, télégraphiques et par télex entre l'Ethiopie et la Côte d'Ivoire a déjà été réduit et la nouvelle politique des prix sera très utile à l'infrastructure individuelle et collective des pays africains. D'autres pays pourront exploiter la ligne en se raccordant au circuit soit à Addis-Abéba soit à Abidjan, si bien que l'on peut espérer un accroissement des investissements dans le secteur des télécommunications, ce qui permet d'envisager un début d'industrialisation dans ce secteur, même si, au départ, il ne s'agit que du montage et de la fabrication de pièces détachées.



On ne saurait surestimer l'importance de la coopération régionale dans l'élaboration du Plan africain de télécommunications.

362. La représentante de l'UNESCO a affirmé qu'il sera reconnu dans l'histoire de l'Afrique que c'est au cours de la décennie des années 1960 que l'éducation a le plus progressé et que la Commission a beaucoup contribué à cet état de fait. Il est incontestablement très encourageant pour l'UNESCO et la CEA qu'au cours de la dernière décennie l'intérêt de l'enseignement en tant qu'investissement productif ait été reconnu. L'UNESCO souhaite non seulement la coordination mais surtout la coopération avec la CEA.

363. Le représentant de l'OMM a rappelé que son organisation a collaboré étroitement avec la CEA par le passé, en particulier dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques; elle est persuadée que cette collaboration sera renforcée à l'avenir, car les renseignements météorologiques sont la condition même d'une bonne planification des économies nationales et de l'accélération de l'exploitation des ressources naturelles. Le monde vit dans l'attente d'un grand exploit météorologique. En effet, un nouveau système météorologique mondial, connu sous le nom de "Veille météorologique mondiale", doit entrer en service dans quelques années. Ce système permettra de faire des prévisions plus précises et plus étendues.

364. Le représentant du HCR a fait un exposé sur les activités du Haut Commissariat et sur la situation particulière des réfugiés en Afrique. En soulignant notamment les problèmes qui se posent tant en ce qui concerne l'arrivée soudaine de groupes massifs de réfugiés que de nombreux cas individuels dans les villes (étudiants, employés, ouvriers, etc.), il a illustré la nécessité d'une coopération inter-institutions toujours plus étroite, en particulier entre le HCR et la CEA conformément à la résolution adoptée à ce sujet à la huitième session de la Commission /183 (VIII)7. Il est à noter que sur cette base la CEA est régulièrement tenue informée des activités du HCR en Afrique afin de pouvoir fournir à celui-ci des avis techniques en cas de besoin. D'autre part, la CEA informe le HCR des détails de ses programmes qui peuvent avoir une incidence sur les activités du Haut Commissariat en Afrique.

365. Plusieurs délégations ont pris alors la parole pour exprimer au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Prince Sadruddin Aga Khan, leur satisfaction de la façon remarquable dont son menées les activités du HCR en Afrique et pour se féliciter de la coopération toujours plus étroite établie entre la CEA et le HCR.

366. Le représentant de la Confédération internationale des syndicats libres a déclaré que la misère et le chômage constituent l'une des plus graves menaces à l'indépendance politique et un véritable obstacle aux



efforts de développement; la création d'emplois doit donc faire l'objet d'une préoccupation dominante. Malheureusement, l'accroissement des investissements étrangers et le développement industriel suffisent rarement à éliminer le chômage, comme l'a clairement démontré l'expérience de l'Afrique de l'est.

367. A propos de la résolution 173(VIII) de la Commission par laquelle les gouvernements africains étaient invités à créer un dispositif national pour la planification de la main-d'oeuvre, il a constaté que les réalisations étaient à cet égard décevantes. Il est extrêmement souhaitable que les gouvernements africains adoptent des programmes de formation plus positifs.

368. En ce qui concerne le logement, la situation menace de devenir critique car l'accroissement du patrimoine immobilier ne suit pas le rythme de la croissance démographique. Il conviendrait donc que la Commission intensifie ses travaux de recherche sur l'utilisation de matériaux de construction locaux, qui permettrait de réduire les coûts du logement.

369. Pour que l'aide étrangère puisse être efficace et répondre à son objectif, les donateurs devraient envisager des conditions plus libérales, en tenant compte de la charge imposée par le service de la dette. Les résultats décevants de la deuxième session de la CNUCED ont été rappelés, ainsi que les termes de l'échange défavorables dont souffrent les produits de base des pays en voie de développement.

370. L'observateur des Etats Unis d'Amérique a déclaré qu'au cours de ses dix ans d'existence la Commission a largement contribué au bien commun de trois manières: tout d'abord elle a procédé à une évaluation réaliste de la situation en Afrique; elle a ensuite tracé la voie que l'Afrique doit suivre pour que les espoirs suscités par l'indépendance se réalisent; enfin elle s'est attachée à déterminer comment les gouvernements et les populations du continent pourraient parvenir à l'autonomie économique. A ce sujet il est intéressant de noter que le programme de travail de la Commission est devenu une image de plus en plus réaliste de ce qu'elle peut faire pour aider à répondre aux besoins de l'Afrique. On peut dégager dans la politique américaine vis-à-vis du continent cinq préoccupations: affermissement des nations; progrès économique et social; autonomie de l'Afrique; autodétermination, règle de la majorité et égalité entre les hommes; enfin identité des populations, qui crée un lien entre les peuples des deux continents.

371. L'observateur de l'Inde a signalé que l'Inde, pays en voie de développement, avait beaucoup en commun avec les pays africains. C'est pourquoi, l'Inde et l'Afrique auraient intérêt à resserrer leur coopération économique et à améliorer, ensemble, les relations économiques internationales. Il s'est déclaré convaincu que les efforts tentés au cours de la présente session fourniraient des directives utiles pour une action internationale concertée.

372. Il est admis que l'expansion des échanges, tout comme la coopération et l'intégration économiques, sont d'importants facteurs d'une stratégie globale du développement. L'Inde a collaboré avec les nouveaux Etats africains au sein du "Groupe des 77" qui a reconnu que la force réelle des pays en voie de développement consiste à s'attaquer de concert à la solution des problèmes du monde en voie de développement.

373. L'Inde est prête également à partager avec d'autres pays en voie de développement l'expérience qu'elle a acquise dans le domaine de l'industrialisation. Elle a déjà aidé un certain nombre de pays africains à implanter des industries textiles, pharmaceutiques, etc. La National Development Corporation en particulier, est disposée à donner aide et conseils. L'Inde pourrait également fournir, à des conditions avantageuses, des machines et des biens d'équipement.

374. L'observateur de la Pologne a déclaré que pour aider les pays africains à éliminer leur pénurie de main-d'oeuvre, l'un des plus grands obstacles au développement, son pays assure l'éducation et la formation de nombreux étudiants africains dans diverses disciplines. De plus, de nombreux experts, techniciens et spécialistes de toute catégorie partagent leurs connaissances avec leurs homologues des pays en voie de développement.

375. La Pologne apprécie vivement les résultats obtenus par la Commission dans l'aide qu'elle apporte au développement économique et à la coopération entre pays africains et a l'intention de renforcer encore sa coopération avec le secrétariat dans de nombreux domaines.

376. L'observateur de la République fédérale d'Allemagne a rappelé que son Gouvernement n'avait cessé, au cours des 10 dernières années, de poursuivre à l'égard des pays africains une politique destinée à seconder leurs efforts en vue du développement économique. Près de la moitié du total de l'assistance technique fournie par la République fédérale va à l'Afrique. La République fédérale a également intensifié ses efforts en matière d'assistance financière et a encouragé les investissements privés dans les pays africains, si bien qu'au cours de la dernière décennie le total de son apport s'est monté à 560 millions de dollars. Il a rappelé également qu'en 1968 l'aide de l'Allemagne aux pays en voie de développement avait largement dépassé l'objectif de 1 p. 100 du produit national brut, fixé lors de la deuxième session de la CNUCED.

377. La République fédérale a travaillé avec la Commission à un certain nombre de projets - la Fondation allemande pour les pays en voie de développement a notamment organisé divers cycles d'études sur des sujets importants - et elle a l'intention de coopérer, à l'avenir, de façon plus étroite et plus constructive encore.

378. L'observateur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté qu'au cours des 10 dernières années la Commission était devenue une organisation internationale importante et dont les domaines de compétence s'étaient élargis. La collaboration de l'Union soviétique avec les pays africains est fondée sur le principe de l'avantage mutuel et a contribué à consolider l'indépendance politique et économique de ces pays.

379. Il semble que les pays de la région aient décidé de faire davantage appel à la Commission, en particulier pour accélérer leur développement. La Commission devrait donc fixer les grandes lignes de ses activités de façon à tirer tout le parti possible des moyens dont elle dispose. Il faudrait également établir de nouvelles formes de coopération entre les pays africains. Ce travail serait fructueux s'il était coordonné avec les activités de l'OUA, organe politique du continent africain.

380. L'Union soviétique estime, comme les représentants des pays africains, que la Commission réussira dans la mesure où elle saura s'inspirer des intérêts véritables des peuples africains. Elle est prête, sur demande, à entreprendre dans le cadre de la Commission des activités qui seraient financées par les contributions du PNUD.

381. L'observateur de la Roumanie a déclaré qu'il ressort du rapport du Secrétaire exécutif que les pays membres et le secrétariat ont déployé des efforts remarquables pour résoudre les problèmes du développement économique et social de l'Afrique. Le développement constitue la responsabilité primordiale des pays intéressés et les mesures nécessaires ne sauraient être imposées du dehors, ni faire l'objet de négociations internationales. C'est là un principe que la Roumanie n'a cessé d'appliquer dans sa politique intérieure comme dans le domaine de la coopération internationale et elle entend bien développer de plus en plus ses relations avec les pays africains, tant par voie bilatérale que dans le cadre des organisations internationales.

382. L'observateur de la Tchécoslovaquie s'est félicité que la CEA soit devenue une organisation réellement représentative du continent tout entier et que, malgré les difficultés rencontrées pendant les 10 premières années, elle soit parvenue à développer ses activités organisationnelles et à élaborer un nombre considérable de documents importants et utiles.

383. En ce qui concerne la préparation de la deuxième Décennie du développement, il y a lieu de se réjouir que celle-ci doive être consacrée à la mise en oeuvre d'une stratégie du développement fondée sur un ensemble de mesures économiques cohérentes orientées vers des objectifs formulés tant sur le plan national qu'international. C'est naturellement aux mesures qui seront prises par les pays en voie de développement eux-mêmes qu'il conviendra d'accorder la première place, et le succès de la deuxième Décennie dépendra sans aucun doute de la mesure dans laquelle les gouvernements de ces pays parviendront à mobiliser les ressources intérieures, à

les utiliser rationnellement aux fins du développement économique, à libérer et utiliser les énergies de leurs populations, et enfin à coopérer entre eux.

384. L'observateur de l'Italie a estimé que la CEA a joué, au cours des 10 premières années de son existence, un rôle positif et important dans les domaines les plus divers. D'autre part, la CEA a constamment soutenu la tendance à l'unification économique du continent africain par la coopération régionale, tendance que l'Italie a suivie avec grand intérêt en raison des liens multiples qui l'unissent à l'Afrique. La politique du Gouvernement italien vis-à-vis de l'Afrique consiste en une coopération économique, aux niveaux tant multilatéral que bilatéral et au sein de la Commission économique européenne.

385. Sur le plan multilatéral, l'Italie a accru sa contribution à divers organismes des Nations Unies qui s'occupent de développement, ayant toujours appuyé la formule d'une aide financière collective aux pays en voie de développement.

386. Quant à la coopération économique sur le plan bilatéral, l'Italie a encouragé, dans les 10 dernières années, la participation de ses travailleurs, cadres et techniciens à la construction de l'infrastructure nécessaire au développement des pays africains. Cette collaboration résulte des efforts financiers déployés en faveur de l'Afrique par le Gouvernement italien, qui a notamment consenti à l'Afrique, en 1967, des prêts et crédits représentant 90 700 000 dollars. D'autre part, les échanges commerciaux entre l'Italie et l'Afrique se sont régulièrement accrus, et il faut noter que les importations italiennes en provenance de l'Afrique dépassent de beaucoup les exportations italiennes vers cette région.

387. L'observateur de la Turquie a affirmé que son pays est bien placé pour comprendre les problèmes du développement africain et s'y intéresser étant donné qu'il a lui-même eu à surmonter des difficultés du même ordre. L'indépendance économique est indispensable à l'indépendance pleine et entière, aussi la Turquie approuve-t-elle pleinement la position adoptée en la matière par les pays africains. L'indépendance ne doit pas cependant empêcher la coopération avec les autres pays, à condition que cette coopération soit équitable et dépourvue de toute tentative d'exploitation. L'idéalisme des peuples africains, associé à la ferme intention de regagner leur souveraineté, est la meilleure garantie que les efforts qu'ils déploient sous l'égide de la CEA et de son Secrétaire exécutif, pour accéder à un niveau de vie plus élevé, seront couronnés de succès.

388. L'observateur des Pays-Bas a estimé qu'il est particulièrement important que la CEA encourage la coopération sous-régionale, multinationale et régionale. Au cours des 10 dernières années, les réalisations de la Commission ont été impressionnantes. A l'occasion de la mise au point de la stratégie internationale du développement pour les 10 années

commençant en 1970, il est remarquable que la troisième session du Comité des Nations Unies pour la planification du développement se soit tenue à Addis-Abéba avec la coopération de la CEA, qui était parfaitement au courant des problèmes et des besoins des pays d'Afrique et qui avait un rôle important à jouer pour la mise au point de cette stratégie et pour l'exécution des programmes de la prochaine décennie. Un élément essentiel de cette stratégie est la fixation du volume de l'aide. Les Pays-Bas ont l'intention de consacrer 1 p. 100 de leur revenu national net à l'aide au développement et ils avaient déjà dépassé en 1967 l'objectif fixé à la deuxième session de la CNUCED.

389. L'observateur de la Grèce a exprimé sa surprise du fait que l'écart considérable qui sépare les pays développés et les pays en voie de développement s'élargit constamment. La Grèce est à mi-chemin entre les pays déshérités et les pays privilégiés. Comme c'est le cas pour les pays africains, il lui sera difficile de soutenir la concurrence des pays très développés et elle est donc en mesure de comprendre les problèmes qui se posent aux pays en voie de développement. Son Gouvernement est décidé à aider les pays africains à réduire l'écart qui les sépare des pays riches et à passer de la pauvreté à la prospérité. La Grèce ne peut pas offrir de capitaux ni de ressources naturelles mais elle peut mettre à la disposition des pays africains ses services de formation spécialisée, selon les besoins des plans de développement de chaque pays. En 1968, à l'occasion de la trente-troisième Foire internationale de Salonique, la Grèce a organisé la première Réunion internationale pour le développement régional, à laquelle ont été invités les pays en voie de développement de toutes les parties du monde et surtout les pays africains. Tous les participants ont souligné l'utilité de cette réunion et ont exprimé l'espoir qu'on en tiendrait d'autres du même genre.

#### Résolutions commémoratives de la Commission économique pour l'Afrique

390. Au terme du débat sur la situation économique et sociale de la région, le Président a ouvert la discussion de quatre projets de résolutions commémoratives portant sur le dixième anniversaire de la Commission, son appareil institutionnel, l'organisation, la structure et les fonctions du secrétariat et les relations avec l'OUA. Il s'est rallié à l'opinion exprimée par un certain nombre de participants selon laquelle l'Afrique a peu profité de la première Décennie du développement. Au moment où cette première Décennie arrive à sa fin, il faut non seulement faire le point de ce qui a été réalisé sur le continent, mais aussi étudier les raisons qui ont empêché de parvenir à de meilleurs résultats et à une plus grande unité; il faut aussi prendre la décision de travailler en commun pour que la prochaine décennie joue un rôle décisif dans le développement de l'Afrique. Pour y parvenir, il faudra réorganiser les fondements du principal outil dont dispose le continent - la CEA - et harmoniser les diverses organisations économiques et politiques. Si les quatre projets de résolutions dont la Commission a été saisie n'ont été

présentés que par quelques pays, il n'en reste pas moins qu'ils expriment la victoire que toute l'Afrique indépendante a su remporter sur elle-même.

391. Au cours du débat général, plusieurs représentants ont pris la parole pour appuyer les résolutions et ont déclaré qu'elles ont une importance historique et marquent en fait le commencement d'une nouvelle époque dans l'existence de la Commission en même temps qu'elles définissent les grands principes de la prochaine décennie et des années suivantes. Elles se composent de quatre grandes propositions qui méritent tout l'appui de la Commission. Tout d'abord, il faut reconnaître que le développement dépend en dernière analyse des Africains eux-mêmes, ce qui veut dire qu'ils devront agir et travailler avec ardeur parce que les mots ne suffiront pas à mener à bien l'oeuvre de développement. Deuxièmement, les divers organismes des Nations Unies devront être organisés de telle sorte qu'ils puissent avoir une influence déterminante sur le développement de l'Afrique au cours de la deuxième Décennie du développement. Troisièmement, il faut créer un lien entre l'organe économique et l'organe politique qui ont à connaître du développement de la région. Quatrièmement, la Commission doit être réorganisée de façon à en faire un instrument plus efficace de l'action collective. A l'heure actuelle, les Etats membres restent plutôt à l'écart du secrétariat et de ses travaux, les gouvernements ne prennent pas une part suffisante aux décisions collectives de la CEA et l'action fait bien souvent défaut; les paragraphes du dispositif du projet de résolution relatifs à l'appareil institutionnel de la Commission ont été rédigés de façon à corriger ces imperfections.

392. Il est grand temps de donner une application pratique à l'énorme documentation qui a été réunie sur le développement au cours de la dernière décennie et de renforcer à cet effet la structure et les fonctions du secrétariat. En outre, si la Commission doit jouer un rôle important au cours de la prochaine décennie, il faut accroître ses ressources. Si les principales propositions des projets de résolution étaient appliquées, la CEA s'en trouverait renforcée et elle pourrait donc jouer un rôle plus dynamique dans le progrès économique et social de la région.

393. Les projets de résolutions commémoratives constituent l'essence des principales déclarations faites depuis le début de la session et reflètent bien l'opinion de tous. A vrai dire, ils résultent avant tout de l'expérience acquise au cours de la décennie précédente, lorsqu'ont été jetées les bases du développement économique futur de l'Afrique et celles de la deuxième Décennie du développement.

394. On peut craindre que la mise en oeuvre des résolutions ne se heurte à des difficultés mais les délégations se sont déclarées convaincues que la détermination qui s'est manifestée au cours des débats permettra de les surmonter. On risque notamment de voir mettre en doute l'habileté de la Commission à suggérer des modifications qui lui doteraient d'une structure différente de celle des autres commissions régionales des Nations Unies. La réponse est que les suggestions faites tendent à adapter

la CEA aux besoins de l'Afrique. Il faut espérer que les résolutions ne demeureront pas lettre morte et qu'une action décisive sera engagée dans le sens des objectifs qu'elles incarnent.

395. Dans l'ensemble, les projets de résolution indiquent que les pays africains sont décidés, au cours de la prochaine décennie, à aborder leurs problèmes de façon réaliste grâce à leurs propres moyens et avec toute aide qui pourrait provenir d'autres sources. D'institution purement théorique, la CEA doit se transformer en institution d'exécution et devenir, selon les mots du Secrétaire général, la fenêtre à travers laquelle les Nations Unies voient l'Afrique. Une interprétation correcte des quatre projets de résolution montre qu'ils restent dans le cadre du mandat de la Commission.

396. Les pays développés ont été instamment priés de considérer plus favorablement les problèmes du développement de l'Afrique. Il faut espérer que cette requête sera entendue mais les Africains doivent être prêts au pire et s'organiser de telle façon que, si la mentalité des pays développés ne change pas, ils puissent mener à bien leur propre développement. Si les résolutions sont mises en oeuvre avec succès on pourra en conclure que les pays africains ont apprécié correctement leurs problèmes et refusé de se soumettre à nouveau à l'exploitation.

397. Le représentant de la Tunisie a déclaré que si sa délégation appuyait les quatre projets de résolution, il souhaitait cependant formuler une réserve au sujet du premier paragraphe du dispositif du projet relatif aux relations avec l'OUA. La Tunisie, toujours désireuse d'éviter les doubles emplois et de voir la CEA devenir un instrument efficace du développement africain, n'est pas opposée à une étroite coopération entre la Commission et l'OUA. Toutefois, en raison de la création proposée d'une conférence des ministres au sein de laquelle seront représentées les opinions de tous les gouvernements et en raison des liens qui existent déjà entre la CEA et l'OUA, la Tunisie est convaincue qu'exiger la coordination des activités dans le cadre de la Commission au niveau ministériel et de la Commission économique et sociale de l'OUA - dont elle a recommandé la suppression à la réunion ministérielle du groupe de 77 pays en voie de développement, tenue à Alger - ne ferait qu'alourdir le mécanisme d'exécution. Il a rappelé à ce sujet l'avis que son gouvernement a émis à Alger, à savoir que la CEA devrait être le seul organisme chargé de l'application des décisions sur les questions économiques et sociales prises par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA.

398. Le Président ayant noté qu'il n'y avait pas d'autres observations, a proposé d'adopter les projets de résolutions comme résolutions prises par la Commission économique pour l'Afrique à sa neuvième session. Les projets de résolution ont été adoptés à l'unanimité [résolutions 187 (IX), 188 (IX), 189 (IX) et 190 (IX), voir troisième partie du présent rapport].



399. Le Secrétaire d'Etat a fait la déclaration suivante au sujet des incidences financières des projets de résolutions commémoratives :

"Les quatre résolutions (concernant la commémoration du dixième anniversaire, l'appareil institutionnel de la Commission, l'organisation, la structure et les fonctions du secrétariat, et les relations avec l'OUA) ont d'importantes incidences financières.

La décentralisation plus large que les délégations ont souhaitée presque à l'unanimité au cours des débats, exige une action législative de la part du Conseil d'administration du PNUD, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale. Une fois prises ces décisions de caractère législatif, il faudra réviser et remanier les procédures actuellement suivies au sein du secrétariat du PNUD ainsi que du Bureau de la coopération technique du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

Pour décentraliser l'établissement des programmes et l'administration des projets approuvés par le Conseil d'administration pour la région, il sera nécessaire d'étoffer en personnel: i) les divisions techniques qui doivent être étroitement associées à l'établissement des programmes; ii) le Service de coordination de l'assistance technique; iii) les services des finances et du personnel. On suppose que l'intention est de ne charger le secrétariat de la CEA que du programme régional, les programmes par pays continuant d'être établis par l'intermédiaire des représentants résidents du PNUD avec le concours, le cas échéant, d'experts du secrétariat de la CEA.

Pour que la décentralisation soit réelle, le personnel du secrétariat devra voyager davantage dans les pays africains pour avoir des entretiens avec les gouvernements au moment de l'établissement des programmes et aux divers stades de leur exécution, afin d'apprécier les progrès et de recommander, si besoin est, la modification de certains projets en vue d'en assurer le succès. Dans la mesure où le secrétariat devra poursuivre ses recherches et ses études habituelles (à savoir, enquêtes économiques, rassemblement, analyse et publication de données statistiques, études sur le commerce, les transports, l'énergie, les ressources naturelles, etc.) et continuer d'élaborer des manuels et de la documentation pour ses cours de formation, les besoins en personnel et autres ressources seront importants pour mener à bien des activités de coopération technique plus largement décentralisées. Il est difficile de hasarder une estimation quant à l'ampleur de ces besoins.



Les changements d'ordre institutionnel que l'on envisage d'apporter à la Commission elle-même exigeront un accroissement des crédits budgétaires, tandis que la Conférence des ministres (qui remplacera les sessions biennales ordinaires de la Commission) n'engendrera pas, par rapport au niveau actuel, de dépenses supplémentaires; mais si l'on crée le Comité plénier (technique) qui se réunira une fois par an et le Comité exécutif qui se réunira deux fois par an (ou plus si besoin est), il faudra prévoir un volume de dépenses de l'ordre de grandeur indiqué ci-après:

- a) Comité plénier. En admettant que i) le Comité se réunisse à Addis-Abéba les années où la Conférence des ministres n'est pas prévue et au même endroit que celle-ci les années où elle a lieu; ii) que le Comité ne se réunisse qu'en séances plénières, sans se diviser en sous-comités; iii) que les sessions du Comité ne durent que cinq jours ouvrables (une semaine) au maximum; iv) qu'il n'y ait que deux séances par jour; v) qu'il n'y ait pas besoin de comptes rendus analytiques et vi) que les documents à préparer pour les sessions ne dépassent pas 200 pages ronéotypées et le rapport, 30 pages, les années impaires, où le Comité se réunit à Addis-Abéba, il faudra prévoir une dépense de l'ordre de 15.000 dollars, qui permettra de financer les frais de voyage et de subsistance ainsi que le traitement de deux équipes d'interprètes (deux français, deux anglais), de deux traducteurs (un français, un anglais), de deux secrétaires bilingues, de quelques plantons supplémentaires, etc. ainsi que le supplément de fournitures de bureau (stencils, papier, encre pour machine à ronéotyper, etc.) et les frais divers. Etant donné que les membres du Comité plénier seront les représentants de leur gouvernement, leurs frais de voyage, de subsistance et de transport à Addis seront à la charge de celui-ci.

Les années paires, où le Comité se réunit une semaine avant la Conférence des ministres, les dépenses afférentes aux deux réunions ne dépasseront pas celles d'une session ordinaire (biennale) de la Commission (ces dépenses atteignant quelque 90.000 dollars quand la Commission se réunit ailleurs qu'à Addis-Abéba et environ 45.000 dollars quand elle se réunit à Addis-Abéba).

- b) Le Comité exécutif qui se réunit deux fois par an, peut être convoqué pour des sessions spéciales si les circonstances le justifient. En admettant:

i) que les sessions ne durent pas plus de cinq jours ouvrables (une semaine), ii) qu'il n'y ait pas plus de deux séances par jour et iii) que la documentation préparée pour la session et le rapport du Comité ne dépassent pas 150 pages polycopiées par session; le montant des crédits nécessaires pour chaque session du Comité à Addis-Abéba sera de l'ordre de 14.000 dollars. Ce chiffre couvre les frais représentés par les services de deux équipes d'interprètes (deux français, deux anglais), de deux traducteurs (un français, un anglais), de deux secrétaires bilingues et d'une équipe temporaire de plantons, et par les fournitures de bureau supplémentaires. Les membres du Comité exécutif étant les représentants de leur gouvernement, leurs frais de déplacement et d'entretien, ainsi que leurs frais de transports locaux, seront à la charge de celui-ci. (Lorsque le Comité exécutif se réunira ailleurs qu'à Addis-Abéba, c'est-à-dire au siège d'un bureau sous-régional, des frais supplémentaires seront à prévoir pour le déplacement du Secrétaire exécutif et pour le personnel organique et administratif nécessaire aux réunions. Ces frais seront chaque fois de l'ordre de 10.000 dollars si, en plus du Secrétaire exécutif, il n'est pas nécessaire de déplacer plus de quatre membres des services organiques, quatre membres du service des conférences et de l'administration et quatre membres du personnel de secrétariat pour les besoins de la session.)

La révision des groupements sous-régionaux pourrait fort bien exiger la création de bureaux sous-régionaux supplémentaires qui auraient à traiter les questions concernant les nouvelles sous-régions. Il est difficile d'estimer le montant des crédits budgétaires supplémentaires qu'exigerait cette création, du fait que les recommandations relatives à la révision des groupements sous-régionaux se conjuguent avec la proposition tendant à renforcer les bureaux sous-régionaux et à leur donner les moyens de fournir aux Etats membres, sur leur demande, des avis et une assistance techniques.

Les fonctions supplémentaires de coordination proposées pour le secrétariat (coordination des programmes de travail avec ceux des institutions spécialisées, représentation aux conférences régionales du PNUD et autres institutions, coordination avec l'OUA) donneront lieu à des déplacements plus nombreux du Secrétaire exécutif et des hauts fonctionnaires du secrétariat."

COMPTE RENDU DES ACTIVITES DE LA COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AFRIQUE AU COURS DE LA PERIODE BIENNALE  
FEVRIER 1967 - FEVRIER 1969

(Point 7 de l'ordre du jour)

Planification du développement économique, projections  
et politiques

400. Un représentant du secrétariat a signalé que la planification du développement, les projections et les politiques étaient désormais du ressort de la Section de la recherche de la Division de la recherche et de la statistique. Cette section a notamment pour tâche de procéder à une analyse systématique des plans africains, de déterminer des caractéristiques communes et d'isoler les raisons de l'échec de certains d'entre eux. Elle est en outre appelée à travailler à l'harmonisation des plans nationaux et à chercher à éliminer les incompatibilités, notamment entre les objectifs de ces plans et les tendances mondiales intéressant certains produits de base.

401. Pour la deuxième Décennie du développement, le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, de New York, travaille à l'élaboration de schémas généraux de croissance qui seront soumis à l'examen d'un groupe de 18 experts dont les réunions se tiendront périodiquement dans divers continents. Le Centre a invité les institutions spécialisées et les commissions régionales à étudier les objectifs proposés et à s'efforcer d'harmoniser leurs propres plans et objectifs.

402. La CEA a constitué un Service consultatif de planification, et en 1968 des experts ont fourni 14 mois de services à divers pays pour les aider à planifier leur développement.

403. La deuxième session de la Conférence des planificateurs africains a eu lieu en décembre 1967, la troisième session du Comité de la planification du développement des Nations Unies à Addis-Abéba en avril-mai 1968 et le quatrième Cycle d'études interrégional sur la planification du développement à Accra en décembre 1968.

404. Les travaux relatifs aux études annuelles sur la situation économique, aux études sous-régionales et au Bulletin économique pour l'Afrique se sont poursuivis; des sommaires de données économiques provisoires ont été élaborés pour 27 pays africains sur 44 et le premier numéro d'un bulletin de la planification, à paraître périodiquement en vue de tenir les pays africains informés de l'évolution récente de la planification, est en préparation.

405. L'objectif général du programme de travail pour 1969-1970 et des projections jusqu'à 1973 relatifs à la planification du développement, aux projections et aux politiques est de permettre à la CEA d'aider les pays

africains à uniformiser la présentation de leurs plans de développement et à les harmoniser; à cette fin il est indispensable de concevoir des perspectives et des objectifs globaux.

406. Au cours des débats, la question a été posée au secrétariat de savoir s'il existait un modèle qui pourrait être suivi pour l'établissement d'un plan de développement. Le secrétariat a indiqué que si certaines directives pouvaient être proposées (un manuel de la planification du développement étant du reste prévu au projet de programme de travail), le plan d'un pays donné est dans une grande mesure assujéti à l'ordre d'urgence politique fondé sur sa structure sociale et son idéologie.

407. Il a été suggéré que le bulletin de la planification envisagé contienne des informations sur l'expérience acquise par les divers pays africains dans le domaine de la planification et des statistiques; de brefs résumés de leurs plans de développement présenteraient en particulier un grand intérêt pour les responsables de la planification.

408. Les délégations ont demandé comment le secrétariat entendait mettre à exécution les recommandations de la Conférence des planificateurs africains. Des plans extrêmement recherchés ont été formulés par divers pays africains, ou pour leur compte, mais ils n'ont pas été menés à bien. Le secrétariat a indiqué que d'après les études consacrées par la CEA aux plans de divers pays, ceux-ci n'apparaissent pas particulièrement complexes. Les échecs proviennent souvent du fait que les projets n'ont pas fait l'objet d'études suffisamment approfondies faute d'agréments macro-économiques essentiels et parce qu'on n'a pas cherché à établir une matrice pour vérifier la cohérence interne.

409. Le plan que le Comité de la planification du développement et le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement mettent actuellement au point pour la prochaine Décennie du développement a fait l'objet d'un débat et les délégations ont demandé dans quelle mesure les pays africains pourront participer à ces travaux pour veiller à ce que le plan ne soit pas encore, pour la deuxième Décennie, à l'avantage des pays industrialisés. Il a été rappelé en réponse que le Comité des 18 chargé de la planification de la deuxième Décennie du développement comptait trois Africains. En complément de cette participation directe, la CEA est en mesure de présenter le point de vue africain au Comité et au Centre. Celui-ci a déjà élaboré un certain nombre d'objectifs et la CEA, ainsi que d'autres commissions et institutions, ont étudié le plan et ont appelé l'attention sur certains points qui demandent à être modifiés en fonction de l'expérience africaine. Grâce aux experts de la CEA, dont un grand nombre sont africains, grâce à l'aide, aux observations et aux critiques constructives des pays, le point de vue africain sera convenablement présenté.

410. Le problème crucial du financement extérieur des plans et projets de développement, qui se pose à tous les pays en voie de développement, a été souligné. La deuxième session de la CNUCED a été évoquée et on a

rappelé que les pays industrialisés n'avaient pas atteint l'objectif qui fixait à 1 p. 100 de leur produit intérieur brut le volume de leur assistance aux pays en voie de développement, la date à laquelle ils doivent parvenir à ce chiffre n'a pas, du reste, été précisée. Un grand nombre de produits intéressant les pays en voie de développement n'ont pas encore fait l'objet d'accords internationaux et les économies reposant sur une seule récolte se trouvent de ce fait particulièrement vulnérables. Il devrait exister un système de financement complémentaire des produits au bénéfice des pays en voie de développement. La coopération économique et l'intégration régionale sont essentielles pour les pays africains.

### Coopération économique

411. Un représentant du secrétariat a présenté un exposé des progrès accomplis dans le domaine de la coopération économique par les diverses sous-régions depuis la huitième session, ainsi qu'un choix de suggestions pour les activités futures, fondé sur les principales options que les pays participants pourraient retenir en ce qui concerne l'étendue, la définition géographique et les principes de leur coopération.

412. Des progrès relativement rapides sont enregistrés en Afrique de l'est, où cinq pays ont décidé de se joindre aux trois partenaires fondateurs de la Communauté économique d'Afrique orientale. Le secrétariat et d'autres organismes des Nations Unies aident déjà certains pays dans leurs négociations et espèrent intensifier leur assistance en vue de la création d'un groupement est-africain plus vaste et plus cohérent, qui permettrait en particulier une expansion rapide des échanges entre partenaires et une accélération du rythme de l'industrialisation.

413. L'Afrique du nord progresse aussi régulièrement. un vaste système d'institutions intergouvernementales est en cours d'évolution dans les pays du Maghreb et une image de plus en plus claire se dégage des possibilités d'une coopération plus étroite entre eux et d'une harmonisation de leur développement.

414. L'Afrique de l'ouest a franchi un pas important au cours de la période biennale, les chefs d'Etat d'une grande majorité des pays de la sous-région s'étant engagés à créer un groupe régional. Il reste toutefois à surmonter un grand nombre de difficultés avant qu'un traité puisse être conclu et que l'accord nécessaire se fasse sur le principe de mesures de développement commun qui resserreraient la coopération économique en Afrique de l'ouest.

415. Dans la sous-région de l'Afrique du centre, la coopération économique n'a pas beaucoup progressé, en grande partie à cause de l'inégalité des niveaux relatifs de développement des divers pays et de la difficulté que pose l'adoption d'un programme de développement équilibré dans la sous-région. Des études ont été toutefois entreprises pour déterminer les bases de la constitution d'un groupement judicieux qui permettrait d'établir des rapports économiques viables entre les partenaires éventuels.

416. Le secrétariat se propose d'orienter ses activités dans chaque sous-région en fonction des formes de coopération que les pays membres pourront retenir. Mais l'expérience semble indiquer la nécessité de faire au développement une place aussi large que possible dans la coopération économique. Il est indispensable de parvenir à des groupements stables et de s'assurer que chaque membre de ces groupements bénéficie d'avantages que les parties intéressées considéreront comme suffisants et équitables dans le domaine du développement. A cet effet, le secrétariat doit poursuivre un certain nombre d'études à long terme qui viendront en complément de l'assistance qu'il est d'ores et déjà prêt à fournir, sur leur demande, aux pays, à toutes les étapes de leur cheminement vers une coopération plus étroite.

417. Au cours du débat, les délégations ont été unanimement d'accord pour reconnaître qu'une politique de coopération économique plus étroite entre les pays africains était un élément essentiel de la stratégie du développement du continent comme de chaque Etat membre. Les représentants ont signalé que la coopération devait être intensifiée et ont mentionné les progrès réalisés à cet égard dans d'autres parties du monde. Toutefois, on a fait remarquer que si la coopération économique, au stade du développement qui est celui de la plupart des pays africains, se limitait à une libération des échanges, son influence serait négligeable et probablement inéquitable. Au stade actuel, pour concilier les intérêts de tous les associés, la coopération devrait s'exercer non seulement dans le domaine du commerce mais aussi dans ceux de l'industrie, de l'agriculture et de l'infrastructure. On pourrait ainsi tenir compte des conditions particulières à chaque pays, et notamment des degrés divers d'industrialisation. Les échanges intra-africains ne pourront s'intensifier que si la politique commerciale est intimement liée à une politique résolue de coopération dans le domaine du développement industriel.

418. On a souligné l'intérêt d'un dispositif approprié d'organes consultatifs intergouvernementaux. Grâce à ces organes les Etats membres, comme c'est le cas pour le Maghreb, pourraient s'employer à conclure des accords sur des mesures détaillées engageant la loyauté des dirigeants et des responsables nationaux. En outre, ce dispositif tendrait à renforcer et à élargir progressivement le champ de coopération économique et sociale.

419. D'une manière générale, les délégations ont admis qu'à court terme, l'objectif devait être d'encourager la coopération au niveau sous-régional, le but final étant la coopération et l'intégration à l'échelle du continent. Certains représentants ont estimé que le secrétariat devait se préoccuper davantage de la coopération parmi des sous-groupes limités, à l'intérieur des quatre sous-régions; il pourrait par exemple aider au renforcement des unions ou groupements monétaires ou commerciaux existants, qui sont fondés sur les unités géographiques naturelles que constituent les bassins des fleuves ou des lacs.

420. On a tout particulièrement insisté sur le fait qu'un certain nombre de pays africains étaient limitrophes ou entourés de pays hostiles à leur évolution politique ou à leur progrès économique et que, par conséquent, ces pays devaient élargir leurs contacts grâce à la coopération avec des états amis de leur sous-région. On a instamment demandé que le secrétariat s'occupe tout spécialement de leurs problèmes

421. Certaines délégations ont insisté sur l'importance du rôle que le bureau sous-régional doit jouer dans la coopération économique et ont souhaité qu'il collabore davantage avec les gouvernements des pays membres pour pouvoir servir plus efficacement ces pays. Les délégations de la sous-région de l'Afrique du centre ont demandé que le bureau sous-régional de Kinshasa soit doté au plus tôt d'un directeur et de spécialistes compétents. A cet égard, le secrétariat a signalé qu'un candidat avait été désigné pour occuper le poste de directeur. Un projet de résolution donnant pour instruction au Secrétaire exécutif de procéder à la nomination de ce directeur et invitant les gouvernements intéressés à collaborer avec le bureau a été présenté par le Cameroun, le Congo (Brazzaville), la République démocratique du Congo, le Dahomey, le Gabon, la République centrafricaine et le Tchad et adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 208 (IX)].

#### Commerce international

422. Un représentant du secrétariat a fait un rapport sur les activités consacrées au commerce international depuis la dernière session de la Commission. En prévision de la deuxième session de la CNUCED, et en préalable à la réunion ministérielle du groupe des 77 pays en voie de développement tenue à Alger, le secrétariat avait élaboré une analyse poussée de la situation actuelle du commerce international en Afrique, notamment des obstacles tarifaires et quantitatifs qui gênent encore les produits d'exportation africains depuis la conclusion des négociations Kennedy. A la deuxième session de la CNUCED tenue à la Nouvelle-Delhi, on n'a pu parvenir à un accord sur aucune proposition importante tendant à l'amélioration du système des échanges internationaux. Elle a laissé à ses organes subsidiaires le soin de mettre en forme des accords, sans leur donner de directives précises sur les principes ou les modalités de nouveaux arrangements de cet ordre et sans prendre d'engagement quant à la date à laquelle l'appareil de la CNUCED pourrait parvenir à des résultats acceptables dans ce domaine. Depuis, une première décision concernant l'établissement d'un nouveau plan d'action des pays africains a été prise lors de la réunion mixte du Groupe de travail de la CEA sur le commerce intra-africain et du Comité d'experts de l'OUA sur le commerce et le développement, dont le rapport a été présenté à la Commission (E/CN.14/449).

423. Le secrétariat a attiré l'attention de la Commission sur le fait que les engagements relatifs aux produits tropicaux découlant de l'adoption en 1964 de la quatrième partie de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce n'ont pas été tenus. Si un nouvel accord du sucre a bien été conclu, les négociations relatives à un accord du cacao restent au point mort.



424. Le secrétariat se propose de suivre le schéma que la BIRD et le FMI sont en train d'élaborer pour faciliter, grâce à leurs ressources financières, la conclusion d'accords internationaux de produits, et d'orienter son action en fonction du voeu exprimé par les pays membres de voir fixer une date limite à laquelle une proportion importante des produits primaires exportés par la région africaine feraient l'objet d'accords de produits, ce qui constituerait l'un des instruments nécessaires à la mise en oeuvre du plan prévu pour la deuxième Décennie du développement.

425. Les débats internationaux sur le système général de préférences envisagé n'ont abouti à aucune concession de la part des pays industrialisés en ce qui concerne la modification, demandée par les pays en voie de développement, du système proposé conjointement à l'origine par les pays de l'OCDE, et tendant à y inclure en règle générale les produits transformés et semi-transformés.

426. Depuis la dernière session de la Commission, certaines mesures importantes ont été prises en vue de l'expansion des échanges intra-africains, en particulier la création de la Communauté d'Afrique orientale, à laquelle cinq autres pays ont demandé d'être admis. Des projets de traité sont à l'étude pour le Groupe régional de l'Afrique de l'ouest, prévoyant des dispositifs commerciaux qui feront partie intégrante des institutions de la communauté. Les membres de la sous-région de l'Afrique du nord font aussi des progrès en matière de libéralisation des échanges.

427. Les délégations ont félicité le secrétariat pour les activités qu'il a consacrées au développement du commerce intra-africain et ont demandé que ses efforts continuent de porter tout particulièrement à l'avenir sur cette forme d'échanges. La plupart des délégations ont déclaré que si les pays africains souhaitent s'assurer une part plus importante du commerce international, ils devaient s'efforcer au maximum d'intensifier leurs échanges au sein du continent en réduisant ou en supprimant les barrières commerciales qui les isolent les uns des autres. Il est manifestement possible d'accroître considérablement ces échanges et le secrétariat a été invité à déterminer les domaines où une coopération serait possible.

428. Il a été généralement admis que pour favoriser le commerce intra-africain, les mesures suivantes s'imposaient :

- a) Organiser des foires commerciales africaines;
- b) Améliorer les moyens de transports et de communications;
- c) Encourager l'organisation de missions commerciales et la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux aux termes desquels les gouvernements africains s'accorderaient mutuellement des concessions spéciales;
- d) Envisager la constitution d'une association des chambres de commerce africaines;
- e) Etablir des systèmes de paiement.



429. Les délégations ont estimé que les recommandations adoptées à la troisième réunion mixte du Groupe de travail de la CEA sur le commerce intra-africain et du Comité d'experts de l'OUA sur le commerce et le développement devraient être incorporées dans le programme de travail de la Commission. Le secrétariat a été invité à procéder aux études nécessaires pour déterminer les produits qui pourraient être inclus dans les négociations prévues au sein du Comité spécial sur le système général de préférences. Le secrétariat devra aussi aider les Etats africains en leur fournissant les informations nécessaires pour toutes les négociations internationales.

430. Il a été recommandé que dans leurs négociations avec les pays membres de la Communauté économique européenne, la Communauté d'Afrique orientale et les pays associés à la Communauté économique européenne aux termes de la Convention de Yaoundé agissent en liaison étroite de façon à suivre une stratégie commune.

431. Les délégations se sont unanimement déclarées en faveur de la création d'un centre régional de promotion commerciale au sein du secrétariat. Le centre devra se consacrer essentiellement à l'encouragement par tous les moyens possibles du commerce intra-africain et à la formation de personnel africain aux techniques du développement commercial. Il devra coopérer avec les organismes des Nations Unies intéressés à la promotion des échanges et coordonner les programmes pour la région africaine.

432. Un projet de résolution présenté par l'Algérie, le Botswana, le Kenya, le Nigéria, l'Ouganda et la République arabe unie, invitant les Etats membres à libérer et à intensifier leurs échanges mutuels et priant le Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires pour la création du centre a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie plus loin, résolution 199 (IX)].

433. Le problème du commerce invisible a été soulevé par certaines délégations qui ont invité le secrétariat à poursuivre ses études dans ce domaine, en particulier pour ce qui concerne la navigation maritime et les taux de fret.

#### Développement industriel

434. Un représentant du secrétariat a indiqué qu'au cours des dernières années le secteur manufacturier avait connu dans les pays en voie de développement une expansion considérable, qui s'est du reste manifestée de façon très variable suivant les pays, et que les perspectives d'une croissance complémentaire étaient extrêmement favorables. Les divers facteurs qui ont joué un rôle dans l'accroissement de la production industrielle ont été notés et on a rappelé que les connaissances, l'expérience et les compétences récemment acquises en Afrique dans le domaine de l'industrie ne sauraient manquer d'avoir un effet cumulatif supplémentaire sur le processus de l'industrialisation.

435. Au cours de la revue des activités de la Section de l'industrie pendant la période biennale 1967-1968, il a été signalé que le stade des études préalables aux investissements et des études d'harmonisation

(équilibre entre les divers secteurs) arriverait à son terme au cours de 1969 avec l'achèvement des études d'harmonisation portant sur les sous-régions de l'Afrique du nord et du centre. Des études par secteurs réalisées antérieurement sur l'Afrique de l'est seront mises à jour au cours de l'année. Le programme de travail dans ce domaine a été formulé en fonction de la nécessité d'une évaluation et d'une mise en oeuvre. Le principal obstacle à cet égard est constitué par le manque de personnel et on espère augmenter les ressources grâce à la coopération de l'ONUDI, de la FAO, de la Banque africaine de développement, de banques d'investissement africaines et de gouvernements africains et non africains.

436. Le secrétariat a reconnu l'importance du rôle des petites industries qui représentent un élément précieux et vital du processus d'industrialisation. Le centre pilote des petites industries établi en 1966 à Niamey a marqué des progrès; le secrétariat a organisé d'autre part à Addis-Abéba une exposition sur les petites industries à l'occasion de la neuvième session et de la célébration du dixième anniversaire; enfin, un service des petites industries a été créé au sein de la Section de l'industrie. Tout en continuant à fournir des services consultatifs et des avis d'experts aux Etats membres, le secrétariat entreprendra d'élaborer des projets modèles qui seront publiés dans un Bulletin des petites industries en Afrique, à paraître une fois par an à partir de 1970.

437. Les délégations se sont déclarées en faveur des projets prévus au programme de travail pour le développement des petites industries et ont noté l'importance que celles-ci revêtent aussi bien en tant que fournisseurs des grands complexes industriels que de consommateurs de leurs produits. L'entretien du matériel dans les zones rurales et urbaines a été mentionné comme se prêtant particulièrement à l'implantation de petites entreprises. Un projet de résolution présenté par le Botswana, le Nigéria et la République arabe unie, invitant l'ONUDI et l'OIT à collaborer avec la Commission dans ce domaine et recommandant l'élaboration d'études et de projets modèles, a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 20C (IX)].

438. Au cours du débat général sur le développement industriel à l'échelon multinational, en ce qui concerne particulièrement les industries lourdes et intermédiaires, l'inégalité du développement de l'infrastructure suivant les pays où l'implantation serait possible a été reconnue comme un point important. A certains emplacements, la mise en place d'installations auxiliaires appropriées pourrait modifier considérablement les coûts du développement, facteur dont il a été tenu compte dans la répartition des industries suggérée dans les études sous-régionales d'harmonisation. D'autres facteurs, également pris en considération, ont été mentionnés.

439. En réponse à une question sur l'état d'avancement des études d'harmonisation relatives à l'Afrique du nord et à l'Afrique du centre, le secrétariat a indiqué que 50 études sectorielles de diverses industries étaient achevées et qu'elles faisaient actuellement l'objet d'un travail

d'intégration et d'harmonisation qui serait terminé à la fin de 1969; les gouvernements des pays des sous-régions seront alors invités à participer à une analyse critique du projet de rapport.

440. L'importance de l'industrialisation dans le processus du développement économique a été généralement reconnue. Les délégations ont déclaré que les ressources du secrétariat en personnel et en crédits devraient être augmentées pour lui permettre d'intensifier ses travaux dans ce domaine. Un projet de résolution présenté par le Botswana, le Nigéria et la République arabe unie a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 203 (IX)].

441. Les différences qui existent actuellement dans les progrès réalisés par les divers pays africains en matière de développement industriel ont été soulignées. Il a été suggéré que le secrétariat augmente ses services consultatifs ainsi que le nombre des stages de formation au bénéfice des pays les moins avancés. Le secrétariat a noté que dans le cadre de ses fonctions permanentes la Commission s'intéressait de près à ces problèmes nationaux et a souligné que sa volonté de contribuer à leur solution n'était nullement atténuée par les activités déployées en faveur de la coopération sous-régionale et multinationale.

442. Il a été recommandé que le projet relatif aux études de normalisation soit étendu à l'examen des législations et des pratiques régissant les brevets et les royalties, et à la formulation de recommandations à cet égard. Les délégations ont pris note des travaux que l'UNESCO et l'ONUDI consacrent, en coopération, au problème de la normalisation.

443. Les délégations ont insisté sur la nécessité de mettre au point un code uniforme en matière d'investissements lorsqu'on envisage l'implantation d'industries multinationales. Le secrétariat a signalé que le programme de travail prévoyait une mise à jour de l'étude sur les dispositions législatives relatives aux investissements réalisée en 1965, et que la nouvelle étude comprendrait des recommandations de principe.

444. A propos des activités envisagées dans le domaine des centres de promotion des investissements nationaux et multinationaux, la possibilité d'une perte de ressources financières et de main-d'oeuvre a été évoquée.

445. L'importance des activités relatives à l'enseignement dans la région et l'accroissement de la demande de livres et de matériel de formation ont été signalées et il a été suggéré que le secrétariat consacre une étude à l'industrie de l'édition et encourage son développement en Afrique.

#### Mise en valeur des ressources naturelles

446. Un représentant du secrétariat a indiqué les considérations générales qui motivent la politique suivie pour la Commission pour la mise en valeur des ressources naturelles, laquelle met l'accent sur l'enrichissement des connaissances relatives aux ressources naturelles présentes dans les pays

africains, aux usages qu'on peut en faire et aux moyens à mettre en oeuvre. Il a expliqué les difficultés rencontrées pour la création des centres cartographiques régionaux. Après avoir fait un exposé général des activités menées au cours des deux dernières années pour la mise en valeur des ressources naturelles, il a présenté le programme de travail pour 1969-1970, avec projections jusqu'en 1973.

447. Un représentant de l'OMM a décrit la coopération effective établie entre la Commission et son organisation. Il a insisté sur le fait que les services météorologiques nationaux doivent être mis au service de l'économie tout entière, et non pas seulement de l'aviation civile, à cet égard, les pays africains devraient tirer pleinement parti de la Veille météorologique mondiale.

448. Un représentant de l'AIEA a déclaré que 20 p. 100 environ de la production mondiale d'uranium venaient d'Afrique et que la consommation annuelle, qui sera d'environ 13 000 tonnes au début des années 70, pourrait atteindre 86 000 tonnes en 1980. Il a recommandé un programme intensifié de prospection prévoyant l'emploi d'un équipement récemment mis au point et peu coûteux utilisé pour l'uranium ainsi que pour les terres rares, qui font aussi l'objet d'une demande croissante. Il a cité un certain nombre d'applications nouvelles dans le domaine de l'énergie atomique et a indiqué qu'il serait souhaitable que les pays africains créent des institutions de recherche et de développement afin de pouvoir faire leurs propres découvertes, ce qui leur éviterait d'avoir à consacrer, comme ils le font actuellement, des sommes importantes à l'achat de brevets.

449. Le représentant de l'UNESCO a parlé de la collaboration dans le domaine des ressources naturelles et a indiqué les projets du programme de travail auxquels l'UNESCO serait disposée à collaborer. Il a instamment invité les Etats membres à prendre des mesures en vue de la constitution de comités nationaux pour la Décennie hydrologique mondiale.

450. Au cours du débat général, des participants ont demandé que les missions sur le terrain consacrées aux ressources hydrauliques comptent des membres qui puissent déterminer les organismes publics à qui devrait incomber la responsabilité dans ce domaine. Le secrétariat s'est engagé à tenir compte de cette demande à l'avenir. L'opportunité de créer un institut de mise en valeur des ressources hydrauliques en Afrique de l'ouest a été évoquée et le secrétariat a indiqué que la question serait examinée lorsque le rapport de la mission chargée de l'étude des ressources hydrauliques de cette sous-région serait terminé. Il a été instamment prié de favoriser la mise en valeur des bassins fluviaux internationaux, d'apporter une assistance technique en vue de la coopération entre Etats voisins et d'intensifier ses efforts dans le domaine de la formation. On a souligné l'importance des services météorologiques pour le développement économique et un projet de résolution sur l'adoption du système de la Veille météorologique mondiale, présenté par le Kenya, le Nigéria, la République arabe unie et le Soudan, a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 196 (IX)].

451. Le secrétariat devra encourager la coopération sous-régionale en matière d'énergie hydro-électrique en procédant à une étude des ressources existantes ainsi que des besoins, et en formulant un programme en vue de leur mise en valeur.

452. La nécessité de créer des centres cartographiques a été débattue et le secrétariat a précisé que ce n'était pas lui qui décidait de l'emplacement de ces centres. Les gouvernements africains ne peuvent se récuser devant des décisions de cet ordre.

453. Un projet de résolution présenté par le Nigéria et la République arabe unie et invitant les Etats membres à créer les institutions et à prendre les mesures nécessaires avec l'aide du secrétariat et de l'ONUDI pour la prospection et la mise en valeur de leurs ressources minérales a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 205 (IX)]<sup>7</sup>.

#### Transports et communications

454. Un représentant du secrétariat a fait un exposé sur les travaux de la Commission et sur les faits nouveaux intervenus dans les domaines des transports terrestres, maritimes et aériens, ainsi que des télécommunications et du tourisme.

455. Il a déclaré qu'en dehors du programme de travail approuvé, la Commission a été appelée à fournir une assistance spéciale aux pays membres sous forme d'études telles que celles qui ont porté sur les liaisons routières internationales dans le bassin du Tchad. Il a mentionné d'autre part des études effectuées pour le compte de la Commission au titre de l'aide bilatérale, sur les réseaux internationaux de transport, et des études du secrétariat sur les aspects techniques et autres des liaisons ferroviaires. Il a également signalé les efforts que la Commission a déployés depuis la huitième session en vue d'élaborer un mécanisme intergouvernemental de coordination de tous les modes de transport à l'échelon sous-régional. Il a fait observer qu'on pourrait continuer indéfiniment à faire des études et des recommandations de caractère général tant qu'on n'aurait pas institué un dispositif efficace permettant de prendre des décisions concrètes et de les mettre en oeuvre. Il a évoqué les problèmes créés dans le domaine du développement des transports maritimes, notamment des ports et des installations portuaires, par les résolutions adoptées par la CNUCED à la Nouvelle-Delhi. Il a parlé de la Conférence sur les transports aériens qui s'est tenue à Addis-Abéba en janvier pour la création d'une Commission africaine de l'aviation civile (E/CN.14/448) et a appelé l'attention des délégations sur les différences qui existent entre l'organisation et le programme de travail de la nouvelle commission et ceux qu'autorisent les résolutions de la CEA et de l'OUA. Il a mentionné les études spéciales réalisées et envisagées par la CEA dans le domaine du tourisme.

456. En décrivant les relations établies entre la CEA et l'UIT pour la réalisation des études préliminaires à la mise en oeuvre du Plan du réseau panafricain de télécommunications, il a souligné que la responsabilité revenait à cet égard à l'UIT. En réponse à des questions précises concernant le projet d'une phase préliminaire du réseau africain de télécommunications, il a rappelé qu'il s'agit là d'un projet du PNUD, que l'UIT joue le rôle d'organe d'exécution et que la CEA n'est nullement responsable pas plus qu'elle n'est en mesure de prendre quelque initiative que ce soit en ce qui concerne le projet.

457. Le représentant de l'UIT a confirmé la déclaration du secrétariat et expliqué les raisons pour lesquelles la première phase de l'étude sur le terrain actuellement en cours n'a pu être réalisée aussi rapidement que prévu, il a souligné d'autre part qu'il était indispensable que les gouvernements africains signent l'accord avec le PNUD pour permettre à la mission sur le terrain de poursuivre ses travaux. Il a ensuite décrit les progrès accomplis dans le développement des moyens de formation en Afrique de l'est et de l'ouest et les mesures prises jusqu'ici par le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique concernant l'étude des structures tarifaires.

458. Au cours du débat qui a suivi, on a souligné à nouveau la nécessité d'améliorer les liaisons de transports terrestres entre les pays africains. On a mentionné les progrès réalisés actuellement dans la création de voies de communication entre l'Ethiopie, le Kenya, le Soudan et la Somalie. On a évoqué les difficultés de l'Ouganda, pays sans accès à la mer, ainsi que la nécessité, pour les pays sans littoral, d'établir le plus de liaisons possibles au lieu de ne compter que sur quelques-unes.

459. On a signalé l'influence qu'exerce en permanence la structure actuelle des transports maritimes sur la balance des paiements des pays africains. Ceux-ci ne sont pas encore à même d'agir sur le niveau des taux de fret. On a estimé que la Commission devrait entreprendre d'appliquer la résolution 160 (VIII) et réunir le Groupe d'experts sur les transports maritimes qui a été proposé. On a fait remarquer l'intérêt qu'il y aurait à convoquer ce Groupe d'experts, si possible avant la troisième session de la Commission des transports maritimes de la CNUCED. Une action positive s'impose pour encourager le commerce intra-africain grâce au développement, de préférence concerté, des services maritimes du continent. On a recommandé que la CEA procède également à une étude sur les assurances maritimes. On a demandé si les organes des Nations Unies tels que le Programme alimentaire mondial, qui font transporter de grandes quantités de marchandises, ne pourraient pas montrer l'exemple et encourager la marine marchande africaine en réservant une partie de leurs expéditions aux lignes nationales des pays de la région.

460. Le représentant de l'OMCI a indiqué les domaines de compétence de son organisation, ainsi que son programme d'activité, et a déclaré que l'OMCI souhaitait collaborer avec la Commission et d'autres organismes appropriés des Nations Unies. Il a attiré l'attention des délégations sur l'importance

des aspects techniques et juridiques et des problèmes de sécurité, non seulement pour la marine marchande, mais également pour les installations portuaires, et a mentionné les moyens que l'OMCI, en collaboration avec le Gouvernement grec, avait mis à la disposition des pays en voie de développement en vue de la formation de leurs ressortissants. Il a estimé que l'on pourrait utiliser davantage ces moyens de formation.

461. Selon certains, l'étude de la législation maritime définie par l'OMCI est trop restreinte et il existe des problèmes plus vastes qui méritent un examen, auxquels la CNUCED et la Commission devraient s'intéresser. On a recommandé que la Commission et l'OMCI entreprennent conjointement une étude des problèmes relatifs à la normalisation des titres exigés des officiers de la marine marchande et fassent des recommandations qu'elles soumettraient aux pays africains, pour adoption.

462. On a souligné la grande importance du tourisme et la nécessité de faire des études plus poussées dans ce domaine pour l'Afrique de l'ouest, et d'organiser une réunion dans cette sous-région avant 1971, date indiquée dans le programme de travail de la CEA. Un projet de résolution présenté par le Nigéria, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad et le Togo et priant le Secrétaire exécutif de favoriser l'élaboration de projets multinationaux pour le développement du tourisme a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 204 (IX)].

463. Les représentants ont fortement appuyé l'idée de la création prochaine d'un mécanisme intergouvernemental en vue de la coordination des transports à l'échelon sous-régional et un projet de résolution présenté à ce sujet par l'Algérie, l'Ethiopie, le Ghana, l'Ouganda et le Soudan, a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 198 (IX)].

464. Le représentant du secrétariat a assuré que celui-ci soumettrait au Programme alimentaire mondial, au PNUD et au FISE la proposition selon laquelle un usage accru devrait être fait des services de transport maritimes africains, il a appelé l'attention des délégations sur le fait qu'aux termes d'une résolution de la CNUCED, les assurances maritimes étaient du ressort d'une autre institution et a confirmé que le secrétariat reconsidérerait le programme de travail relatif au tourisme en Afrique de l'ouest.

#### Questions fiscales et financières

465. En présentant le point relatif aux questions financières, le représentant du secrétariat a insisté sur l'importance de ce domaine d'activités qui a trait à la mobilisation des ressources intérieures et à la gestion des réserves de monnaie nationale et de devises des pays africains. Les principales questions sur lesquelles les efforts du secrétariat doivent porter dans la limite des ressources disponibles, au cours de la période à venir, sont les suivantes : amélioration des



systemes budgétaires des pays africains en vue d'une liaison plus étroite entre les budgets et les plans; problèmes du financement des programmes de développement de l'Etat; création et renforcement d'institutions financières en vue de mobiliser des capitaux supplémentaires; élaboration de politiques fiscales aux fins du développement; élargissement du rôle des banques centrales.

466. L'amélioration des systèmes budgétaires aurait pour but d'une part de faire du budget un moyen plus efficace de contrôler les dépenses publiques et de prévoir avec plus de précision les dépenses à engager par l'Etat, d'autre part de permettre aux autorités ainsi qu'au public de comprendre plus facilement les incidences des diverses propositions et décisions intéressant la politique fiscale.

467. La situation économique de l'Afrique exige que les gouvernements de la plupart des pays fournissent une part importante de l'épargne intérieure. Mais dans bien des cas, la balance du budget courant est négative ou à peine positive. En conséquence, les plans de développement ne sont pas exécutés ou le cours du développement national est dans une large mesure tributaire d'une assistance financière extérieure. L'assiette de l'impôt doit être élargie et affirmée, de façon que les gouvernements puissent être sûrs d'être capables d'assumer des fonctions supplémentaires et d'exécuter dans une mesure raisonnable leurs programmes de développement à l'aide de leurs propres ressources.

468. Les institutions financières capables de mobiliser l'épargne et de l'acheminer en fonction des divers usages que commandent les besoins de l'économie sont peu nombreuses et insuffisamment diversifiées.

469. Des banques centrales ont été créées dans de nombreux pays africains et le problème consiste actuellement à leur assurer une base solide de fonctionnement, de façon qu'elles émettent une monnaie forte. Il est donc indispensable de former à ces fonctions du personnel africain.

470. La Commission s'est particulièrement souciée d'encourager la coopération entre les banques centrales africaines afin de favoriser les échanges intra-africains. Les travaux du secrétariat ont abouti à la création par les banques centrales et d'autres institutions monétaires analogues, le 31 décembre 1968, de l'Association des banques centrales africaines, destinée à faciliter la coopération monétaire dans la région et en particulier, grâce à ses comités sous-régionaux, à poursuivre la mise au point d'accords monétaires propres à contribuer à l'intensification des échanges intra-africains. Le secrétariat a été invité à réaliser des travaux d'un caractère plus technique, de façon que l'Association puisse procéder à l'étude de mesures concrètes de coopération dans le domaine monétaire.

471. Les pays africains doivent faire face à la difficulté qui consiste à établir un équilibre entre leurs besoins de capitaux d'investissement



privés et leur désir légitime d'avoir leur part des fruits du développement, notamment de l'exploitation de leurs ressources naturelles. Le secrétariat et les organismes compétents des Nations Unies continueront à s'efforcer d'élaborer des principes internationaux régissant les relations entre gouvernements et investisseurs privés, plus particulièrement investisseurs privés étrangers.

472. Lorsque des groupes de pays africains décident d'harmoniser leurs programmes de développement, il devient par ce fait indispensable que leurs politiques fiscales soient coordonnées fût-ce dans une moindre mesure, d'autant plus qu'elles influent sur les investissements commerciaux.

473. Le secrétariat s'est déjà attaché aux questions monétaires internationales. L'influence du système monétaire international sur les échanges internationaux, constatés dans les deux dernières années, a démontré clairement la nécessité d'une réforme.

474. On a souligné au cours des débats que les systèmes budgétaires et fiscaux des différents pays africains se trouvaient à des stades de développement très différents. Le secrétariat devra continuer de contribuer à l'amélioration, dans un plus grand nombre de pays, des systèmes budgétaires.

475. L'insuffisance des liaisons établies dans de nombreux pays entre l'organisme de planification et l'institution responsable du budget a été particulièrement notée. Il s'ensuit que les plans ne sont pas exécutés ou que leur exécution n'est pas assurée avec toute la rigueur voulue. La Commission a pris note des recommandations contenues dans le rapport du Cycle d'études sur la planification et la gestion budgétaires (E/CN.14/410) et a approuvé leur mise en œuvre; elle s'est arrêtée en particulier sur le paragraphe 85 dans lequel le secrétariat est invité à diffuser dans les pays africains des informations sur les nouvelles méthodes et techniques d'administration et de gestion budgétaires.

476. L'attention des délégations a été attirée sur les nombreux obstacles et les difficultés de procédure qui se posent pour l'obtention et l'utilisation d'une assistance étrangère en vue du financement du développement. Dans bien des cas, un accroissement de l'assistance extérieure entraîne de nouvelles charges pour le budget national, des ressources intérieures de contrepartie devant être mobilisées pour assurer une utilisation effective de l'aide.

477. La Commission a invité instamment le secrétariat à s'intéresser en permanence au problème des liquidités internationales, les pays africains vivant dans une large mesure des recettes provenant du commerce extérieur. Le secrétariat devra s'efforcer de participer à tous les débats importants consacrés à cette question.

478. On a abordé la question de l'utilité d'accords de paiements viables, pour le développement des échanges intra-africains. On a signalé que l'existence d'accords satisfaisants à cet égard ouvrirait la voie à la coopération économique à l'intérieur des sous-régions, alors que leur absence continuerait d'entraver l'expansion du commerce intra-africain. Les participants ont demandé instamment qu'une étude de ce problème soit entreprise en priorité.

#### Agriculture

479. Un représentant du secrétariat a indiqué qu'en 1967, la production de céréales alimentaires avait accusé un accroissement de 7 p. 100 par rapport à l'année précédente, mais que cette augmentation n'avait fait que remédier à la pénurie de la période 1964 - 1966 et ne constituait pas une tendance permanente. En fait, suivant des informations préliminaires, l'indice agricole de 1968 aurait enregistré par rapport à 1967 une réduction d'un point pour l'ensemble de la production agricole et de trois points environ pour la production de denrées alimentaires. Suivant les projections à long terme de la production de denrées africaines d'exportation, il devrait y avoir en 1985 un excédent, par rapport à la demande extérieure, qui représenterait en prix courants quelque 315 millions de dollars. Il ne s'ensuit pas nécessairement que les produits d'exportation africains ne seront pas écoulés sur les marchés mondiaux; mais on peut craindre que les cours ne soient alors plus bas encore, ce qui provoquerait une disproportion plus marquée entre le volume et la valeur des exportations.

480. L'un des problèmes essentiels qui se posent en Afrique, dans le domaine de l'agriculture est causé par l'absence de liaison entre le secteur agricole et les autres secteurs de l'économie, ce qui freine l'accroissement de la production, de la productivité et de la consommation de denrées alimentaires locales. La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture a fait à ce problème, ainsi qu'à d'autres questions mentionnées dans les deux derniers rapports annuels, une large place dans ses activités au cours de la période biennale 1967 - 1968.

481. La Conférence régionale de la FAO, tenue à Kampala en novembre 1968, a adopté des propositions tendant à l'élaboration d'un programme unique des Nations Unies pour le développement agricole en Afrique ainsi que des recommandations portant sur une collaboration étroite entre la CEA et la FAO. La section du programme de travail pour 1969 - 1970, avec projections jusqu'à 1973, relative à l'agriculture, qui a été établie en collaboration avec la FAO, a été adoptée par la Conférence de Kampala. La mise en oeuvre de ce programme est actuellement en cours. Cependant, pour qu'elle puisse être menée à bien, il faudra que toutes les parties intéressées y apportent une coopération sans réserve : les pays eux-mêmes comme les organismes d'assistance multilatérale et bilatérale.

482. L'accord de Kampala relatif au renforcement de la coopération entre la CEA et la FAO, ainsi que le principe d'un programme unique des Nations Unies pour le développement agricole en Afrique ont été accueillis avec faveur. Le programme en trois phases envisagé et les cinq domaines prioritaires définis par la FAO et retenus par la Conférence de Kampala - à savoir un usage accru de variétés à fort rendement, l'élimination des carences protéiques, la lutte contre le gaspillage, le développement des ressources humaines dans les zones rurales, l'économie et l'acquisition de devises - constitueraient un excellent point de départ permettant d'obtenir des résultats concrets et utiles.

483. Au cours du débat général, les propositions contenues dans le programme de travail en ce qui concerne la coopération et les échanges à l'échelon sous-régional ont été particulièrement bien accueillies par les délégations et une action tendant à encourager des relations commerciales mutuelles dans le domaine des denrées alimentaires et autres produits agricoles a été jugée nécessaire pour réduire les importations en provenance de pays extérieurs à la région et permettre au continent de suffire à ses propres besoins.

484. Certaines délégations ont demandé que tous les pays membres accordent une priorité élevée à la coordination des divers aspects de la recherche agricole ainsi qu'à la formation de cadres supérieurs et moyens et de techniciens, qui se prêtent tout particulièrement à une action coopérative. On a insisté par ailleurs sur la nécessité d'une réforme de l'enseignement correspondant à l'évolution du milieu rural et d'une mobilisation de la jeunesse en vue du développement agricole.

485. Le fait que le programme de travail ne prévoit pas d'études sur la sylviculture ayant été relevé, le secrétariat a précisé qu'un groupe consultatif de la CEA et de la FAO y pourvoyaient au titre de l'industrie.

486. Les délégations ont d'autre part noté la nécessité d'études sur la pêche, le traitement et la commercialisation du poisson d'eau douce.

487. Des études sur la mise en valeur du cheptel et la commercialisation de la viande, notamment sur les transports par cargos aériens et par véhicules réfrigérés, ayant été demandées, le secrétariat a signalé que des travaux avaient déjà été entrepris dans ce domaine sous les auspices de la CEA et de la FAO. Le nombre des pays sur lesquels portent ces études sera progressivement augmenté. Le secrétariat a pris note de la nécessité d'une coordination avec l'Organisation commune africaine et malgache qui procède à des études analogues dans l'intention de créer une organisation commune de commercialisation semblable à celle qui existe au titre de l'Accord sur le sucre.

488. La proposition de l'OUA tendant à la constitution de réserves alimentaires dans certaines parties d'Afrique a été évoquée et le secrétariat a été invité à se pencher sur ce problème. Il a été signalé que la CEA et la FAO collaboraient avec l'OUA à des études préliminaires portant sur ce sujet.

489. Un projet de résolution présenté par le Dahomey, la République centrafricaine, le Soudan et le Tchad, et invitant le Secrétaire exécutif à étendre les activités dans ces divers domaines a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 201 (IX)]<sup>7</sup>.

490. Le développement agricole est étroitement lié en Afrique à la réforme agraire, à l'organisation du mouvement coopératif, à l'octroi de crédit et à la mise en place de moyens de commercialisation organisés. D'autre part, la modernisation de l'agriculture exige des capitaux, et l'organisation du crédit agricole et la création de banques coopératives sont indispensables à cet égard.

491. La création d'un office de normalisation desservant le continent africain serait nécessaire étant donné les exigences rigoureuses des marchés mondiaux et intérieurs, en ce qui concerne en particulier le matériel agricole et les produits.

#### Développement des ressources humaines

492. Un représentant du secrétariat a fait un bref exposé des principaux problèmes que pose l'utilisation des ressources humaines, et qui entravent les efforts de développement économique de l'Afrique.

493. On a fait remarquer que la misère de la région était largement attribuable au fait que l'on n'avait pas réussi à développer et à mobiliser suffisamment les ressources humaines disponibles. Une forte proportion des Africains, près de la moitié du total, ne fait pas partie de la population active, et une proportion importante de la population active est en chômage. Dans les villes, ce chômage suscite de graves inquiétudes sur les plans économique et politique. Le développement est également retardé par une pénurie aiguë de cadres supérieurs et moyens, et les établissements locaux de formation des spécialistes dont on manque le plus. sont soit inexistants soit insuffisants.

494. Malgré une augmentation marquée du taux de scolarisation et du nombre des établissements de formation au cours des dix dernières années, l'enseignement en Afrique n'est pas orienté en fonction des exigences du développement économique et continue d'encourager un état d'esprit qui n'est favorable ni à l'acceptation des changements ni au travail manuel. Une question qui revient souvent à propos du problème de l'enseignement, est celle de savoir si les gouvernements africains

devraient et pourraient continuer à consacrer une si forte proportion de leurs ressources à l'enseignement purement scolaire, malgré les insuffisances de celui-ci. Il faut veiller à ce que les investissements dans l'enseignement servent à susciter la mentalité voulue et favorisent la poursuite des objectifs nationaux de développement.

495. De plus en plus en Afrique, on fait appel aux services publics pour encourager le développement économique, mais cette tâche rencontre des obstacles nés de la structure des organisations et de l'incapacité du personnel à saisir les problèmes complexes que posent l'administration du développement et la direction économique. Dans de nombreux pays, un dispositif national efficace reste encore à créer pour la planification des ressources humaines, y compris la planification de l'éducation. Etant donné la structure de la société et le mode de vie traditionnel, les efforts en vue du développement sont entravés par certains facteurs tels que la rigidité des coutumes, le caractère désuet des régimes fonciers, les systèmes de valeurs et les usages sociaux, etc.

496. C'est pour essayer de comprendre ces problèmes dans leur interaction et d'y trouver des solutions concertées, qu'en janvier 1968, on a créé au secrétariat une Division du développement des ressources humaines, composée de trois sections : développement social, administration publique et main-d'oeuvre et formation.

#### Développement social

497. En présentant cette question, le représentant du secrétariat a exposé les travaux effectués sur certains problèmes rencontrés par des gouvernements dans la planification, l'organisation et l'exécution de leurs programmes de service social relatifs aux problèmes sociaux caractéristiques qui continuent de faire obstacle au développement économique rapide du continent, et sur la mobilisation de la jeunesse en vue du développement national. Le secrétariat a également rédigé des études, organisé des conférences, établi des monographies, tout en fournissant aux gouvernements des services consultatifs pour la formation, l'administration et la politique à suivre en ce qui concerne le développement social. Pour les deux prochaines années, l'action du secrétariat dans ce domaine vise à favoriser la modernisation de l'agriculture et l'industrialisation, et à seconder les institutions de protection sociale en vue du développement des ressources humaines.

498. Les délégations ont approuvé le programme de travail dans le domaine du développement social et se sont félicitées de la collaboration croissante entre les institutions spécialisées des Nations Unies et la CEA. Elles ont été d'accord sur la nécessité de donner l'importance voulue aux programmes en faveur de la jeunesse oisive et d'orienter ceux qui cherchent du travail vers les emplois disponibles. Elles

ont aussi approuvé les études sur les moyens d'encourager la participation de la population à la planification et au développement économique sur le rôle de l'éducation des adultes dans le développement socio-économique et sur les mesures à prendre pour faire participer les femmes au développement national. Elles ont souligné que la Commission devait se procurer des fonds suffisants pour mener à bien l'exécution de son programme de travail, et que les institutions spécialisées devaient non seulement appuyer le programme de travail du secrétariat mais s'y associer.

499. Le document du secrétariat sur les principes directeurs et la stratégie d'une action concertée en vue du développement rural (E/CN.14/422) a rallié l'approbation des représentants et son projet de résolution présenté à ce sujet par le Cameroun, le Ghana, le Niger, le Togo et le Rwanda a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 197 (IX)].

#### Main-d'oeuvre et formation

500. Le secrétariat a rappelé que la Commission ayant à sa huitième session insisté sur les problèmes de la pénurie de personnel spécialisé aux niveaux supérieur et moyen ainsi que du chômage chez les jeunes qui terminent leur scolarité, il fallait consacrer davantage de ressources aux activités touchant la main-d'oeuvre et la formation.

501. Le Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation a tenu sa deuxième session en octobre 1968. Il a fait le point des mesures prises en application des résolutions et des recommandations de la Commission dans ce domaine, a étudié des propositions en vue de résoudre les problèmes de main-d'oeuvre en Afrique et a examiné le programme de travail pour 1969-1970, avec projections jusqu'en 1973. Il a également formulé pour la Commission à sa neuvième session, un certain nombre de recommandations. Les délégations ont examiné avec intérêt le rapport du Groupe de travail (E/CN.14/428) et ont pris note des recommandations. Le programme de travail vise à encourager, à inciter et à aider les Etats membres à faire le nécessaire pour la planification des ressources humaines et à adopter des mesures en vue d'atténuer leurs problèmes de main-d'oeuvre.

502. Au cours des débats, on a reconnu que la main-d'oeuvre spécialisée était la base de tout développement. Il ne pourrait y avoir de développement économique sans un développement des ressources humaines. Si l'Afrique veut rapidement progresser, elle doit concentrer ses efforts sur ce point; par conséquent, la Commission devrait affecter une plus grande partie de ses ressources à ces activités.

503. Les pays africains doivent élaborer leurs programmes de formation d'après les exigences de leurs économies rurales. Pour éviter tout chevauchement des efforts et pour utiliser au mieux les installations, il convient de coordonner les activités des établissements

de formation, d'instaurer une coopération et une harmonisation des programmes d'enseignement et de formation des divers pays d'une même sous-région.

504. Certains ont exprimé des doutes quant à l'utilité des bourses offertes soit en Afrique, soit en dehors du continent, car souvent la formation reçue par les boursiers ne correspond pas à la réalité des problèmes de développement que connaissent les pays africains. On a estimé que la Commission devrait évaluer l'utilité des programmes de formation offerts et on a souligné la nécessité de bien adapter la formation aux exigences du développement.

505. Les pays et les gouvernements africains doivent utiliser au mieux leurs ressources limitées en personnel qualifié, et envisager la possibilité d'établir un programme d'assistance technique profitable à tous, en vue d'échanger ou d'employer des spécialistes africains, en particulier ceux qui figurent sur la liste de spécialistes africains de la CEA. Il faudrait se préoccuper davantage des moyens d'assurer une plus grande contribution des employeurs privés à la formation des travailleurs, notamment pour augmenter les ressources en personnel de niveau moyen. Enfin, en formulant des programmes d'emplois et de formation de la main-d'oeuvre, il convient de tenir compte des tendances de l'accroissement et de la répartition de la population.

506. Les représentants ont demandé au secrétariat d'entreprendre des études sur la possibilité de créer le Fonds africain de bourses d'études et de recherche qui a été proposé, ainsi que sur le projet de création de centres sous-régionaux de production de matériel pédagogique et de recherche sur les ressources humaines. Le secrétariat a également été prié d'élargir son assistance technique et ses services consultatifs aux Etats membres, comme d'intensifier ses efforts en vue de la création d'établissements de formation pour Africains, à la fois au sein du secrétariat, en Afrique et dans des pays donateurs étrangers.

507. Tout en poursuivant les études de base entreprises dans la région, la Commission devrait maintenant mettre l'accent sur des programmes d'action, et être dotée des ressources nécessaires pour mener ces programmes à bien. Dans la mesure du possible, les activités de la Commission devraient s'exercer sur place avec le concours d'organisations internationales et d'experts locaux. Le secrétariat devrait étudier les structures de l'emploi dans les économies africaines, en vue de formuler des politiques rationnelles de l'emploi et d'aider à établir des statistiques du travail.

508. Les organismes des Nations Unies et les institutions d'aide bilatérale devraient coordonner leurs activités, intensifier leurs programmes de formation, tout en améliorant et en renforçant les établissements de formation qui existent en Afrique. Le secrétariat a été invité à collaborer avec l'UNESCO et l'OIT, le cas échéant, pour réduire et finalement essayer d'annuler le taux des abandons en cours d'études.



509. Un projet de résolution récapitulant ces diverses recommandations a été présenté par le Cameroun, le Dahomey, l'Ethiopie, le Nigéria, la République arabe unie, le Soudan et le Togo et adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 195 (IX)].

510. Les représentants de l'UNESCO et de l'OIT ont formulé un certain nombre d'observations sur le programme de travail. A ce propos, on a noté que l'OIT et l'UNESCO ont toutes deux collaboré avec la Commission à plusieurs projets concrets, et qu'il serait bon que cette collaboration se poursuive.

#### Administration publique

511. Un représentant du secrétariat a fait le point des activités de la Section de l'administration publique au cours de la période biennale 1967-1968 et a présenté le programme de travail et ordre de priorité pour 1969-1970, avec projections jusqu'en 1973.

512. Au cours des débats, il a été signalé que les principales difficultés rencontrées par les pays africains après l'indépendance étaient notamment la pénurie de hauts fonctionnaires qualifiés et de cadres de gestion, en particulier dans les entreprises publiques, ainsi que la trop grande centralisation et l'inefficacité de l'administration locale. Des efforts ont été faits et continuent de l'être, pour améliorer la compétence administrative des gouvernements dans ces domaines.

513. C'est dans ces domaines justement que la Commission devrait appuyer les efforts nationaux en vue d'accélérer l'application des plans existants de formation, par exemple la formation donnée par les services d'organisation et méthodes et les centres de productivité et de gestion, plus spécialement pour les projets industriels. Elle devrait faire une étude comparative de la structure administrative dans les divers pays pour signaler la trop grande centralisation et proposer l'intégration des pouvoirs locaux dans l'ensemble des services de l'Etat, ce qui permettrait à l'administration de mieux remplir ses tâches dans le processus du développement.

514. Un projet de résolution présenté par le Burundi, le Dahomey, l'Ethiopie, le Ghana et le Nigéria et invitant le Secrétaire exécutif à aider les Etats membres à prendre les mesures nécessaires en vue d'améliorer leur administration publique a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 202 (IX)].

515. On a attaché une grande importance à la poursuite de l'étude des services postaux africains et au manuel proposé d'organisation et méthodes. Ce manuel, ainsi que le manuel sur les achats et les fournitures de l'Etat, devraient être adaptés au système administratif des divers pays et recevoir une diffusion aussi large que possible. En ce qui concerne la réforme administrative en vue du développement, il faut tenir compte du rôle des pouvoirs locaux et de la nécessité de la déconcentration. On a proposé que



le Cycle d'études sur l'administration du personnel et la formation dans les entreprises publiques soit convoqué en Afrique de l'ouest plus tôt que prévu. La Commission devrait organiser un plus grand nombre de réunions au cours desquelles des experts africains en organisation et méthodes pourraient échanger des données d'expérience.

516. Toutefois, ces cycles d'études ne devraient être considérés que comme une mesure temporaire. Ce qu'il faut, c'est créer des institutions permanentes de caractère régional ou sous-régional qui s'occupent d'améliorer et de moderniser les services administratifs. La Commission devrait aider et renforcer les institutions actuelles d'administration publique en fournissant des experts et des fonds.

#### Programmes démographiques

517. Un représentant du secrétariat a indiqué que les travaux relatifs à la recherche et aux projections démographiques et aux activités de formation connexes se sont poursuivis au cours des deux années écoulées.

518. L'accord conclu entre le Gouvernement de la République arabe unie et les Nations Unies a été reconduit afin que le centre démographique du Caire puisse continuer à fonctionner; cependant, il faut encore créer d'autres moyens de formation démographique, tant pour les pays anglophones que pour les pays francophones. Un guide démographique de l'Afrique a été publié.

519. En 1968, une mission démographique, organisée par le Siège des Nations Unies et la CEA, s'est rendue dans plusieurs pays africains pour étudier leurs besoins dans ce domaine ainsi que les possibilités de mettre au point de nouvelles activités. Elle a recommandé dans son rapport que le programme démographique de l'Afrique soit considérablement élargi et a estimé qu'une liaison étroite avec la planification économique était nécessaire pour assurer des résultats pratiques.

520. C'est en fonction de ces recommandations qu'ont été élaborés le programme de travail pour 1969-1970 et les projections jusqu'en 1973. La première conférence africaine sur la population prévue pour 1971 a été tout particulièrement mentionnée: elle sera organisée à Addis-Abéba, dans le cadre d'une réunion régionale, sous les auspices de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population.

521. Un représentant de la Division de la population du Siège des Nations Unies a déclaré que sa division appuyait entièrement le programme de travail de la CEA. Il a signalé que ce programme bénéficierait d'une assistance financière, provenant en partie du Fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général des Nations Unies. Le Fonds offre un moyen extra-budgétaire de financer des programmes d'action concrète dans le domaine de la démographie, auxquels des pays industrialisés, dont certains pays du nord de l'Europe et les Etats-Unis, ont apporté une contribution. Il a

ajouté que la conférence africaine sur la population serait une excellente occasion d'examiner les problèmes démographiques dans le cadre des programmes de développement économique et social.

522. Les délégations se sont déclarées en faveur des propositions présentées par la mission démographique de 1968, notamment pour ce qui concerne le programme élargi de recherche, de formation et de services consultatifs. En réponse à une question sur le statu quo, le secrétariat a indiqué que les recommandations de la mission étaient encore à l'étude.

523. Des délégations ont signalé la nécessité urgente de données démographiques pour l'établissement des plans de développement, certains besoins particuliers d'assistance et quelques problèmes propres à la région, tels que l'expansion rapide des populations urbaines. Une question a d'autre part été posée sur la possibilité d'obtenir une assistance au titre du Fonds d'affectation spéciale pour des opérations de recensement nationales, il a été indiqué que le Fonds serait utilisé essentiellement au bénéfice d'activités régionales et que tous besoins particuliers devaient être signalés au secrétariat.

524. Il a été recommandé de prêter une attention particulière aux méthodes de contrôle de la qualité dans les recensements de la population et du logement, en raison des problèmes posés par les attitudes traditionnelles, l'analphabétisme, etc. On a signalé spécialement les effets de l'évolution démographique sur les conditions sociales et l'importance de l'analyse démographique qui en découle.

#### Habitat, bâtiment et aménagement

525. Un membre du secrétariat a présenté les rapports sur les activités touchant l'habitat, le bâtiment et l'aménagement, ainsi que le programme de travail et ordre de priorité pour 1969-1970 avec projections jusqu'en 1973 dans ce domaine. Il s'agissait des rapports suivants : rapport sur le deuxième stage sous-régional de formation, à l'autoconstruction assistée et aux méthodes de logement coopératif (E/CN.14/HOU/10), rapport du Groupe de travail d'experts sur les coûts de construction des maisons d'habitation (E/CN.14/416), rapport sur le stage de formation pour entrepreneurs en bâtiment (E/CN.14/417), rapport sur le troisième stage sous-régional de formation à l'autoconstruction assistée et aux méthodes de logement coopératif (E/CN.14/438), rapport de la réunion régionale sur les problèmes techniques et sociaux de l'urbanisation, en particulier le financement du logement (E/CN.14/450). Il a attiré l'attention des participants sur l'intérêt qu'il y a à organiser et à développer la production locale de matériaux de construction, et à former du personnel africain dans les domaines du financement du logement, de l'industrie du bâtiment et de l'aménagement. Les gouvernements doivent d'autre part fournir, aux coûts les plus bas, des logements et des terrains aménagés, laissant la construction d'habitations de luxe au secteur privé. Ils doivent encourager les coopératives de logement et l'autoconstruction assistée sous toutes ses formes. Il faut qu'ils créent ou renforcent des établissements financiers afin que de larges sections de la population puissent obtenir des

facilités de crédit pour se loger, en insistant sur la mobilisation de l'épargne locale et la possibilité d'offrir des garanties, individuelles ou collectives, lorsque les intéressés ne peuvent apporter un titre de propriété foncière pour solliciter un crédit au logement. Le représentant du secrétariat a en outre mentionné que sept pays africains faisaient partie du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification des Nations Unies et a invité les Etats membres à se prévaloir davantage de cette représentation pour poser et traiter des questions relatives aux conditions et aux besoins de l'Afrique.

526. A cet égard les représentants se sont déclarés satisfaits des travaux du secrétariat et ont approuvé l'orientation des activités futures. On a signalé que le secrétariat devait continuer de fournir tous les services consultatifs nécessaires aux Etats membres et, en particulier, aider à la création et au lancement d'établissements de financement du logement.

527. Au cours du débat, le secrétariat a été prié non seulement de se concentrer sur les problèmes que posent les besoins urgents en habitations à bon marché, mais aussi à songer aux besoins futurs. En effet, l'urbanisation qui est sans doute inévitable dans les pays africains, exige une planification attentive et la réglementation de l'utilisation des terrains. Les gouvernements doivent réserver les terres cultivables à la production vivrière et se prémunir contre la spéculation en achetant à l'avance des terrains qui se trouvent dans les villes et aux alentours. On a fait remarquer que le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification des Nations Unies avait entrepris, en coopération avec le secrétariat, une étude sur l'utilisation des terrains urbains et les mesures de contrôle prises en Afrique.

528. On a précisé que nombre de pays africains pourraient arriver à produire des matériaux de construction à partir des ressources locales, mais que le développement de cette industrie était retardé à cause du monopole exercé par les grands producteurs dans les pays industrialisés. Plusieurs catégories d'industries de matériaux de construction sont, par nature, de grandes ou moyennes industries. La commercialisation des matériaux produits par les grandes industries pose en soi un problème, car l'influence du monopole tend à faire monter les prix. En créant des coopératives de commercialisation, on pourrait contrer cette tendance. Il faudrait établir dans l'industrie du bâtiment une intégration verticale, faire des études sur les matières premières disponibles et créer un système approprié de coordination auquel on adapterait ces industries. La coordination modulaire a été jugée importante. Enfin, l'on a demandé que soient établis, en fonction d'un système coordonné, des plans types d'habitations et de prescriptions techniques.

529. On a proposé de former les entrepreneurs africains à la construction de blocs d'appartements destinés aux groupes à faibles revenus, car on ne pourra résoudre le problème du logement que pose l'urbanisation par la seule construction de maisons particulières. Il convient aussi de créer des sociétés de construction qui s'occupent non seulement des bâtiments

à usage d'habitation mais aussi de la construction de routes, d'usines, etc. Les gouvernements devraient encourager l'implantation de telles sociétés, avec l'aide du secrétariat.

530. Certains représentants ont manifesté quelque inquiétude au sujet des cours sous-régionaux en autoconstruktion, car ce mode de construction est lié aux possibilités et aux pratiques nationales. On a fait remarquer toutefois que ces cours visaient à donner une formation de base à des instructeurs qui feraient ensuite part de leurs connaissances et de leur expérience dans leurs propres pays. Le secrétariat a été prié de faire une étude complémentaire sur la portée de ces cours dans les pays africains.

531. Un projet de résolution présenté par le Botswana, le Nigéria et la République arabe unie récapitulant ces diverses recommandations et invitant les pays industrialisés et les institutions financières internationales à réviser leurs politiques de financement a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 209 (IX)]<sup>7</sup>.

532. On a signalé qu'il fallait élargir les activités dans le domaine de l'habitat, du bâtiment et de l'aménagement dans chacune des sous-régions et l'on s'est félicité de ce que le programme de travail en tenait compte.

533. Le représentant du Programme alimentaire mondial a déclaré que le financement des habitations à bon marché et la création de l'infrastructure nécessaire pouvaient être facilités grâce à la fourniture d'une assistance alimentaire. On a noté que le Programme alimentaire mondial pouvait apporter également son concours en aidant à rémunérer une partie de la main-d'oeuvre et en fournissant des produits alimentaires destinés à la vente et dont les recettes seraient utilisées pour l'achat de matériaux de construction locaux.

#### Services statistiques

534. Ouvrant le débat sur ce sujet, le secrétariat a signalé que les travaux réalisés dans le domaine de la statistique au cours de la période 1967-1969 étaient pour une large part le prolongement et le développement de projets élaborés antérieurement.

535. Le service consultatif régional a été maintenu, 2 conseillers étant spécialisés dans les statistiques démographiques, 1 dans les enquêtes par sondage et 1 dans les statistiques de la comptabilité nationale (et publique). Ces activités consultatives à court terme viennent en complément de celles des experts des Nations Unies, dont 75 environ sont affectés dans des pays d'Afrique.

536. La formation a fait des progrès satisfaisants et les projets patronnés par les Nations Unies ont permis de former chaque année 175 statisticiens environ. Le centre de formation de cadres moyens de Yaoundé est maintenant reconnu comme un projet du PNUD (Fonds spécial) et le Fonds spécial patronne également un nouvel institut pour la formation de cadres supérieurs à Kampala.

Ce dernier sera destiné aux pays anglophones et constituera l'homologue de celui qui fonctionne depuis quelques années à Rabat pour les pays francophones; on souhaiterait que ces deux projets se développent pour permettre la normalisation de la formation au niveau des cadres dans l'ensemble de la région.

537. Outre la cinquième Conférence des statisticiens africains convoquée en 1967, un certain nombre de cycles et groupes d'études ont été organisés. Ils ont traité les sujets suivants : comptes nationaux, statistiques de la main-d'oeuvre, méthodes de sondage, recensements de la population et du logement, et statistiques de la distribution du revenu.

538. Les activités relatives au rassemblement et à l'analyse des données statistiques africaines se sont étendues et un grand nombre d'informations ont été portées sur cartes perforées, une fois normalisées les définitions et les unités. Les renseignements sont maintenant utilisables à des fins d'analyses régionales et peuvent aussi être regroupés suivant des critères géographiques ou autres.

539. Afin de faciliter le traitement des données, un petit ordinateur a été installé au siège de la CEA au début de 1968. Il a été utilisé en outre pour l'analyse de données au bénéfice de certains pays et pour la formation de programmeurs. Il faudrait dans l'immédiat modifier le matériel pour pouvoir utiliser des bandes et des disques, ce qui permettrait d'échanger plus facilement des informations avec des pays et des organismes internationaux.

540. Le secrétariat a continué à établir ses publications régulières. Deux numéros du Bulletin trimestriel de statistique pour l'Afrique, qui constitue un nouveau projet, ont été publiés; ce document a le double objet de diffuser des informations et de signaler les lacunes des données africaines qui doivent être comblées d'urgence. Des travaux ont été entrepris pour passer à l'ordinateur et mettre au point les données destinées à l'Annuaire statistique.

541. En présentant le programme de travail pour 1969-1970, le secrétariat a attiré l'attention des délégations sur le concept fondamental qu'est la nécessité d'établir des liaisons étroites entre les statistiques, la démographie et la planification économique et sociale.

542. Les projets portant sur la méthodologie se poursuivront, notamment en ce qui concerne l'extension et l'adaptation du système de comptabilité nationale ainsi que d'autres aspects du rassemblement et de l'analyse des données statistiques. La Conférence des statisticiens africains se réunira en 1969, 1971 et 1973.

543. Les délégations se sont déclarées satisfaites des travaux accomplis et du programme de travail proposé pour l'avenir. Elles ont fait observer qu'en Afrique, les statistiques doivent être considérées comme une science intéressant tous les domaines du développement.

544. Un grand nombre des observations présentées sur le programme ont porté sur la formation; les délégations ont estimé dans l'ensemble que si les projets visant le personnel de niveau moyen demeurent nécessaires, la formation de cadres doit désormais devenir l'objectif essentiel. Le nouvel institut de Kampala améliorera la situation à cet égard pour les pays anglophones, mais il ne suffira pas à satisfaire entièrement la demande. Il conviendrait donc que les institutions nationales, qui seraient souvent en mesure d'accueillir des stagiaires étrangers, bénéficient d'un appui.

545. Les délégations ont souligné que les pays doivent être à même d'utiliser au mieux le personnel statisticien récemment formé. Elles ont recommandé à cet égard que le secrétariat étudie les obstacles qui s'opposent à l'introduction de nouvelles méthodes et la possibilité d'instaurer des conditions de service satisfaisantes dans les bureaux de statistique nationaux.

546. Les délégations ont admis que les services consultatifs et les services d'experts doivent être considérés comme des mesures provisoires; les pays doivent commencer à acquérir des connaissances et une expérience propres en formant dans les plus brefs délais possibles du personnel d'encadrement.

547. Le système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies présentera un intérêt pour l'Afrique, mais étant donné qu'il exige une coordination intégrale des statistiques économiques et sociales, son application dans la région demandera nécessairement un certain temps. Au cours de ce processus, il est également essentiel de veiller à l'exactitude des données de base, qui est la condition sine qua non de l'efficacité des systèmes de statistiques.

548. Les travaux relatifs au traitement des données régionales mettent en évidence les efforts que déploient les pays africains pour normaliser leurs statistiques, mais il est évident que cette considération demeure de première importance pour l'avenir.

#### Science et technique

549. Un représentant du secrétariat a attiré l'attention des délégations sur l'importance de l'avancement de la science et de la technique. Il a exposé les caractéristiques générales du Plan d'action mondial et a insisté sur la nécessité de développer la main-d'oeuvre et de créer au sein de chaque gouvernement un organisme chargé des questions de science et de technique, dans le cadre de la planification du développement. Le Plan d'action mondial est conçu comme un programme d'action et le secré-

tariat est actuellement occupé à établir la section régionale de ce plan intéressant l'Afrique. L'attention des délégations a été attirée sur le document d'information E/CN.14/INF/45. Un compte rendu succinct a été donné des activités consacrées au cours des deux dernières années à la science et à la technique et le programme de travail pour 1969-1970 et les projections jusqu'en 1973 ont été présentés.

550. Les délégations ont recommandé que des services de science et de technique soient créés dès que possible au sein des administrations nationales et que le secrétariat apporte à ces nouveaux services l'aide nécessaire pour leur permettre de jouer un rôle effectif dans les divers domaines d'activités liés au développement. Un projet de résolution présenté par le Nigéria et la République arabe unie a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 206 (IX)].

551. Le représentant de l'UNESCO a indiqué que son organisation souhaitait collaborer à la quasi totalité des projets intéressant la science et la technique énumérés dans le programme de travail.

#### ADOPTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE

##### (Point 8 de l'ordre du jour)

552. Le programme de travail et ordre de priorités pour 1969-1970, avec projections jusqu'en 1973, a été présenté en séance plénière par le secrétariat qui a appelé l'attention des délégations sur les détails contenus dans les documents E/CN.14/441 et E/CN.14/447. Le représentant du secrétariat a expliqué que la nouvelle présentation du programme de travail, les projets relatifs aux deux premières années étant formulés avec précision et ceux des périodes biennales suivantes sous forme de projections, avait été adoptée conformément aux dispositions de résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, prévoyant des programmes de travail pour six ans, décomposés en trois phases.

553. Les comités avaient au préalable discuté en détail le programme de travail, dont les points les plus notables sont la création au sein du secrétariat d'un service consultatif de planification et l'accent mis sur une coopération plus étroite avec le Bureau de la coopération technique, les principales divisions du Siège des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organes d'exécution, les donateurs d'aide bilatérale et autres organisations.

554. Le principe général du programme de travail a été admis et le programme lui-même a été adopté après un bref débat. Les délégations ont exprimé l'espoir que le Comité technique aurait dans un proche avenir l'occasion de passer en revue l'ordre de priorité proposé.



555. Un projet de résolution présenté par le Malawi, le Niger, le Nigéria et la Sierra Leone priant le Secrétaire exécutif de soumettre désormais à la Commission un programme de travail portant sur une période de six ans a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 212 (IX)].

INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE  
ET DE PLANIFICATION

(Point 9 de l'ordre du jour)

556. Le Secrétaire exécutif, en présentant ce point, a déclaré que les principales questions traitées dans le rapport de la huitième réunion du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification, dont était saisie la Commission (E/CN.14/452), visaient le paiement des contributions et les inscriptions. Sur ce dernier point, la difficulté provient d'une répartition inégale du nombre des stagiaires des différents pays, qui donne parfois à penser que l'Institut ne bénéficie plus du même appui. Le rapport fait aussi mention du coût par stagiaire, de l'engagement des étudiants à l'issue de leur stage et de la nécessité d'améliorer l'ambiance de l'Institut.

557. Après examen des observations formulées par le Directeur par intérim sur le rapport de la mission du PNUD à l'Institut (incluses dans le document E/CN.14/452), le Conseil d'administration a décidé de demander à la Commission l'autorisation de présenter une requête au PNUD au sujet de la deuxième phase du programme. Il a d'autre part décidé d'inviter la Commission à réaffirmer son appui à l'Institut et d'approuver la requête qu'il doit formuler.

558. Le rapport de la mission du PNUD a retenu tout spécialement l'attention de la Commission puisqu'il cherchait à apporter des réponses à des questions essentielles telles que les raisons qui empêchent les pays africains d'envoyer des stagiaires à l'Institut et le caractère des difficultés qui se posent.

559. A propos du mode d'enseignement utilisé à l'Institut, mentionnée au paragraphe 19 du rapport de la mission du PNUD, les délégations ont noté que la difficulté semblait à cet égard provenir en partie du fait que la plupart des étudiants ne connaissent pas à la fois l'anglais et le français, langues utilisées à l'Institut. Quelle que soit la qualité de l'interprétation, il est inévitable que certains éléments échappent à un étudiant si les cours ne sont pas donnés dans sa propre langue. La question linguistique constitue un problème fondamental et il a été suggéré que la préférence soit donnée, si possible, à des étudiants bilingues. Il a été également suggéré que la Commission invite l'UNESCO à développer l'enseignement des langues en Afrique.



560. Une autre difficulté provient de la durée du cours que certains estiment trop longue. On a d'autre part jugé souhaitable que des professeurs d'universités africaines soient encouragés à se rendre à Dakar pour organiser avec les étudiants des groupes d'études. L'Institut doit s'adapter aux besoins des pays africains pour que ceux-ci lui conservent leur appui, d'autant plus que d'autres institutions, telles que la BIRD, offrent des cours analogues sur la planification du développement. La Commission se doit donc de tenir compte des conclusions du rapport dont elle est saisie et de prendre note des observations présentées par le Directeur par intérim sur le rapport de la mission du PNUD.

561. On a aussi mentionné la proposition, énoncée par la mission d'évaluation du PNUD dans son rapport, d'étudier la possibilité de transférer l'IDEP de Dakar au secrétariat de la CEA à Addis-Abéba, pour que cet institut puisse, comme ceux qui sont rattachés à la CEPAL et à la CEAEQ, tirer parti de son rapprochement du Siège de la CEA. Mais ce problème n'a pas été approfondi en séance plénière.

562. Les délégations ont exprimé leur reconnaissance au PNUD pour l'appui qu'il apporte à l'Institut et se sont félicitées de ce que le Conseil d'administration ait accepté les recommandations contenues dans le rapport de la mission du PNUD. Le Gouvernement de la République du Sénégal a été félicité pour la contribution qu'il apporte au fonctionnement et à l'épanouissement de l'IDEP.

563. Un projet de résolution présenté par la République démocratique du Congo, le Ghana, le Sénégal et le Soudan a été approuvé à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 193 (IX)].

## ASSISTANCE INTERNATIONALE A L'AFRIQUE

### (Point 10 de l'ordre du jour)

564. L'attention des représentants a été attirée sur le document E/CN.14/437 qui expose la situation actuelle de l'aide internationale après la deuxième session de la CNUCED et sur les recommandations adoptées dans ce domaine à la réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la CEA et du Comité d'experts de l'OUA pour le commerce et le développement (E/CN.14/449). Le secrétariat a entrepris une étude sur l'assistance internationale avec l'intention de convoquer une réunion ministérielle sur la question.

565. Les délégations ont suggéré que les pays en voie de développement recherchent un accord avec les principaux pays donateurs, dans le cadre de la deuxième Décennie du développement, sur un calendrier pour la réalisation de l'objectif accepté sur le plan international quant au volume de l'assistance recommandé par la CNUCED à sa deuxième session dans sa résolution 27 (II) 24/.

24/ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session, Vol. 1 et Corr. 1 et Add. 1, Rapport et annexes (publication des Nations Unies, No de vente : E.6C.II.D.14, p. 41).

566. Afin d'absorber l'assistance financière accrue offerte par la BIRD en vertu de sa nouvelle orientation, il faudrait que les pays africains développent leur aptitude à élaborer des projets bancables, améliorent leur capacité d'exécution et résolvent le problème des dépenses locales. Les délégations ont approuvé en général la priorité accordée par la Banque à l'agriculture et à l'éducation, mais ont estimé qu'il faudrait s'occuper du problème des transports et, au moment de fixer l'ordre de priorité pour les prêts de la Banque, tenir compte des différents degrés de développement des pays africains. L'appui que pourrait fournir la Banque aux programmes sous-régionaux d'industrialisation serait très précieux.

567. La détérioration des conditions de l'aide et la charge croissante de la dette des pays africains rendent certaines mesures indispensables. A la CNUCED, on s'était efforcé de fixer des normes judicieuses pour les conditions de l'aide. Mais l'objectif immédiat des pays africains est de persuader les pays développés d'appliquer enfin la résolution sur cette question qui remonte à juillet 1965.

568. Le secrétariat, au cours des deux dernières années, a insisté sur la nécessité pour les pays africains de conclure rapidement un accord international en vue de créer un système de financement supplémentaire. Le groupe mixte de travail CEA/OUA a maintenant enregistré le ferme appui des pays africains pour ce projet. La Commission devrait adopter une position analogue et persuader les gouvernements des pays membres de travailler à la conclusion d'un accord international à ce sujet. Un projet de résolution affirmant l'importance d'un aboutissement rapide et invitant les Etats membres à mobiliser leurs ressources intérieures et à s'efforcer d'obtenir l'application à breve échéance des résolutions relatives à l'assistance financière internationale, a été présenté par le Congo (Brazzaville), le Dahomey, le Ghana, le Kenya et le Nigéria, et adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 207 (IX)]<sup>7</sup>.

569. La réforme du système monétaire international devrait être liée à un accroissement de l'aide financière aux pays en voie de développement. Les pays africains n'ayant qu'une faible proportion des quote-parts du FMI, ne peuvent espérer recevoir qu'un faible appoint à leurs réserves de devises étrangères, même si le système des droits de tirage spéciaux est maintenu à un niveau assez élevé. Mais si l'application du système doit être l'occasion d'un accroissement des crédits que les pays donateurs consacrent à l'aide, alors les pays africains en retireront un bénéfice beaucoup plus grand.

570. Une question importante pour l'Afrique, dans le domaine de l'aide, est le volume d'assistance que les pays de la CEA pourraient s'engager à fournir par le renouvellement de la Convention d'association.

571. En ce qui concerne la position difficile des pays africains en matière de paiements, ainsi que le durcissement des conditions d'octroi de prêts par les pays étrangers, on a souligné la nécessité d'un fonds multilatéral de péréquation. L'effet défavorable de l'aide liée a été porté à l'attention des participants. Les pays donateurs ont été priés de reconsidérer leurs politiques respectives qui doivent être modifiées afin

d'accroître le volume de l'aide non liée et de limiter les prêts liés à certains cas déterminés, par exemple quand des projets prioritaires d'importance vitale pour l'économie nationale pourraient être utilement exécutés avec cette forme d'assistance.

572. Le représentant de la BIRD a réaffirmé la nouvelle politique de la Banque visant à augmenter l'aide aux pays africains, en particulier pour des projets relatifs à l'agriculture, à l'éducation ainsi qu'à la petite industrie et au tourisme. Les opérations de la Banque seraient destinées à combler les lacunes concernant les autres secteurs de l'économie. La Banque a déjà créé un groupe consultatif mixte pour la Communauté d'Afrique orientale qui constitue une entité distincte. Elle est disposée à seconder d'autres groupes intégrés en Afrique au fur et à mesure du développement des institutions, et à financer des projets industriels valables bénéficiant de l'appui entier de divers groupes du pays.

573. La réforme du système monétaire international a fait l'objet d'un projet de résolution invitant les Etats membres à participer à la mise en oeuvre du plan de création de droits de tirage spéciaux dans le FMI, à établir un lien entre le plan et le financement du développement, à négocier la prolongation de la période de remboursement prévue pour les droits de tirage du fonds (6-8 ans) et à demander, pour obtenir des réserves supplémentaires, un relèvement général immédiat des quote-parts du Fonds, doublé d'une exemption ou d'une réduction, à un niveau raisonnable, de la tranche-or des quote-parts augmentées. Toutefois, des délégations ont demandé que le secrétariat procède à une étude, qui serait terminée pour la prochaine session, des divers problèmes en cause, notamment celui des liquidités des pays en voie de développement. Le projet de résolution a en conséquence été retiré, en attendant la réalisation de l'étude demandée.

#### Assistance technique

574. L'assistance pratique accordée par les Nations Unies aux pays africains en vue de la planification et de l'exécution des programmes et projets de développement provient essentiellement du PNUD. Il a été suggéré que, compte tenu des renseignements concernant les conditions africaines accumulés par le secrétariat au cours des 10 dernières années, le moment est venu pour le PNUD de lui demander des avis à propos des demandes d'assistance technique des pays africains. Le secrétariat, qui a tant fait pour connaître la situation et les besoins véritables des pays africains, devrait exercer une influence réelle lorsqu'il s'agit de déterminer la politique de l'Organisation des Nations Unies concernant son aide aux pays africains.

575. Le secrétariat de la CEA, comme ceux des autres commissions régionales, fait partie du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, auquel est confiée l'exécution d'une grande partie des programmes d'assistance technique du PNUD. Il suffirait donc que quelques décisions soient prises au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, pour que la Commission se voie confier un rôle plus important dans les activités opérationnelles.

Les Etats membres ont demandé que le secrétariat soit associé plus étroitement aux activités opérationnelles de tous les ~~organismes~~ des Nations Unies pour le développement en Afrique et il a été proposé en conséquence que le système actuel soit entièrement modifié.

576. On a proposé que, dans l'immédiat, le secrétariat reçoive de plus grandes responsabilités dans les domaines ci-après:

- a) Projets destinés à encourager la coopération économique entre les pays, y compris les services consultatifs pour la création de groupements régionaux et sous-régionaux.
- b) Des projets destinés à accroître le commerce intra-africain, qu'ils soient conçus dans le cadre de mouvements d'intégration, ou entrepris à titre spécial.
- c) Des projets liés à la création ou au développement d'institutions multinationales de formation et de recherche dans la région africaine.

577. Un projet de résolution sur ce sujet présenté par l'Algérie, le Kenya, le Libéria, le Malawi, le Nigéria et le Sénégal, a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 211 (IX)].

578. Le représentant du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à New York a précisé que le Siège prévoyait actuellement d'autres mesures visant à décentraliser au profit du secrétariat de la Commission, les activités d'exécution en Afrique. Les décisions internes nécessaires seront prises, en consultation avec le Secrétaire exécutif de la Commission, pour que cette décentralisation soit effectivement pratiquée. Il a proposé de mettre l'accent, dans le cadre des activités de coopération technique de la Commission, sur les projets multinationaux et d'intégration économique.

579. Le représentant du Programme alimentaire mondial, présentant les travaux de son organisation au cours des dernières années, a signalé ses grandes possibilités. Il a instamment demandé aux pays africains de prévoir dans leurs futurs plans de développement, des domaines où l'assistance du PAM serait possible.

580. Tout en reconnaissant l'utilité de l'aide que peut fournir le PAM, certains représentants ont estimé que cette aide pourrait s'exercer à propos d'autres éléments liés à la production vivrière, par exemple, pour l'utilisation de facteurs de production modernes dans l'agriculture.

581. Le représentant de l'UNESCO a noté la proposition du secrétariat visant à donner une plus grande responsabilité opérationnelle à la Commission dans les programmes d'assistance technique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. L'UNESCO observera avec intérêt, l'évolution future de cette responsabilité opérationnelle.

RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANES DE L'ORGANISATION DES  
NATIONS UNIES, LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES  
ORGANISATIONS INTER-GOUVERNEMENTALES

(Point 11 de l'ordre du jour)

582. Le représentant du secrétariat a indiqué que les relations de la CEA avec les institutions spécialisées et autres organismes se présentent sous cinq formes essentielles: la mise à sa disposition par certains d'entre eux, tels que la FAO, l'UPU, la CNUCED, etc. d'un certain nombre de fonctionnaires; l'organisation de réunions interinstitutions; la réalisation de projets communs; la représentation de la CEA à des réunions patronnées par les autres organisations et inversement; des consultations à l'échelon des secrétariats sur des projets précis. Il a souligné la tendance qui se manifeste depuis deux ans au sein des organismes des Nations Unies à rechercher une meilleure coordination de leurs programmes, ce qui a permis d'éviter des doubles emplois ou des chevauchements coûteux.

583. La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture est l'exemple le plus ancien de coopération avec les institutions spécialisées. L'OMS, pour sa part, a détaché un fonctionnaire de liaison auprès du secrétariat et la CEA se propose de mettre à la disposition du bureau sous-régional de cette organisation à Brazzaville un sociologue économiste. Des réunions entre les fonctionnaires de l'UNESCO et de la CEA se sont tenues en 1967 et 1968 en vue d'une définition des possibilités de coopération dans le domaine de l'enseignement et de la formation des cadres. L'UNESCO envisage d'autre part de nommer prochainement à Addis-Abéba un fonctionnaire chargé de faire la liaison entre les deux organisations.

584. En ce qui concerne les relations avec l'Organisation de l'unité africaine le représentant du secrétariat a rappelé l'accord de novembre 1965 signé à New York entre l'ONU et l'OUA et a énuméré les divers domaines dans lesquels les deux secrétariats coopèrent en permanence. Un certain nombre de réunions et de conférences ont été organisées conjointement. En juillet 1968, le secrétariat a pris une part active à une conférence de l'UNESCO et de l'OUA sur l'éducation et la formation scientifique et technique; en septembre, il a été représenté à Alger à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA. La troisième réunion conjointe du Groupe de travail de la CEA sur le commerce intra-africain et du Comité d'experts de l'OUA sur le commerce et le développement s'est tenue à Genève en janvier 1969.

585. La résolution 190(IX), adoptée au titre de résolution commémorative, rappelle le principe de la coopération entre la CEA et l'OUA, affirme la nécessité d'une coopération étroite et rationnelle au niveau des instances politiques et de décisions de la CEA et de l'OUA et invite les ministres et responsables du développement économique et social à coordonner étroitement leurs activités; aux termes de la résolution, il est recommandé en

autre que les rapports sur les activités de la CEA soient transmis régulièrement pour examen à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA et les secrétariats des deux organisations sont invités à continuer d'étudier toutes les formes de coopération souhaitables. Les relations ainsi définies ne pourront qu'aboutir à une coordination plus efficace des activités des deux organisations.

586. Pour ce qui est de l'Organisation commune africaine et malgache, la coopération a porté sur des domaines précis : réalisation d'études et d'enquêtes sur la demande de cette organisation, participation de la CEA à des conférences organisées par celle-ci, mise à sa disposition de fonctionnaires du bureau sous-régional de Niamey qui ont aidé à la préparation de la Conférence sur la participation populaire au développement, établissement de documents de travail pour les comités spécialisés de cette organisation.

587. Les délégations se sont déclarées satisfaites de la coopération établie avec ces diverses organisations, grâce à laquelle l'action des Nations Unies dans les domaines économique et social ne pourra que gagner considérablement en efficacité.

#### RAPPORT DU COMITE DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION DU PERSONNEL

##### (Point 12 de l'ordre du jour)

588. Un représentant du secrétariat a présenté le rapport du Comité consultatif du recrutement et de la formation du personnel (E/CN.14/CSRT/WP.9). Ayant indiqué aux délégations que les points les plus importants se trouvaient résumés dans les pages 10 à 14, il a poursuivi en mentionnant certains de ces points importants, à savoir la méthode de recrutement, la répartition équitable du personnel sur la base à la fois des sous-régions et des langues de travail; l'africanisation de la CEA et l'ordre d'urgence à appliquer pour le recrutement.

589. Au cours du débat, l'attention des représentants a été attirée sur un certain nombre d'anomalies au sein du secrétariat qui causent quelque inquiétude. En premier lieu, pas un seul des directeurs des sept divisions de la CEA n'est un Africain noir francophone et aucune des 22 sections n'est dirigée par un Africain francophone. Les efforts déployés par le Secrétaire exécutif pour remédier à cette situation depuis la huitième session n'ont guère été fructueux du moins en ce qui concerne le personnel des catégories P-4 à D-1. En ce qui concerne les besoins en personnel expérimenté, la Section du personnel des Nations Unies devrait adopter une attitude plus souple en ce qui concerne les pays francophones, en se rappelant qu'ils n'ont accédé à l'indépendance que depuis peu.

590. Deuxièmement, il y a la question des diplômes, le secrétariat s'étant fondé au départ sur les exigences du système d'enseignement anglo-saxon. Cependant, la situation a changé, et le secrétariat devrait s'assurer que ses membres francophones ne sont pas lésés à cet égard.

591. Troisièmement, 14 Africains francophones, 15 Africains anglophones et 12 non Africains ont été affectés au secrétariat depuis la huitième session de la Commission. Certains au moins de ces 12 derniers postes auraient pu être confiés à des Africains francophones ou anglophones. Tout en admettant le principe d'universalité des Nations Unies, on a estimé qu'il doit s'appliquer au Siège et aux institutions mondiales plutôt qu'aux commissions économiques régionales.

592. Le Secrétaire exécutif a été en conséquence invité à tenir compte de ces observations de façon qu'au moment de la dixième session de la Commission, l'africanisation du secrétariat soit chose faite.

593. Si l'africanisation du secrétariat est souhaitable, il faut reconnaître cependant certaines restrictions à cet égard, et on s'est référé à ce propos aux paragraphes 17 et 18 du rapport présenté à la Commission. Tout en acceptant les considérations générales relatives à l'africanisation et à l'équilibre linguistique qui figurent dans le rapport du Comité, certaines délégations ont estimé que l'efficacité et les objectifs à long terme de la CEA, qui constitue un organisme technique, ne doivent pas être sacrifiés à ces considérations.

594. On a fait observer que le tableau contenu à l'annexe IV du document montre qu'un nombre assez élevé de non-Africains détiennent des postes de responsabilité alors que la direction générale de la politique économique de la Commission devrait être essentiellement aux mains d'Africains. D'un autre côté, la CEA faisant partie de l'Organisation des Nations Unies, elle doit accepter le principe de l'universalité et le système des contingents pour la répartition des postes des différents grades, de sorte qu'une augmentation du nombre des postes de rang élevé détenus par des Africains à la CEA entraînerait une réduction correspondante du nombre de ceux qu'ils occupent à New York et à Genève. Il ne faut pas oublier que le problème d'une répartition équitable des postes n'intéresse pas seulement l'Afrique, mais tous les Etats Membres des Nations Unies.

595. Les articles 100 et 101 de la Charte des Nations Unies stipulant que le recrutement est du ressort exclusif du Secrétaire général, la CEA ne peut légitimement passer outre. Il a donc été suggéré que le Comité consultatif soit reconduit, mais seulement dans les mêmes conditions que précédemment. Un Tunisien, donc un Africain, ayant été récemment nommé Directeur du personnel au Siège de l'ONU, il faut espérer qu'il mettra sa connaissance des problèmes africains à profit pour servir les intérêts de la CEA.

596. Certaines délégations ont déclaré que tout en étant en faveur d'une répartition équitable des postes, tant du point de vue régional que du point de vue linguistique, elles estimaient qu'il convient de ne pas



attacher une importance excessive à cette question dans un organe technique et spécialisé comme la CEA, qui est essentiellement destiné à promouvoir le développement économique et social de l'Afrique. Le secrétariat doit être félicité pour avoir accru le pourcentage du personnel africain de 52,6 p. 100 en 1967 à 62,39 p. 100 au 15 décembre 1968. On a noté que les renseignements concernant les postes vacants sont normalement communiqués aux ministères des affaires étrangères et autres ministères compétents des différents pays mais ces renseignements devraient aussi être publiés dans la presse. Des efforts doivent être faits en vue d'attirer de jeunes diplômés d'universités et autres spécialistes à la CEA, soit pour qu'ils y fassent carrière, soit pour qu'ils y passent deux à trois ans, après quoi ils pourraient retourner dans leurs pays respectifs où la formation qu'ils auraient ainsi acquise serait très appréciée.

597. En ce qui concerne le paragraphe XII) de la deuxième partie du rapport du Comité consultatif, on a estimé que des pays même sur-représentés aux Nations Unies devraient être autorisés à fournir du personnel à la CEA en attendant que d'autres pays soient en mesure de présenter des candidats qualifiés, de manière à réaliser l'africanisation, en particulier dans les grades supérieurs. Toute latitude à cet effet devrait être laissée au Secrétaire exécutif.

598. La plupart des Etats membres n'étant que depuis peu concernés par le développement économique et social, il est difficile, même aux plus avancés d'entre eux, de se priver des services d'éléments expérimentés. D'un autre côté, nul ne peut comprendre les problèmes des Africains mieux qu'eux-mêmes, et il est important que le véritable travail de la CEA soit fait par eux. Il est donc regrettable que la plupart des Etats ne présentent, pour les postes de la CEA, que des candidats de deuxième ordre. Cependant les recommandations du Comité concernant la formation méritent de retenir l'attention. De nombreux candidats, bien que sans expérience, possèdent un diplôme et l'instruction voulue pour pouvoir tirer profit de cette formation. Leur candidature doit par conséquent être soigneusement examinée, et non rejetée pour la simple raison qu'ils manquent d'expérience. Le programme de formation devrait comprendre des cours de langues organisés par la CEA, puisque tous les membres d'institutions internationale doivent être capables de parler leurs langues de travail.

599. On a estimé d'autre part que, dans l'intérêt de l'africanisation, il y a lieu d'assouplir quelque peu les normes de recrutement en ce qui concerne la catégorie des administrateurs, afin de permettre aux jeunes Africains de cette catégorie de faire l'expérience du travail dans une organisation internationale, mais que ceci ne doit être fait que dans une limite raisonnable.

600. Un membre du Comité consultatif a déclaré que, contrairement à ce que semblaient avoir compris plusieurs délégués, le Comité n'a jamais demandé que l'africanisation s'effectue au détriment de la qualité, mais qu'il faut seulement, entre des candidats de la même valeur, donner la préférence aux Africains et que les non-Africains ne devraient être recrutés qu'à titre



provisoire, en attendant que l'on trouve des candidats africains qualifiés. Tout en reconnaissant l'importance des aptitudes, il n'est pas logique de demander aux pays qui sont indépendants depuis moins de 10 ans, de proposer des candidats ayant une longue expérience.

601. Il semble qu'il y ait une certaine confusion sur la portée exacte de la résolution 194 (VIII). La création d'un comité consultatif destiné à veiller aux intérêts du personnel ne paraît nullement irrecevable, puisque des comités de ce genre existent dans la plupart des administrations et la présence d'un membre du Comité consultatif renforcerait l'autorité de toute mission de recrutement de la CEA. Il a exprimé l'espoir que la Commission examinerait donc attentivement le rapport et l'approuverait en totalité, parce que ce rapport, qui est l'aboutissement de longues discussions, n'est pas anticonstitutionnel.

602. Certains représentants ont estimé que, bien qu'il soit exact que les pays africains éprouvent des difficultés à présenter dans un court délai des candidats expérimentés, les gens ne peuvent acquérir de l'expérience que si on leur en donne la possibilité. L'efficacité technique n'est pas nécessairement fonction des diplômes. Un individu très au courant des besoins de son pays peut être beaucoup plus utile que quelqu'un qui a obtenu un diplôme trop spécialisé à l'étranger. Les sociologues subissent toujours l'influence de leur culture propre et leur attitude à l'égard des problèmes dépend de leur formation. C'est ainsi qu'en général le comportement des sociologues européens à l'égard des problèmes africains indique un intérêt intellectuel plutôt qu'une identification avec ces problèmes. Le manque de confiance des pays africains à l'égard de la CEA est dû en partie à la tendance qu'a la CEA de se contenter de produire des documents et d'organiser des cycles d'études dirigés par des experts étrangers à l'Afrique qui font aux questions qui leur sont posées des réponses qui ne coïncident pas avec l'expérience propre des pays africains. Certains de ces experts en sont encore à travailler au rythme qui était courant au moment de leur entrée dans une organisation internationale il y a 10 ou 20 ans et ne se rendent pas compte du dynamisme de l'Afrique moderne.

603. Demander l'africanisation de la CEA ne vise donc pas à mêler la politique à son organisation, mais est d'une importance vitale pour les peuples africains puisque ce sont ceux qui ont la même expérience qui sont le mieux à même de les aider. Un homme ayant moins de diplômes mais 10 ans d'expérience de l'administration locale est plus utile qu'un autre qui a obtenu des diplômes supérieurs à l'aide de manuels écrits par des étrangers. L'Afrique ne désire pas imiter des méthodes qui ne se sont pas toujours révélées efficaces; elle veut acquérir sa propre expérience et tirer un enseignement de ses erreurs.

604. Des délégations se sont aussi déclarées en faveur d'une africanisation rapide du secrétariat et ont estimé que, dans l'état actuel des choses, il est préférable d'avoir un plus grand nombre de fonctionnaires d'un pays africain qui a dépassé son contingent plutôt que de recruter des non-Africains sous le prétexte qu'un pays africain a atteint son contingent, car les gens

de toute partie de l'Afrique abordent les problèmes du continent dans le même esprit. Il faut donc espérer que la CEA va revoir ses normes de recrutement, car le succès de la Commission sera jugé non d'après l'apport des non-Africains mais d'après le nombre d'Africains qui sont à sa tête.

605. Il est évident que les Africains sont mieux qualifiés pour comprendre et résoudre les problèmes de leur continent que les experts d'autres pays, dont beaucoup sont d'anciens fonctionnaires coloniaux qui, dans certains cas, se méfient encore de l'indépendance africaine. Il est donc essentiel d'africaniser la CEA dans une large mesure. On a attiré l'attention du Comité sur le fait que la représentation africaine dans les trois autres commissions régionales est négligeable et que, cependant, elles ne sont pas pour cela accusées de défaut d'universalité.

606. Après une intervention de divers participants au sujet de ce rapport, le Secrétaire exécutif a déclaré que celui-ci contenait quelques points prêtant à controverse et qui demandent une explication. Il a précisé :

- a) Que les suggestions formulées dans l'alinéa b) du paragraphe xiii) de la deuxième partie du rapport semblaient aller à l'encontre de certaines dispositions des résolutions adoptées par l'Assemblée générale et ne seraient vraisemblablement pas favorablement accueillies par le Conseil économique et social;
- b) Qu'il était douteux que la suggestion formulée dans le paragraphe xiv) soit acceptée au Siège du fait qu'aux termes de la Charte des Nations Unies, le Secrétaire général est seul responsable du recrutement ainsi que de l'envoi des missions de recrutement;
- c) Qu'aux termes des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, les dépenses concernant un membre du Comité consultatif du recrutement et de la formation du personnel ne pouvaient être remboursées par les Nations Unies et que, par conséquent, le Conseil économique et social ne pourrait retenir la suggestion formulée au paragraphe XV);
- d) Que la suggestion du Comité consultatif figurant au paragraphe xvi) ne pourrait être retenue du fait qu'elle porterait atteinte aux pratiques administratives internes du secrétariat.

607. En conséquence, le Secrétaire exécutif a suggéré que les recommandations du Comité concernant les points ci-dessus soient, ou bien annulées, ou bien modifiées de manière qu'elles s'accordent avec les usages établis des Nations Unies.

608. Plusieurs délégations ont estimé avec le Secrétaire exécutif qu'à moins de modifier les paragraphes xiv) et xv) de la partie II, la Commission empiètera sur les prérogatives du Secrétaire général. Il semble

donc qu'il soit nécessaire de supprimer ces paragraphes. Bien que le paragraphe xvii) recommandant que le Comité soit reconduit ne soulève pas d'objection de principe, il semblerait souhaitable qu'un certain nombre de membres du Comité se retirent chaque année et soient remplacés par des représentants d'autres pays; ainsi, tous les Etats membres pourraient se familiariser avec les travaux du Comité.

609. L'allusion à la nécessité d'établir un équilibre linguistique au sein du personnel ne doit pas donner l'impression que les Africains francophones et les Africains anglophones luttent pour obtenir des parts égales d'un même gâteau. Ce qui est certain, c'est qu'un Africain francophone est mieux à même de comprendre les problèmes qui se posent aux pays africains francophones. La même chose est vraie des Africains anglophones en ce qui concerne les pays africains anglophones. C'est la raison pour laquelle le Comité, tout en insistant sur la nécessité d'observer certaines normes, a recommandé que des efforts soient faits pour atteindre un équilibre linguistique dans le personnel. On n'a pas méconnu le système des contingents des Nations Unies. Le Comité a toutefois recommandé que, pour accélérer l'africanisation, ce système fonctionne d'une façon moins rigide à la CEA que dans les autres organes des Nations Unies. Il ne semble pas y avoir de raison, par exemple, de s'opposer à ce qu'un pays dont le contingent est rempli ne continue pas à fournir des fonctionnaires à la Commission jusqu'à ce que les pays ayant moins de fonctionnaires compétents soient en mesure de remplir leurs obligations à l'égard de la CEA. Il ne faut donc pas que la Commission décide de supprimer le paragraphe xiii) sous prétexte que les suggestions qu'il contient sont inacceptables pour le Siège. Il faut plutôt soutenir la recommandation du Comité et la soumettre à l'examen du Conseil économique et social, car ce n'est qu'après qu'il aura étudié le rapport du Conseil sur la question que le Secrétaire général pourra décider s'il convient ou non d'assouplir à titre exceptionnel le système des contingents. De même, les propositions contenues aux paragraphes xiv) et xv) doivent aussi être soumises au Conseil, qui pourra là encore, à titre exceptionnel, recommander des dérogations aux clauses des résolutions auxquelles le Secrétaire exécutif a fait allusion.

610. Des délégations ont estimé d'autre part que la création d'un comité consultatif permettrait au Secrétaire exécutif de tenir compte des opinions de la Commission lorsqu'il s'occuperait de questions de recrutement et de personnel. Il est exact que la Commission n'a pas le pouvoir de donner des instructions d'ordre administratif au secrétariat, mais il ne faut épargner aucun effort pour que la solution des problèmes africains soit recherchée par des personnes bien au courant des réalités africaines.

611. A l'appui du principe d'une large africanisation du secrétariat de la CEA, les représentants ont fait valoir l'usage qui prévaut dans les autres commissions économiques régionales qui recrutent leur personnel parmi les ressortissants de leurs Etats membres, lesquels connaissent mieux les problèmes particuliers de leur région. Il est donc souhaitable

de tendre vers une large africanisation du secrétariat de la CEA, l'objectif étant une proportion de 75 p. 100, qui n'affectera pas ainsi le principe d'universalité de l'Organisation des Nations Unies.

612. Après de nouveaux débats sur les questions de l'africanisation et d'une équitable répartition des postes entre les candidats d'expression anglaise et les candidats d'expression française, un projet de résolution présenté par le Burundi, le Cameroun, le Congo (Brazzaville), la République démocratique du Congo, la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, le Gabon, la Haute-Volta, Madagascar, le Maroc, le Niger, le Nigeria, la République arabe unie, la République centrafricaine, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad, le Togo et la Zambie a été adopté par 29 voix pour, 2 contre et 2 abstentions [voir troisième partie, plus loin, résolution 192 (IX)]7.

613. Les représentants des deux pays qui ont voté contre ont demandé qu'il soit pris acte de ce qu'ils n'avaient pas agi ainsi parce qu'ils désapprouvaient l'africanisation du secrétariat mais parce qu'ils ne pouvaient entériner certaines des recommandations contenues dans le rapport du Comité, en particulier celles qui étaient en contradiction apparente avec la Charte des Nations Unies et celles qui tendaient à prolonger l'existence du Comité dans sa composition actuelle. Ils ont également tenu compte des observations formulées par le Secrétaire exécutif au sujet de certains points du rapport du Comité qui prêtent à controverse.

#### PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX PROBLEMES DES MOINS AVANCES

##### DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

##### (Point 13 de l'ordre du jour)

614. Le secrétariat a présenté les propositions formulées en vue de l'élaboration d'un programme spécial de recherche et de services consultatifs consacré aux problèmes des moins avancés des pays en voie de développement. Le problème tient désormais une place reconnue dans les débats internationaux, grâce en grande partie à l'insistance des pays africains. Il appartient maintenant à ceux-ci de veiller à ce que la question ne soit pas noyée après les travaux de la deuxième session de la CNUCED. En conséquence, les participants à la réunion mixte de la CEA et de l'OUA ont demandé que ce point soit porté à l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil du commerce et du développement et a invité le secrétariat à procéder à des études supplémentaires sur ce sujet. Le secrétariat a pris l'initiative de soulever au sein des organismes des Nations Unies la question de l'élaboration d'un programme spécial d'études et de planification pour les moins avancés des pays en voie de développement. Il revient maintenant aux pays africains d'obtenir l'appui des divers organismes des Nations Unies pour l'établissement de ce programme, et notamment de veiller à ce que le personnel et les ressources nécessaires soient mis à la disposition du secrétariat en vue d'un démarrage immédiat.

615. Au cours du débat qui a suivi, la question de la définition des "moins avancés" des pays en voie de développement a été soulevée. Au lieu d'attendre qu'une définition rigoureuse soit mise au point et acceptée par tous, on pourrait, conformément à la recommandation présentée à la réunion mixte de la CEA et de l'OUP, procéder à une sélection pragmatique de pays dont le développement se heurte, de notoriété publique, à des difficultés particulièrement graves. Une fois certains cas étudiés, le terrain se trouverait préparé pour la mise en oeuvre de mesures pratiques tendant à éliminer les obstacles qui freinent le progrès d'un nombre de pays africains suffisant pour que le programme puisse avoir des répercussions sur le rythme de développement de la région. Les principes et les principaux types de solution qui se dégageraient de ces études individuelles pourraient être appliqués à tout autre pays dont la situation mériterait l'application de mesures spéciales.

616. Un projet de résolution présenté par le Congo (Brazzaville), la Côte d'Ivoire, le Dahomey, l'Ethiopie, la Haute-Volta et le Tchad et recommandant l'établissement d'un programme spécial des Nations Unies en faveur de ces pays a été adopté à l'unanimité [voir troisième partie, plus loin, résolution 210 (IX)].

617. Le programme de travail présenté par le secrétariat à ce sujet a été adopté.

#### DATE ET LIEU DE LA DIXIEME SESSION

##### (Point 14 de l'ordre du jour)

618. En application de sa résolution 130 (VII), adoptée le 22 février 1965, la Commission tiendra sa dixième session en 1971. La Commission a accepté l'invitation du Gouvernement tunisien de tenir cette session à Tunis. La date sera fixée par le secrétaire exécutif, en accord avec le Président et le gouvernement du pays d'accueil.

#### ADOPTION DU RAPPORT ET CLOTURE DE LA SESSION

##### (Point 15 de l'ordre du jour)

619. A sa 154<sup>ème</sup> séance, la Commission a adopté le rapport établi sur les questions traitées en séances plénières et par les deux comités de la session. A l'unanimité, elle a aussi adopté, entre autres, quatre résolutions. Dans la première, elle a exprimé ses remerciements à Sa Majesté impériale Haile Selassie Ier ainsi qu'au Gouvernement et au peuple éthiopiens [voir troisième partie, plus loin, résolution 213 (IX)]. La deuxième était aussi une résolution de remerciements adressée à U Thant, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies [Ibid., résolution 214 (IX)]. Enfin, dans les deux autres résolutions, la Commission a félicité le Bureau et le secrétariat de leur dévouement et de leur contribution au succès de la neuvième session et de la célébration du dixième anniversaire [Ibid., résolutions 215 (IX) et 216 (IX)].

620. A la séance de clôture, le Rapporteur a fait remarquer que le rapport était une affirmation de la personnalité africaine et a salué cette prise de conscience d'une Afrique nouvelle, réaliste et riche en possibilités. Il a ajouté qu'après les fluctuations liées aux erreurs des premières années de l'indépendance, cette prise de conscience devait servir de base à l'action.

621. Le secrétaire exécutif a rappelé qu'en 1958, l'Afrique avait acquis une commission régionale, en 1969, grâce à la réorganisation qui a été décidée, les Etats membres ont pris conscience des difficultés que représente le fonctionnement d'une telle commission. La décision qui sera transmise au Conseil économique et social montre que les pays africains sont déterminés à utiliser la CEA pour le développement de leur continent. Il a également insisté sur le fait que la composition du personnel devait répondre, de façon équilibrée, aux nécessités du bilinguisme. La CEA est le point où se concentre l'examen des besoins économiques de l'Afrique. Même si les circonstances paraissent quelquefois difficiles, le matériel de base nécessaire à la construction d'Etats démocratiques ne fait pas défaut en Afrique.

622. Le chef de la délégation du pays d'accueil a affirmé que la session représentait une étape importante dans l'histoire de la CEA qui se trouve maintenant au seuil d'une nouvelle phase de ses activités. Les résolutions très importantes qui ont été adoptées forment certainement la base d'institutions et d'idées qui lui permettront d'être plus autonome et de réussir dans sa tâche.

623. Dans son discours de clôture, le Président a déclaré que la session ferait date puisqu'elle marquait 10 années d'existence de la CEA et coïncidait avec les débuts de la deuxième Décennie du développement. Les allocutions présentées par Sa Majesté impériale Haïlé Sélassié Ier et par le Secrétaire général U Thant, le travail intensif et l'esprit de coopération des délégations ont contribué au succès de la session où l'on a fait le bilan du passé et préparé l'avenir par des résolutions d'une très grande portée. Les prochaines années montreront certainement l'effet positif de ces décisions sur le développement de l'Afrique.

### TROISIEME PARTIE

#### RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA NEUVIEME SESSION

##### 187 (IX). Commémoration du dixième anniversaire de la Commission

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant acte avec satisfaction et intérêt du rapport du secrétariat intitulé "A la conquête de l'autonomie dix ans de CEA 1958-1968" et du document d'information intitulé "Le rôle de la CEA dans l'expansion et la croissance sociales de l'Afrique",

Insistant sur l'importance de la coopération multinationale et sous-régionale en Afrique ainsi que sur la nécessité de créer et de renforcer un organe inter-gouvernemental destiné à favoriser la mise en oeuvre de programmes d'action concertée,

Consciente de l'importance des recherches entreprises par le secrétariat sur le développement économique et social à travers le continent, ainsi que des études tendant à faciliter la coopération économique sur une base multinationale et sous-régionale,

Convaincue que les problèmes engendrés par la division du monde en sociétés riches et en sociétés pauvres ne peuvent être résolus que sur la base de l'autonomie économique en Afrique, de la coopération sans réserve des pays industrialisés et de l'application de la science et de la technique au développement de la région,

1. Affirme son soutien aux travaux que le secrétariat a entrepris depuis sa création, il y a dix ans,

2. Insiste auprès des Etats membres sur la nécessité d'encourager l'esprit d'autonomie et de prendre toutes mesures utiles pour la mobilisation des ressources intérieures et l'utilisation des ressources humaines,

3. Demande en outre instamment aux Etats membres de prendre toutes les dispositions nécessaires pour renforcer la coopération entre pays d'une même sous-région,

4. Invite les Etats membres à accorder un appui sans réserve à la Commission et à son secrétariat en adoptant des politiques et en prenant des initiatives, individuellement et collectivement, afin de faciliter l'exécution efficace du programme de travail approuvé par la Commission,

5. Invite les Etats membres à utiliser davantage les services que le secrétariat peut leur offrir pour la planification, l'identification de projets, l'exécution et l'appréciation critique des programmes nationaux, multinationaux et sous-régionaux.

6. Demande instamment aux pays industrialisés de reconsidérer la forme, le contenu et le volume de l'aide qu'ils offrent, en vue d'éliminer les effets des conditions défavorables de l'aide, des prêts liés et des crédits-fournisseurs sur les économies des pays africains, compte tenu du degré de développement économique de ceux-ci,

7. Insiste vigoureusement auprès des pays industrialisés pour qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires pour provoquer une augmentation des recettes d'exportation des pays africains et notamment

a) Pour qu'ils facilitent l'accès sur leurs marchés des produits semi-finis et finis, y compris les produits transformés et semi-transformés, de manière que les perspectives d'une industrialisation rapide des pays africains soient améliorées, et

b) Pour qu'ils encouragent la coopération en vue de l'élaboration d'accords sur les produits présentant un intérêt particulier, afin de favoriser sur les marchés internationaux la stabilisation des prix des produits de base,

8. Demande en outre aux pays industrialisés de prendre toutes mesures utiles pour garantir aux pays africains une participation accrue aux profits du commerce invisible, particulièrement de la navigation maritime, des autres formes de transport, des opérations bancaires, des assurances et du tourisme, en veillant à ce que le coût de ces services soit maintenu à un niveau favorable à l'expansion des échanges des pays africains,

9. Prie les Etats membres de prendre des mesures appropriées pour coopérer avec le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique en vue d'assurer aux activités de la Commission une plus large publicité,

10. Prie le Secrétaire exécutif de veiller, comme à une caractéristique particulière des activités de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, à .

a) Conseiller les gouvernements des Etats membres et à les aider, sur leur demande, à définir de manière réaliste des objectifs précis de croissance dans les différents secteurs de l'économie, et à atteindre ces objectifs,

b) Conseiller les gouvernements des Etats membres et à les aider, sur leur demande, à planifier leurs besoins de cadres et à élaborer des programmes de formation en vue du développement économique et social;

c) Mobiliser s'il y a lieu les ressources supplémentaires nécessaires pour aider les Etats membres dans les efforts accrus qu'exigera, dans le domaine de la planification et du développement, leur participation active au programme de la deuxième Décennie du développement,



d) Prendre, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial et les institutions spécialisées des Nations Unies, des mesures pour aider les pays de la région à résoudre les problèmes particuliers que leur pose la mise en oeuvre de leurs plans de développement et des programmes de travail approuvés par la Commission,

e) Prendre des mesures appropriées pour organiser des consultations avec les institutions spécialisées et le Programme des Nations Unies pour le développement en vue d'obtenir que leurs activités en Afrique soient abordées de façon coordonnée, de manière que l'ensemble des ressources mises à la disposition de la Commission et de ces institutions puisse être employé efficacement au développement des pays de la région,

f) Prendre des mesures particulières en vue d'obtenir la coopération des institutions spécialisées des Nations Unies pour la mise en oeuvre des programmes de travail approuvés par la Commission et, à cette fin, chercher autant que possible à établir des programmes de travail communs avec les diverses institutions dans leurs domaines respectifs,

g) Encourager, par l'intermédiaire des Etats membres, l'organisation de campagnes nationales pour obtenir l'appui de la population en vue des efforts qui seront requis pour atteindre les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et, à cet égard, prendre connaissance des mesures que le secrétariat et les Etats membres doivent prendre en application de la résolution 169 (VIII),

11. Demande en outre au Secrétaire exécutif d'accorder une attention spéciale à la mise en oeuvre de programmes d'exécution relatifs à des mesures économiques et sociales dans les secteurs prioritaires indiqués par la Commission, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale,

12. Prie instamment le Secrétaire exécutif, en consultation avec les sous-régions, d'élaborer des programmes d'action économique et sociale,

13. Recommande que le Secrétaire exécutif participe au fonctionnement d'un appareil international qui serait créé pour étudier de manière critique la planification, les politiques et les résultats relatifs à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et à cette fin contribue à la définition des normes et critères qui s'imposent en vue d'une appréciation valable du progrès économique et social dans la région africaine,

14. Demande instamment que des ressources suffisantes en matière de personnel, de crédits, et autres soient mises à la disposition du secrétariat pour lui permettre l'accomplissement efficace de ses tâches, et que des mesures soient prises pour obtenir une décentralisation plus poussée, au profit de la Commission, des activités d'exécution des programmes de coopération technique des Nations Unies dans la région.

147ème séance,  
10 février 1969.

188 (IX). Appareil institutionnel de la Commission<sup>25/</sup>

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente des problèmes que doivent surmonter les pays de la région africaine et de la ferme résolution de ces pays de mobiliser au maximum les ressources humaines et matérielles en vue d'accélérer leur développement économique et social au cours de la prochaine Décennie du développement,

Soucieuse de renforcer les institutions de la Commission afin qu'elle puisse jouer un rôle plus efficace dans le développement économique et social de la région,

Tenant compte de l'importance d'une participation plus efficace des Etats membres aux activités de la Commission,

Recommande :

a) Que les sessions ordinaires de la Commission soient organisées tous les deux ans à l'échelon ministériel et soient désignées par le terme "Conférence des ministres",

b) Que soit créé un Comité plénier, appelé Comité technique d'experts,

c) Que soit créé un Comité exécutif,

d) Que le mandat de ces trois organes soit celui qui est défini en annexe.

147ème séance,  
10 février 1969.

Annexe

A. Conférence des ministres

Composition La Conférence des ministres comprend les ministres des gouvernements des Etats membres responsables des affaires économiques, des affaires financières, de la planification et du développement.

Réunions . La Conférence des ministres se réunit conformément aux dispositions de l'article 1 du règlement intérieur de la Commission.

Règlement intérieur : Le règlement intérieur de la Conférence est le même que celui de la Commission

---

<sup>25/</sup> Voir également les résolutions 24 (III), 42 (IV), 62 (IV) et 130 (VII) de la Commission.

#### Attributions :

- a) Examiner les problèmes de politique générale et l'ordre de priorité à réserver aux programmes et autres activités de la Commission,
- b) Examiner les problèmes de politique économique intra-africaine et internationale et formuler des recommandations sur ces problèmes aux Etats membres,
- c) Faire le bilan de l'exécution du programme de la période biennale précédente et examiner et approuver le programme d'action proposé pour la période biennale suivante,
- d) Analyser les rapports qui lui sont présentés par le Comité exécutif et le Comité technique d'experts,
- e) Examiner les questions relatives à la représentation de la région africaine au sein des organes internationaux et intergouvernementaux ayant à connaître des problèmes économiques et sociaux.

#### B. Comité technique d'experts

Composition Le Comité technique d'experts sera composé de hauts fonctionnaires ou d'autres fonctionnaires de rang supérieur des Etats membres chargés des problèmes économiques, de la planification, du développement et des affaires financières et fiscales.

Réunions · Le Comité technique d'experts se réunit une fois par an. Au cours des années pour lesquelles on a prévu une conférence des ministres, le Comité se réunit au plus tard une semaine avant l'ouverture de la Conférence.

Règlement intérieur . Le règlement intérieur du Comité technique d'experts est le même que celui de la Commission.

#### Attributions

- a) Examiner les études établies par le secrétariat et présenter les rapports appropriés à la Conférence des ministres,
- b) Aider le secrétariat à établir ses programmes de travail et ses ordres de priorité,
- c) Prendre des dispositions pour assurer des contacts efficaces entre le secrétariat et les gouvernements des Etats membres au niveau des fonctionnaires d'autorité.

## C. Comité exécutif

Composition - Le Comité exécutif est composé comme suit :

- a) Le Président, les deux Vice-Présidents et le Rapporteur de la session de la Conférence des ministres,
- b) Deux représentants de chaque sous-région, chaque membre du bureau de la Conférence des ministres étant considéré comme représentant de la sous-région dont son pays fait partie,
- c) Deux membres africains du Conseil économique et social, l'un représentant les pays anglophones et l'autre les pays francophones,
- d) Deux membres africains du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, l'un représentant les pays anglophones et l'autre les pays francophones,

Aucun pays ne peut avoir plus d'un représentant au sein du Comité exécutif.

Le Président de la Conférence des ministres est président du Comité exécutif.

Réunions Le Comité exécutif se réunit au moins deux fois par an. Dans certains cas particuliers et après consultation avec le Secrétaire exécutif de la Commission, le Président du Comité exécutif peut convoquer une réunion extraordinaire du Comité exécutif. S'il y a lieu, le Président du Comité exécutif peut inviter tous les membres africains du Conseil économique et social et du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à assister aux réunions du Comité exécutif.

Règlement intérieur Le règlement intérieur du Comité exécutif est le même que celui de la Commission.

### Attributions

- a) Assister le Secrétaire exécutif pour la mise en application des résolutions de la Commission et l'exécution du programme de travail du secrétariat,
- b) Assurer la liaison entre le secrétariat, les Etats membres et les sous-régions, à cet égard, examiner les rapports des sous-régions et leurs programmes d'exécution, assister le Secrétaire exécutif pour obtenir la participation sans réserve des Etats membres aux activités sous-régionales, stimuler et coordonner les activités des organisations intergouvernementales,
- c) En liaison avec le secrétariat, recommander des mesures efficaces pour instaurer une coopération plus étroite entre la Commission, les organes de l'Organisation des Nations Unies et les diverses organisations internationales s'intéressant et participant aux efforts de développement en Afrique,

d) Assister le secrétariat pour l'établissement de relations de travail étroites avec les représentants permanents africains aux Nations Unies, ainsi qu'avec les membres africains des diverses organisations internationales, afin de les tenir convenablement informés des problèmes intéressant le développement économique et social de l'Afrique,

e) Signaler à l'attention des Etats membres les activités des autres organisations internationales qui peuvent influencer sur le progrès du développement économique et social des pays africains,

f) En liaison avec le secrétariat exécutif, renforcer les relations cordiales existant entre la Commission et les organismes politiques de l'Organisation de l'unité africaine (tels que la Conférence des ministres, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement) au moyen de consultations périodiques avec le secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine,

g) Faire rapport à la Conférence des ministres de la manière la plus appropriée.

189 (IX). Organisation, structure et fonctions du  
secrétariat de la Commission 26/

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente du fait que les tâches essentielles qui incombent à la Commission exigent que l'organisation, la structure et les fonctions de son secrétariat, ainsi que celles des bureaux sous-régionaux, soient revues et que des ressources suffisantes en matière de personnel, de finances, etc., soient mises à sa disposition pour qu'elle soit en mesure d'intensifier ses activités d'exécution,

Rappelant les résolutions 1709 (XVI) et 1823 (XVII) de l'Assemblée générale et les résolutions 793 (XXX), 823 (XXXII) et 879 (XXXIV) du Conseil économique et social relatives à la décentralisation des activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies et au renforcement des commissions régionales,

Notant le système établi par le Programme des Nations Unies pour le développement pour étudier l'aptitude de l'Organisation à entreprendre des programmes de développement et à examiner la possibilité d'une décentralisation plus poussée et plus efficace des activités d'exécution au profit des commissions économiques régionales,

---

26/ Voir également les résolutions 23 (III), 98 (VI), 102 (VI), 134 (VII), 150 (VII), 169 (VIII) et 178 (VIII) de la Commission.

1. Demande instamment que soit entreprise une décentralisation plus poussée et plus efficace des activités d'exécution conformément aux résolutions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale,

2. Prie le Secrétaire exécutif .

a) De procéder à une révision de l'organisation, de la structure et du rôle du secrétariat, bureaux sous-régionaux compris, et d'en faire rapport à la Conférence des ministres par l'intermédiaire de son Comité exécutif, pour décisions,

b) De favoriser les conférences et les consultations entre les dirigeants des sous-régions et de les aider à l'élaboration de politiques et de programmes d'action,

c) De revoir les groupements sous-régionaux actuels et, en cas de besoin, de formuler des recommandations à la Conférence des ministres afin d'instituer des groupements plus rationnels, prenant en considération la communauté des intérêts et des facteurs géographiques,

3. Recommande que des dispositions soient prises pour obtenir que la Commission soit représentée aux conférences régionales convoquées par le Programme des Nations Unies pour le développement, les institutions spécialisées des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique, chaque fois que des questions se rapportant au développement économique et social de l'Afrique y sont examinées, afin d'obtenir que les décisions arrêtées à ces conférences soient pleinement prises en considération dans le programme de travail de la Commission.

147ème séance,  
10 février 1969.

190 (IX). Relations avec l'Organisation de l'unité africaine 27/

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant que la Commission est une organisation économique et sociale créée pour répondre aux besoins de la région africaine et que ses activités doivent être complémentaires de celles de l'Organisation de l'unité africaine et des autres organisations intergouvernementales africaines pour le développement économique et social de la région,

Conformément au paragraphe 1 du mandat de la Commission qui l'habilite à appliquer des mesures destinées à faciliter l'action concertée tendant au développement économique et social en Afrique, et à participer à toutes mesures analogues, et au paragraphe 12 qui l'autorise à établir des relations avec les organisations intergouvernementales en Afrique,

---

27/ Voir également la résolution 132 (VII) de la Commission.

Conformément à l'article II de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, qui investit cette organisation de la responsabilité d'une coopération entre les Etats indépendants d'Afrique dans les domaines économique et social, et, à cette fin, de la coordination et de l'intensification de leurs efforts en vue d'assurer aux populations africaines de meilleures conditions de vie,

Conformément aux décisions de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine de demeurer l'organe suprême d'impulsion et d'orientation pour les questions relevant du développement économique et social du continent africain,

Tenant compte du désir de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine, maintes fois réitéré, d'une collaboration étroite pour l'utilisation au maximum des caractéristiques et possibilités complémentaires des deux organisations, dans l'intérêt du développement de l'Afrique,

Rappelant les diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement sur la coopération entre l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant l'Accord de coopération signé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine,

1. Convient qu'une coopération étroite et rationnelle devra être instituée au niveau des instances politiques de décision de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine et à cette fin .

2. Invite :

a) Les ministres et responsables africains du développement économique et social à coordonner désormais étroitement leurs activités au sein de la Commission au niveau ministériel et de la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine,

b) Les ministres et responsables africains au sein de la Commission économique pour l'Afrique et au sein de la Commission économique et sociale de l'Organisation de l'unité africaine à s'inspirer constamment des directives de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en matière économique et sociale,

3. Recommande que les rapports sur les activités de la Commission économique pour l'Afrique soient transmis régulièrement pour examen à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, afin que la Commission puisse bénéficier de l'appui politique nécessaire,

4. Prie les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine de continuer à étudier toutes les formes de coopération souhaitables et de dégager les voies et les moyens les meilleurs pour

accroître l'efficacité de cette coopération au service du développement africain et de faire rapport régulièrement aux instances de décision de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine.

147ème séance,  
10 février 1969.

191 (IX) Dispositions transitoires<sup>28/</sup>

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les résolutions adoptées sur la reorganisation des institutions de la Commission,

Notant en particulier la décision prise d'établir une Conférence des ministres, un Comité technique d'experts et un Comité exécutif,

Consciente de la nécessité de mettre au point des dispositions transitoires pour la mise en oeuvre effective de la nouvelle organisation de la Commission,

1. Recommande que

a) La présente session de la Commission soit considérée à toutes fins utiles comme une réunion préliminaire de la Conférence des ministres,

b) Le Président, les deux Vice-Présidents et le Rapporteur actuels de la Commission soient considérés à toutes fins utiles comme le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur, respectivement, de la réunion préliminaire de la Conférence des ministres,

c) Toutes décisions prises au sujet de la date et du lieu de la prochaine session de la Commission s'appliquent ipso facto à la première réunion de la Conférence des ministres,

d) Le Comité exécutif interimaire soit composé des membres suivants .

1) Le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur de la présente session,

11) Deux représentants des sous-régions existantes, étant entendu que chaque membre du bureau en exercice sera considéré comme représentant la sous-région dont son pays fait partie, sous réserve que dans le cas où la désignation du deuxième représentant sous-régional soulèverait des difficultés, le Secrétaire exécutif,

---

<sup>28/</sup> Voir également les résolutions 24 (III), 42 (IV), 62 (IV) et 130 (VII) de la Commission.



en consultation avec le Président de la Commission, convoquera une reunion des representants de la sous-région intéressée aux fins, entre autres, de désigner ses représentants au Comité exécutif de la Commission, sous réserve en outre que si le Secrétaire exécutif éprouve des difficultés à convoquer la réunion d'une sous-région dans un délai de six mois après la présente session aux fins ci-dessus, la non-désignation du représentant de ladite sous-région à l'expiration de ce délai ne saurait constituer un obstacle au bon fonctionnement du Comité exécutif provisoire,

iii) Deux membres africains du Conseil économique et social,

iv) Deux membres africains du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, étant entendu que les représentants du Conseil économique et social et du Programme des Nations Unies pour le développement devront représenter à égalité les Etats anglophones et francophones,

e) Les deux comités de la présente session soient considérés ensemble comme une réunion préliminaire du Comité technique d'experts,

f) Tous les groupes de travail et autres comités existants de la Commission continuent de fonctionner jusqu'à ce qu'une décision contraire soit prise par la Commission à une de ses sessions,

g) Le Secrétaire exécutif soit habilité à mettre au point et à appliquer toutes autres dispositions transitoires qui pourraient être nécessaires,

h) Les dispositions transitoires ci-dessus entrent en vigueur immédiatement et restent valables jusqu'à la première réunion de la Conférence des ministres, étant entendu que le Comité exécutif et le Comité technique d'experts établis aux termes de la résolution 188 (IX) pourront être convoqués avant la première réunion de la Conférence des ministres,

1) Les points suivants soient portés à l'ordre du jour de la première réunion de la Conférence des ministres

1. Politiques économiques intra-africaine et internationales,
2. Principes et ordre de priorités des programmes de la Commission,
3. Exécution du programme de la période biennale écoulée,
4. Propositions relatives au programme de la période biennale à venir,
5. Représentation de la région africaine au sein des organismes internationaux et intergouvernementaux ayant à connaître de questions économiques et sociales intéressant l'Afrique,

6. Exécution des résolutions de la Commission et du programme de travail du secrétariat,
- 7 Relations avec les Etats membres et les sous-régions,
- 8 Rapports sur les programmes sous-régionaux,
9. Relations entre la Commission et les organismes des Nations Unies et diverses organisations internationales,
10. Relations avec les représentants permanents africains auprès de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec les membres africains de diverses organisations internationales,
11. Activités des organisations internationales présentant un intérêt pour le développement économique et social de l'Afrique,
- 12 Relations avec l'Organisation de l'unité africaine en matière économique et sociale,
13. Rapports du Comité exécutif,
- 14 Rapports du Comité technique d'experts,

2. Recommande en outre que l'ensemble des points ci-dessus soient portés à l'ordre du jour de chaque session de la Commission.

150ème séance,  
12 février 1969

192 (IX). Répartition équitable et africanisation  
des postes du secrétariat 29/

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 51 (IV) du 28 février 1962 sur le recrutement du personnel,

Rappelant la résolution 2241 B (XXI) de l'Assemblée générale,

Considérant sa résolution 184 (VIII) du 24 février 1967 chargeant le Comité créé par sa résolution 51 (IV) d'étudier en outre tous les problèmes relatifs à une répartition équitable et judicieusement équilibrée des postes de responsabilités du personnel tenant compte de toutes les sous-régions, ainsi que des considérations linguistiques,

---

29/ Voir également la résolution 184 (VIII) de la Commission.

Considérant le rapport E/CN.14/CSRT/WP.9 déposé par le Comité et approuvé par la Commission,

Considérant que le rôle du Comité n'est pas encore achevé,

1. Reaffirme sa résolution 184 (VIII) dans son intégralité,
2. Charge à nouveau le Comité d'oeuvrer dans le même sens et de faire des recommandations concrètes à la Commission,
3. Invite le Secrétaire exécutif à établir un calendrier de travail et à tout mettre à la disposition du Comité dans l'accomplissement de sa tâche jusqu'à l'obtention de l'équilibre souhaité,
4. Prie les Etats membres d'apporter leur aide au Comité et au Secrétaire exécutif pour atteindre l'objectif fixe en mettant à la disposition du secrétariat leurs ressortissants qualifiés et expérimentés,
5. Félicite le Comité pour le travail accompli,
6. Reconduit les mêmes membres du Comité.

150ème séance.  
12 février 1969.

193 (IX) Institut africain de développement économique et de planification 30/

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant sa résolution 180 (VIII) du 24 février 1967 et notamment les points 3 et 4 du dispositif de cette résolution,

Considérant le rapport du 10 janvier 1969 de la mission d'évaluation du projet de l'Institut africain de développement économique et de planification, mission envoyée par le Programme des Nations Unies pour le développement (DP/SF/310/REG/19),

Considérant le rapport d'évaluation présenté par le directeur par intérim de l'Institut,

Ayant pris connaissance du programme de formation et de recherche de l'Institut au cours de la deuxième phase, présenté par le Conseil d'administration à la neuvième session,

---

30/ Voir également les résolutions 58 (IV), 92 (VI), 93 (VI) et 180 (VIII) de la Commission

Considérant la volonté manifestée par le Gouvernement de la République du Sénégal de ne ménager aucun effort pour mettre à la disposition du projet de l'Institut des installations appropriées pour lui permettre d'atteindre ses objectifs en matière de formation et de recherche,

1. Demande instamment aux Etats membres de continuer à accorder davantage leur appui moral et financier au projet afin d'établir l'Institut comme une institution indépendante bénéficiant de l'appui des pays africains,

2. Prend acte avec satisfaction de la volonté exprimée par le Programme des Nations Unies pour le développement de financer la deuxième phase du projet de l'Institut,

3. Réaffirme sa volonté de continuer à faire fonctionner l'Institut,

4. Prie les gouvernements africains de reconnaître la formation donnée par l'Institut et d'agir en conséquence dans le dessein d'attirer le plus grand nombre possible de candidats,

5. Invite les Etats membres à désigner encore plus d'étudiants et de fonctionnaires responsables de la planification et de l'économie pour suivre les cours de longue ou de brève durée, les cours régionaux et nationaux ainsi que les stages organisés par l'Institut et les prie, pour la sélection de ces stagiaires, de donner la préférence aux candidats ayant une connaissance de la seconde langue,

6. Recommande une plus grande stabilité au niveau de la direction de l'Institut ainsi que du corps professoral, et en outre accepte la recommandation contenue dans le paragraphe 18 (III) a, b, c, du rapport du Conseil d'administration de l'Institut,

7. Autorise le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Directeur de l'Institut à entreprendre toute action nécessaire en vue d'établir une coopération plus étroite entre l'Institut et les universités africaines, notamment dans le domaine de la recherche et dans le dessein également de susciter des candidatures au titre de personnel enseignant au sein des universités africaines, principalement pour le recrutement de charges de cours bilingues afin de permettre une plus grande réceptivité de la part des étudiants,

8. Invite les Etats membres à présenter leur requête au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement en vue du financement de la deuxième phase du projet de l'Institut et ce, compte tenu de l'échéance du 1er juillet, date limite pour permettre au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement d'engager la procédure de financement

150ème séance,  
12 février 1969.

194 (IX). Admission de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et de la Namibie (Sud-Ouest africain) en qualité de membres associés 31/

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 151 (VIII) du 21 février 1967 sur l'admission de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et de la Namibie (Sud-Ouest africain) en qualité de membres associés,

Ayant pris connaissance du rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application de la résolution 151 (VIII) (E/CN.14/443),

Recommande que le dernier paragraphe du texte de la résolution ci-dessus soit amendé comme suit

"Recommande que l'Organisation de l'unité africaine propose les représentants des populations des pays intéressés et en informe le Secrétaire exécutif afin qu'il puisse soumettre la question à l'Assemblée générale "

150ème séance,  
12 février 1969.

195 (IX). Main-d'oeuvre et formation 32/

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport de la deuxième session du Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation (E/CN.14/428) et prenant note avec satisfaction et intérêt des recommandations figurant dans ce rapport,

Rappelant la résolution 2083 (XX) de l'Assemblée générale et la résolution 1274 (XLIII) du Conseil économique et social sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines,

Considérant qu'un grand nombre de gouvernements africains ont éprouvé des difficultés à donner suite aux résolutions 125 (VII) du 22 février 1965 et 173 (VIII) du 24 février 1967, en ce qui concerne plus particulièrement la création d'organismes nationaux pour la planification de la main-d'oeuvre et la programmation de la formation,

Reconnaissant que le plus grand atout de l'Afrique dans sa recherche du développement économique et du progrès social résidera dans les compétences et la bonne volonté de ses populations,

Consciente du fait que les efforts de développement dans la région africaine sont entravés par la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée de certaines catégories et par l'absence d'un dosage adéquat des compétences spécialisées, ainsi que par le nombre croissant de chômeurs valides,

---

31/ Voir également les résolutions 94 (VI) et 151 (VIII) de la Commission.

32/ Voir également la résolution 173 (VIII) de la Commission.

Rappelant en outre sa résolution 170 (VIII) du 24 février 1967 sur la mobilisation de la jeunesse en vue du développement national,

Constatant qu'il serait économiquement peu sage pour les pays africains de compter indéfiniment sur des sources extérieures pour trouver une main-d'oeuvre qualifiée essentielle qui se raréfie sur un marché mondial où règne la concurrence,

Convaincue que la coopération intra-africaine ainsi que l'aide extérieure sont nécessaires et souhaitables pour permettre aux pays de développer les ressources humaines du continent et de planifier leur utilisation de façon plus autonome,

Appréciant les réalisations du secrétariat dans ses efforts pour aider les Etats membres à former du personnel national et à établir des programmes de main-d'oeuvre faisant partie intégrante de la planification d'ensemble du développement,

Prenant acte avec satisfaction de la teneur et de l'orientation du programme de travail futur du secrétariat visant à atténuer les problèmes de main-d'oeuvre de l'Afrique,

## I

1. Recommande que l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organes d'exécution des Nations Unies ainsi que les organisations bilatérales et autres s'occupant de la formation en Afrique

a) Elaborent des programmes de formation à moyen terme en tenant compte des besoins estimés des Etats membres dans les domaines critiques de la main-d'oeuvre et de la formation,

b) Continuent à fournir une assistance technique aux pays membres pour renforcer et améliorer les institutions nationales, sous-régionales et régionales de formation,

c) Intensifient leur assistance technique aux Etats membres pour le rassemblement et le traitement des données relatives à la main-d'oeuvre et à l'emploi, ainsi que pour créer des organismes nationaux efficaces de planification des ressources humaines,

d) S'efforcent de coordonner leurs actions et d'harmoniser leurs programmes de mise en valeur des ressources humaines par l'éducation et la formation, tant au niveau de la région qu'au niveau des pays, et de tirer parti du rôle joué par la Commission économique pour l'Afrique dans la coordination des programmes de développement,

e) Assurent à la Commission économique pour l'Afrique des ressources supplémentaires pour lui permettre d'aider les Etats membres à prendre des mesures efficaces en vue de la planification et de l'utilisation de leurs ressources humaines,

## II

### 2. Invite les gouvernements africains

a) A prendre toutes dispositions positives, par la voie de leurs organes compétents et en coopération avec la Commission économique pour l'Afrique, afin d'élaborer des programmes opérationnels d'assistance technique pour l'échange ou l'emploi de spécialistes africains désireux d'offrir leurs services et à mettre à profit à cette fin le Répertoire de spécialistes africains créé et tenu à jour par le secrétariat,

b) A adopter toutes mesures possibles et tous programmes pratiques pour accélérer la formation du personnel de niveau intermédiaire et technique et d'autres catégories de main-d'oeuvre qualifiée nécessaires au développement, et à encourager les employeurs privés à s'associer plus étroitement à ces programmes,

c) A prendre les mesures appropriées pour assurer le contrôle efficace et l'évaluation périodique de l'application des dispositions relatives à la formation à l'emploi figurant dans les accords d'investissement de capitaux étrangers, et à créer des groupes spéciaux chargés de promouvoir de façon effective l'emploi de leurs nationaux et la formation de la main-d'oeuvre locale,

d) A procéder aux études appropriées et à prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les cadres supérieurs et moyens et le personnel technique disponibles sont bien utilisés et pour veiller à ce qu'il soit fait un usage maximum de leurs institutions de formation,

e) A étudier la possibilité de créer des caisses de prêts, qui complèteraient les systèmes existants de bourses d'études, pour fournir à leurs nationaux de nouvelles possibilités d'acquérir une formation dans les secteurs où existe une pénurie de main-d'oeuvre,

## III

3. Prie le Secrétaire exécutif de fournir aux gouvernements africains une assistance technique pour les tâches ci-dessus,

### 4. Prie en outre le Secrétaire exécutif

a) De procéder à une étude sur la possibilité de créer un fonds africain de bourses d'études et de perfectionnement pour la formation de spécialistes et de chercheurs africains,

b) Sous réserve de l'approbation du Comité exécutif, de prendre, en consultation avec les Etats membres et en collaboration avec l'Association des universités africaines et d'autres organisations mettant des bourses d'études à la disposition des Africains, toutes dispositions utiles pour la création et le fonctionnement du fonds,

c) D'entreprendre une étude sur la possibilité de créer des centres régionaux ou sous-régionaux de recherches sur le matériel pédagogique et les ressources humaines, la portée et les besoins en personnel, et sous réserve de l'approbation du Comité exécutif, de prendre les mesures nécessaires en collaboration avec les organisations internationales intéressées, les gouvernements africains, les institutions africaines et d'autres organismes, pour créer et encourager ces centres,

d) D'entreprendre, en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail et les autres organisations internationales ainsi que les organismes bilatéraux intéressés, une action intensifiée afin de fournir une assistance technique aux Etats membres pour les aider à mettre sur pied des mécanismes nationaux permanents efficaces pour la mise en valeur et l'utilisation de la main-d'oeuvre,

e) De donner suite, en consultation avec le Comité exécutif, aux recommandations ci-dessus et de veiller à ce qu'elles soient mises en application.

152ème séance,  
13 février 1969.

196 (IX). La Veille météorologique mondiale et le  
développement économique en Afrique 33/

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de ce que les renseignements météorologiques et climatiques constituent une condition préalable à une saine planification, à court terme ou à long terme, du développement des économies nationales et de l'exploitation effective des ressources naturelles,

Convaincue que la mise en oeuvre du plan de la Veille météorologique mondiale adopté par le cinquième Congrès de l'Organisation météorologique mondiale contribuera à l'expansion des services météorologiques en Afrique et aura une influence bénéfique sur le développement économique,

Notant que les recommandations du Cycle d'études organisé par la Commission économique pour l'Afrique sur le rôle des services météorologiques dans le développement économique de l'Afrique qui sont présentées dans le document E/CN.14/429, embrassent dans des conditions suffisantes les principaux domaines du développement économique qui réclament l'utilisation de renseignements météorologiques,

---

33/ Voir également la résolution 89 (V) de la Commission.



1. Invite les Etats memores à faciliter la mise en place du système de Veille météorologique mondiale dans leurs pays respectifs en incorporant dans leurs plans nationaux des dispositions appropriées pour le renforcement de leurs services météorologiques et en procurant à ceux-ci le personnel et les moyens requis pour leur permettre d'appliquer pleinement ce système,

2. Invite en outre les Etats membres à établir des liens institutionnels entre les services météorologiques nationaux et les organismes responsables de la planification et de l'exploitation des ressources naturelles dans leurs pays respectifs, ou à renforcer ceux qui existent, afin de tirer pleinement parti de la Veille météorologique mondiale pour le développement économique,

3 Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils accordent leur plein appui à l'application des recommandations du Cycle d'études organisé par la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation météorologique mondiale et pour qu'ils mettent en oeuvre les recommandations dudit cycle d'études,

4 Prie le Secrétaire exécutif de poursuivre et de renforcer la coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation météorologique mondiale dans l'intérêt général du développement africain.

152ème séance.  
13 février 1969.

197 (IX). Action concertée en vue du développement rural en Afrique 34/

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 117 (VI) du 2 mars 1964 sur la vie rurale et l'action communautaire,

Avant examiné le document du secrétariat sur les principes directeurs et la stratégie d'une action concertée en vue du développement rural en Afrique (E/CN.14/422),

Convaincue de la nécessité de définir la nature du problème des conditions sociales et autres qui empêchent le développement rapide de la vie rurale et de l'activité économique, ainsi que de la nécessité d'une action concertée en vue de la solution des problèmes de développement rural en Afrique,

1 Prend note avec satisfaction des efforts de coopération des diverses institutions des Nations Unies, qui ont abouti à la rédaction du document E/CN.14/422 du secrétariat,

34/ Voir également la résolution 117 (VI) de la Commission.

2. Fait siens les principes directeurs et la stratégie définis dans le document du secrétariat concernant une action concertée des diverses institutions pour résoudre les problèmes de développement rural en Afrique,

3. Prie le Secrétaire exécutif

a) De prendre les mesures nécessaires, en collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour créer, à titre permanent, un comité régional interinstitutions pour le développement rural en Afrique, en vue d'assurer des consultations périodiques à l'échelon technique entre les représentants des institutions et d'étudier, concevoir et suggérer des méthodes à la réunion annuelle des chefs des institutions des Nations Unies en Afrique pour la mise en oeuvre de projets appropriés se prêtant facilement à l'action concertée dans des domaines liés au développement rural,

b) De prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la plus large coopération possible des Etats membres pour l'adoption des principes et de la stratégie d'action concertée dans leurs programmes de développement rural,

c) De convoquer une réunion régionale d'experts et d'administrateurs de programmes de développement régional pour étudier la manière dont les politiques, le mécanisme et l'action de vulgarisation agricole, les moyens d'information, les coopératives rurales, la protection sociale et le développement communautaire, l'hygiène rurale, la science et la technique peuvent se renforcer mutuellement dans le développement des communautés en Afrique,

d) D'intensifier les recherches sur les facteurs sociaux requis pour le développement économique, ainsi que l'étude des méthodes requises pour assurer la participation de la population aux projets de développement,

e) D'accorder une assistance technique appropriée aux Etats membres pour la création ou l'amélioration de centres nationaux ou multinationaux de formation en matière de développement rural et dans les domaines connexes,

f) D'encourager la coordination des travaux de la Commission économique pour l'Afrique et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, des institutions spécialisées des Nations Unies et des autres organisations oeuvrant pour les programmes de développement rural en Afrique, de façon que ces programmes exercent un effet maximum sur le progrès social et économique de la région,

4. Invite les Etats membres à coopérer avec le secrétariat et à l'aider pour la mise en oeuvre de programmes efficaces en matière de développement rural.

152ème séance,  
13 février 1969.

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant ses résolutions 32 (III) du 16 février 1961, 35 (III) du 17 février 1961, 60 (IV) et 61 (IV) du 2 mars 1962, 101 (VI) et 103 (VI) du 29 février 1964, 114 (VI) du 2 mars 1964, 147 (VII) et 149 (VII) du 22 février 1965, 159 (VIII), 160 (VIII) et 161 (VIII) du 24 février 1967 et l'accent mis constamment depuis la troisième session sur la nécessité de mettre en place à l'échelon international des réseaux de transports économiques, qui sont essentiels au développement économique et social de l'Afrique,

Rappelant en particulier la requête présentée au Secrétaire exécutif, dans la résolution 147 (VII), de grouper les études relatives à un plan préliminaire de transports pour l'ensemble de l'Afrique,

Considérant que des conférences sous-régionales sur la coopération économique en Afrique de l'ouest et de l'est ont reconnu et souligné la nécessité d'établir un dispositif permanent de coopération internationale à l'échelon sous-régional pour la coordination de la planification, de la réglementation et, dans certains cas, de l'exploitation des transports,

Notant qu'un dispositif de ce type n'a jusqu'ici été mis en place qu'au Maghreb, où une commission permanente des transports comprenant quatre comités spécialisés a été créée en 1966,

Réaffirmant sa conviction que la coopération internationale africaine est indispensable pour la mise en place de réseaux de transports rationnels et économiques,

1. Prie le Secrétaire exécutif d'accélérer, en consultation avec les gouvernements des Etats membres, la création de comités permanents des transports en Afrique du centre, de l'est et de l'ouest,

2. Engage tous les Etats membres à apporter un appui actif à la création de ces comités pour la coordination des plans, et à leur fonctionnement ultérieur.

152ème séance,  
13 février 1969.

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant pris note des résultats de la deuxième session de la CNUCED et en particulier de ses conséquences pour l'Afrique, telles qu'elles sont exposées dans le document E/CN.14/437 établi par le secrétariat,

---

<sup>35/</sup> Voir également les résolutions 32 (III), 35 (III), 60 (IV), 61 (IV), 101 (VI), 103 (VI), 114 (VI), 147 (VII), 149 (VII), 159 (VIII), 160 (VIII) et 161 (VIII) de la Commission.

<sup>36/</sup> Voir également la résolution 8 (II) de la Commission

Ayant pris note en outre de la proposition relative à la création d'un centre régional de promotion commerciale, dont le mandat est spécifié dans le document E/CN.14/434,

Consciente de la nécessité et de l'extrême importance d'accroître les échanges entre les pays africains,

1 Fait siennes les recommandations de la troisième réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la Commission économique pour l'Afrique et du Comité d'experts de l'Organisation de l'unité africaine pour le commerce et le développement, contenues dans l'annexe I du rapport de cette réunion (E/CN.14/449), et en particulier celles qui portent sur l'expansion des échanges intra-africains,

2 Demande instamment aux Etats membres de prendre immédiatement l'initiative d'entretiens et de négociations entre eux, au sein des groupements sous-régionaux ainsi que sur le plan bilatéral, et à cette occasion de prendre acte des diverses propositions en vue de la libération et de l'expansion du commerce intra-africain qui ont été formulées dans des rapports antérieurs du secrétariat,

3. Prie le Secrétaire exécutif d'appuyer ces initiatives gouvernementales en orientant les travaux du secrétariat consacrés au commerce extérieur vers la recherche de solutions et de mesures pratiques de nature à encourager et à accroître les échanges intra-africains,

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de prendre des dispositions pour créer le plus tôt possible, et en tout cas avant la fin de 1969, un centre régional de promotion commerciale,

5. Invite l'Organisation des Nations Unies et ses institutions à prêter leur concours au secrétariat en lui fournissant les ressources nécessaires pour que le centre régional de promotion commerciale puisse être créé et s'acquitter de ses responsabilités en matière d'expansion et de promotion commerciales,

6. Invite également les gouvernements des pays industrialisés à aider la Commission économique pour l'Afrique en lui fournissant des ressources pour la création et le fonctionnement du centre régional de promotion commerciale

152ème séance,  
13 février 1969.

200 (IX). Petites industries<sup>37/</sup>

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant que les petites industries qui, telles qu'elles ont été définies par le secrétariat, sont des entreprises manufacturières dont

---

<sup>37/</sup> Voir également la résolution 156 (VIII) de la Commission.

l'investissement en machines ne dépasse pas 50 000 dollars, peuvent apporter une contribution importante à l'effort industriel global des pays africains,

Reconnaissant qu'elles aident à développer l'esprit d'entreprise, à former des spécialistes et à encourager l'utilisation, dans les pays, de capitaux, de matériel et autres facteurs, dans les limites des capacités et des ressources des pays membres,

1 Se félicite que le secrétariat ait pris l'initiative d'organiser, au moment de la neuvième session, une exposition des petites industries, pour démontrer l'importance des petites industries dans les économies des pays africains, et de publier une brochure sur les petites industries ainsi qu'un répertoire des fabricants de machines,

2 Rappelle sa résolution 156 (VIII) du 24 février 1967 dans laquelle elle accueillait favorablement la création d'un centre consultatif pilote des petites industries à Niamey, pour la sous-région de l'Afrique de l'ouest,

3 Note avec satisfaction les services rendus par ce centre consultatif et l'aide reçue de pays donateurs amis,

4. Demande instamment à d'autres organes des Nations Unies qui s'occupent de petites industries, et en particulier à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et à l'Organisation internationale du Travail, de fournir appui et collaboration à la Commission pour le programme de travail biennal proposé,

5 Approuve le projet de programmes de travail et ordre de priorité pour 1969-1970 et les projections jusqu'en 1973 dans ce domaine, et recommande tout spécialement pour éclairer les chefs d'entreprise, l'élaboration d'études de rentabilité ou de projets modèles pour les petites industries, qui soient adaptées aux conditions propres à l'Afrique, ainsi que la diffusion de telles études par l'intermédiaire des centres nationaux déjà créés, ou à créer, en vue du développement des petites industries,

6 Invite les Etats membres à accorder une attention particulière aux programmes nationaux tendant à la création de petites industries

152ème séance,  
13 février 1969

201 (IX) Agriculture<sup>38/</sup>

La Commission économique pour l'Afrique,

---

<sup>38/</sup> Voir également les résolutions 14 (II), 18 (II), 54 (IV), 56 (IV), 99 (VI), 108 (VI), 112 (VI), 141 (VII) et 152 (VIII) de la Commission.

Ayant pris connaissance avec satisfaction du rapport du Secrétaire exécutif sur les activités de la Commission économique pour l'Afrique en matière de développement industriel au cours de la dernière décennie, intitulé "A la conquête de l'autonomie dix ans de CEA, 1958-1968" (E/CN 14/424),

Ayant examiné le projet de programme de travail et d'ordre de priorité en matière de développement industriel pour la période 1969-1970 avec projections jusqu'en 1973,

Prenant note avec satisfaction des efforts déployés par le secrétariat pour terminer les rapports préliminaires sur les possibilités de réalisation, les études sur l'équilibre et l'harmonisation des industries dans les différents secteurs industriels aux échelons national, multinational, sous-régional et régional,

Consciente du fait que la prochaine décennie constituera une phase de mise en oeuvre exigeant de la part des Etats membres un examen et une évaluation approfondis,

Sachant que certains projets de développement industriel seront des projets d'assez grande envergure qui devront être exécutés de préférence à l'échelon multinational ou sous-régional pour profiter des économies d'échelle,

Consciente du fait que les services d'infrastructure tels que les transports, l'énergie et les communications sont des compléments des projets d'industrialisation et que leurs exigences en matière de capitaux d'investissement peuvent influencer sur la viabilité de certains projets industriels,

Tenant compte du fait que les économies de la plupart des pays africains dépendent essentiellement de l'agriculture, ainsi que de l'importance que revêt l'harmonisation des projets de développement industriel avec les programmes de développement agricole,

Reconnaissant que la mise en oeuvre de projets industriels viables exige davantage de consultations et des études de viabilité plus approfondies avant l'exécution, et exige également que les gouvernements intéressés soient prêts à jouer un rôle considérable au cours de la phase d'exécution,

Notant l'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de l'importance de l'aide que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pourrait apporter aux pays africains à ce stade de l'industrialisation,

1. Prie le Secrétaire exécutif de se mettre en rapport avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement pour obtenir une assistance financière et technique supplémentaire pour l'exécution des projets inscrits dans le programme de travail proposé par le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique pour 1969-1970,

2. Prie le Secrétaire exécutif d'envisager d'accroître la part des fonds affectés à la promotion industrielle dans le budget du secrétariat pour permettre à ce dernier de mieux s'acquitter de sa tâche,

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif

a) D'achever et de communiquer aux Etats membres, avant la fin de 1969, les études préliminaires de possibilités et les études d'harmonisation,

b) De présenter aux Etats membres une étude sur les conditions requises, de leur côté, pour le stade de la mise en oeuvre en ce qui concerne la main-d'oeuvre spécialisée, les cadres de direction et d'administration et les mécanismes d'exécution,

c) De conseiller et aider les Etats membres pour la mobilisation des ressources techniques et financières requises,

d) D'harmoniser les plans de développement industriel avec les programmes de développement agricole et de faire rapport à la dixième session de la Commission sur les mesures prises pour assurer cette harmonisation,

e) D'exposer dans ces études d'harmonisation effectuées par le secrétariat (projet 11) les incidences que le fait de tenir compte des investissements requis pour les services supplémentaires d'infrastructure exerce sur la viabilité des projets industriels importants et, dans le cas de projets multinationaux, les avantages que peut en retirer chaque pays particulier,

f) D'inclure dans les études d'harmonisation une évaluation de la mesure dans laquelle les tendances du commerce extérieur de l'Afrique influenceront la mise en oeuvre des projets industriels, ainsi que des recommandations en vue d'un programme d'action et d'un ordre de priorité fondés sur ce principe

153ème séance  
14 février 1969

## 204 (IX). Tourisme

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente de l'importance du tourisme dans le développement économique et social des pays africains,

Convaincue que l'Afrique tant par son étendue que par la diversité de ses caractéristiques géographiques et climatiques présente des possibilités touristiques incomparables - mais jusqu'ici inexploitées ou insuffisamment exploitées,

Consciente du retard pris par certaines sous-régions d'Afrique par rapport à d'autres dans l'organisation et le développement des infrastructures touristiques,

Convaincue de la nécessité d'une coopération des Etats membres en vue de promouvoir le développement de circuits touristiques internationaux,

1. Prend acte du projet de programme présenté par le secrétariat,

2. Prie le secrétariat de porter une attention toute particulière aux pays africains les moins avancés dans le domaine du développement et de l'organisation du tourisme et de favoriser la coopération entre les Etats membres pour l'organisation de circuits touristiques internationaux, l'élaboration et l'exécution de projets touristiques multinationaux,

3. Lance un appel aux pays développés pour contribuer à assurer un plein succès à l'Année internationale du tourisme en Afrique.

153ème séance.  
14 février 1969.

#### 205 (IX). Mise en valeur des ressources minérales<sup>43/</sup>

La Commission économique pour l'Afrique,

Reconnaissant l'importance des ressources minérales pour le développement de l'économie d'un pays,

Consciente du fait que pour procéder à des inventaires des ressources minérales destinés à servir de base à la planification du développement, on devra effectuer des études et des investigations détaillées pour déterminer les ressources existantes et leurs possibilités,

Notant qu'une variété considérable de techniques modernes peuvent être appliquées pour la réalisation de ces études et de ces investigations, en particulier pour la prospection du minerai d'uranium qui fait l'objet d'une demande croissante,

1. Se félicite des efforts que le secrétariat déploie pour organiser des cycles d'études et conférences sur les métaux et minéraux nouveaux,

---

<sup>43/</sup> Voir également les résolutions 13 (II), 34 (III), 43 (IV), 143 (VII) et 164 (VIII) de la Commission.



## 2. Demande

a) Que les Etats membres, individuellement ou sur le plan multinational, créent des institutions pour la prospection et l'évaluation des ressources minérales de leurs pays et la réalisation des investigations nécessaires et prennent les mesures requises pour leur mise en valeur en utilisant les techniques modernes connues,

b) Que le secrétariat et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel prêtent l'assistance voulue à cet égard.

153ème séance,  
14 février 1969.

## 206 (IX). Science et technique

### La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 158 (VIII) du 24 février 1967 et la résolution 2318 (XXII) de l'Assemblée générale,

Reconnaissant que la science et la technique sont une force puissante dont les gouvernements devraient tenir compte et qu'ils devraient planifier, de manière à l'utiliser effectivement dans l'intérêt du développement économique et social,

Constatant que l'expansion économique des riches pays industriels a été, dans une large mesure, rendue possible par l'application de la science et de la technique aux problèmes humains dans tous les secteurs,

1. Se félicite de ce que le Secrétaire exécutif ait annoncé la création au secrétariat d'une section chargée de traiter cette question d'une manière ordonnée et de servir de point de coordination des activités de l'Organisation des Nations Unies en vue de l'application de la science et de la technique au développement en Afrique,

2. Accueille avec satisfaction les progrès réalisés jusqu'ici par la Commission économique pour l'Afrique dans l'élaboration de la partie africaine du Plan d'action mondial,

3. Recommande que la Commission prenne des mesures pour faire davantage connaître ce plan dans les Etats membres et ainsi de s'assurer de leur concours effectif,

#### 4. Recommande en outre

a) Que les Etats membres créent aussi rapidement que possible, dans leurs propres administrations, des services de science et de technique dotés de l'organisation et du personnel appropriés pour formuler les politiques générales et préparer des programmes d'application de la science et de la technique au développement et pour relier ces activités aux efforts que tente actuellement l'Organisation des Nations Unies en vue d'établir des programmes dans ce domaine,

b) Que le secrétariat établisse avec ces nouveaux services de science et de technique des Etats membres des relations semblables aux rapports de collaboration qu'ils ont déjà instaurés avec les services de planification économique, et qu'il aide ces nouveaux services de science et de technique à introduire réellement dans les divers domaines d'activités de développement national, les concepts et les principes nécessaires pour favoriser l'application effective de la science et de la technique au développement,

c) Que le secrétariat prépare, en liaison avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions spécialisées compétentes, des programmes concrets de formation du personnel scientifique et technique qu'exige l'exécution des plans de développement actuels dans la région africaine.

153ème séance.  
14 février 1969.

#### 207 (IX). Mobilisation des ressources intérieures et assistance internationale à la région africaine<sup>44/</sup>

##### La Commission économique pour l'Afrique

1. Recommande que les Etats membres fassent des efforts accrus tendant à la mobilisation de leurs ressources intérieures pour appuyer des programmes de développement de plus en plus autonomes au cours de la deuxième Décennie du développement,

2. Prie le Secrétaire exécutif de continuer à aider les Etats membres à améliorer leur système budgétaire et à renforcer leurs institutions financières aux fins d'une mobilisation plus efficace de leurs ressources intérieures,

3. Fait siennes les recommandations formulées par la réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la Commission économique pour l'Afrique et du Comité d'experts de l'Organisation de l'unité africaine pour le commerce et le développement sur la question de l'assistance financière internationale pour le développement de la région africaine,

---

<sup>44/</sup> Voir les résolutions 2 (II), 11 (II) et 129 (VII) de la Commission.

4. Recommande que les Etats membres prennent des mesures pour qu'il soit donne suite aux recommandations sur les questions internationales financières et monétaires que la réunion mixte a formulées, par l'intermédiaire de leurs représentants à tous les organismes internationaux compétents, et en particulier à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, au Fonds monétaire international et à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

5 Demande instamment aux Etats membres de faire des efforts particuliers pour obtenir l'application rapide des résolutions existantes sur le volume et les conditions et modalités de l'assistance financière internationale,

6. Affirme l'importance que présente pour les pays africains un aboutissement rapide des négociations pour la création d'un mécanisme de financement supplémentaire,

7. Demande que les pays africains soient consultés comme il convient dans la réforme du système monétaire international, qui est nécessaire pour favoriser l'expansion du commerce mondial.

153ème séance,  
14 février 1969.

208 (IX). Bureau sous-régional de l'Afrique du centre<sup>45/</sup>

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant ses résolutions 102 (VI) du 29 février 1964 et 150 (VII) du 23 février 1965 concernant la création d'un bureau sous-regional de l'Afrique du centre,

Considérant sa résolution 176 (VIII) du 24 février 1967 relative à la coopération économique en Afrique,

Considérant sa résolution 178 (VIII) du 24 février 1967 relative à l'animation et l'étoffement des bureaux sous-regionaux,

Considérant sa résolution 179 (VIII) du 24 février 1967 affirmant le principe de la consultation permanente entre le secrétariat et les gouvernements intéressés pour toutes décisions importantes concernant une sous-région et relative à la nomination d'un directeur pour le bureau sous-regional de l'Afrique du centre,

Constatant avec regret que le bureau sous-régional de l'Afrique du centre n'est pas encore doté d'un directeur et manque de personnel adéquat,

---

<sup>45/</sup> Voir également les résolutions 23 (III), 102 (VI), 134 (VII), 150 (VII), 178 (VIII) et 179 (VIII) de la Commission

1. Reaffirme ses résolutions 178 (VIII) et 179 (VIII) dans leur intégralité,
2. Demande au Secrétaire exécutif de nommer, en accord avec les gouvernements intéressés de la sous-région, un directeur du bureau de Kinshasa d'ici la première réunion du Comité exécutif de la Commission créée par la résolution 188 (IX) du 10 février 1969,
3. Invite les gouvernements des Etats membres à collaborer efficacement avec le bureau sous-régional,
4. Demande au Secrétaire exécutif de rendre compte de l'application de cette résolution au Comité exécutif et aux gouvernements intéressés et de faire rapport à la Conférence des ministres créée par la résolution 188 (IX).

153ème séance,  
14 février 1969.

209 (IX). Habitat, bâtiment et aménagement<sup>46/</sup>

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 2036 (XX) de l'Assemblée générale et le rapport sur la quatrième session du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification tenue en 1966 <sup>47/</sup>, ses résolutions 53 (IV) du 1er mars 1962 et 157 (VIII) du 24 février 1967 ainsi que les résolutions 1170 (XLI) et 1224 (XLII) du Conseil économique et social,

Prenant note avec intérêt des renseignements et recommandations contenus dans les documents intitulés

Rapport sur le deuxième stage sous-régional de formation à l'auto-construction assistée et aux méthodes de logement coopératif (Afrique de l'Est) (E/CN.14/HOU/10),

Rapport sur le troisième stage sous-régional de formation à l'auto-construction assistée et aux méthodes de logement coopératif (Afrique de l'Ouest) (E/CN 14/438),

Rapport de la réunion d'experts sur les coûts de construction des maisons d'habitation (Afrique de l'Est) (E/CN.14/416),

---

<sup>46/</sup> Voir également les résolutions 53 (IV) et 157 (VIII) de la Commission.

<sup>47/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 4 (E/4287).

Rapport sur le stage de formation pour entrepreneurs en bâtiment africains (Afrique de l'Est) (E/CN.14/417),

Rapport de la Réunion régionale sur les problèmes techniques et sociaux de l'urbanisation (en particulier, le financement du logement) (E/CN.14/450),

1. Approuve le programme de travail proposé pour la période 1969-1970 dans le document E/CN.14/447,

2. Demande instamment aux Etats membres d'accorder une importance particulière aux points suivants

a) Planification du développement de l'habitat et exécution des opérations connexes de réglementation de l'utilisation des terrains et de développement de l'infrastructure,

b) Encouragement de l'utilisation de ressources locales pour la production de matériaux et d'éléments de construction normalisés, en relation avec la programmation et les plans de construction de maisons d'habitation,

c) Création et développement d'institutions financières accordant des crédits pour le logement et fournissant des garanties pour les prêts hypothécaires dans les cas où ces garanties ne peuvent être fondées sur la propriété individuelle des terrains,

d) Organisation pour les entrepreneurs en bâtiment autochtones de stages spéciaux analogues aux cycles d'études de la Commission économique pour l'Afrique,

e) Fourniture de logements à bas prix, aménagés pour l'autoconstruction assistée et encouragement aux sociétés de logement coopératif,

3. Invite les pays industrialisés, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque africaine de développement et les autres institutions financières internationales à revoir leur politique de financement de l'habitat - subventions et prêts spéciaux - en vue du financement de logements et d'installations connexes, et à contribuer à la mise en place et à l'utilisation de moyens de formation en Afrique et ailleurs,

4. Prie le Secrétaire exécutif de prendre, en collaboration avec les institutions spécialisées, toutes les mesures nécessaires pour aider les Etats membres

a) A accélérer l'amélioration de la situation du logement,

b) A mobiliser des ressources financières et techniques dans les pays industrialisés ainsi qu'auprès des institutions financières compétentes,

c) A favoriser à tous les niveaux la formation aux techniques de la création et du développement d'institutions financières et aux techniques de l'industrie du bâtiment, y compris celles du logement coopératif et de l'auto-construction assistée,

5. Prie en outre le secrétariat de fournir aux Etats membres des services consultatifs pour leur permettre de donner suite aux recommandations contenues aux alinéas a, b, c, d et e du paragraphe 2 ci-dessus.

153ème séance,  
14 février 1969.

210 (IX). Mesures spéciales à prendre en faveur des moins avancés des pays en voie de développement <sup>48/</sup>

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente du fait que la région africaine comprend de nombreux pays qui sont parmi les moins avancés des pays en voie de développement,

Convaincue de la nécessité urgente d'un effort particulier de développement pour permettre aux pays africains de bénéficier d'un développement plus rapide,

Rappelant la résolution 24 (II)<sup>48/</sup> de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur les mesures spéciales à prendre en faveur des moins avancés parmi les pays en voie de développement pour l'expansion de leur commerce et l'amélioration des conditions de leur développement économique et social,

Notant avec satisfaction que la troisième réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la Commission économique pour l'Afrique et du Comité d'experts de l'Organisation de l'unité africaine pour le commerce et le développement a recommandé que ce problème soit inscrit à l'ordre du jour de la neuvième session du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

1 Recommande l'établissement d'un programme spécial des Nations Unies en faveur des moins avancés des pays en voie de développement,

2. Prie instamment les pays africains de s'employer à obtenir l'appui des divers organes de l'Organisation des Nations Unies pour l'établissement d'un tel programme d'aide et de soutien aux pays les moins avancés, de façon à assurer leur participation active au commerce et au développement mondial,

---

<sup>48/</sup> Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session, vol. 1 et Corr. 1 et Add.1 Rapport et annexes (publication des Nations Unies, No de vente E.68.II.D 14), p. 58

3 Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, de procéder à l'étude et d'encourager la mise en oeuvre de mesures spéciales efficaces tendant à surmonter les difficultés qui entravent le développement dans les secteurs clefs et de mesures internationales à prendre dans les domaines où les moins avancés des pays en voie de développement ont des besoins prioritaires qui peuvent être reconnus,

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de présenter ces études, ainsi que des recommandations appropriées sur les mesures à prendre, aux gouvernements et aux organismes compétents, et notamment à la quatrième réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la Commission économique pour l'Afrique et du Comité d'experts de l'Organisation de l'unité africaine pour le commerce et le développement

153ème séance,  
14 février 1969.

211 (IX). Rôle de la Commission économique pour l'Afrique  
dans les programmes de coopération technique  
des Nations Unies en Afrique 49/

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 181 (VIII) du 24 février 1967 sur l'assistance technique,

Ayant pris note de la résolution 2279 (XXII) de l'Assemblée générale sur les procédures de programmation pour l'élément Assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement,

Consciente de la nécessité de confier à la Commission économique pour l'Afrique un rôle plus large dans la détermination des politiques d'assistance de l'Organisation des Nations Unies à l'Afrique,

1 Prie le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues au sein du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour assigner au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique un rôle de premier plan dans l'exécution des activités opérationnelles du programme de coopération technique des Nations Unies dans la région africaine, y compris la préparation, l'exécution et l'évaluation de projets déterminés,

2. Recommande que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale dotent le secrétariat des moyens et ressources nécessaires pour lui permettre d'assumer ce rôle accru dans les activités de coopération technique,

---

49/ Voir également les résolutions 123 (VII), 129 (VII), 176 (VIII), 177 (VIII) et 181 (VIII) de la Commission

3. Prie le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement de prendre les décisions nécessaires pour rendre possible cette décentralisation des attributions et permettre à la Commission de jouer un rôle important dans les activités de coopération technique,

4. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les dispositions nécessaires pour que le secrétariat puisse assumer un rôle plus important dans les activités opérationnelles,

5. Recommande à cet égard que le Secrétaire exécutif accorde une attention particulière, pendant la période initiale, aux activités opérationnelles visant à appuyer

a) Des projets destinés à promouvoir la coopération économique entre les pays, y compris des services consultatifs pour la création des groupements régionaux et sous-régionaux,

b) Des projets destinés à accroître le commerce intra-africain, qu'ils soient conçus dans le cadre de mouvements d'intégration ou entrepris à titre spécial,

c) Des projets liés à la création ou au développement d'institutions multinationales de formation et de recherche dans la région africaine,

6 Recommande que le Programme des Nations Unies pour le développement prévoie, en plus de son programme par pays, une allocation globale pour des projets de coopération multinationale au titre du Fonds spécial, de façon à assurer le financement d'une assistance des Nations Unies à la coopération intra-africaine, y compris la promotion du commerce intra-africain.

154ème séance,  
14 février 1969

212 (IX). Futurs programmes de travail et ordres  
de priorité

La Commission économique pour l'Afrique,

Notant les recommandations du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées<sup>50/</sup>, relatives à la nécessité d'une planification à long terme,

---

<sup>50/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 80 de l'ordre du jour, document A/6343, par. 73.



Rappelant que par sa résolution 2370 (XXII), l'Assemblée générale invitait le Comité du programme et de la coordination à instituer un système de planification à long terme et d'élaboration des programmes,

Considérant la résolution 1264 (XLIII) du Conseil économique et social par laquelle il invitait ses organes subsidiaires à élaborer des programmes de travail à long terme,

Notant que le Conseil économique et social, par sa résolution 1378 (XLV), approuvait les recommandations présentées par le Comité du programme et de la coordination visant la mise au point et l'adoption d'un système intégré de planification à long terme, de formulation des programmes et de prévisions budgétaires, intéressant toutes les activités relevant des domaines économique et social,

Prie le Secrétaire exécutif de présenter à la Commission à ses futures sessions un programme de travail et un ordre de priorité portant sur une période de six ans, les projets prévus pour les deux premières années étant précis et définitifs, les propositions relatives au reste de la période constituant des plans provisoires, appelés à être détaillés et précisés par périodes successives de deux ans, en fonction de l'avancement des travaux au cours de la période biennale écoulée et des décisions prises dans les domaines visés par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale.

154ème séance,  
14 février 1969.

213 (IX) Remerciements à Sa Majesté Impériale Haïlé Sélassié Ier,  
au Gouvernement et au peuple éthiopiens

La Commission économique pour l'Afrique,

Désireuse d'exprimer sa gratitude au Gouvernement éthiopien qui a bien voulu l'inviter à tenir sa neuvième session et à célébrer son dixième anniversaire à Addis-Abéba,

Désireuse aussi d'exprimer sa gratitude à Sa Majesté Impériale Haïlé Sélassié Ier et au peuple et au Gouvernement éthiopiens pour leur chaleureuse hospitalité et toutes les facilités généreusement mises à la disposition des représentants et des observateurs au cours de la neuvième session de la Commission,

1 Exprime sa vive gratitude à Sa Majesté Impériale Haïlé Sélassié Ier pour son allocution inaugurale et son message inspirants,

2. Adresse l'expression de sa profonde et sincère reconnaissance à Sa Majesté Impériale Haïlé Sélassié I<sup>er</sup> et au Gouvernement et au peuple éthiopiens pour leur généreuse hospitalité et pour l'appui sans réserve qu'ils ont apporté à cette session historique,

3. Decide que la présente résolution sera remise au Gouvernement éthiopien par le Secrétaire exécutif de la Commission

154ème séance,  
14 février 1969

214 (IX). Remerciements au Secrétaire général de  
l'Organisation des Nations Unies

La Commission économique pour l'Afrique,

Désireuse d'exprimer sa gratitude au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dont la présence à la commémoration du dixième anniversaire et à la neuvième session de la Commission a affirmé de façon encourageante l'engagement pris par les organismes reliés aux Nations Unies de participer à l'effort de développement de l'Afrique,

1. Adresse ses remerciements et l'expression de sa reconnaissance au Secrétaire général pour l'allocution inspirante qu'il a prononcée à la séance inaugurale de la commémoration du dixième anniversaire et de la neuvième session,

2. Decide que la présente résolution sera remise au Secrétaire général par le Secrétaire exécutif.

154ème séance,  
14 février 1969.

215 (IX) Félicitations aux membres du Bureau  
de la neuvième session

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente des lourdes responsabilités assumées par le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur pour la conduite des travaux de la session,

Consciente également des efforts déployés avec tant de compétence par les membres du Bureau des comités,

Notant avec satisfaction les résultats rendus possibles grâce au dévouement, à la diligence et à la dignité avec lesquels tous les membres du Bureau de la neuvième session se sont acquittés de leur tâche,

Adresse ses vives félicitations au Président, aux Vice-Présidents et au Rapporteur de la neuvième session, ainsi qu'aux présidents et rapporteurs des divers comités.

154ème séance,  
14 février 1969.

216 (IX). Félicitations au secrétariat

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant les efforts déployés par le secrétariat et les résultats satisfaisants enregistrés à l'issue de la commémoration du dixième anniversaire et des délibérations de la neuvième session,

Considérant l'importante et intéressante documentation établie et remise aux représentants et aux observateurs,

Consciente de l'ampleur considérable et de la complexité des tâches confiées au secrétariat et accomplies par lui,

Adresse ses sincères félicitations au Secrétaire exécutif et à tout son personnel, y compris les interprètes et les traducteurs, pour leur dévouement sans relâche et l'excellente contribution qu'ils ont apportée au succès de la neuvième session et de la commémoration du dixième anniversaire

154ème séance,  
14 février 1969.

## QUATRIEME PARTIE

### PROJET DE RESOLUTION A L'INTENTION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

#### Le Conseil économique et social,

1. Prend acte du rapport de la Commission économique pour l'Afrique pour la période du 1er mars 1968 au 2 février 1969 ainsi que des recommandations et résolutions qui figurent dans les deuxième et troisième parties de ce rapport,
2. Approuve le programme de travail et l'ordre de priorité qui figurent dans la cinquième partie de ce rapport,
3. Approuve en particulier les résolutions 187 (IX) sur la commémoration du dixième anniversaire de la Commission, 188 (IX) sur l'appareil institutionnel de la Commission, 189 (IX) sur l'organisation, la structure et les fonctions du secrétariat de la Commission, et 191 (IX) sur les dispositions transitoires, adoptées conformément à l'article 19 du règlement intérieur de la Commission,
4. Approuve également la résolution 190 (IX) sur les relations avec l'Organisation de l'unité africaine, adoptée conformément au paragraphe 12 du mandat de la Commission,
5. Félicite la Commission économique pour l'Afrique pour les mesures qu'elle a prises en vue d'élargir son programme, notamment ses activités d'exécution,
6. Félicite en outre le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique pour les efforts qu'il a déployés au cours des dix premières années d'existence de la Commission, en particulier pour avoir mis l'accent sur la nécessité d'un effort autonome de la part des pays africains en vue de leur développement économique et social, principe exprimé dans le document intitulé "A la conquête de l'autonomie - dix ans de CEA, 1958-1968" (E/CN.14/42.)

## CINQUIEME PARTIE

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR LA PERIODE  
BIENNALE 1969-1970 et PROJECTIONS JUSQU'A 1973

/Cette partie du rapport publiée séparément, fait l'objet du volume II  
(E/4651/Add.1 - E/CN 14/453/Add 1)/.

ANNEXES

ANNEXE I

LISTE DES DELEGATIONS ET DES OBSERVATEURS A LA NEUVIEME SESSION  
DE LA COMMISSION

MEMBRES

Algérie

Représentant : M. R. Raouf Boudjakdji.  
Suppléants : M. Nouredine Moussaoui, M. Lamine Allouane.

Botswana

Représentant : S.E. M. Q.K.J. Masire.  
Suppléants : S.E. M. R.N. Mannathoko, M. S.T. Ketlogeitswe.

Burundi

Représentant : S.E. M. Joseph Baragengana.  
Suppléants : M. Ernest Basita, M. Bankamwabo Arcade.

Cameroun

Représentant : S.E. M. Christian Tobie-Kuoh.  
Suppléants : M. Jean Assoumou, M. Alexis Boum, M. Jules Mavga,  
M. François N'dine Ebakissé.

Congo (Brazzaville)

Représentant : S.E. M. Pascal Lissouba.  
Suppléant : M. Théodore Mavoungou.

Congo (République démocratique du)

Représentant : M. Gustave Malumba.

Suppléants : M. Luc Mwanga, M. Pierre Tshimpaka,  
M. Gaston Ngois, M. Pascal Tandu,  
M. François Kungula, M. Maurice Lokumba,  
M. J.M. Kamimbaya, M. Pierre-Richard Tshibambe,  
M. Ferdinand Mukadi, M. Athanase Kabongo.

Côte-d'Ivoire

Représentant : S.E. M. Honoré Polneau.

Suppléants : M. Diarra Ousmane, M. François Sangaret,  
M. Zahwi Kouadio Maurice.

Dahomey

Représentant : M. R. Loko.

Suppléant : M. René V. Mongbé.

Ethiopie

Représentant : S.E. Ato Haddis Alemayehu.

Suppléants : S.E. Ato Belai Abbai, S.E. Ato Assefa Mengesha,  
Ato Yohannes Habtu, Ato Berhanu Wakwaya,  
Ato Wolde-Mariam Girma, Ato Gebre-Michael Paulos.

Conseillers : Ato Aemero Araya, Ato Shimelis Asfaw,  
Ato Maaza Bekels, Ato Tsagga Amlak Worku,  
Ato Yilma Tadesse.

Secrétaire : Ato Haile Yesus Zewge.

#### Gabon

Représentant : S.E. M. Paul Melekou.  
Suppléants : M. A. Chavibot, M. D. Assoumou.

#### Gambie

Représentant : S.E. M. Sheriff Mustapha Dibba.  
Suppléant : M. Horace Reginald Monday.

#### Ghana

Représentant : S.E. M. E.N. Omaboe.  
Suppléants : S.E. M. H.R. Amonoo, M. B.K. Mensah,  
M. S.E. Arthur, M. J.E. Tandoh, M. J.K.D. Appiah,  
M. J.A. Afari, M. H.C.K. Seddoh, M. Mac Addey.

#### Haute-Volta

Représentant : M. Alphonse Zongo.

#### Kenya

Représentant : S.E. M. Tom J. Mboya.  
Suppléants : M. Peter Shiyukah, S.E. M. Peter M. Echaria,  
M. Jack J. Kisa, M. A.G. Barve, M. Bernard Adundo,  
M. Kiprono Biwott K.N., M. Ochieng Adala.

#### Libéria

Représentant : S.E. M. D. Franklin Neal.  
Suppléants : M. Richard M. Morris, M. N. Eastman,  
M. Lam Kawah.



Libye

Représentant : S.E. M. Abdurrazag Missallati.  
Suppléants : M. Nuri Baryun, M. Mohamed A. El Jeridi,  
M. Mohamed Busriweel.

Madagascar

Représentant : S.E. M. Jules Razafimbahiny.  
Suppléants : M. Jean Rabetsimialona, M. Henri Rasolondraibe.

Malawi

Représentant : S.E. M. V.H.B. Gondwe.  
Suppléants : M. R.H. Banda, M. W.R.J. Mijoso.

Maroc

Représentant : S.E. M. Harkett Abderrahim.

Maurice

Représentant : S.E. M. Veerasamy Ringadoo.

Niger

Représentant : M. Bouren Kossomi.  
Suppléants : M. Iro Mayaki, M. Mounkeila Harouna.

Nigéria

Représentant : M. A.A. Ayida.  
Suppléant : S.E. M. E. Olu Sanu.  
Conseillers M. E.E. Nsefik, M. G.O. Ijewere, M. A. Adegbeye,  
M. E.O. Omejele, M. O.E. Martins.

Ouganda

Représentant : S.E. M. W.W. Kalema.  
Suppléants : M. George W.B. Gowa, M. S.K. Katenta-Apuli,  
M. B.K. Ssembatya.

République arabe unie

Représentant : S.E. M. El Sayed Gaballah.  
Suppléants : S.E. M. Ahmed S. Dowaidar,  
S.E. M. Ahmed El Morshidy, M. Ahmed Rifaat,  
M. Shawky El-Nahas, M. Saad Abdel Fatah Khalil,  
M. Salah Bassiouny, M. Ahmed Taha Al Khashab,  
M. Mohamed Abdel Alim, Mlle Bahiga M. Arafa.

République centrafricaine

Représentant : S.E. M. Louis Alazoula.  
Suppléant : M. Dominique Kouka-Ganga.

République-Unie de Tanzanie

Représentant : S.E. M. P. Bomani, M.P.  
Suppléants : M. Walter S. Bgoya, M. C.M. Nyirabu,  
M. A.H. Mshangama, M. Z.D. Maginga,  
M. F.A. Kinyalya.

Rwanda

Représentant : M. Hitayezu Emmanuel.

Suppléants : M. Emmanuel Kaberuka, M. François Ngarukiyintwali,  
M. P. Claver Gashumba.

Sénégal

Représentant : S.E. M. Youssouf Sylla.

Suppléants : M. Mahanta Fall, M. Birahim G. Fall,  
M. Cheikh Hamidou Kane, M. Kama P. Babacar,  
M. Benglia, M. Bassirou Mbodj, M. Abdou Ciss,  
M. J. Crespin Parsine.

Sierra Leone

Représentant : S.E. M. S.A.J. Pratt..

Suppléants : M. V.A.W. Nylander, M. B.M. Strasser-King,  
M. Victor D. George.

Somalie

Représentant : S.E. M. Mohamoud Yusuf A. Muro.

Suppléants : M. Yusuf Dirir, M. Salad Ahmed Ismail,  
M. Ahmed Botan.

Souaziland

Représentant : S.E. M. Z.A. Khumalo.

Suppléants : S.E..M. Mdeni Shabalala, M.P., M. H. K. Dlamini,  
M. R.F. Oldham.

Soudan

Représentant : M. Ibrahim Gar El Nabi.  
Suppléants : S.E. M. Abdullahi El Hassan, M. Hassan Osman Shendi,  
M. Omer Ali Omer, M. Mukhtar Saeed,  
M. Hamad El Nil Ahmed.

Tchad

Représentant : M. Ali Salim.  
Suppléants : M. Mahamat Gabdou, M. Issa Dardoky.

Togo

Représentant : M. Gabriel Pedanou.  
Suppléants : M. Akoumany, M. Antoine Méatchi.

Tunisie

Représentant : S.E. M. Slaheddine Abdellah.  
Suppléants : M. Mohamed Chaker, M. Houssine Zghal,  
M. Brahim Gotrane, M. Amor Ardhaoui,  
M. Mohamed Jarraya, M. Mansour Hadj Slimane.

Zambie

Représentant : S.E. M. M. Ngalande.  
Suppléants : S.E. M. J.M. Mutti, M. E.D. Chileshe,  
M. B. Ndawa.

## MEMBRES ASSOCIES

### Espagne

Représentant : S.E. le comte Juan Luis Pan de Soraluce  
Suppléants : M. Fernando Nogues, M. Emilio Cassinello,  
M. Manuel Quintero Nunes.  
Conseillers : M. Juan Alvarez Corujedo,  
M. Francisco Javier Rupérez.

### France

Représentant : S.E. M. Georges Gorse.  
Suppléants : M. Roger Establie, M. Jacques Grunewald,  
M. Jean Bidaut, M. Pierre Saulière,  
M. Etienne Friang.

### Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Représentant : M. Stanley Fryer.  
Suppléants : M. M.F. Page, M. J.C. Harrison.

OBSERVATEURS DES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES  
NATIONS UNIES NON MEMBRES DE LA COMMISSION

Australie

S.E. M. R.N. Hamilton, M. Lloyd Edmond.

Autriche

M. W.F. Jungwirth, M. Otto Singer.

Belgique

S.E. M. A.A.J. Van Bilsen, M. W. Bittremieux, M. C. de Saint Hubert,  
M. V. van der Mersch.

Brésil

S.E. M. João Gracie Lamprea, M. Ney Moraes de Mello Mattos.

Bulgarie

S.E. M. Krayo Vladov, M. Jordan Christov, M. Levcho Zdravchev.

Canada

M. Donald D. Tansley, S.E. M. Michel Gauvin, M. M.B. Phillips,  
M. Yvon Saint-Hilaire.

Chili

M. Andrés Sepúlveda, M. A. Desegre.

Colombie

M. Luis Ignacio Betancour.

Danemark

M. Calmar Zadok Nielsen.

Etats-Unis d'Amérique

M. Waldemar A. Nielsen, M. Samuel Z. Westerfield, Jr.,  
M. Robert S. Smith, S.E. M. William O. Hall, Mlle Marjorie S. Belcher,  
M. Theodore C. Nelson.

Finlande

S.E. M. Henrik Blomstedt.

Grèce

Mme Kalliopi Kaldis, S.E. M. Nicolas Coumbos, M. Constantinos Samaras,  
M. Mike Mathewdakis, M. Spiridon Viridakis.

Hongrie

S.E. M. Janos Pataki, M. Istvan Kovari, M. Jozsef Bende.

Inde

M. Surendra Pal Singh, S.E. M. O.V. Alagesan, M. Sundara Venkatesan,  
M. A.N. Haksar, M. Shiv Kumar, M. P.T.B. Menon. M. Nau Nihal Singh.

Indonésie

S.E. M. Effendi Nur, M. P.L.L. Tobing.

Iran

S.E. M. M.E. Moghadam.

Israël

S.E. M. Zvi Dinstein, M. Emmanuel Zippori, S.E. M. Hanan Yavor,  
S.E. M. Uriel Lubrani, M. Ilan Hartuv, M. D. Michheli.

Italie

S.E. M. Franco Maria Malfatti, M.P., S.E. M. Giulio Pascucci-Righi,  
M. Renato Ruggiero, M. Carlo Rossi-Arnaud, M. Quirino Temani.

Japon

S.E. M. Tetsuo Ban, M. Tatsuo Aikawa, M. Kohji Tsujita.

Malaisie

M. Ajit Singh.

Mexique

S.E. M. Joaquín Bernal.

Norvège

S.E. M. Peter M. Anker, M. Svein Hammer.

Pakistan

S.E. M. Saad Rashidul Khairi.

Pays-Bas

M. F.R.A. Walraven, M. H. Philipse.

Pérou

S.E. M. O. Barros-Conti.

Pologne

S.E. M. Jan Krzywicki, M. W. Paszkowski, M. W. Natorf, M. W. Zaremba,  
M. H. Bojarski, M. J. Woroniecki, M. A. Szyk.



Roumanie

S.E. M. Titus Sînu, M. Neacsu Ioan.

Suède

S.E. M. Carl Bergenstråhle, M. Eric Cornell, M. Claes Nyman.

Tchécoslovaquie

S.E. M. Vladimír Pavlíček, M. Jiri Filip, M. Vladimír Krula,  
M. Jaromír Musil.

Thaïlande

M. Sommai Visuddhidham.

Trinite-et-Tobago

S.E. M. George T. Daniel, M. J.R.P. Dumas.

Turquie

S.E. M. Ziya Tepedelen, M. Ali Ustün.

Union des Républiques socialistes soviétiques

M. A.A. Okhotin, M. A.J. Nekrassov, M. P.N. Roudakov, M. B.D. Linkov.

Yougoslavie

S.E. M. Bajalica Dimitrije, M. Ranko Radulović.

## ORGANISATION DES NATIONS UNIES

U Thant, M. Victor Hoo, M. Richard Paw U.

### Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement :

M. N. T. Wang, M. G. M. Kimani.

## AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES

### Commission économique pour l'Europe (CEE) :

M. Alexandrov.

### Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) :

M. Bernard T. Chidzero, M. C. A. Eckenstein.

### Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) :

M. Ibrahim H. Abdel-Rahman, M. Otakar Cizivis, M. Jean de Lavallée.

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) :

M. Abraham Demere.

### Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) :

M. David Owen, M. René Gachot, M. Georges Péter.

### Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) :

M. P. M. Moussalli, M. A. A. Peters.

### Programme alimentaire mondial (PAM) :

M. J. S. Annan.

## INSTITUTIONS SPECIALISEES

### Organisation internationale du Travail (OIT) :

M. M. A. O. Ndisi, M. P. A. L. Chukwumah.

### Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) :

M. P. N. Terver, M. K. L. Bachman, M. M. C. Mensah, M. S. M. Taylor,  
M. G. C. Cooper, M. I. S. Dema.

### Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) :

Mlle G. McKitterick, M. A. J. A. Elliott, M. A. Gille.

### Organisation mondiale de la santé (OMS) :

Le Dr A. Quenum, le Dr L. J. Charles, le Dr O. Adeniyi-Jones.

### Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) :

M. Roger Chaufournier, M. Donald Joseph Wood, M. David L. Gordon.

### Fonds monétaire international (FMI) :

M. Mamoudou Touré.

### Union postale universelle (UPU) :

M. Colin Neal Rose.

### Union internationale des télécommunications (UIT) :

M. R. E. Butler, M. P. Bassole.

### Organisation météorologique mondiale (OMM) :

M. A. M. Elamly.

### AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (AIEA)

M. Oliver Lloyd.

## ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) :

M. Thomas A. Mensah.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) :

M. H. W. Dittmann.

Banque africaine de développement :

M. Mamoun Beheiry, M. Abdelwahab Labidi, M. Gilbert Grunitzky.

Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest :

M. Cluzel.

Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun :

M. Bernard Vinay.

Centre international du commerce :

M. H. L. Jacobson, M. Michael Deeny.

Comité permanent consultatif du Maghreb :

M. Abdelkader Benslimane, M. El Kasri.

Commission du Bassin du Niger :

M. D. Vleyra.

Commission du Bassin du Tchad :

M. Muhammadu A. Carpenter.

Communauté économique européenne :

M. G. Igo, M. Paoli Camillo.

Communauté de l'Afrique orientale :

M. Salim Rashid.

Institut africain de développement économique et de planification :

M. David Carney.

Ligue des Etats arabes :

M. Fathalla El Boghdady.

Organisation de coopération et de développement économiques

M. M.S. Yudelman, M. Edmond Janssens.

Organisation de l'unité africaine (OUA) :

S.E. M. Diallo Telli, M. Gratien Pognon, M. Farah Warsama,  
M. Mfuni Petit-Pierre, M. Hizekiel Isaac, M. Claude Segbenou,  
Mme Herut Befekadu.

Secrétariat du Commonwealth :

M. Tilak Gooneratne, M. Goundrey.

OBSERVATEURS D'ETATS NON MEMBRES DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES

République fédérale d'Allemagne

S.E. M. Norbert Berger, M. Hans Wallner, M. Gunther Schulz,  
M. Hans-Gunther Heinrich, M. Joachim Freiherr von Jena.

République de Corée

S.E. M. Ohn Yo Shyp, M. Suh Kyung Suk, M. Kim Jae Kyu.

Saint-Siège

M. Thomas Woods

Suisse

S.E. M. Fernand Bernoulli, M. Louis Chaney

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Catégorie A

Confédération internationale des syndicats chrétiens :

M. G. Gebreselassie.

Confédération internationale des syndicats libres :

M. Paul S. Kanyago.

Organisation internationale des employeurs :

M. Abebe Abate.

Fédération mondiale des anciens combattants :

M. William O. Cooper.

Catégorie B

Alliance universelle des unions chrétiennes féminines :

Mme Phoebe Nasri Shukri.

Assemblée mondiale de la jeunesse .

M. Dodou K. N'Jie.

Association internationale des magistrats de la jeunesse :

M. Jean Benglia, M. Tito Lepisa, M. Peter Magdlener.

Battelle Memorial Institute :

M. J. G. Black, M. W. G. Sotos.

Conseil oecuménique des églises :

M. Donald Crummey.

Fédération routière internationale :

M. Shimeles Asfaw.

Fondation allemande pour les pays en voie de développement :

M. Gerhard Fritz.

Organisation afro-asiatique de coopération économique :

M. Mohamed Ali Rifaat.

Union catholique internationale de service social :

Mlle M. van Poll.

Union des forces internationales :

M. Dal Falco, M. A. L. Blanchot, M. Richard Gregson Williams.

Union internationale des transports publics :

M. Abraham Workineh.



## ANNEXE II

### LISTE DES PUBLICATIONS ET DES PRINCIPAUX DOCUMENTS PUBLIES POUR LA NEUVIEME SESSION DE LA COMMISSION

- E/CN.14/111/Rev.3. Mandat et règlement intérieur révisés de la Commission économique pour l'Afrique
- E/CN.14/395. Rapport sur le stage de formation à l'administration du personnel des collectivités locales (pays anglophones)
- E/CN.14/396. Bulletin économique pour l'Afrique, vol. VI No. 1<sup>a/</sup>
- E/CN.14/398. L'enseignement des sciences et des techniques en Afrique
- E/CN.14/399. Rapport de la Conférence sous-régionale sur la coopération économique en Afrique de l'ouest
- E/CN.14/400. Bulletin économique pour l'Afrique, vol. VI, No. 2<sup>b/</sup>
- E/CN.14/401. Etude des conditions économiques en Afrique, 1960-1964<sup>c/</sup>
- E/CN.14/402. Rapport final du cours à l'intention des spécialistes en organisation et méthodes de la sous-région de l'Afrique de l'ouest
- E/CN.14/403. Etude sur la situation économique de l'Afrique, vol. II, Afrique du nord
- E/CN.14/404. Rapport de la première réunion des chefs régionaux des organisations internationales en Afrique
- E/CN.14/405. Rapport de la cinquième Conférence des statisticiens africains
- E/CN.14/406. Bulletin économique pour l'Afrique, vol. VII, No. 1 et 2<sup>d/</sup>
- E/CN.14/407. Rapport de la Conférence des planificateurs africains (deuxième session)

---

a/ Publication des Nations Unies, No de vente . 66.II.K.10.

b/ Publication des Nations Unies, No de vente . 67.II.K.2.

c/ Publication des Nations Unies, No de vente . 67.II.K.16.

d/ Publication des Nations Unies, No de vente . 67.II.K.6.

- E/CN.14/408. Rapport sur le Cycle d'information sur les méthodes et les formules de formation en cours d'emploi
- E/CN.14/409. Etude des conditions économiques en Afrique, 1967 : introduction et sommaire
- E/CN.14/410. Rapport du Cycle d'études sur la planification et la gestion budgétaire
- E/CN.14/411. Rapport sur le cours de formation intégré à l'intention des planificateurs de la main-d'oeuvre et des administrateurs des programmes nationaux de formation
- E/CN.14/412. Rapport du Cycle d'études sur les métaux et minéraux nouveaux
- E/CN.14/413. Rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique (26 février 1967 - 29 février 1968) e/
- E/CN.14/414. Rapport de la Conférence sur l'industrie et les finances
- E/CN.14/415. Rapport de la Réunion sous-régionale sur l'énergie en Afrique du centre
- E/CN.14/416. Rapport de la Réunion du Groupe de travail d'experts sur les coûts de construction des maisons d'habitation (Afrique de l'Est)
- E/CN.14/417. Rapport sur le Stage de formation pour entrepreneurs en bâtiment
- E/CN.14/418. Rapport du Cycle d'études sur les méthodes de sondage
- E/CN.14/419. Rapport sur le Cycle d'études sur les méthodes et les procédures destinées à améliorer l'administration du personnel
- E/CN.14/420 et E/CN.14/420/Rev.1. Ordre du jour provisoire
- E/CN.14/420/Rev.2. Ordre du jour
- E/CN.14/421. Rapport de la Réunion régionale sur l'emploi des jeunes et le développement national en Afrique
- E/CN.14/422. Principes directeurs et stratégie d'une action concertée en vue du développement rural en Afrique

---

e/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément No 5 (E/4487).

- E/CN.14/423. Rapport du Cycle d'études sur l'organisation et la conduite des recensements de la population et de l'habitation, Vol. I
- E/CN.14/424. A la conquête de l'autonomie - dix ans de CEA, 1958-1968
- E/CN.14/425. Rapport sur le cours de formation de la CEA pour administrateurs de programmes de formation et planificateurs de la main-d'oeuvre
- E/CN.14/426. Rapport sur le Cycle d'études sur les méthodes et procédures destinées à améliorer l'administration du personnel (en français seulement)
- E/CN.14/427. Suite donnée par le Conseil économique et social au projet de résolution recommandé par la Commission à sa huitième session
- E/CN.14/428. Rapport de la deuxième session du Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation
- E/CN.14/429. Rapport sur le Cycle d'études sur le rôle des services météorologiques dans le développement économique de l'Afrique
- E/CN.14/430. Rapport sur la mise en oeuvre de la résolution 1264 (XLIII) du Conseil économique et social et des recommandations du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées
- E/CN.14/431 et Add.1. Résolutions et décisions intéressant la Commission, adoptées par l'Assemblée générale à ses vingt et unième, vingt-deuxième, et vingt-troisième sessions, et par le Conseil économique et social à ses quarante-troisième, quarante-quatrième, quarante-cinquième sessions et à la reprise de la quarante-cinquième session
- E/CN.14/432. Rapport sur le cours de formation à l'emploi des instruments hydrométéorologiques, à l'application des méthodes d'observation et à la création d'un réseau hydrométéorologique en Afrique
- E/CN.14/433. Rapport du stage sous-régional de formation à la vulgarisation rurale et au développement communautaire (Afrique de l'Est)

- E/CN.14/434. Création d'un centre régional de promotion commerciale au sein de la CEA
- E/CN.14/435. La situation économique en Afrique au cours des dernières années
- E/CN.14/436. Rapport sur les activités en Afrique du Programme alimentaire mondial
- E/CN.14/437. Note sur la deuxième session de la CNUCED et ses conséquences pour l'Afrique
- E/CN.14/438. Rapport sur le troisième Stage sous-régional de formation à l'autoconstruction assistée et aux méthodes de logement coopératif (Afrique de l'Ouest)
- E/CN.14/439. Rapport du Groupe de travail sur les statistiques de la distribution du revenu
- E/CN.14/440. Rapport de la deuxième Conférence sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains
- E/CN.14/441. Programme de travail et ordre de priorité de la CEA pour la période 1969-1971. Incidences budgétaires de ce programme
- E/CN.14/442. Rapport de la Conférence sur les aspects juridiques, économiques et sociaux du problème des réfugiés africains
- E/CN.14/443. Rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises au sujet de la résolution 151(VIII)
- E/CN.14/444. Rapport du Cycle d'études sur la gestion des entreprises publiques
- E/CN.14/445. Projet de rapport annuel (1er mars 1968 - 2 février 1969)
- E/CN.14/446. Rapport du Cycle d'études international sur la science et les moyens d'information
- E/CN.14/447. Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1969-1970 et projections jusqu'en 1973
- E/CN.14/448. Rapport final de la Conférence constitutive de la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC)

- E/CN.14/449. Rapport de la troisième réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la CEA et du Comité d'experts pour le commerce et le développement de l'OUA
- E/CN.14/450. Rapport de la Réunion régionale sur les problèmes techniques et sociaux de l'urbanisation (en particulier le financement du logement)
- E/CN.14/451. Mobilisation de ressources financières pour le Fonds de développement de l'Afrique : rapport d'avancement sur l'application de la résolution 169(VIII)
- E/CN.14/452. Rapport de la huitième réunion du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification
- E/CN.14/AMA/16. Rapport final de la deuxième Conférence des gouverneurs des banques centrales africaines
- E/CN.14/HOU/10. Rapport sur le deuxième stage sous-régional de formation à l'auto-construction assistée et aux méthodes de logement coopératif (Afrique de l'Est)
- E/CN.14/UNCTAD II/PM/2/Rev. 2. Rapport de la Réunion préparatoire de la CNUCED II
- E/CN.14/UNCTAD II/3. Coopération internationale pour le financement du commerce et du développement
- E/CN.14/UNCTAD II/4. La coopération économique en Afrique
- E/CN.14/CAS.5/LS.21. Rapport du Cycle d'études sur les budgets familiaux et l'indice des prix à la consommation
- E/CN.14/CAS.5/NAC/27. Rapport du Groupe de travail sur l'adaptation du système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays africains
- E/CN.14/INF/31. Calendrier provisoire des conférences, réunions, cycles d'études et stages de formation pour 1969
- E/CN.14/INF/32. Note du Secrétaire exécutif en application de la résolution 132 (VII)

- E/CN.14/INF/33. Note de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur les applications de l'énergie atomique en Afrique
- E/CN.14/INF/34. Note d'information à l'usage des délégations participant à la neuvième session et au dixième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abéba, Ethiopie
- E/CN.14/INF/35. Document d'information sur les voyages d'études organisés aux Etats-Unis pour les fonctionnaires chargés des projets d'aménagement des bassins fluviaux et des lacs
- E/CN.14/INF/36. Note d'information sur une étude sur le personnel et les moyens de recherche dans le domaine des ressources hydrauliques en Afrique de l'ouest
- E/CN.14/INF/37. Action du GATT concernant les problèmes de commerce et de développement
- E/CN.14/INF/38. Document d'information sur le voyage en Inde consacré au développement routier
- E/CN.14/INF/39. Note d'information sur la quatrième réunion consultative du Groupe régional pour l'Afrique du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement
- E/CN.14/INF/40. Examen des ressources de l'enseignement, de la formation, du personnel disponible et du personnel nécessaire dans le domaine de l'industrie minérale et des sciences de la terre pour 15 pays africains
- E/CN.14/INF/41. Document d'information sur les activités du Programme des Nations Unies pour le développement en Afrique
- E/CN.14/INF/42. Note d'information sur l'exposition consacrée à l'utilisation de méthodes modernes de topographie et de cartographie en vue d'accélérer le développement
- E/CN.14/INF/43. Note d'information sur le voyage d'études sur les formes et méthodes d'administration requises pour organiser le développement régional et local

E/CN.14/INF/44. Rapport du Comité chargé d'étudier la réorganisation du Secrétariat

E/CN.14/INF/45. Note d'information sur le Plan d'action mondial des Nations Unies pour l'application de la science et de la technique au développement

E/CN.14/CSRT/WP.9. Rapport du Comité consultatif du recrutement et de la formation du personnel.

### ANNEXE III

#### MANDAT DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Adopté par le Conseil économique et social à sa vingt-cinquième session

[résolution 671 A (XXV) et amendé par le Conseil à ses  
vingt-sixième, trente-sixième [résolution 974 D (XXXVI)]  
quarante-cinquième [résolution 1343 (XLV)]  
et . . . sessions [résolution . . . ]]

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné la résolution 1155(XII) de l'Assemblée générale, en date du 26 novembre 1957, recommandant que le Conseil économique et social, en vue d'apporter une aide efficace aux pays et territoires d'Afrique et conformément à l'Article 68 de la Charte des Nations Unies, examine promptement et avec bienveillance, à sa prochaine session, la création d'une Commission économique pour l'Afrique,

Tenant compte des vues exprimées par les pays africains suivants : Ethiopie, Ghana, Libéria, Libye, Maroc, République arabe unie, Soudan et Tunisie a/ et par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord b/ ainsi que des vues exprimées au Conseil par les délégations d'autres pays,

Crée une Commission économique pour l'Afrique dotée du mandat suivant :

1. La Commission économique pour l'Afrique, agissant conformément aux principes de l'Organisation des Nations Unies et sous réserve du contrôle général du Conseil économique et social, devra, à condition de ne prendre aucune mesure à l'égard d'un pays quelconque sans l'assentiment du gouvernement de ce pays :

- a) Prendre des mesures et participer à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique, y compris ses aspects sociaux, afin de relever le niveau de l'activité économique et les niveaux de vie en Afrique et de maintenir et renforcer les relations économiques des pays et territoires d'Afrique, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde;

---

a/ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-cinquième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour, document E/3093.

b/ Ibid., document E/3095.



- b) Procéder ou faire procéder à des enquêtes et études sur les problèmes et l'évolution d'ordre économique et technologique des territoires d'Afrique, dans la mesure où la Commission le jugera nécessaire, et diffuser les résultats de ces enquêtes et études;
- c) Entreprendre ou faire entreprendre le rassemblement, l'évaluation et la diffusion de renseignements d'ordre économique, technologique et statistique, dans la mesure où la Commission le jugera nécessaire;
- d) Fournir, dans la limite des moyens dont dispose son secrétariat, les services consultatifs que les pays et territoires de la région pourraient désirer, à la condition que ces services ne fassent pas double emploi avec ceux que fournissent d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies ou les institutions spécialisées;
- e) Aider le Conseil, sur sa demande, à s'acquitter de ses fonctions dans la région, en ce qui concerne tous les problèmes économiques, y compris ceux qui ont trait à l'assistance technique;
- f) Aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées qui serviront de base à une action pratique visant à favoriser le développement économique et technologique de la région;
- g) Dans l'exercice des fonctions énumérées ci-dessus, traiter comme il convient des aspects sociaux du développement économique et de l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux.

2. La Commission est habilitée à faire, sur toute question relevant de sa compétence, des recommandations directes aux gouvernements des membres ou membres associés intéressés, aux gouvernements des Etats admis à titre consultatif et aux institutions spécialisées. La Commission soumettra à l'examen préalable du Conseil économique et social toute proposition relative à une action qui aurait des répercussions importantes sur l'ensemble de l'économie mondiale.

3. La Commission pourra, après avoir consulté toute institution spécialisée intéressée et avec l'approbation du Conseil économique et social, constituer les organismes subsidiaires qu'elle jugera utiles pour faciliter l'accomplissement des tâches qui lui incombent.

4. Dans l'ordre géographique, la compétence de la Commission s'étendra à l'ensemble du continent africain, à Madagascar et aux autres îles d'Afrique.

5. Pourront faire partie de la Commission les Etats suivants :  
 Algérie c/, Botswana d/, Burundi c/, Cameroun e/, Congo (Brazzaville) e/, Congo (République démocratique du) e/, Côte-d'Ivoire e/, Dahomey e/, Ethiopie, Gabon e/, Gambie f/, Ghana, Guinée g/, Guinée Equatoriale k/, Haute-Volta e/, Kenya h/, Lesotho i/, Libéria, Libye, Madagascar e/, Malawi i/, Mali e/, Maurice k/, Mauritanie j/, Maroc, Niger e/, Nigeria e/, Ouganda c/, République arabe unie, République centrafricaine e/, République sud-africaine l/, République-Unie de Tanzanie m/, Rwanda c/, Sénégal e/, Sierra Leone j/, Somalie e/, Souaziland k/, Soudan, Tchad e/, Togo e/, Tunisie, Zambie i/, ainsi que tout Etat de la région qui pourra par la suite devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies, étant entendu que les Etats qui cesseront d'avoir des responsabilités territoriales en Afrique cesseront d'être membres de la Commission.

6. Sont admis membres associés de la Commission les territoires suivants :

- a) Les territoires non autonomes situés dans les limites géographiques définies au paragraphe 4 ci-dessus;
- b) Les puissances autres que le Portugal, responsables des relations internationales de ces territoires.

- c/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1962.
- d/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1966.
- e/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1960.
- f/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1965.
- g/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1958.
- h/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1963.
- i/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1964.
- j/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1961.
- k/ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1968.

- l/ Voir résolution 974DIV (XXXVI) du Conseil économique et social, dont la teneur est la suivante :

"Le Conseil économique et social

"1. Décide de revenir sur sa décision concernant la recommandation de la Commission économique pour l'Afrique relative à la qualité de membre de la République sud-africaine

"2. Décide que la République sud-africaine ne participera pas aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique jusqu'à ce que le Conseil, sur la recommandation de la Commission économique pour l'Afrique, considère que les conditions nécessaires à une coopération constructive ont été rétablies par une modification de la politique raciale de ce pays."

- m/ Constituée le 26 avril 1964 par l'Union du Tanganyika et de Zanzibar, qui sont devenus Membres de l'Organisation des Nations Unies en 1961 et en 1963 respectivement.

7. Les représentants des membres associés pourront participer, sans droit de vote, à toutes les réunions de la Commission, qu'elle siège soit en commission, soit en comité plénier.

8. Les représentants des membres associés pourront être nommés membres de tout comité ou de tout organe subsidiaire que la Commission pourrait créer, et faire partie du bureau de ces organismes.

9. La Commission invitera tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer, à titre consultatif, à l'examen de toute question présentant un intérêt particulier pour ledit Etat, conformément à la pratique du Conseil économique et social.

10. La Commission invitera des représentants d'institutions spécialisées à assister à ses réunions et à participer, sans droit de vote, à ses délibérations quand elles se rapporteront à des points de son ordre du jour relatifs à des questions relevant de leur compétence; elle pourra inviter des observateurs des autres organisations intergouvernementales dont la présence lui paraîtra souhaitable, conformément à la pratique du Conseil économique et social.

11. La Commission prendra des mesures pour assurer le maintien de la liaison nécessaire avec d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies et avec les institutions spécialisées, en s'attachant particulièrement à éviter tout double emploi. La Commission établira la liaison et la coopération appropriées avec les autres commissions économiques régionales, conformément aux résolutions et aux directives du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

12. La Commission pourra établir toute liaison qu'elle jugera appropriée avec des organisations intergouvernementales en Afrique dont l'activité s'exerce dans le même domaine.

13. La Commission prendra des dispositions en vue de procéder à des consultations avec les organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil économique et social a accordé le statut consultatif, en application des principes approuvés par le Conseil à cette fin.

14. La Commission adoptera son propre règlement intérieur, y compris le mode d'élection de son président et des autres membres de son bureau.

15. Le budget administratif de la Commission sera financé sur les fonds de l'Organisation des Nations Unies.

16. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nommera le Secrétaire exécutif de la Commission. Le personnel de la Commission fera partie du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

17. La Commission présentera au Conseil économique et social, une fois par an, un rapport complet sur son activité et ses projets ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires. Pour les années au cours desquelles la Commission ne se réunit pas en session, le Secrétaire exécutif présentera au Conseil économique et social un rapport complet sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires, après approbation par le Président de la session considérée et communication aux Etats membres pour avis et toute modification nécessaire.

18. Le siège de la Commission et de son secrétariat sera établi en Afrique. Le Conseil économique et social fixera l'emplacement du siège en consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies n/. La Commission pourra, en temps utile, créer dans la région les bureaux locaux qu'elle jugera nécessaires.

19. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera la première session de la Commission aussitôt que possible, au plus tard avant la fin de l'année 1958. A chaque session, la Commission décidera du lieu où se tiendra la session suivante, en prenant dûment en considération le principe selon lequel la Commission doit se réunir soit à son siège, soit dans un des pays d'Afrique.

20. Le Conseil économique et social procédera de temps à autre à un examen spécial des travaux de la Commission.

---

n/ A sa 1018ème séance, le 29 avril 1958, le Conseil a décidé de voter pour choisir, parmi les cinq villes proposées, celle qui serait le siège de la Commission économique pour l'Afrique. La ville d'Addis-Abéba a été choisie comme siège de la Commission.

## ANNEXE IV

### REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Texte adopté lors de la première session de la Commission (E/CN.14/3/Rev.1)  
amendé par la Commission à sa huitième session a/ et par le Conseil économique  
et social à sa quarante-cinquième session /résolution 1377 (XIV)/

#### I. SESSIONS

##### DATE ET LIEU DES SESSIONS

##### Article premier

Les sessions de la Commission ont lieu :

- a) A la date que la Commission a recommandée lors d'une session précédente, après consultation du Secrétaire général, et que le Conseil économique et social a approuvée;
- b) Dans les 45 jours qui suivent une demande à cet effet émanant du Conseil économique et social;
- c) Sur la demande de la majorité de ses membres, après consultation du Secrétaire exécutif;
- d) A tout autre moment où le Président, en consultation avec les vice-présidents et le Secrétaire exécutif, l'estime nécessaire.

##### Article 2

Les sessions convoquées conformément à l'alinéa a de l'article premier se tiennent au lieu désigné par la Commission lors d'une session précédente, compte dûment tenu du principe selon lequel la Commission doit se réunir soit à son siège, soit dans un des pays d'Afrique.

Les sessions convoquées conformément aux alinéas b, c ou d de l'article premier se tiennent au lieu fixé par le Secrétaire général en consultation avec le Président de la Commission.

##### Article 3

A la demande de la majorité des membres de la Commission, ou dans des cas spéciaux, le Secrétaire général, en consultation avec le Président de la Commission et avec le Comité intérimaire du calendrier des conférences, peut modifier la date et le lieu de la session.

---

a/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 5 (E/4354 et Corr.1), annexe IV.

## NOTIFICATION DE LA DATE D'OUVERTURE

### Article 4

Le Secrétaire exécutif fait connaître aux membres et aux membres associés de la Commission, 42 jours au moins avant l'ouverture de chaque session, la date et le lieu de la première séance. Cette notification est envoyée également aux institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux organisations intergouvernementales d'Afrique dont le domaine d'activité est le même que celui de la Commission et avec lesquelles la Commission est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A et aux organisations non gouvernementales de la catégorie B ou inscrites au registre.

## II. ORDRE DU JOUR

### ETABLISSEMENT ET COMMUNICATION DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

### Article 5

Le Secrétaire exécutif dresse, en consultation avec le Président de la Commission, l'ordre du jour provisoire de chaque session, qui est adressé en trois exemplaires, en même temps que les documents de base concernant chacun des points, aux membres de la Commission et aux membres associés ainsi qu'aux organes, institutions et organisations visés à l'article 4, au moins 42 jours avant l'ouverture de la session.

### Article 6

L'ordre du jour provisoire comprend les questions proposées :

- a) Par la Commission lors d'une session précédente;
- b) Par le Conseil économique et social;
- c) Par un membre ou un membre associé de la Commission;
- d) Par le Président de la Commission;
- e) Par le Secrétaire exécutif;
- f) Par un organe subsidiaire de la Commission;
- g) Par une institution spécialisée ou par l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et ces institutions;

- h) Par les organisations non gouvernementales de la catégorie A, sous réserve des dispositions de l'article 8.

#### Article 7

Avant d'inscrire à l'ordre du jour provisoire une question proposée par une institution spécialisée, le Secrétaire exécutif procède, avec ladite institution, aux consultations préliminaires qui peuvent être nécessaires.

#### Article 8

Les organisations non gouvernementales de la catégorie A peuvent proposer l'inscription de questions de leur compétence à l'ordre du jour provisoire de la Commission, sous réserve des conditions ci-après :

- a) Toute organisation qui désire proposer l'inscription d'une question doit en informer le Secrétaire exécutif 70 jours au moins avant l'ouverture de la session et, avant de proposer officiellement l'inscription de la question, elle doit dûment prendre en considération toutes observations que le Secrétaire exécutif pourrait faire;
- b) La proposition, accompagnée des documents de base pertinents, doit être officiellement déposée 56 jours au moins avant l'ouverture de la session.

### ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

#### Article 9

Le premier point de l'ordre du jour provisoire d'une session, après l'élection du Président, est l'adoption de l'ordre du jour.

### REVISION DE L'ORDRE DU JOUR

#### Article 10

Après adoption de l'ordre du jour, la Commission peut à tout moment l'amender. Si un gouvernement membre n'a pas reçu, dans le délai de 42 jours, les rapports, études et documents qui doivent être examinés à la session, il a le droit de demander que les points auxquels ont trait lesdits rapports, études et documents soient supprimés de l'ordre du jour, et la Commission fait immédiatement droit à cette demande.

Sans préjudice de ce qui précède, si, la Commission étant saisie de la question, les trois quarts ou plus des membres qui participent officiellement à la session insistent pour que le point soit néanmoins discuté, la décision de cette majorité sera respectée.

### III. REPRESENTATION. VERIFICATION DES POUVOIRS

#### Article 11

Chaque membre et membre associé est représenté à la Commission par un représentant accrédité.

#### Article 12

Un représentant peut se faire accompagner aux sessions de la Commission par des représentants suppléants et des conseillers; en cas d'absence, il peut être remplacé par un représentant suppléant.

#### Article 13

Les pouvoirs des représentants et le nom des suppléants et conseillers sont communiqués au Secrétaire exécutif avant la première séance à laquelle ces représentants doivent assister. Le Président et les vice-présidents les examinent et font rapport à la Commission. Toutefois, les dispositions du présent article n'empêchent pas un membre ou un membre associé de changer ultérieurement de représentants, de suppléants ou de conseillers, sous réserve que les pouvoirs soient, le cas échéant, présentés et examinés dans les formes requises.

### IV. BUREAU

#### ELECTION DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS

#### Article 14

La Commission élit au début de la première séance de chaque session un président, un premier vice-président, un second vice-président et un rapporteur parmi les représentants de ses membres.

#### DUREE DU MANDAT

#### Article 15

Les membres du Bureau de la Commission restent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles.

#### PRESIDENT PAR INTERIM

#### Article 16

Si le Président est absent pendant une séance ou une partie de séance, il est remplacé par le premier Vice-Président ou, en cas d'absence de celui-ci, par le second Vice-Président. Le Vice-Président agissant en qualité de Président a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le Président.



## REMPLACEMENT DU PRESIDENT

### Article 17

Si le Président cesse de représenter un Etat membre de la Commission, ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter plus longtemps de ses fonctions, le premier Vice-Président assure la présidence pour la période qui reste à courir. Si le premier Vice-Président cesse également de représenter un membre de la Commission ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter plus longtemps de ses fonctions, le second Vice-Président assume la présidence pour la période qui reste à courir.

## DROIT DE VOTE DU PRESIDENT

### Article 18

Le Président ou le premier Vice-Président agissant en qualité de Président participe aux séances de la Commission en cette qualité et non en tant que représentant du membre qui l'a accrédité. Dans ce cas, un représentant suppléant a le droit de représenter ce membre aux séances de la Commission et d'y exercer le droit de vote.

## V. COMITES DE LA COMMISSION

### Article 19

A chaque session, la Commission peut constituer les comités pléniers ou restreints qu'elle juge nécessaires et leur renvoyer, pour étude et rapport, tout point de l'ordre du jour. La Commission peut, en consultation avec le Secrétaire exécutif, autoriser ces comités à siéger pendant que la Commission n'est pas en session.

### Article 20

Les membres des comités de la Commission sont désignés par le Président, sous réserve de l'approbation de la Commission, à moins que la Commission n'en décide autrement.

### Article 21

Le présent règlement intérieur s'applique aux travaux des comités, à moins que la Commission n'en décide autrement.

## VI. SECRETARIAT

### Article 22

Le Secrétaire exécutif agit en cette qualité à toutes les séances de la Commission, de ses comités et de ses organes subsidiaires. Il peut charger un autre fonctionnaire de le remplacer à une séance quelconque.

#### Article 23

Le Secrétaire exécutif dirige le personnel fourni par le Secrétaire général et nécessaire à la Commission ou à un de ses organes subsidiaires.

#### Article 24

Le Secrétaire exécutif est chargé de porter à la connaissance des membres de la Commission et membres associés toutes les questions dont elle peut être saisie aux fins d'examen.

#### Article 25

Au début de chaque session, le Secrétaire exécutif présente à la Commission un rapport sur le programme de travail du secrétariat pendant la période qui se situe entre la session précédente et la session en cours. Dans l'intervalle entre les sessions, le Secrétaire exécutif fait en sorte que, dans toute la mesure du possible, les membres et les membres associés soient informés des résultats des travaux en cours, ainsi que de l'opinion exprimée par les gouvernements des Etats membres et des membres associés quant aux résultats obtenus.

#### Article 26

Le Secrétaire exécutif ou son représentant peut, sous réserve des dispositions de l'article 41, présenter à la Commission, à ses comités, ou à ses organes subsidiaires des exposés oraux aussi bien que des exposés écrits sur toute question qui est à l'examen.

#### Article 27

Le Secrétaire exécutif est chargé de prendre toutes les dispositions voulues pour les réunions de la Commission, de ses comités et de ses organes subsidiaires.

#### Article 28

Le secrétariat assure l'interprétation des discours prononcés au cours des séances; reçoit, traduit et distribue les documents de la Commission, de ses comités et de ses organes subsidiaires; publie et distribue les comptes rendus des sessions, les résolutions de la Commission et les documents nécessaires y afférents. Il assure la garde des documents dans les archives de la Commission et, d'une manière générale, accomplit tous les autres travaux dont la Commission peut avoir besoin.

#### Article 29

Avant que la Commission ou l'un de ses organes subsidiaires n'approuve une proposition entraînant des dépenses pour l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire exécutif établit et communique aux membres, aussitôt que possible,

une estimation distincte des dépenses entraînées par cette proposition. Il incombe au Président d'attirer sur cette estimation l'attention des membres pour qu'ils l'examinent lorsque la Commission ou un organe subsidiaire étudie la proposition.

#### Article 30

Dans l'exercice de ses fonctions, le Secrétaire exécutif agit en vertu de l'autorité qui lui est conférée par le Secrétaire général et au nom de celui-ci.

### VII. LANGUES

#### LANGUES DE TRAVAIL

#### Article 31

L'anglais et le français sont les langues de travail de la Commission.

#### INTERPRETATION DE DISCOURS PRONONCES DANS UNE DES LANGUES DE TRAVAIL

#### Article 32

Les discours prononcés dans l'une des langues de travail sont interprétés dans l'autre langue de travail.

#### INTERPRETATION DE DISCOURS PRONONCES DANS UNE AUTRE LANGUE

#### Article 33

Tout représentant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues de travail. Dans ce cas, il assure l'interprétation dans l'une des langues de travail. L'interprète du secrétariat peut prendre pour base de son interprétation dans les autres langues de travail celle qui a été faite dans une langue de travail.

#### LANGUES A UTILISER POUR LES COMPTES RENDUS

#### Article 34

Les comptes rendus sont rédigés dans les langues de travail.

#### LANGUES A UTILISER POUR LES RESOLUTIONS ET AUTRES DECISIONS OFFICIELLES

#### Article 35

Toutes les résolutions, recommandations et autres décisions officielles de la Commission - y compris les rapports annuels visés à l'article 69 - sont établies dans les langues de travail.

## VIII. SEANCES PUBLIQUES ET SEANCES PRIVEES

### Article 36

Les séances de la Commission sont publiques, à moins que la Commission n'en décide autrement.

### Article 37

A l'issue de chaque séance privée, la Commission peut faire publier un communiqué par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif.

## IX. COMPTES RENDUS

### COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES PUBLIQUES

### Article 38

Le secrétariat établit le compte rendu analytique des séances de la Commission. Il le fait parvenir aussitôt que possible aux représentants des membres et des membres associés; les représentants des autres gouvernements, des organisations ou des institutions qui ont participé à des séances reçoivent également le compte rendu de ces séances. Les représentants informent le secrétariat 72 heures au plus tard après la distribution du compte rendu des modifications qu'ils désirent y voir apporter. Le Président est saisi de toute contestation au sujet de ces modifications; sa décision est définitive.

### Article 39

La version révisée des comptes rendus analytiques des séances publiques est distribuée aussitôt que possible, conformément à l'usage du Conseil économique et social. Elle est aussi distribuée aux membres associés, aux organisations intergouvernementales d'Afrique dont le domaine d'activité est le même que celui de la Commission et avec lesquelles la Commission est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A, aux organisations non gouvernementales appropriées de la catégorie B ou inscrites au registre et, s'il y a lieu, aux représentants des gouvernements admis à participer à titre consultatif aux travaux de la Commission.

### COMPTES RENDUS DES SEANCES PRIVEES

### Article 40

La version révisée des comptes rendus analytiques des séances privées est distribuée aussitôt que possible aux membres et aux membres associés de la Commission, ainsi qu'aux représentants des gouvernements, organisations ou institutions qui ont participé à ces séances. Elle peut être rendue publique au moment et dans les conditions que décide la Commission.

## RESOLUTIONS ET AUTRES DECISIONS OFFICIELLES

### Article 41

Le texte de tous les rapports, résolutions, recommandations et autres décisions officiellement adoptés par la Commission, ses comités et ses organes subsidiaires est distribué aussitôt que possible aux membres et membres associés de la Commission, aux autres commissions économiques régionales, aux institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux organisations intergouvernementales d'Afrique dont le domaine d'activité est le même que celui de la Commission et avec lesquelles la Commission est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A et aux organisations non gouvernementales appropriées de la catégorie B ou inscrites au registre.

## X. CONDUITE DES DEBATS

### QUORUM

### Article 42

Le quorum est constitué par la majorité des membres de la Commission.

### POUVOIRS DU PRESIDENT

### Article 43

En sus des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président a charge de prononcer l'ouverture et la clôture de chaque séance de la Commission; il dirige les débats, assure l'application du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Le Président, sous réserve des dispositions du présent règlement, règle les débats de la Commission et assure le maintien de l'ordre au cours des séances. Il statue sur les motions d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance.

Les débats portent uniquement sur la question dont est saisie la Commission, et le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.

### MOTIONS D'ORDRE

### Article 44

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut, à tout moment, présenter une motion d'ordre, sur laquelle le Président prend immédiatement une décision conformément au règlement. Un représentant peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision du Président, si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votants, est maintenue.

Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

#### AJOURNEMENT DU DEBAT

##### Article 45

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, deux orateurs peuvent prendre la parole, l'un en faveur de la motion et l'autre contre; après quoi la motion est mise aux voix immédiatement.

#### LIMITATION DU TEMPS DE PAROLE

##### Article 46

La Commission peut limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre de fois que chaque représentant peut prendre la parole sur une même question; toutefois, pour les questions de procédure, le Président limite le temps de parole de chaque orateur à cinq minutes. Lorsque les débats sont limités et qu'un représentant dépasse le temps qui lui a été accordé, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre.

#### CLOTURE DE LA LISTE DES ORATEURS

##### Article 47

Au cours d'un débat, le Président peut donner lecture de la liste des orateurs et, avec l'assentiment de la Commission, déclarer cette liste close. Le Président peut cependant accorder le droit de réponse à un représentant quelconque lorsqu'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs rend, à son avis, cette décision opportune. Lorsque la discussion portant sur un point est terminée du fait qu'il n'y a pas d'autres orateurs inscrits, le Président prononce la clôture du débat. En pareil cas, la clôture du débat a le même effet que si elle était approuvée par la Commission.

#### CLOTURE DU DEBAT

##### Article 48

A tout moment, un représentant peut demander la clôture du débat sur la question en discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la clôture du débat n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

#### SUSPENSION OU LEVEE DE LA SEANCE

##### Article 49

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut demander la suspension ou la levée de la séance. Les motions en ce sens ne doivent pas faire l'objet d'un débat, mais sont immédiatement mises aux voix.

## ORDRE DES MOTIONS DE PROCEDURE

### Article 50

Sous réserve des dispositions de l'article 42, les motions suivantes ont, dans l'ordre indiqué ci-dessous, priorité sur toutes les autres propositions ou motions présentées :

1. Suspension de la séance;
2. Levée de la séance;
3. Ajournement du débat sur le point en discussion;
4. Clôture du débat sur le point en discussion.

## DEPOT DES PROJETS DE RESOLUTION ET DES AMENDEMENTS

### OU PROPOSITIONS DE FOND

### Article 51

Les projets de résolution sont remis par écrit au Secrétaire exécutif, qui les distribue aux représentants 24 heures avant qu'ils puissent être discutés et mis aux voix, à moins que la Commission n'en décide autrement.

### Article 52

Sur la demande d'un membre de la Commission ou d'un membre associé, toute proposition et tout amendement à une proposition présentés par un autre membre ou membre associé doivent être remis par écrit au Président, qui en donne lecture, avant de donner la parole à un autre orateur et aussi immédiatement avant de mettre aux voix ladite proposition ou ledit amendement. Le Président peut décider de faire distribuer aux représentants présents toute proposition ou tout amendement à ladite proposition avant de les mettre aux voix. Le présent article n'est pas applicable aux propositions touchant la procédure telles que celles qui sont visées à l'article 48.

## DECISIONS SUR LA CONFERENCE

### Article 53

Sous réserve des dispositions de l'article 50, toute motion tendant à ce que la Commission décide si elle est compétente pour adopter une proposition dont elle est saisie est mise aux voix immédiatement avant le vote sur la proposition en cause.

## RETRAIT D'UNE MOTION

### Article 54

L'auteur d'une motion peut toujours la retirer avant qu'elle n'ait été mise aux voix, à condition qu'elle n'ait pas fait l'objet d'un amendement. Une motion qui est ainsi retirée peut être présentée de nouveau par un représentant quelconque.

## XI. VOTE

### DROIT DE VOTE

### Article 55

Chaque membre de la Commission dispose d'une voix.

### MAJORITE REQUISE ET SENS DE L'EXPRESSION "MEMBRES PRESENTS ET VOTANTS"

### Article 56

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votants.

Aux fins du présent règlement, l'expression "membres présents et votants" s'entend des membres qui votent pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent dans le vote sont considérés comme non-votants.

### SCRUTIN

### Article 57

Sous réserve des dispositions de l'article 60, la Commission vote normalement à main levée, à moins qu'un membre ne demande le vote par appel nominal, lequel a lieu alors dans l'ordre alphabétique anglais des noms des membres, en commençant par le pays dont le Président a tiré le nom au sort.

### INSCRIPTION AU COMPTE RENDU D'UN VOTE PAR APPEL NOMINAL

### Article 58

En cas de vote par appel nominal, le vote de chaque membre participant au scrutin est consigné au compte rendu.



## REGLES A OBSERVER PENDANT LE VOTE

### Article 59

Quand le scrutin est commencé, aucun membre ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion relative à la manière dont s'effectue le scrutin. Le Président peut, s'il le juge nécessaire, permettre aux représentants d'intervenir brièvement, soit avant que le scrutin ne commence, soit quand il est terminé, mais uniquement pour expliquer leur vote.

## DIVISION DES PROPOSITIONS

### Article 60

La Commission peut décider, à la demande d'un représentant, qu'une motion ou résolution sera mise aux voix par division. Dans ce cas, le texte constitué par l'ensemble des textes adoptés est ensuite mis aux voix dans son ensemble. Si toutes les parties du dispositif d'une proposition ont été rejetées, la proposition est considérée comme rejetée dans son ensemble.

## VOTES SUR LES AMENDEMENTS

### Article 61

Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, la Commission vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition primitive. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après ce premier amendement, s'éloigne le plus de la proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, elle vote ensuite sur la proposition modifiée. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est mise aux voix sous sa forme primitive.

Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle représente une addition, une suppression ou une modification intéressant cette proposition.

## VOTES SUR LES PROPOSITIONS

### Article 62

Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, la Commission, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions dans l'ordre où elles ont été présentées.

Après chaque vote, la Commission peut décider si elle votera sur la proposition suivante.

Toutefois, les motions qui tendent à ce que la Commission ne se prononce pas sur le fond des propositions sont considérées comme des questions préalables et mises aux voix avant lesdites propositions.

## ELECTIONS

### Article 63

Toute élection de personnes a lieu au scrutin secret, à moins que la Commission n'en décide autrement, en l'absence d'objection.

### Article 64

Lorsqu'un seul poste doit être pourvu par voie d'élection, et qu'aucun candidat ne recueille au premier tour la majorité requise, on procède à un second tour de scrutin, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, le Président décide entre eux en tirant au sort.

Au cas où, après le premier tour de scrutin, deux ou plusieurs candidats viennent en deuxième position avec un nombre égal de voix, on procède à un scrutin spécial afin de ramener à deux le nombre de candidats. Si, après le premier tour de scrutin, trois candidats ou plus viennent en tête avec un nombre égal de voix, on procède à un deuxième tour de scrutin; s'il y a encore partage égal des voix entre plus de deux candidats, on ramène à deux le nombre des candidats par tirage au sort.

### Article 65

Lorsque deux ou plusieurs postes doivent être pourvus par voie d'élection en même temps et dans les mêmes conditions, les candidats qui obtiennent au premier tour la majorité requise sont élus.

Si le nombre des candidats qui ont obtenu la majorité requise est inférieur au nombre des postes à pourvoir, on procède à d'autres tours de scrutin afin de pourvoir aux postes encore vacants. Le vote ne porte que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au scrutin précédent et dont le nombre ne doit pas dépasser le double de celui des postes restant à pourvoir. Néanmoins, dans le cas où un plus grand nombre de candidats se trouvent à égalité, on procède à un scrutin spécial pour ramener le nombre des candidats au nombre requis.

Si trois scrutins portant sur un nombre limité de personnes ne donnent pas de résultat, on procède alors à des scrutins libres au cours desquels les membres ont le droit de voter pour toute personne ou tout membre éligible. Si trois tours de scrutin effectués selon cette dernière procédure ne donnent pas de résultat, les trois scrutins suivants (sous réserve des cas mentionnés à la fin de l'alinéa précédent, où les candidats se trouvent à égalité) ne portent plus que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au troisième tour des scrutins libres. Le nombre de ces candidats ne doit pas être supérieur au double de celui des postes qui restent à pourvoir.

Les trois scrutins suivants sont libres, et ainsi de suite, jusqu'à ce que tous les postes soient pourvus.

## PARTAGE EGAL DES VOIX

### Article 66

En cas de partage égal des voix lors d'un vote qui ne porte pas sur des élections, la proposition est considérée comme repoussée.

## XII. ORGANES SUBSIDIAIRES

### Article 67

Après consultation des institutions spécialisées intéressées, et après l'approbation du Conseil économique et social, la Commission peut créer les organes subsidiaires permanents qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa tâche; elle fixe le mandat et la composition de chacun d'entre eux.

### Article 68

Les organes subsidiaires adoptent leur propre règlement intérieur, à moins que la Commission n'en décide autrement.

## XIII. RAPPORTS

### Article 69

La Commission présentera au Conseil économique et social, une fois par an, un rapport complet sur son activité et ses projets ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires. Pour les années au cours desquelles la Commission ne se réunit pas en session, le Secrétaire exécutif présentera au Conseil économique et social un rapport complet sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires après approbation par le Président de la session considérée et communication aux Etats membres pour avis et toute modification nécessaire.

## XIV. PARTICIPATION DES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES QUI NE SONT PAS MEMBRES DE LA COMMISSION

### Article 70

La Commission invite tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer à la discussion de toute question qui, de l'avis de la Commission, intéresse particulièrement cet Etat Membre. Un Etat Membre ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Commission.

#### Article 71

Un comité peut inviter tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de ce comité à participer à la discussion de toute question qui, de l'avis du comité, intéresse particulièrement cet Etat Membre. Un Etat Membre ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du comité.

### XV. PARTICIPATION DES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET CONSULTATIONS AVEC ELLES

#### Article 72

Conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique et au mandat de la Commission, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique ont le droit d'être représentées aux séances de la Commission et de ses comités, de participer, par l'intermédiaire de leurs représentants, aux délibérations concernant des questions qui se rapportent au domaine de leurs activités et de présenter, au sujet de ces questions, des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Commission ou du comité intéressé.

#### Article 73

Lorsqu'un point dont on a proposé l'inscription à l'ordre du jour provisoire d'une session contient une proposition tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies entreprenne de nouvelles activités qui se rapportent à des questions intéressant directement une ou plusieurs institutions spécialisées ou l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Secrétaire exécutif entre en consultation avec l'institution ou les institutions intéressées et fait rapport à la Commission sur les moyens qui permettent d'assurer un emploi coordonné des ressources des diverses organisations.

Lorsqu'une proposition, présentée au cours d'une réunion et tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies entreprenne de nouvelles activités, se rapporte à des questions qui intéressent directement une ou plusieurs institutions spécialisées ou l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Secrétaire exécutif, après avoir consulté dans toute la mesure du possible les représentants de l'institution ou des institutions intéressées qui participent à la réunion, attire l'attention des participants sur ces aspects de la proposition.

Avant de prendre une décision sur les propositions dont il est question ci-dessus, la Commission s'assure que les institutions intéressées ont été dûment consultées.

## XVI. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

### Article 74

Les organisations non gouvernementales des catégories A et B ou inscrites au registre peuvent désigner des représentants autorisés qui assistent en tant qu'observateurs aux séances publiques de la Commission.

### Article 75

Les organisations des catégories A et B peuvent présenter, sur les questions qui relèvent de leur compétence particulière, des exposés écrits relatifs aux travaux de la Commission ou de ses organes subsidiaires. Le Secrétaire exécutif communique aux membres et aux membres associés de la Commission le texte de ces exposés, sauf lorsqu'ils sont devenus périmés du fait, par exemple, que les questions dont ils traitent ont déjà fait l'objet d'une décision.

### Article 76

Les dispositions suivantes s'appliquent à la présentation et à la distribution de ces exposés écrits :

- a) Les exposés écrits doivent être présentés dans l'une des langues de travail de la Commission;
- b) Les exposés écrits doivent être présentés assez tôt pour que le Secrétaire exécutif et l'organisation aient le temps de procéder, avant leur distribution, aux échanges de vues appropriés;
- c) Avant de communiquer l'exposé sous sa forme définitive, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire exécutif peut présenter au cours de ces échanges de vues;
- d) Le texte des exposés écrits présentés par les organisations des catégories A et B n'est distribué in extenso que s'il ne compte pas plus de 2.000 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 2.000 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué in extenso lorsque la Commission en fait expressément la demande,
- e) Le Secrétaire exécutif peut inviter les organisations inscrites au registre à présenter des exposés écrits. Dans ce cas, les dispositions des alinéas a, c et d ci-dessus s'appliquent également à ces exposés,
- f) Le Secrétaire exécutif fait distribuer le texte des exposés écrits ou des résumés, selon le cas, dans les langues de travail de la Commission.

#### Article 77

La Commission et ses organes subsidiaires peuvent consulter les organisations des catégories A et B, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou plusieurs comités constitués à cette fin. Dans tous les cas, ces consultations peuvent avoir lieu sur l'invitation de la Commission ou de l'organe subsidiaire, ou à la demande de l'organisation.

Sur la recommandation du Secrétaire exécutif et à la demande de la Commission ou de l'un de ses organes subsidiaires, les organisations inscrites au registre peuvent également se faire entendre par la Commission ou ses organes subsidiaires.

#### Article 78

La Commission peut recommander qu'une organisation spécialement compétente dans un domaine particulier entreprenne certaines études ou enquêtes ou rédige certains documents pour la Commission. Les restrictions prévues à l'alinéa d de l'article 76 ne s'appliquent pas dans ce cas.

### XVII. AMENDEMENTS AU REGLEMENT INTERIEUR; SUSPENSION DE SON APPLICATION

#### Article 79

La Commission peut modifier toute disposition du présent règlement ou en suspendre l'application.

#### Article 80

Aucun amendement ne peut être apporté au présent règlement avant que la Commission n'ait reçu d'un de ses comités un rapport sur la modification proposée.

#### Article 81

La Commission peut suspendre l'application d'un article du présent règlement, à condition que la proposition de suspension ait été présentée 24 heures d'avance. Cette condition peut être écartée si aucun membre ne s'y oppose.

## ANNEXE V

### DISCOURS PRONONCE PAR SA MAJESTE HAILE SELASSIE Ier, EMPEREUR D'ETHIOPIE, A LA SEANCE D'OUVERTURE

Nous sommes aujourd'hui réunis à la Maison de l'Afrique pour marquer une date glorieuse dans l'histoire de ce grand continent - le dixième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique. Cet anniversaire que nous allons célébrer rappelle les 10 années de lutte qui ont précédé la création de cette commission et les difficultés techniques et financières auxquelles la nouvelle organisation s'est heurtée, quand finalement elle a vu le jour. Il est pour le moins juste à cette occasion de faire le point des 10 années d'efforts que la Commission a déployés pour favoriser l'expansion économique, technique et sociale de l'Afrique, et de se consacrer, avec une énergie nouvelle, au développement rapide et orienté vers le progrès des ressources humaines et matérielles de cette vaste région, riche en possibilités. C'est pour nous un grand plaisir d'être présents à cette occasion et d'adresser, en notre nom et en celui de notre peuple bien-aimé, nos vœux les plus chaleureux aux membres de la présente assemblée.

À la première session de la Commission économique pour l'Afrique, seuls huit pays africains en voie de développement étaient membres de plein droit de cette organisation. Aujourd'hui, nous avons le plaisir de saluer les représentants de plus de 40 gouvernements africains qui apportent tout leur appui aux travaux de la Commission. Malgré l'augmentation spectaculaire du nombre des membres de la Commission il y a encore des peuples africains qui, vivant sous le joug du colonialisme et du racisme, ne peuvent être représentés ici aujourd'hui.

Nous sommes particulièrement heureux de souhaiter la bienvenue, à l'occasion de sa première visite dans notre capitale, à U Thant, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il y a 10 ans, nous nous en souvenons, le regretté Secrétaire général Dag Hammarskjöld a assisté à la première session de la Commission économique pour l'Afrique et il a participé ensuite à deux autres sessions, l'une à Tanger et l'autre en 1961 à Addis-Abéba. Aujourd'hui, nous honorons le Secrétaire général U Thant comme notre invité. Sa présence ici témoigne de l'intérêt que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a toujours manifesté pour les travaux de la Commission économique pour l'Afrique.

Nous remarquerons aussi avec plaisir que de nombreux représentants des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, des organisations gouvernementales, qui comprennent également un certain nombre de groupes africains, des organisations non gouvernementales et des fondations des pays industrialisés sont venus participer aux travaux de la présente session. A tous, nous souhaitons chaleureusement la bienvenue. C'est aussi un plaisir de savoir que la Commission économique pour l'Afrique

a toujours pu compter sur l'appui des autres organismes du système des Nations Unies. Aux représentants de ces organismes, nous adressons aussi tous nos souhaits et nos meilleurs vœux.

Quand la Commission a été officiellement installée le 29 décembre 1958, nous avons dit:

"Il y a quelques années à peine, c'est hors de l'Afrique que se tenaient les réunions où l'on étudiait les problèmes africains, et c'était des non-Africains qui décidaient du sort des peuples de l'Afrique. Aujourd'hui, la tradition de Berlin et d'Algésiras est abandonnée, et c'est grâce à la Conférence d'Accra, et maintenant à celle d'Addis-Abéba, que les peuples d'Afrique peuvent enfin délibérer de leurs propres problèmes et de leur avenir<sup>a/</sup>."

L'Afrique a fait de grands progrès sur la voie de l'autonomie vers laquelle nous tendons tous. Les gouvernements africains indépendants arrivent de mieux en mieux à s'organiser, sur leur territoire et à l'intérieur des groupements sous-régionaux, pour remplir leur tâche essentielle: élever le niveau de vie des peuples africains et les faire entrer au plus vite dans l'orbite de la technique du vingtième siècle.

La Commission économique pour l'Afrique a fourni une aide très précieuse dans ce domaine. Nous nous félicitons de voir que, sous la direction, tout d'abord, de M. Mekki Abbas et, aujourd'hui, de M. Robert Gardiner, les activités du secrétariat ont permis d'augmenter considérablement le volume des connaissances relatives à la région africaine. Le secrétariat a procédé à des études, à des recherches importantes; il fournit des services d'experts à maints pays africains. Il n'est donc que justifié, à ce stade, de remercier le Secrétaire exécutif de l'intérêt personnel dont il a fait preuve et de l'aide qu'il a fournie lors de la préparation du troisième plan de développement de l'Ethiopie, qui vient d'être lancé.

En vertu du mandat qui lui a été conféré par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, la Commission économique pour l'Afrique s'occupe essentiellement d'assistance technique en faveur du développement économique et social. En revanche, l'Organisation de l'unité africaine exerce ses principales activités dans la sphère politique. Nous sommes vraiment très heureux de constater que ces deux organisations travaillent en étroite collaboration et de voir que l'Organisation de l'unité africaine s'efforce de fournir un appui politique aux études techniques et aux propositions de la Commission économique. Ces organisations collaborent à l'exécution de programmes régionaux; qui plus est, elles permettent aux voix des pays africains de se faire entendre à l'unisson, lors des débats internationaux et en particulier lors des négociations commerciales qui se déroulent sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Notre

---

a/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément No 10 (E/3201), annexe V.



espoir le plus cher est que la CNUCED, dans ses efforts pour rendre plus rationnel le système du commerce mondial, obtienne pendant la nouvelle décennie du développement de meilleurs résultats que par le passé. A cette fin, nous invitons le monde industrialisé à se soucier de la Charte d'Alger<sup>b/</sup>.

Nous ne pouvons pas prétendre que les problèmes de l'Afrique ont été résolus grâce à l'action concertée de ses organisations régionales, mais après 10 ans d'expérience, nous pouvons penser que l'orientation à donner à cette action est devenue de plus en plus précise. Les nations d'Afrique doivent continuer à coopérer pour supprimer les obstacles qui empêchent actuellement d'envisager, de manière intégrée, le développement régional. Nous devons chercher, individuellement et collectivement, à renforcer les institutions qui existent et à en créer de nouvelles pour faciliter la coopération économique et nous devons nous efforcer de développer l'énorme potentiel humain de l'Afrique qui est, en dernière analyse, la vraie richesse du continent.

On ne saurait trop insister sur l'importance de la coopération économique, en tant qu'élément de la stratégie du développement économique. Déjà, les diverses sous-régions ont pris l'initiative de créer un mécanisme intergouvernemental dans le cadre duquel les problèmes de cette entreprise qu'est la coopération peuvent être examinés et résolus. Ce qui nous encourage, ce sont les activités récemment entreprises par les Etats riverains du fleuve Sénégal et par les organismes de coopération économique des pays du Maghreb, ce sont les efforts soutenus déployés en Afrique de l'ouest pour coordonner l'industrialisation et en particulier les preuves de l'expansion de la coopération entre les pays de l'Afrique de l'est. Les travaux de la Commission économique, pendant la dernière décennie, montrent que les sous-régions africaines peuvent devenir des unités économiques viables à l'intérieur desquelles on peut organiser et réaliser le développement économique et surtout, industriel. Nous nous félicitons donc que, sur le plan technique, le secrétariat ait fait et continue de faire des études et que, plus récemment, il ait commencé à fournir un soutien technique aux programmes de développement sous-régionaux.

Nous avons toujours été conscients de l'une des conditions essentielles de la technique moderne, à savoir que l'industrie exige des économies de dimensions. C'est pourquoi, l'Ethiopie a été l'un des pays fondateurs de la Communauté économique de l'Afrique de l'est, dont elle a signé les Articles d'association en 1966. Nous-même étions présent à Arusha en décembre 1967 quand la Communauté de l'Afrique orientale a vu le jour et nous avons alors exprimé notre désir de nous joindre à ce groupement. Notre gouvernement est actuellement engagé dans des négociations qui, nous l'espérons sincèrement, aboutiront à des résultats satisfaisants pour les deux parties. Ainsi, l'idée de la coopération technique a germé. Reste à la nourrir pour qu'elle puisse se développer et porter des fruits.

---

<sup>b/</sup> Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session, vol. I et Corr.1 et Add.1, Rapport et annexes (Publication des Nations Unies, No de vente : F.68.II.D.14), p. 473.

Les déclarations d'intention doivent être suivies d'une série d'actions concrètes et intégrées. A cet égard, on doit en particulier améliorer les moyens de transports et de communications entre les sous-régions et à l'intérieur de chacune d'entre elles, car ils constituent la base de l'expansion des contacts économiques et culturels. Pendant la période de son troisième plan, l'Ethiopie continue de développer son réseau de routes permanentes, ce qu'elle avait déjà fait, en priorité, pendant les 10 années précédentes. On s'efforce aussi de construire des routes secondaires et des routes d'apport pour rapprocher davantage l'intérieur du pays de l'orbite de l'économie de marché. Simultanément, on poursuivra la construction des routes internationales, si bien qu'au cours de la prochaine décennie, l'Ethiopie et les pays voisins seront reliés par des routes d'excellente qualité. Nous attendons donc avec impatience qu'une coopération permanente s'établisse à l'intérieur de la sous-région, qui aboutira à la création d'un réseau routier intégré dans toute l'Afrique de l'est.

Le développement des transports aériens, à des fins nationales et internationales, est aussi d'une importance capitale. Au cours des 10 dernières années, ce secteur a progressé très rapidement. Aujourd'hui, on peut avoir des contacts rapides à l'intérieur de la sous-région de l'Afrique de l'est, en particulier pour le commerce et le tourisme, et on dispose aussi de liaisons directes avec l'Afrique de l'ouest et du nord. Les Ethiopian Airlines qui desservent maintenant 17 centres internationaux en Afrique, en Europe et en Asie ainsi que 42 aéroports à l'intérieur du pays, ne cesseront pas de s'améliorer et d'étendre leurs services, tout en s'efforçant d'intensifier leur coopération avec les transporteurs aériens des autres nations africaines. Nous espérons aussi que les transports par voies ferrées et par voies fluviales et lacustres feront l'objet d'études intégrées qui permettront d'élaborer des projets viables pour améliorer les réseaux qui existent déjà et en créer d'autres. La nouvelle liaison de télécommunications qui a été récemment ouverte entre Addis-Abéba et Abidjan est une étape importante dans le domaine de l'aménagement des liaisons directes entre les nations africaines. En poursuivant de telles réalisations, dans le prolongement des résultats scientifiques les plus récents dans ce domaine, on pourra intensifier les contacts entre les pays et parvenir à une plus grande unité.

Nos efforts de coopération économique doivent donc s'appuyer sur un organisme national et multinational capable de faire face aux problèmes complexes de l'intégration. Cet organisme a entre autres, pour tâche essentielle, d'élaborer et d'exécuter les plans nationaux, sous-régionaux et régionaux. Les pays africains ont, pour la plupart, acquis une riche expérience de l'élaboration des plans et des problèmes de mise en oeuvre. Il serait très utile que la région, dans son ensemble, et ses organisations internationales groupent les données de cette expérience en vue d'améliorer les méthodes de planification et d'exécution des plans. Ainsi, pourra-t-on éviter doubles emplois et gaspillages, tout en exploitant plus efficacement les ressources naturelles de l'Afrique.

Cette efficacité suppose un apport soutenu de personnel qualifié. Bien que récemment le nombre des spécialistes et techniciens africains ait beaucoup augmenté, nous ne devons pas oublier qu'il existe encore une grave pénurie dans les catégories de personnel les plus importantes. Au cours de la décennie à venir, le niveau de la formation de notre personnel risque de devenir un élément décisif du rythme et de la compétence avec lesquels l'Afrique s'organise pour répondre aux exigences et aux aspirations de ses populations. Nous devons donc prendre de toute urgence des mesures pour renforcer et développer nos établissements de formation nationaux et régionaux et pour réorganiser nos systèmes d'enseignement afin d'en faire des services efficaces, adaptés aux besoins de l'Afrique. La Commission a fait preuve d'une grande initiative dans ce secteur où nous sommes heureux de voir que maints autres organismes internationaux jouent aussi un rôle actif. Il convient donc maintenant de les encourager à coopérer davantage avec la Commission pour mettre au point des programmes plus complets et à portée plus lointaine dans le cadre desquels la jeunesse africaine pourra apprendre à participer activement au processus de développement.

La présence ici aujourd'hui de hauts représentants des pays industrialisés témoigne, nous en sommes certain, de l'intérêt permanent et du soutien que leurs gouvernements apportent aux aspirations de l'Afrique sur le plan du développement économique et social. Nous sommes aussi persuadé que l'expérience des dernières années a montré aux nations les plus prospères qu'elles devaient, pour vivre dans un monde de paix et d'égalité, participer réellement au développement des régions les moins favorisées. Il est donc opportun, à l'occasion de cette session anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique, de demander instamment aux pays industrialisés d'accorder au plus vite un intérêt bienveillant aux projets et aux programmes de développement de l'Afrique. Nous les prions aussi de présenter des propositions d'assistance plus vastes et mieux conçues pour que l'Afrique puisse atteindre plus rapidement cet objectif important qui consiste à fournir des possibilités de progrès toujours plus nombreuses aux terres et aux peuples d'Afrique.

L'Afrique, au cours de la dernière décennie, a déterminé ce qu'il fallait faire pour accélérer le processus du développement. Les gouvernements africains indépendants sont conscients des mesures à prendre et des sacrifices à faire pour transformer leurs systèmes économiques et sociaux et les rendre plus conformes à l'ère de la technique qui est la nôtre. La Commission économique pour l'Afrique a commencé à jouer un rôle efficace pour faciliter la coopération économique et résoudre les problèmes intra-africains. Si la nouvelle décennie, dans laquelle nous nous engageons, est pleine de promesses, elle exige néanmoins le maximum de courage, d'efforts et de détermination de la part de toute l'Afrique et de ceux qui l'aideront.

Nous prions, avec ferveur et espoir, pour que Dieu continue de guider la main des dirigeants de l'Afrique à mesure qu'ils façonnent la voie du progrès et pour qu'Il bénisse les efforts de ses enfants et de tous ceux qui, avec dévouement, viennent lui offrir leurs services. Puissent la célébration du dixième anniversaire et les délibérations de cette neuvième session de la Commission économique pour l'Afrique représenter une nouvelle étape, en nous rapprochant davantage de l'objectif vers lequel nous tendons tous, une Afrique libre, heureuse et prospère.

## ANNEXE VI

### DECLARATION DE U THANT, SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Je suis particulièrement heureux de pouvoir être présent personnellement lors de cet événement important qu'est la célébration du dixième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique. Je suis profondément reconnaissant à Sa Majesté l'Empereur Haïlé Sélassié, non seulement de son éloquent discours inaugural, mais également du vif intérêt qu'il a pris personnellement aux travaux de la CEA depuis qu'elle a été créée il y a 10 ans et que le Gouvernement de Sa Majesté, avec la générosité qui le caractérise, a offert avec tant d'hospitalité de l'accueillir à Addis-Abéba.

Au bout de 10 années d'existence, le moment est opportun pour la Commission d'examiner et d'évaluer ses activités passées et d'élaborer des plans en vue d'accroître l'efficacité de ses travaux futurs. En 10 ans, le nombre des Etats membres de la CEA est passé de 9 à 41, cet accroissement étant dû pour une large part aux efforts déployés par les Nations Unies en matière de décolonisation. Chaque année de la décennie écoulée a vu un nombre croissant de pays africains accéder à l'indépendance, mais il reste encore beaucoup à faire avant que le continent africain ne soit affranchi de tous les vestiges du colonialisme. Les pays africains, tant par leurs propres efforts que grâce à l'action de la CEA, ont jeté les bases d'un progrès économique et social rapide, mais il ne fait aucun doute que le processus de développement s'accélérera à mesure que seront éliminés les derniers vestiges du colonialisme et les politiques raciales qui continuent de sévir sur ce continent, et à mesure que les gouvernements africains renforceront consciemment leur action de coopération économique.

En matière de développement économique et social, l'Afrique en développement se heurte à des problèmes énormes. Les économies africaines reposent essentiellement sur l'agriculture, généralement de type traditionnel, et parfois sur la production minière, mais l'industrialisation y est très faible, de même que la demande de services. Il est évident que les pays africains en voie de développement souffrent, comme beaucoup d'autres pays peu développés, du manque de personnel qualifié, d'une croissance trop lente de la production totale et de l'extrême modicité des revenus, pour plus de 60 p. 100 de la population totale le revenu par habitant étant inférieur à 100 dollars des Etats-Unis. Dans ce tableau assez sombre la CEA, pendant ses 10 premières années d'existence, a fait naître

plus qu'une lueur d'espoir, en s'attachant particulièrement à l'édification de l'infrastructure institutionnelle d'une coopération régionale et sous-régionale et au rassemblement des données économiques et sociales sans lesquelles il serait impossible aux Etats africains d'élaborer des plans de développement. Ce travail de défrichage devrait être d'une grande utilité à la CEA maintenant que s'amorce une nouvelle phase de son action qui sera davantage axée sur les activités opérationnelles visant à aider directement les gouvernements membres dans leurs efforts pour faire disparaître la pauvreté, l'ignorance et la maladie. De plus, pour aider les pays africains à sortir de l'ornière du sous-développement, la CEA a pu, avec la coopération d'organismes des Nations Unies tels que le PNUD, la CNUCED, et l'ONUDI, ainsi que celle des institutions spécialisées, créer des institutions d'une importance capitale comme la Banque africaine de développement, l'Institut africain de développement économique et de planification et plusieurs autres programmes qui aideront à améliorer la situation et à consolider les assises qui permettent d'accélérer à l'avenir le progrès économique et social.

Il ne semble pas y avoir de panacée facile pour secouer les entraves du sous-développement et réaliser la percée vers la croissance autonome. La combinaison exacte de facteurs économiques et sociaux nécessaires à une telle percée est peut-être difficile à déterminer, mais certaines évidences sont incontestables. De même qu'un esprit résolu et un judicieux travail d'équipe entre tous les intéressés sont indispensables dans les efforts de l'homme pour conquérir l'espace, comme l'ont clairement montré les récents exploits des astronautes des Etats-Unis d'Amérique et de l'URSS, ce n'est que par la volonté politique et le travail d'équipe des gouvernements africains et de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies que l'Afrique en développement pourra hâter sa libération des chaînes du sous-développement. La CEA, me semble-t-il, a déjà jeté les semences d'une coopération et d'un esprit d'équipe constructifs dans les domaines économique et social. A la veille de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, elle pourra servir de point de convergence pour les initiatives qui pourraient se manifester sous la forme d'efforts sous-régionaux, régionaux et mondiaux en vue de favoriser le développement économique et social de l'Afrique.

A cet égard il convient de ne pas perdre de vue que les commissions économiques régionales des Nations Unies ont pour caractéristique, non seulement de procurer aux gouvernements des pays de leurs régions respectives les moyens de s'attaquer à des problèmes concrets qui présentent pour eux un intérêt capital, mais également de favoriser une coopération plus large, dans un cadre universel, grâce aux liens qui les unissent aux organismes des

Nations Unies. La CEA est en quelque sorte la fenêtre ouverte sur l'Afrique qui permet aux Nations Unies de voir les problèmes économiques et sociaux de ce continent d'un point de vue africain et de les envisager par rapport à l'ensemble de la structure économique internationale. Sans doute les Africains sont-ils les seuls à pouvoir, en s'unissant dans un esprit de coopération, réaliser le destin de l'Afrique. Il faut aussi que les nations africaines reconnaissent qu'elles ont un rôle capital à jouer en tant que membres de la communauté internationale, un rôle auquel elles ne sauraient se dérober en cette ère de progrès scientifique et technique qui vise à conquérir l'espace extra-atmosphérique et qui, inéluctablement, rapproche toujours davantage les diverses parties du globe.

Je tiens à dire ici quelques mots de l'Organisation de l'unité africaine. Comme je l'ai déjà déclaré dans mes allocutions aux réunions de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, cette organisation exclusivement africaine ne devrait pas se contenter d'aider à résoudre certains des problèmes qui ont surgi dans les relations entre Etats africains, mais elle devrait aussi servir d'instrument grâce auquel ses membres puissent intensifier et rendre plus efficace leur contribution à la coopération internationale et, en particulier, aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. C'est donc avec une certaine satisfaction que je note la coopération accrue entre l'OUA et la CEA dans les domaines économique et social. Des relations plus étroites encore permettraient à ces deux organisations de mieux servir les nations africaines aux échelons national, sous-régional, régional et international.

L'Afrique est le plus jeune des continents en voie de développement et la CEA la plus jeune des commissions économiques régionales des Nations Unies, mais, comme l'ont prouvé les événements qui se sont produits récemment dans le monde entier, la jeunesse se caractérise par la vitalité et le dynamisme. Ce sont là deux éléments moteurs essentiels si l'on veut communiquer au monde en voie de développement l'impulsion nécessaire pour qu'il s'engage sur une orbite plus large de développement économique et social. Je crois que la CEA est l'instrument approprié qui permettra aux pays africains de canaliser ces nouvelles forces et d'instaurer les changements économiques et sociaux nécessaires au développement de l'Afrique. Aussi bien par le passé qu'à l'heure actuelle, la Commission a fait ses preuves sous l'éminente direction de ses secrétaires exécutifs : d'abord M. Mekki Abbas et à présent M. Robert Gardiner. Avec dévouement et conviction, ces hommes ont posé les jalons qui permettront à la CEA de rendre de plus grands services à ses membres. A l'occasion de la célébration de ce dixième anniversaire de la CEA, je tiens à réaffirmer mon intérêt

pour les travaux de la Commission et mon ferme soutien à ses activités. Que cette circonstance historique soit pour nous l'occasion de proclamer à nouveau notre attachement au principe de la coopération internationale, pleinement consciente du caractère interdépendant du monde moderne. Nous ne devons épargner ni effort ni sacrifice pour favoriser le progrès économique et social des pays en voie de développement tout en nous employant à instaurer la paix dans le monde, conformément à la Charte des Nations Unies. C'est là la voie de la sagesse, et ce serait pure folie de notre part que d'en choisir une autre.

Je souhaite que les activités futures de la Commission soient couronnées de succès.



## ANNEXE VII

### DECLARATION DE M. ALLISON A. AYIDA, PRESIDENT SORTANT

C'est pour moi un honneur et un privilège de vous souhaiter la bienvenue à cette session, qui marque le dixième anniversaire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Quelques-uns d'entre nous ont eu le privilège d'être présents à Addis-Abéba, en 1958, à la session inaugurale de la CEA. La délégation nigériane, dont je faisais partie, a assisté à la première session parmi les neuf membres associés. A ce moment, la Commission ne comptait parmi ses membres de plein droit que neuf Etats africains indépendants, sans l'Afrique du Sud, à côté des six pays européens ayant des responsabilités coloniales en Afrique. Aujourd'hui le tableau est sensiblement différent : 41 pays africains sont les seuls membres de plein droit de la Commission, tandis que les anciennes puissances métropolitaines ont la qualité de membres associés sans droit de vote. Je suis heureux de souhaiter la bienvenue à la Guinée équatoriale, à Maurice et au Swaziland qui participent à cette session comme nouveaux membres.

Dix ans après la création de la Commission économique pour l'Afrique, ceux d'entre nous qui avons été témoins de ses modestes débuts, à une époque où son avenir était encore incertain, savons que nos espoirs d'alors étaient justifiés, en dépit des échecs et des déceptions que nous avons inévitablement connus dans certains domaines.

On peut distinguer trois phases dans l'évolution de la Commission pendant cette période. Au cours de la première, qui a coïncidé avec ses années de formation, la Commission s'est préoccupée des maladies d'enfance associées à sa création en tant que grande institution internationale. A cette époque, la moitié au moins des trois semaines de la session était consacrée à des questions de procédure et à des déclarations générales des chefs de délégation. En conséquence, il ne restait que peu de temps aux participants pour aborder les questions de fond.

Nous sommes ensuite passés à la deuxième phase : la Commission était alors en mesure d'établir des statistiques comparatives intéressant les pays africains et de procéder à des études sur les principaux problèmes économiques et sociaux qui se posaient aux Etats membres. C'était aussi l'ère des réunions, des colloques et des conférences. Certains pensaient parfois qu'il y en avait trop. Le secrétariat est le premier à admettre que toutes les études n'allaient pas en profondeur. Il ne lui était pas possible de répondre aux aspirations des Etats membres, en particulier à leur désir d'orienter davantage les

activités de la Commission vers des mesures pratiques répondant aux exigences d'une croissance économique rapide.

Mais c'était là une période où les Etats se découvraient eux-mêmes et où les ministres et les fonctionnaires africains avaient de nombreuses occasions de se rencontrer et de se familiariser avec les conditions propres à d'autres pays du continent. Cette connaissance est un élément important de la coopération intra-africaine. A l'heure actuelle, la seule liaison institutionnelle entre la Commission et le secrétariat, d'une session à l'autre, est assurée par le maintien en fonction du Président et celui-ci doit évidemment remplir ses obligations nationales. Connaissant mal le secrétariat et ne sachant pas ce qu'il fait, les Etats membres font, naturellement, rarement appel à lui. D'autre part, l'Organisation des Nations Unies multiplie les occasions, pour les Africains, de se rencontrer au sein d'assemblées non africaines : Assemblée générale et Conseil économique et social, CNUCED, ONUDI, etc. Nous finissons par connaître mieux ces institutions que notre propre Commission. Je crois qu'il serait bon, au cours de cette réunion, que la question d'un dispositif permanent entre les sessions de la CEA fasse l'objet d'un examen.

Certains pensaient à l'origine, et d'aucuns se rallient encore à cette opinion, que la CEA avait été conçue comme un organisme de recherche destiné à rassembler et à diffuser des connaissances. Mais il serait difficile, dans les circonstances propres à l'Afrique d'aujourd'hui, de justifier le budget actuel de la Commission, qui représente quelque 5 millions de dollars par an, si son rôle dans le développement du continent se limitait là. Ce serait une erreur que de continuer à considérer purement et simplement la Commission comme un vaste et coûteux organisme de recherche. La Commission doit devenir une institution dynamique pour favoriser le développement rapide des pays africains. Elle doit aussi pouvoir disposer des outils et des ressources qui lui permettront de jouer un rôle de premier plan dans ce processus de développement. Au cours de cette session, la Commission devra étudier en détail les moyens d'y parvenir et fournir au Secrétaire exécutif certaines directives en vue de ce résultat.

La troisième phase des activités du secrétariat a été marquée par les efforts qu'il déploie depuis peu pour persuader les dirigeants des nations africaines que le salut des pays du continent et de leurs populations est dans une coopération effective entre les membres de la Commission. La coopération économique a été reconnue par tous les pays africains comme un objectif mais elle ne s'est pas encore concrétisée dans des accords économiques effectifs. Les progrès de l'Afrique dans la voie de

la coopération économique ne peuvent être guère considérés comme encourageants si'on les compare à ceux de l'Europe et de l'Amérique latine. Le temps presse pour le continent et nous ne devons pas chercher une consolation dans le fait historique que les premières étapes de l'intégration économique en Europe et ailleurs ont été tout aussi décevantes.

Deux années intéressantes se sont écoulées depuis la huitième session de la Commission tenue à Lagos. Le Secrétaire exécutif et ses collaborateurs décriront en détail quelques-uns des événements survenus au cours de cette période. Mais il ressort bien de la documentation qui nous a été remise que la région africaine dans son ensemble n'est pas encore sur la voie d'un développement accéléré.

L'un des événements les plus importants de ces deux années a été la deuxième session de la CNUCED à la Nouvelle Delhi et la déception généralisée qu'elle a causée en ce qui concerne la possibilité d'une action concertée sur le plan national tendant à remédier au problème de la pauvreté relative et absolue du tiers monde. La principale leçon qui se dégage pour les pays africains de l'échec de la deuxième session de la CNUCED est que leur avenir économique est essentiellement entre leurs propres mains. Nous devons chercher à nous suffire à nous-mêmes et à assurer notre indépendance économique dans le cadre d'une économie mondiale interdépendante. Mais surtout, les pays africains doivent apprendre à unir leurs efforts, sans quoi chacun d'entre nous se trouvera englouti dans un monde toujours plus dominé par la concurrence où une fragmentation et une désintégration plus poussées de l'Afrique seraient mortelles.

En faisant le point à l'occasion de cette session, nous devons considérer la période biennale écoulée comme faisant partie des 10 premières années de la Commission, qui coïncident approximativement avec la première Décennie des Nations Unies pour le développement. Les médiocres progrès réalisés par les pays africains au cours de cette période doivent nous inciter à mieux faire pendant la deuxième décennie. La présente session nous offre l'occasion de mettre au point une stratégie et de fixer nos objectifs pour la prochaine Décennie du développement.

L'Afrique se trouve aux derniers échelons du développement mondial. Telle est l'évidence qui ressort d'une étude de la CNUCED sur la détermination des moins avancés des pays en voie de développement (TD/17/Suppl.1), comme le montrent les deux tableaux reproduits en annexe à la présente déclaration. Le premier tableau intéresse 89 pays du tiers monde, 22 des 31 pays dont le produit intérieur brut par habitant est inférieur à 100 dollars sont africains, de même que 6 des 32 où le produit intérieur brut par habitant se situe entre 200 et 400 dollars.

Il n'y a qu'un pays africain, sur un total de neuf, où le produit intérieur brut par habitant est supérieur à 500 dollars. Le deuxième tableau est tiré d'un tableau comparatif de certains indicateurs du "niveau de développement" dans lequel 92 pays sont classés dans l'ordre décroissant de leur niveau de développement. Les 2 seuls pays africains classés parmi les 25 premiers se trouvent à ce rang grâce à leurs exportations de minéraux, tandis que dans les 25 derniers, 6 seulement ne sont pas africains.

Je sais qu'il est trompeur d'apprécier notre situation économique en utilisant des étalons tels que le revenu par habitant sans tenir compte des modifications de structure qui se produisent et de notre capacité de transformer nos économies. L'Inde offre à cet égard un bon exemple : l'évolution du revenu par habitant ne met pas en évidence l'ampleur de l'industrialisation et de la modernisation dont le pays a été témoin au cours de la Décennie du développement, transformation structurelle qui est d'une grande importance pour sa capacité de croissance. Cependant, si nous considérons la structure des économies du tiers monde, nous constatons que les pays africains se trouvent une fois encore au bas de l'échelle.

Pour évaluer les progrès des économies africaines au cours de la première Décennie du développement, nous devons aussi tenir compte de la mesure dans laquelle nous dépendons des anciennes puissances métropolitaines et considérer la part des richesses produites dans nos pays dont profitent en fait nos populations. Il serait désobligeant de donner ici des exemples, mais nous connaissons tous les réalités économiques auxquelles doit faire face l'Africain "va-nu-pieds" dans certains pays africains statistiquement prospères d'après l'indice du revenu par habitant.

Les riches nations industrialisées n'ont apporté aucune réponse positive à l'appel lancé par mon prédécesseur, M. Tom Mboya, en faveur d'un "Plan Marshall" de grande envergure pour l'Afrique. Il est nécessaire et urgent que le volume de l'aide extérieure soit sensiblement augmenté et que les conditions dans lesquelles cette aide est octroyée soient améliorées. Mais il me semble que les pays africains devraient moins compter sur l'aide extérieure, se concentrer davantage sur l'auto-assistance et multiplier les possibilités d'échanges mutuels. Aucun pays dont le développement est essentiellement tributaire d'une assistance étrangère ne peut se sentir en sécurité ni indépendant. Nous devons aussi chercher à moderniser notre agriculture, qui est le pilier de nos économies, et à mettre au point un programme d'industrialisation rapide en coopération avec des pays africains, fondé avant tout sur nos propres ressources. Toute aide étrangère dont nous bénéficierons pour atteindre ces objectifs ne pourra venir qu'en complément de nos propres efforts.

Considérant l'expérience des 10 dernières années, je crois que ce que la Commission économique pour l'Afrique doit nous donner est un plan de développement africain. Nous avons besoin d'un plan en perspective qui offrirait un cadre modèle, un ordre de priorité et des prescriptions de principe aux Etats membres pour l'établissement de leurs plans de développement nationaux. Un plan indicatif de cet ordre attirerait essentiellement l'attention sur les objectifs de développement convenant à la situation de l'Afrique et sur la nécessité d'une coopération entre les Etats membres. La Commission aiderait ainsi le monde à mieux suivre le processus de développement de l'Afrique. Nous devons mieux définir les obstacles qui s'opposent au développement économique et social dans notre continent. Grâce à ce plan directeur, nous pourrions élaborer la philosophie africaine de la croissance économique et de l'évolution sociale qui nous fait défaut. Pour nous, ce serait l'objectif et le point de départ de la prochaine Décennie des Nations Unies pour le développement. J'estime qu'un "Plan Marshall pour l'Afrique" ne pourrait avoir de sens que dans le contexte de ce plan africain global conçu pour remédier aux problèmes qui se posent à l'Afrique dans un monde en évolution rapide.

La célébration du dixième anniversaire de la Commission nous offre l'occasion de soumettre à un nouvel examen ses activités et surtout le rôle qu'elle doit jouer dans la deuxième Décennie du développement. J'espère que nous pensons tous qu'une institution internationale telle que la CEA ne fait qu'exécuter la volonté collective des Etats souverains membres. Les Etats membres doivent donc se sentir responsables du fait que la CEA est relativement isolée des problèmes pratiques que pose le développement de l'Afrique. Pour sa part, le secrétariat doit prendre l'initiative de faire connaître aux Etats membres le rôle qu'il peut jouer en aidant les gouvernements à répondre aux aspirations économiques des populations africaines.

Etant donné que les débats des deux semaines à venir porteront en grande partie sur la question fondamentale de ce que la Commission doit faire pour l'Afrique au cours de la prochaine Décennie du développement, je voudrais ouvrir la voie en posant les quatre questions suivantes.

Premièrement, quelle place la Commission doit-elle occuper parmi les organismes reliés aux Nations Unies en ce qui concerne les activités d'exécution intéressant l'Afrique ? En d'autres termes, dans quelle mesure la Commission peut-elle personnifier la "présence économique" des Nations Unies en Afrique ?

Deuxièmement, comment la Commission peut-elle répondre aux besoins de développement des Etats membres, en particulier au cours de la prochaine Décennie du développement, lorsque la période de désenchantement qui a immédiatement suivi l'indépendance débouchera vraisemblablement sur un renouvellement des efforts tendant à aborder de façon plus réaliste le problème de notre développement ?

Troisièmement, dans quelle mesure notre Commission peut-elle susciter la coopération économique et l'autonomie dans les pays africains de nos quatre sous-régions ? A cet égard, ne devrions-nous pas nous demander si ces quatre sous-régions sont bien encore le fondement le plus rationnel de la coopération économique et de l'autonomie dans le continent ?

Enfin, de quelle façon le secrétariat pourrait-il être développé de façon que les Etats membres, qu'il est appelé à servir, aient une plus grande confiance dans sa capacité à les aider ? Dans quelle mesure le mandat de la Commission devrait-il être modifié, le cas échéant, pour lui permettre de jouer un rôle plus efficace dans le développement des économies africaines ?

Ce sont là des questions extrêmement complexes et importantes, et il est beaucoup plus facile de les poser que d'y apporter des réponses. J'espère qu'au cours de cette session historique, la Commission trouvera les réponses non seulement à ces questions mais à nombre d'autres que les participants ne manqueront pas de soulever.

Dans un sens, je puis prétendre avoir une vue d'ensemble de ces problèmes. Au cours des 10 dernières années, j'ai été étroitement associé à la Commission et, dans les deux dernières, en tant que Président, j'ai eu l'occasion de considérer de plus près ses activités. Pendant cette période, j'ai aussi travaillé au Nigéria dans des ministères relevant du domaine économique et, à ce titre, je me suis trouvé parmi les bénéficiaires des activités de la Commission, du PNUD et d'autres institutions des Nations Unies. J'ai aussi eu le privilège de participer aux divers débats consacrés au progrès de l'intégration économique en Afrique de l'ouest.

Je crois pouvoir dire à juste titre que l'une des principales difficultés qui se posent à la CEA est celle du personnel, à laquelle est liée la question épineuse de l'africanisation du secrétariat. Un autre problème est celui du manque d'autorité et d'influence de la Commission en ce qui concerne la direction et la formulation des activités d'exécution des organismes reliés aux Nations Unies en Afrique, ce qui, par voie de conséquence, l'empêche de jouir totalement du respect des Etats membres.

Pour ce qui est de la question de l'africanisation du secrétariat, en tant que président du Comité du recrutement et de la formation qui a tenu deux réunions depuis sa création à la huitième session à Lagos, j'ai constaté que si un grand nombre de participants réclament continuellement l'africanisation du secrétariat, leurs gouvernements ne sont absolument pas disposés à se passer des services de fonctionnaires compétents pour les mettre à la disposition de la CEA. Je voudrais donc saisir cette occasion pour inviter une fois de plus les Etats membres à détacher ou à transférer au secrétariat quelques-uns de leurs fonctionnaires ou de leurs ressortissants expérimentés. En fait, ils doivent faciliter ces détachements ou ces transferts qui permettent aux intéressés d'acquérir une expérience précieuse non seulement pour eux mais pour leur pays à leur retour.

Un rapport complet sur les travaux du Comité du recrutement et de la formation sera soumis à votre examen au cours de cette session. La position des effectifs du secrétariat offre certains aspects encourageants, encore qu'il reste beaucoup à faire.

Je saisis cette occasion de remercier en votre nom le Secrétaire général des Nations Unies et ses conseillers pour la compréhension qu'ils ont montrée des besoins particuliers de la CEA, la plus jeune des commissions économiques régionales. Si nous avons l'assurance que le secrétariat, grâce à la compréhension du Siège des Nations Unies, sera pourvu du personnel nécessaire, la Commission pourrait, avec la pleine coopération des pays membres, se préparer au rôle vital qu'elle doit jouer dans la deuxième Décennie du développement. Il nous resterait alors à répondre à mes trois autres questions.

A mon avis, c'est à la CEA qu'il revient au premier chef de projeter la présence économique des Nations Unies en Afrique. Il faudra à cet effet que les activités d'exécution des Nations Unies dans les domaines économique et social subissent une décentralisation plus poussée. Nous avons maintenant atteint un stade où il est essentiel pour les 41 pays africains de traiter avec la CEA les questions relevant de l'assistance technique, de la coordination des activités de développement et de l'harmonisation des échanges et de l'industrie. Pour que la Commission joue un rôle marquant dans ces domaines, le PNUD et les institutions spécialisées des Nations Unies devront acheminer une partie des ressources qu'ils consacrent au développement de l'Afrique par l'intermédiaire de la CEA. Je suis convaincu que les experts de la Commission qui travaillent aux problèmes de l'Afrique sur le sol africain sont mieux à même de connaître nos difficultés que leurs homologues installés dans les gratte-ciel de New York.

L'affectation des ressources des Nations Unies en fonction des besoins des pays africains dans les domaines du développement et de l'assistance technique ne peut pas se faire convenablement à New York seulement. Je ne voudrais ni me répéter ni faire figure de récriminateur, mais les activités d'exécution des Nations Unies doivent être décentralisées et l'organisme le mieux placé pour coordonner ces activités en Afrique est, incontestablement la CEA. Les représentants du PNUD dans les divers pays ne sont pas en mesure de s'occuper de projets multinationaux, qui ont une importance capitale pour la coopération économique en Afrique. Les Nations Unies, par l'intermédiaire de la CEA, sont extrêmement bien placées pour faciliter ces programmes multinationaux.

Je ne suis pas sans savoir qu'il faudrait à cet effet que plusieurs Etats membres acceptent avec moins de réserves les activités du secrétariat. Nous devons tous nous rappeler que la CEA est une institution africaine, au même titre que l'Organisation de l'unité africaine qui offre un cadre politique aux activités de la Commission. Considérer la CEA comme un organisme impérialiste, c'est perdre de vue la réorientation dont le secrétariat a été l'objet dans un passé récent et le fait que les Etats membres seront pleinement habilités à amener d'autres transformations une fois la question de la décentralisation réglée de façon satisfaisante.

Dans le domaine de la coopération économique, la Commission ne peut apporter aux Etats membres que l'assistance qu'ils désirent. Le secrétariat a tenté de jouer le rôle de sage-femme auprès des nouveaux groupements économiques. Jusqu'à présent, il n'a guère remporté de succès. Les Etats membres doivent déterminer leur ordre de priorité et mettre au point un programme de coopération économique échelonné dans le temps. Le personnel de la Commission peut contribuer aux travaux techniques nécessaires sans entraver en aucune manière la souveraineté des Etats membres. J'estime pour ma part qu'il est préférable de faire appel aux services de consultants et d'experts de la Commission que d'avoir recours aux avis d'experts et de consultants fournis au titre de l'assistance technique bilatérale par les anciennes puissances coloniales qui peuvent avoir à protéger des intérêts économiques établis.

Enfin, la réponse à la question de savoir comment la Commission peut répondre aux besoins de développement des Etats membres est en fait très simple. Tous les Etats membres sont ici pleinement représentés. Dites-nous ce que vous voulez que nous fassions et donnez-nous les outils nécessaires. Je vous assure, au nom du secrétariat, que nous ferons de notre mieux au cours de la deuxième Décennie du développement, à condition de bénéficier de l'appui que nous attendons des Etats membres et d'autres parties intéressées.



A cet égard, je souhaiterais, sans prendre le pas sur le Secrétaire exécutif de la Commission, attirer votre attention sur le document précieux dont vous êtes saisis, intitulé "A la conquête de l'autonomie . dix ans de CEA, 1958-1968" (E/CN 14/424), en particulier sur le chapitre XIII, "Rétrospectives et perspectives", dont je citerai le passage suivant ;

"... la brève histoire de la CEA justifie certes la confiance, mais non l'abandon. Toute tendance dans ce sens serait du reste freinée par un aspect positif des activités de la Commission : une définition toujours plus réaliste et explicite du problème économique africain ... Fondamentalement, le problème du développement de l'Afrique consiste à transformer des sociétés traditionnelles, essentiellement agraires, en Etats modernes industriels. L'ampleur de cette tâche dépasse la compétence d'une seule institution. Cependant, un effort déterminé et bien organisé permet d'accomplir de grandes tâches, et la CEA entend ne pas pecher par défaut de détermination ni d'organisation " (Voir par 482 et 493).

Je conclurai sur cette note. Il appartient aux Etats membres d'apporter à la Commission l'appui et les directives dont elle a besoin au moment où nous approchons de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Au cours des deux dernières années, j'ai reçu toute la coopération que je pouvais espérer de M. Robert Gardiner, notre Secrétaire exécutif surmené et hautement qualifié, ainsi que de son personnel. Nous devons tous apprécier à leur juste valeur les services immenses qu'ils nous ont fournis dans des circonstances difficiles et parfois pénibles. Je souhaite que soit enregistrée l'expression de ma gratitude pour M. Gardiner et tout son personnel, qui m'ont apporté leur appui et leur aide au cours de mon mandat. J'espère que le nouveau président de la neuvième session de la CEA bénéficiera de la même coopération.

Avec l'appui sans réserve des Etats membres, la CEA peut aider l'Afrique, dans un esprit de solidarité harambee, à parvenir à un progrès économique rapide.

# APPENDICE A L'ANNEXE VII

TABLEAU I

Produit intérieur brut par habitant dans 89 pays en voie de développement

(1965 ou année la plus récente)

(au coût des facteurs, en dollars des Etats-Unis au taux de change officiel)

<u>PIB par habitant</u> (en dollars des Etats-Unis)	<u>Régions et nombre de pays</u>				<u>Total</u>
	<u>Amérique latine et Antilles</u>	<u>Asie et Moyen-Orient</u>	<u>Afrique</u>	<u>Autres</u>	
500 et plus	5	2	1	1	9
De 200 à 499	17	7	6	2	32
De 100 à 199	1	7	9	-	17
Moins de 100	1	8	22	-	31

TABLEAU II

Niveau de développement

<u>Ordre décroissant</u>	<u>Pays dans l'ordre du PIB par habitant</u>	<u>PIB par habitant (au coût des facteurs) (en dollars des Etats-Unis)</u>	<u>Populations (milliers)</u>	<u>Taux de croissance du PIB réel 1960 - 1965</u>
1	Israël	1204	2563	10.1
2	Venezuela	916	8722	5.1
3	Argentine	783	22352	3.3
4	Libye	707	1617	(13.7)
5	Trinité-et-Tobago	661	974	(6.8)
6	Espagne	636	31604	9.7
7	Chypre	623	594	5.6
8	Grèce	591	8551	7.9
9	Chili	579	8584	4.3
10	Uruguay	562	2715	0.9
11	Singapour	529	1865	..
12	Panama	474	1246	8.3
13	Yougoslavie	470	19507	7.4
14	Jamaïque	453	1788	5.3
15	Mexique	443	42689	5.8
16	Malte	414	319	1.2
17	Costa Rica	382	1433	(4.5)

Ordre décroissant	Pays dans l'ordre du PIB par habitant	PIB par habitant (au coût des facteurs) (en dollars des Etats-Unis)	Populations du PIB réel (milliers)	Taux de croissance du PIB réel 1960 - 1965
18	Barbade	317	244	..
19	Surinam	373	335	(4.1)
20	Gabon	369	463	(8.7)
21	Arabie Saoudite	(354)	6750	..
22	Nicaragua	325	1655	8.5
23	Guatemala	298	4438	6.5
24	Guyane	296	646	1.6
25	Liban	282	2405	..
26	Malaisie	280	6039	6.1
27	Colombie	267	18068	4.5
28	Ghana	265	7740	3.1
29	Turquie	257	31150	4.6
30	El Salvador	252	2928	(6.6)
31	Libéria	251	1070	(4.6)
32	Irak	242	8180	6.2
33	Iran	240	24800	6.3
34	Pérou	238	11650	6.6
35	Philippines	237	32345	4.8
36	Brésil	232	80766	4.2
37	République Dominicaine	231	3624	5.0
38	Honduras	207	2284	4.5
39	Algérie	206	11871	(-5.9)
40	Côte-d'Ivoire	206	3835	(8.0)
41	Zambie	206	3716	(3.3)
42	Chine (Taiwan)	200	12429	10.1
43	Equateur	200	5150	4.4
44	Paraguay	200	2030	4.5
45	Jordanie	198	1976	(9.8)
46	Tunisie	188	4414	5.5
47	Maroc	180	13323	2.7
48	République arabe unie	164	29600	6.6
49	Sénégal	163	3490	(-0.3)
50	Syrie	162	5300	9.2
51	Bolivie	153	3697	5.0
52	Congo(Brazzaville)	140	840	..
53	Ceylan	137	11232	3.1
54	Sierra Leone	136	2367	(4.9)
55	République centrafricaine	129	1370	..
56	Cambodge	120	6115	(4.0)

Ordre décroissant	Pays dans l'ordre du PIB par habitant	PIB par habitant (au coût des facteurs) (en dollars des Etats-Unis)	Populations du PIB réel (milliers)	Taux de croissance 1960 - 1965
57	Yémen	(120)	5000	..
58	République du Viet-Nam	119	16124	5.1
59	Mauritanie	114	1050	(5.1)
60	Thaïlande	113	30591	6.9
61	Cameroun	111	5229	(1.1)
62	Soudan	96	13540	(6.5)
63	Pakistan	95	102876	5.4
64	République de Corée	93	28377	6.5
65	Inde	92	483000	2.7
66	Madagascar	(90)	6420	(2.9)
67	Togo	89	1638	(2.6)
68	Haïti	86	4396	0.5
69	Kenya	86	9365	(4.2)
70	Gambie	85	330	(4.7)
71	Afghanistan	(83)	15650	..
72	Ouganda	83	7551	3.8
73	Indonésie	82	104500	(2.0)
74	Niger	82	3328	(4.1)
75	Guinée	(73)	3510	(6.7)
76	République démocratique du Congo	72	15627	(7.0)
77	Dahomey	(70)	2365	(5.0)
78	Népal	69	10100	..
79	Nigéria	68	57500	(5.0)
80	République-Unie de Tanzanie	66	10179	3.1
81	Laos	(66)	2635	..
82	Mali	(61)	4576	(5.0)
83	Lesotho	65	833	..
84	Tchad	63	3307	..
85	Botswana	(60)	559	..
86	Birmanie	60	24732	2.3
87	Somalie	(60)	2500	..
88	Haute-Volta	(53)	4858	(5.0)
89	Burundi	(50)	3000	..
90	Rwanda	(50)	3110	..
91	Ethiopie	47	22660	(3.5)
92	Malawi	41	3940	1.0

Source Mesures spéciales à prendre en faveur des moins avancés des pays en voie de développement pour l'expansion de leur commerce et l'amélioration des conditions de leur développement économique rapport du secrétariat de la CNUCED (TD/17 et Corr.1) et Problème consistant à déterminer quels sont les moins avancés des pays en voie de développement : rapport du secrétariat de la CNUCED (TD/17, Supplément 1).

Tous les chiffres entre parenthèses représentent des évaluations fondées sur des renseignements publiés à titre officieux.

## ANNEXE VIII

### A. REPONSE DE M. TOM MBOYA, CHEF DE LA DELEGATION DU KENYA

Je remercie mes collègues, les chefs des délégations, de m'avoir demandé de répondre aux discours de Sa Majesté Impériale et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Etant donné cette responsabilité, j'espère que les remarques que je vais formuler concorderont avec l'avis des collègues au nom desquels je prends la parole.

Nous sommes heureux que Sa Majesté Impériale soit présente parmi nous et nous considérons comme un honneur particulier le fait qu'elle ait gracieusement accepté de s'adresser à nous à l'occasion du dixième anniversaire de la fondation de la Commission économique pour l'Afrique. Il convient que cette neuvième session se tienne à Addis-Abéba, car c'est ici que la première session s'est tenue il y a 10 ans.

Dans son discours de bienvenue adressé aux représentants participant à la première session de la Commission économique pour l'Afrique, Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie, avait fait les observations suivantes concernant la création de la Commission et les aspirations de ses Etats membres :

"Il y a quelques années à peine, c'est hors de l'Afrique que se tenaient les réunions où l'on étudiait les problèmes africains, et c'était des non-Africains qui décidaient du sort des peuples de l'Afrique. Aujourd'hui, la tradition de Berlin et d'Algésiras est abandonnée, et c'est grâce à la Conférence d'Accra, et maintenant à celle d'Addis-Abéba, que les peuples d'Afrique peuvent enfin délibérer de leurs propres problèmes et de leur avenir <sup>a/</sup>."

C'est par ces paroles d'espoir et d'engagement que Sa Majesté Impériale a institué la Commission économique pour l'Afrique avec toutes les possibilités et toutes les promesses d'une ère nouvelle pour l'Afrique. Aujourd'hui, lorsque nous regardons en arrière, nous devons reconnaître que nous avons parcouru un long chemin. Nous avons actuellement 41 Etats membres, alors qu'il n'y en avait que neuf au départ. Nous avons jeté les bases de ce que nous pouvons appeler une économie africaine et nous constatons que les peuples africains eux-mêmes participent davantage à la solution des problèmes africains.

---

a/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément No 10 (E/3201), annexe V.

Le fait que Sa Majesté Impériale ait consacré une si grande partie de son temps à favoriser l'unité africaine et à rechercher des mesures pratiques pour résoudre les nombreux problèmes qui se posent à notre continent revêt pour nous une importance particulière. Grâce à son engagement et à sa participation personnelle, Sa Majesté Impériale nous a encouragés et inspirés.

C'est dans cet esprit que nous avons écouté son discours cet après-midi. Nous sommes heureux de commencer une nouvelle décennie à partir du même endroit et d'être lancés dans une nouvelle orbite par la même personne qui, en lançant la Commission économique pour l'Afrique il y a 10 ans, nous a permis un départ aussi riche de promesses. Le discours que nous avons écouté est plein d'idées concrètes, de conseils avisés et de données pratiques qui nous serviront dans nos travaux au cours de la prochaine décennie. Nous exprimons à Votre Majesté nos remerciements les plus vifs et les plus sincères pour sa présence parmi nous aujourd'hui et pour son émouvant discours, et nous prions Dieu pour qu'il la garde en bonne santé afin de servir les peuples d'Afrique.

Nous sommes tous heureux que le Secrétaire général ait pu participer à l'ouverture de cette conférence et aux cérémonies du dixième anniversaire. Votre présence ici ne peut que nous encourager à voir dans cette participation une preuve de l'engagement contracté par l'Organisation des Nations Unies et par toutes ses institutions spécialisées, de porter avec nous le lourd fardeau que représente le développement de l'Afrique.

Dans votre discours, Monsieur le Secrétaire général, vous avez attiré l'attention sur certains des éléments les plus importants de ce problème. Les années qui ont suivi 1960 ont été une période de décolonisation rapide pour l'Afrique, comme en témoigne l'augmentation sensible du nombre des nouveaux membres de la CEA. Cependant, il ne faut pas se bercer d'illusions. A l'heure actuelle, nous devons faire face partout dans le monde à des problèmes difficiles et critiques de décolonisation. Nous devons peut-être continuer à y faire face au-delà de 1970. La férule coloniale et les régimes racistes qui continuent à défier les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et l'opinion publique mondiale entravent nos efforts tendant au développement de l'Afrique. Les forces qui doivent être mobilisées pour lutter contre la pauvreté, la maladie et l'ignorance se divisent souvent à propos de la Rhodésie, de l'Afrique du Sud, de la Namibie et de la domination portugaise en Afrique. Cette division compromet également les efforts que nous devons déployer en vue du renforcement de l'unité africaine et de la coopération régionale. La nécessité d'une décolonisation totale ressort également du fait que l'un des pays les plus développés de l'Afrique s'est privé du droit d'être ici et de contribuer à la solution des graves problèmes humains auxquels le continent doit faire face. Ce pays continue au contraire à vivre sous un régime raciste des plus odieux.

Monsieur le Secrétaire général, vous avez à juste titre attiré l'attention sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées dans le développement de l'Afrique. Nous nous félicitons de cette contribution et nous désirons exprimer nos remerciements par votre intermédiaire pour tout ce qui a été fait au cours de ces 10 dernières années. Cependant, les 10 années à venir exigeront une stratégie nouvelle et un plan d'opération mûrement réfléchi et résolu. Les 10 dernières années ont été une période d'études, de recherches et d'organisation, sur le plan de l'infrastructure. Nous devons maintenant passer au stade suivant. Il y a lieu de déterminer à cet égard le rôle que doit jouer la Commission économique pour l'Afrique. Il faut également examiner les activités des institutions spécialisées en Afrique. A la présente session, la Commission étudiera certains de ces problèmes et je ne désire pas anticiper quant aux conclusions auxquelles nous aboutirons, mais je tiens à souligner que ce sont là des questions qui ont une importance vitale à l'heure actuelle.

Les nations africaines se rendent compte qu'elles doivent progresser grâce à la volonté politique et au travail d'équipe des gouvernements africains. C'est ce que l'on appelle aujourd'hui le développement grâce aux efforts des intéressés eux-mêmes et à la coopération régionale. Nous ne devons pas rechercher le salut en dehors de l'Afrique.

Cependant, ces efforts ne peuvent être efficaces que dans le cadre d'une interdépendance globale des nations formant la communauté mondiale. L'autonomie ne signifie pas qu'il faille rejeter les autres nations. Il ne faut pas l'utiliser non plus pour expliquer la raison pour laquelle la communauté mondiale n'a pas répondu aux besoins de l'Afrique. Nous sommes heureux de constater les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour apprendre au monde à faire face aux nombreuses crises qui frappent l'humanité et l'orienter vers cet objectif.

Il faut élargir et renforcer les contacts entre la CEA et l'Organisation de l'unité africaine, deux organismes africains liés par le même objectif : servir les peuples de l'Afrique grâce à une coopération entre les Etats membres africains.

Pour terminer, vous avez parlé de l'agriculture et du rôle important qu'elle doit jouer dans le développement de l'Afrique. Je regrette de devoir souligner que, bien que les donateurs et les nombreux organismes ne l'ignorent pas, l'agriculture ne reçoit encore qu'une très faible fraction de l'aide apportée au continent. Elle devra faire face à de sérieuses menaces au cours de la prochaine décennie. Ces

menaces viennent de la concurrence des produits synthétiques, ainsi que des efforts croissants que déploient les pays riches pour augmenter leur production agricole. Le problème actuel de l'accès aux marchés mondiaux s'aggraverait et deviendrait encore plus complexe au cours de la prochaine décennie pour le développement. L'échec manifeste de la CNUCED rendra la situation encore plus difficile. Enfin, et le problème est tout aussi important, nous devons commencer à faire face au développement des pays africains qui vont produire des excédents de denrées alimentaires de plus en plus larges. Il faut prendre des dispositions à l'échelle internationale pour régler ce problème.

Monsieur le Secrétaire général, ces brèves remarques montrent tous les espoirs que nous plaçons dans l'Organisation des Nations Unies. Nous vous remercions d'être venu personnellement ici et nous espérons que vous participerez encore davantage à la solution des problèmes liés au développement de l'Afrique.



B. REPONSE DE M. LISSOUBA, CHEF DE LA DELEGATION  
DU CONGO (BRAZZAVILLE)

L'honneur m'échoit, de par la volonté de l'ensemble de mes collègues, chefs de délégations à cette session, et plus particulièrement de la collectivité des représentants des pays d'expression française, d'avoir à m'acquitter d'un devoir aussi agréable que redoutable.

C'est un devoir agréable que de remercier très chaleureusement, au nom de tous, Sa Majesté l'Empereur Haïlé Sélassié, cette grande figure africaine et ambassadeur zélé de la cause de l'unité africaine, qui a pu se défaire de ses occupations, combien nombreuses, pour rehausser l'éclat de notre réunion lui imprimant ce sens de réalisme qui ressort des propos que nous venons de saluer avec tant de chaleur. Que Sa Majesté veuille bien trouver ici l'expression de notre déférente considération et de notre admiration bien cordiale et toujours renouvelée.

Nos remerciements vont également au Secrétaire général des Nations, que nous souhaitons toujours unies, et qui sont assurées de l'être, grâce à la prestigieuse et courageuse personnalité de U Thant.

Monsieur le Secrétaire général, les mots font défaut pour vous exprimer notre gratitude . vos positions courageuses sur la décolonisation et les problèmes cruciaux qui divisent le monde (guerres, désarmement, etc.) font de vous le citoyen du monde le plus écouté et le plus considéré.

Vous venez de nous le prouver, une fois de plus : vous vous êtes associé à nous pour célébrer l'anniversaire d'une institution qui a pour but de promouvoir le développement social, économique et scientifique de l'Afrique. Vous êtes mieux placé que quiconque pour apprécier le drame de nos pays sous-développés. Vous l'avez souligné tantôt, il nous sera difficile de prétendre entamer le processus de développement tant qu'une partie de l'Afrique sera sous le joug colonial, ceci est plus qu'exact car pour nous et je reprends vos termes, le développement passe par le renforcement conscient de notre action coopérative et de nos échanges. Encore faut-il que nous y soyons tous. Et avec nous, toutes nos potentialités et toutes nos ressources humaines et naturelles.

Nous réserverons une place particulière, toute particulière, au peuple éthiopien, qui a su nous conquérir grâce à sa patience et sa courtoisie, et grâce à son sens aigu de l'hospitalité. Qu'il en soit très fraternellement et chaleureusement remercié.

Tel est le côté agréable de mon rôle et beaucoup de mes collègues auraient mieux su exprimer avec un verbe plus juste que nous n'avons pu qu'effleurer ou suggérer. Le côté le plus délicat concerne ce que les précédents orateurs ont dépeint avec tant de talent, à savoir les conséquences de cette manifestation commémorative du dixième anniversaire de notre Commission.

Comment circonscrire en peu de mots, un sujet aussi brûlant? Comment rendre compte de l'angoisse de millions d'êtres, habités par le sous-développement, rongés par la misère?

Comment trouver les mots pour traduire fidèlement ce que chaque délégation pense confier à la Commission comme mandat pour la décennie suivante?

Au risque de décevoir mes collègues, et je leur laisse le soin de redresser mes maladresses au cours de leurs interventions personnelles, qu'il me suffise d'appeler l'attention de notre commission sur deux problèmes : les échanges entre Etats africains et la notion d'aide.

Il nous paraît difficile et délicat d'évoquer avec l'autorité et la compétence qu'appelle la gravité de l'objet, ces deux problèmes dans les délais qui nous sont impartis.

Qu'il nous suffise de dire avec vous, Monsieur le Secrétaire général, que l'Afrique ne relèvera le déficit du sous-développement qu'en intensifiant ses échanges intra-africains et ceci à tous les niveaux de la vie économique, culturelle, voire politique.

Il va sans dire que l'industrialisation sera l'arme décisive dans cette lutte et nous pensons que ce problème devra préoccuper plus intimement notre commission, mieux que par le passé et plus directement encore. L'Afrique doit s'industrialiser.

S'agissant de l'aide, je partage largement les préoccupations développées par notre Président sortant. Si une mention spéciale satisfaisante doit être délivrée, elle l'est pour l'aide culturelle et technique. Soutenue, même à son niveau actuel, elle nous a permis de réels progrès, et demeure efficace.

L'aide financière et en matière d'échange ne mérite l'appellation d'aide, car elle n'existe pas ou alors elle est négative (pour ne pas dire, à sens unique et à nos dépens). Il nous paraît plus décent, plus conforme à la réalité de demander que notre Commission, sans préjuger des résultats de la mission Pearson, engage la bataille sur la normalisation de nos échanges avec les pays industrialisés.

## ANNEXE IX

### DECLARATION DE M. DIALLO TELLI, SECRETAIRE GENERAL ADMINISTRATIF DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

En souhaitant aujourd'hui la bienvenue à tous ceux qui, d'Afrique et d'ailleurs, sont venus ici célébrer le dixième anniversaire de la création de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, je n'ai guère l'impression de sacrifier à une formalité dans le cadre d'une institution étrangère à l'Organisation de l'unité africaine.

Les Etats membres de la CEA et la plupart des responsables qui les représentent à ces assises sont exactement les mêmes qui, au sein de l'OUA, participent en commun à cette recherche permanente et à cette lutte de tous les jours que nos chefs d'Etat ont assignées à l'Organisation de l'unité africaine comme conditions nécessaires à la promotion d'une Afrique nouvelle, libérée de la domination étrangère et maîtresse de son destin dans tous les domaines.

Cette salle même où nous siégeons actuellement rappelle à plus d'un d'entre nous les événements les plus marquants de l'histoire récente de notre continent sans que beaucoup puissent dire avec certitude lesquelles de ces heures historiques appartiennent plutôt à la vie de la CEA qu'à celle de l'OUA.

Enfin, en tant qu'Africains, donc conférant aux hommes la première place dans l'évolution de toute institution, c'est pour nous, au secrétariat général de l'OUA, un sujet de satisfaction particulière d'avoir parmi nous U Thant, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, parce que sa présence nous rappelle, avec satisfaction et réconfort, les nombreuses occasions au cours desquelles la communauté internationale, à travers sa personne, a participé aux côtés des Africains aux travaux de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine. Qu'il soit assuré de notre profonde gratitude et de notre soutien vigilant dans les efforts inlassables qu'il déploie pour la juste solution des problèmes internationaux et particulièrement de ceux qui accablent les déshérités que constituent les peuples du tiers monde.

Il n'est pas jusqu'à la présence ici du secrétariat exécutif de la CEA et de tant de hauts fonctionnaires de cette institution qui ne nous replonge dans l'ambiance des nombreuses réunions conjointes qui ont tant contribué au renforcement de l'efficacité respective de la CEA comme de l'OUA dans l'accomplissement de leurs missions respectives.

Tout incite donc le secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine à partager aujourd'hui avec les responsables de la CEA les joies et les satisfactions, mais aussi les angoisses et les préoccupations, que suscite cette neuvième session qui coïncide avec le dixième anniversaire de la création de la CEA.

La commémoration du dixième anniversaire d'une institution comme la CEA confrontée aux problèmes brûlants du sous-développement de l'immense continent africain porte en soi bien des sujets de joie et de satisfaction : joie d'avoir traversé avec succès la tourmente des années difficiles du début, satisfaction d'avoir vu croître ses moyens d'action, et se perfectionner ses méthodes de travail au fur et à mesure que les problèmes se révélaient dans leur cruelle réalité. Joie et satisfaction aussi de pouvoir présenter aux dirigeants et aux responsables africains un bilan et des perspectives d'avenir dont l'examen minutieux pour l'action future devra constituer l'essentiel des délibérations de cette neuvième session.

Mais, en même temps, il nous semble utile de considérer cet anniversaire comme une étape dans une longue et nécessaire évolution. Dans ce sens, il conviendrait de s'arrêter, au terme de ces 10 premières années, pour faire le point de la situation et surtout analyser les lacunes et les faiblesses de l'action passée afin de définir ensemble une méthodologie nouvelle pour mieux construire l'avenir. Pour l'OUA, cette démarche est certainement celle qui donnera le sens le plus positif à la commémoration de cet anniversaire. Et en invitant à la suite des orateurs de la séance d'ouverture d'hier les délégués à cette neuvième session à conférer la première place à cette analyse critique du bilan de la CEA, le secrétariat général de l'OUA est convaincu que les délégués à la présente session ne verront dans cette préoccupation qu'un appel à une saine méthode destinée à améliorer, pour le plus grand bien des peuples africains, le rendement des efforts poursuivis au sein de la CEA comme au sein de toute autre organisation intéressée au mieux-être des Africains.

Maintenant que, sur la base des données techniques réunies au cours des 10 années écoulées par le secrétariat de la CEA, il convient d'aborder la phase des réalisations concrètes, c'est indiscutablement sur les Etats membres que reposeront les efforts nouveaux qui, seuls, intégreront mieux les travaux de la CEA à l'oeuvre générale de reconstruction de notre continent. Cette situation exige qu'aux tendances actuelles que maints Etats membres ont à considérer l'orientation de la CEA et son évolution comme du ressort unique du secrétariat exécutif, se substitue une participation active et permanente des Etats membres aux activités mêmes du secrétariat.

Cette participation active et permanente que requiert l'intérêt bien compris de l'Afrique ne sera pas assurée tant que persistera l'habitude, pour les Etats membres, de se contenter d'assister aux réunions ordinaires de la Commission avec l'impression, plus ou moins avouée, d'être invités une fois tous les deux ans à juger d'une oeuvre extérieure à eux et entreprise dans le cadre d'un organisme étranger. La participation des Etats membres sera active et permanente dans la mesure où chacun d'eux aura à coeur, entre les réunions, de fournir au secrétariat les renseignements nécessaires à une connaissance exhaustive des problèmes économiques de chacun et de tous, mais aussi dans la mesure où chaque gouvernement, profondément convaincu de sa responsabilité directe dans l'orientation des travaux du Secrétariat exécutif, se fera un devoir de fournir à ce dernier des informations, des avis, des conseils et des directives sur la façon la meilleure de mener à bien l'oeuvre commune.

Ces relations suivies entre les Etats membres et le secrétariat exécutif auront incontestablement l'avantage, pour les gouvernements africains, de leur permettre, dans le cadre national comme dans celui des groupements régionaux, de mieux utiliser les ressources relativement importantes que, sous forme d'études, d'ouverture vers les sources nouvelles de financement, d'assistance technique, la CEA, de par son appartenance au système des Nations Unies, peut normalement canaliser vers l'Afrique.

Nul doute aussi qu'une nouvelle discipline acceptée par tous les Etats membres en vue de relations plus étroites et plus constantes avec le secrétariat exécutif de la CEA, s'avèrera la méthode la meilleure pour éviter les doubles emplois entre les travaux poursuivis au sein de cette institution des Nations Unies et les recherches et travaux effectués dans le cadre des groupements régionaux et de l'Organisation de l'unité africaine. On verrait moins les mêmes Etats membres dans le cadre de deux ou plusieurs institutions différentes demander à divers secrétariats d'entreprendre les mêmes recherches ou de réunir les mêmes groupes de travail en vue des mêmes études. De cette façon, et de cette façon seule, pourra-t-on résoudre le délicat problème du chevauchement et des doubles emplois entre les programmes et les travaux des principales organisations qui, en Afrique, ont pour mission de promouvoir la coopération entre les Etats afin d'accroître le développement économique de notre continent et d'affirmer son indépendance réelle.

D'ailleurs le problème de ces chevauchements et doubles emplois se pose davantage au niveau des gouvernements et des instances politiques qu'à celui des secrétariats. Car secrétariat exécutif de la CEA et secrétariat général de l'OUA, oeuvrant dans le cadre de l'accord de coopération signé entre l'ONU et l'OUA en 1965 ont, au fil des réunions conjointes ou des recherches communes sur les problèmes importants comme le commerce intra-africain, le développement des télécommunications, les transports aériens, la coopération monétaire, etc., appris à se compléter et à tirer le meilleur parti du caractère spécifique de chacune des organisations afin d'être des moteurs de plus en plus efficaces de la coopération économique et sociale entre les divers gouvernements de notre continent.

Puisque nous voici avec ce dixième anniversaire, à un tournant important de la vie de la CEA où il convient de tirer les leçons de l'expérience du passé, nul ne saurait nier que, de cette coopération au niveau des secrétariats, devraient sortir des règles qui, utilisant au mieux les caractéristiques de base de chacune des organisations, permettraient aux instances de la CEA comme de l'OUA, celles qui ont la charge capitale de prendre des décisions engageant les gouvernements africains, de tout mettre en oeuvre pour rendre complémentaires et non compétitives les activités entreprises par les deux organisations. A cet égard, nul autre moment que celui-ci ne paraît mieux indiqué pour reprendre, à la lumière des expériences des années écoulées, cette répartition complémentaire des compétences entre l'Organisation de l'unité africaine et la Commission économique pour l'Afrique, répartition que la Commission économique et sociale de l'OUA d'abord, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement ensuite, ont définie depuis 1964 pour mieux utiliser aussi bien les possibilités techniques et technologiques de la CEA, que les caractéristiques politiques et les décisions souveraines des hautes instances de l'Organisation de l'unité africaine.

La situation économique et sociale en Afrique est incontestablement très alarmante. Pour y faire face, tous nos responsables sont convaincus que rien de décisif et d'efficace ne sera réalisé sans l'apport de base que, seul, l'effort interne des Africains, dans le cadre d'une discipline qui évite les doubles emplois et les gaspillages, peut réussir. Cette exigence s'impose plus que jamais à la lumière des sévères leçons que chacun peut tirer des déceptions de la première décennie des Nations Unies pour le développement.

Ce que sera la seconde décennie dépendra, en grande partie de ce que nous serons en mesure de réaliser par nous-mêmes. Pour le succès de cette entreprise qu'appellent de tous leurs voeux les peuples de notre continent, nous souhaitons que les responsables africains de la

vie économique, aujourd'hui réunis au sein de la CEA, prennent toutes les dispositions nécessaires pour faire de cet organe important des Nations Unies, en étroite coopération avec l'OUA, un instrument de plus en plus efficace de la construction de l'indépendance économique de notre continent.

A cet égard, l'OUA s'engage à ne rien ménager pour que triomphe, dans ce domaine vital, notre combat commun dont l'issue commande dans une très large mesure la réalisation de la plupart de nos autres aspirations.

C'est dans cet esprit que, durant vos prochains débats et à l'occasion de la discussion des importantes questions inscrites à votre ordre du jour, le secrétariat général de notre organisation se propose d'apporter à vos travaux, par des interventions de fond, sa pleine contribution basée sur son expérience des problèmes et des besoins africains et de sa coopération au cours des cinq années écoulées, tant avec la CEA, qu'avec les institutions spécialisées de la famille des Nations Unies.

C'est là le message succinct de bienvenue et d'encouragement qu'au nom de l'Organisation de l'unité africaine, j'avais le devoir et l'honneur de vous présenter, et qui se résume en un souhait ardent pour que vos importantes délibérations qui commencent sur l'une des préoccupations majeures des peuples et des gouvernements africains, soient couronnées du succès le plus total.



## ANNEXE X

### DECLARATION DE M. DAVID OWEN, DIRECTEUR ADJOINT DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Aux félicitations que je vous adresse en cette heureuse occasion, je tiens à associer les voeux sincères que mon collègue M. Paul Hoffman, directeur du PNUD, a formulés pour le succès de vos travaux et des efforts soutenus que vous allez déployer ici et à votre retour dans votre pays, pour favoriser le développement de ce grand continent.

La présente session est pour la Commission économique pour l'Afrique un événement qui a lieu à un moment où les activités de développement des organismes du système des Nations Unies se rejoignent. Parlant pour moi-même, comme étant l'un de ceux qui ont été liés de très près aux débuts de toutes les commissions économiques régionales de l'Organisation des Nations Unies, je pense que c'est une occasion spéciale à célébrer. En ma qualité de premier Secrétaire général adjoint chargé des affaires économiques, j'ai eu le privilège de représenter M. Trygve Lie, alors Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (dont la mort récente est aujourd'hui déplorée) aux réunions inaugurales des Commissions économiques pour l'Europe (Genève), pour l'Asie et l'Extrême-Orient (Shanghai) et pour l'Amérique latine (Santiago). C'était il y a plus de 20 ans. Je me suis occupé de très près de l'organisation et des négociations qui ont abouti à la création de ces commissions et de leur secrétariat. A l'époque de la naissance de la plus jeune des commissions - 10 ans plus tard, quand s'accélérait le mouvement d'indépendance africain - je me souciais moins des préparatifs de naissance que de la protection infantile, en facilitant, sur le plan technique, l'exécution de vos premières activités opérationnelles; en tant que président-directeur du Bureau de l'assistance technique, j'ai été très fier d'assister à plusieurs de vos premières réunions. Ces souvenirs d'une longue vie administrative au service de l'Organisation des Nations Unies ont pour moi, en cette occasion importante, un sens spécial et me donnent une certaine satisfaction. C'est aussi pour moi un grand plaisir de féliciter mon collègue et ami de longue date, Robert Gardiner, de la tâche magnifique qu'il a accomplie en tant que secrétaire exécutif.

A l'occasion de ce dixième anniversaire, le PNUD se doit d'adresser à la Commission économique ses félicitations fraternelles pour la façon dont elle a grandi en devenant une institution qui nous permet aujourd'hui de partager son anniversaire. Les 10 premières années de la Commission ont aussi coïncidé en grande partie avec les 10 premières années du fonctionnement du Fonds spécial des Nations Unies pour le développement, qui a fusionné en 1966 avec le Programme élargi d'assistance technique pour constituer le Programme des Nations Unies pour le développement. Le Programme élargi d'assistance technique avait déjà commencé à prendre une place importante en Afrique, il y a 10 ans. Le PNUD, depuis 1966, date de la fusion, a affecté plus de 40 p. 100 de ses ressources totales à l'Afrique, pourcentage le plus élevé qui ait été accordé à une région du monde en voie de développement.

Au cours des dernières années, c'est l'Afrique qui a bénéficié de la plus forte proportion des fonds d'assistance technique du PNUD. Entre 1965 et 1968, le PNUD (AT) a octroyé à ce continent environ 36 p. 100 du montant de ses crédits globaux, soit 76 millions de dollars. Cette organisation est particulièrement utile à de nombreux pays africains qui, face à des besoins urgents, doivent pour la première fois opérer un choix vital pour leur développement. Elle a montré qu'elle pouvait apporter son concours dans maints secteurs de l'administration, en faisant démarrer le processus de planification pour les petits projets. Au titre de ces projets d'assistance technique, le PNUD fournit normalement les services de petits groupes d'experts et accorde quelques bourses; ces projets tendent à supprimer les problèmes mineurs et les obstacles que l'on rencontre dans une grande partie de l'ensemble du développement. A leur tour, ils ont parfois servi à obtenir les connaissances requises pour préparer la voie à des entreprises plus vastes et à portée plus lointaine, comme celles dont s'occupe le PNUD. Sur 1.000 projets envisagés au titre du Fonds spécial pour l'ensemble du monde, 379 ont été approuvés pour l'Afrique, ce qui est de loin le chiffre le plus important, comparé à ceux des autres régions du monde.

Ce qui précède montre que l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ont reconnu l'importance vitale des efforts de développement des pays africains. Maints gouvernements africains, lors de l'accession de leur pays à l'indépendance, ont demandé aux organisations du système des Nations Unies une aide et

un soutien pour renforcer leurs économies et consolider l'indépendance qu'ils avaient obtenue, surtout après 1960. Ce soutien leur a toujours été accordé dans les limites de ressources modestes et le PNUD peut prétendre avoir été aux côtés des nouvelles nations de l'Afrique dans la lutte qu'elles ont menée pour construire leur pays et avoir coopéré aux efforts que vous avez faits pour renforcer vos économies, former vos peuples et instaurer les institutions requises pour le développement.

Il n'a pas toujours été facile d'apporter cette aide avec des ressources limitées, car le nombre des nouvelles nations africaines a augmenté très rapidement après 1960. Néanmoins, grâce à un accroissement régulier des contributions pendant toute la décennie, nous avons pu donner quelque chose, si peu que ce soit, à chacune des nouvelles nations africaines, souvent pour préparer leur indépendance, mais aussi après, sans restreindre beaucoup ce que nous pouvions faire pour les pays nécessiteux des autres continents. De nouvelles nations africaines viennent encore de naître et nous avons salué en 1968 l'indépendance de la Guinée équatoriale et du Swaziland. Je suis heureux de pouvoir signaler que le PNUD et les institutions spécialisées travaillent déjà depuis deux ou trois ans au Swaziland à des projets qui coûtent plus de 2 millions de dollars. Nous espérons pouvoir bientôt coopérer avec le nouveau Gouvernement de la Guinée équatoriale, au départ avec l'aide du représentant résident d'un pays voisin. Et nous sommes prêts à faire de même pour les gouvernements de tous autres pays africains que l'histoire conduira à l'indépendance.

Parmi les nombreux documents dont la Commission est saisie, figure un document d'information (E/CN.14/INF/41) sur les activités du PNUD en Afrique. Les statistiques contenues dans ce rapport font apparaître un certain nombre de caractéristiques intéressantes dont il convient de mentionner quelques-unes.

Les projets de formation spécialisée destinés à l'énorme potentiel de main-d'oeuvre africaine continuent d'être un objectif essentiel. Ainsi certains projets expérimentaux concernant l'alphabétisation fonctionnelle des adultes, exécutés par l'UNESCO avec les fonds du PNUD, progressent dans quelques pays africains. Actuellement, nous étudions ces projets pour les lier davantage au développement économique et social. Grâce à son personnel et à ses ressources, le PNUD favorise aussi la croissance économique en

Afrique dans de nombreux autres domaines : technique, enseignement, industrie et administration, par exemple. De nombreux projets sont axés sur la production agricole; il est à cet égard intéressant de faire remarquer que le PNUD a fourni dans certains cas quelques-uns des produits nécessaires à l'exécution des projets agricoles : engrais, semences, insecticides et parasitocides. Cette organisation lance aussi actuellement un certain nombre de projets intéressant le développement intégré des régions rurales ou de certaines zones.

Cependant, sur le plan de la coopération, les efforts concrets et urgents de nombreux pays africains sont mis en lumière par l'application de 33 grands projets régionaux que le PNUD aide à financer pour certains groupes de pays africains, en mobilisant les ressources et l'énergie de nombreux pays africains vers un objectif commun. L'appui pratique que le PNUD, avec la coopération de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, apporte aux efforts tentés en Afrique dans de nombreux secteurs de l'activité économique a, dans certains cas, directement favorisé l'intégration économique du continent. On peut citer à cet égard le soutien qui a été donné aux remarquables efforts déployés par les gouvernements de l'Afrique de l'est pour intégrer leur développement économique dans le cadre de la Communauté de l'Afrique orientale.

Je pourrais aussi mentionner la Banque africaine de développement à Abidjan, dont le service de pré-investissement a été créé avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement. A cet égard, j'ai le plaisir d'annoncer à la Commission qu'il y a seulement quelques semaines, les espoirs que le PNUD fondait sur la Banque se sont concrétisés, quand celle-ci est devenue l'un des organismes chargés de l'exécution du Programme de développement. Ainsi, il est probable que l'étroite coopération avec le PNUD, qui a marqué la naissance de cette Banque, se poursuivra, peut-être en s'intensifiant, au cours des années à venir. Cet appui symbolise les préoccupations du PNUD qui cherche à s'associer étroitement aux gouvernements du continent pour les aider à construire leurs économies et à moderniser leurs structures. Nous espérons que la Banque fournira des fonds supplémentaires pour l'exécution de certains projets de pré-investissement du PNUD et qu'elle contribuera à déterminer de nouveaux projets et programmes capables de contribuer beaucoup au développement africain.

Parmi les autres projets régionaux présentant un grand intérêt pour les membres de la Commission, on peut citer le projet africain de télécommunications, vaste entreprise financée par le PNUD, avec la coopération de l'Union internationale des télécommunications. Une partie de ce projet, la liaison par radio à travers l'Afrique, entre Addis-Abéba et Abidjan, a été inaugurée vous le savez, en octobre par Sa Majesté l'Empereur Haïlé Sélassié Ier d'Ethiopie et par le Président Houphouët Boigny de la Côte d'Ivoire.

Passant à un autre sujet, je pense qu'il est intéressant de vous dire que l'administration du PNUD, avec l'entière coopération de la CEA et de la FAO, étudie actuellement la façon dont la collectivité internationale pourrait faciliter, sur une base régionale, la production de denrées agricoles essentielles et soutenir les efforts de coopération régionale, si possible en créant des groupements mixtes pour ces produits. Ainsi, le problème de la coopération internationale intéressant la production de riz en Afrique de l'ouest est à l'étude. Par la suite, on pourra aussi étudier d'autres produits dans d'autres régions.

Je sais que nombre d'entre vous partagent avec nous le souci de l'avenir d'un autre projet important, l'Institut africain de développement économique et de planification. Cet institut qui fonctionne depuis cinq ans sert les gouvernements de nombreux pays africains en leur fournissant des services de formation et de renseignements et en répondant à des besoins variés dans le secteur de la planification. Après cinq années, tous les intéressés sont convenus qu'il faut réorganiser complètement les activités de l'Institut et, à cette fin, une mission d'évaluation a été envoyée, avec l'aide de cette Commission, pour étudier la possibilité d'en orienter, au mieux les activités. Les recommandations de la mission, qui ont été entièrement approuvées par l'administration du PNUD, supposent certaines modifications et améliorations dans la structure des activités de l'Institut, car nous avons toujours été persuadés que les leçons tirées de l'expérience devaient être appliquées aux opérations futures. Nous croyons savoir que le Conseil d'administration de l'Institut vient de se réunir pour étudier le rapport de la mission et je pense qu'il va présenter ses recommandations à la présente session. Maintenant les gouvernements des pays africains peuvent demander au PNUD de poursuivre l'aide qu'il fournit à l'Institut pendant une nouvelle période. Nous espérons que l'Institut pourra ainsi poursuivre ses activités sans interruption, assurer la continuité et le renforcement de ses services et de l'aide qu'il fournit aux gouvernements africains, avec la coopération de ces gouvernements et l'appui financier suivi du PNUD.

Les projets que je viens d'évoquer donnent une idée de la coopération qui existe entre le PNUD et la Commission économique pour l'Afrique. Nous espérons intensifier cette collaboration qui est déjà très étroite. A cette fin, notre représentant résident en Ethiopie a reçu des attributions spéciales pour faciliter les relations du PNUD avec la Commission. Les représentants résidents nouvellement nommés en Afrique rendent visite à la Commission au moment de leur entrée en fonctions ou peu après. Des réunions de tous les représentants résidents en Afrique, auxquelles assiste généralement le Secrétaire exécutif de la Commission, ont lieu régulièrement et nous attendons avec impatience celle qui se tiendra en 1970. Des efforts spéciaux sont tentés au niveau sous-régional.

A cet égard, il est intéressant de signaler que récemment, lors de leur réunion avec la Commission pour étudier de nombreux problèmes d'intérêt commun, les représentants résidents des pays de l'Afrique du sud-est ont conclu, entre autres, que la CEA devait se mettre en rapports étroits avec eux avant d'envoyer des fonctionnaires et des spécialistes dans les pays intéressés et pendant leur séjour dans ces pays. Lors de l'évaluation au siège du PNUD, des nouvelles propositions et demandes intéressant les projets du Fonds spécial, on demande l'avis de la CEA qui évidemment joue un rôle important dans un certain nombre de projets régionaux. En outre, la CEA nous consulte sur d'importants aspects de son futur programme de travail. Malgré tout cela, je dois à la franchise de dire que l'on peut encore renforcer la coopération et M. Hoffman m'a prié de vous préciser qu'il aimerait beaucoup voir avec le Secrétaire exécutif les possibilités de consolider et d'élargir les mesures permettant à la CEA et au PNUD d'établir, de concert, des programmes.

Bien entendu, entreprendre et poursuivre des activités régionales et sous-régionales sur ce vaste continent ne va pas toujours sans difficultés. Mais le Directeur croit sincèrement qu'une étude en commun de cas particuliers peut révéler les moyens d'améliorer encore la coopération sur le plan pratique.

Sans vous infliger une liste complète, j'aimerais citer quelques domaines auxquels le PNUD comme la CEA s'intéressent activement et qui pourraient utilement faire l'objet d'une coopération renforcée. Je pense notamment à la recherche sur la parasitologie animale et sur les pêches, où cinq projets du Fonds spécial se déroulent actuellement.

D'autres domaines tels que les plans de coopération pour la production du riz en Afrique de l'ouest, dont j'ai déjà parlé, devraient également être examinés en commun.

Nous désirons vivement poursuivre nos présentes activités dans la mise en valeur des ressources hydrauliques en étudiant les moyens et le moment de satisfaire au mieux les intérêts des gouvernements. J'ai déjà mentionné nos projets pour la mise en valeur des bassins du Sénégal et du Tchad : il conviendrait d'entreprendre ailleurs d'autres projets analogues.

Dans les domaines des transports, de l'énergie et des communications, nous commençons tout juste à aborder une série de problèmes qui exigent une coordination plus complète entre la CEA, la Banque africaine de développement, la BIRD et le PNUD.

Nombre de projets de formation ont déjà répondu aux besoins des gouvernements africains, mais il est évident que la portée, le calendrier d'exécution, les techniques et les objectifs de ces projets, devraient être étudiés avec soin si l'on veut satisfaire de manière réaliste les exigences nées d'une situation en évolution.

Nous espérons que ces projets et maints autres feront l'objet de discussions concertées dans les mois à venir. Entre-temps, nous attendons avec un vif intérêt les résultats d'une étude spéciale de nos procédures de travail qu'entreprend actuellement sir Robert Jackson qui est, comme nombre d'entre vous le savent, un véritable ami de l'Afrique. Cette étude, connue sous le nom d'"étude de capacité", est une analyse rigoureuse de la mesure dans laquelle le système des Nations Unies dans son ensemble, y compris les commissions et organismes régionaux, est capable de fournir une aide accrue aux pays en voie de développement. Dans le cadre de son mandat, sir Robert étudiera entre autres la contribution des commissions régionales à l'élaboration de programmes. Sir Robert a accumulé une vaste expérience au cours des premières années de l'indépendance du Ghana, en particulier en qualité de commissaire pour le projet du fleuve Volta et de consultant auprès du Directeur du PNUD pour de nombreux pays africains. C'est pourquoi l'étude, une fois achevée, devrait permettre au PNUD, et par conséquent à une grande partie des organismes des Nations Unies, de répondre à de nombreux besoins des jeunes Etats sur le plan du développement, grâce à l'instauration d'un système amélioré de coopération internationale en vue du progrès.

Sous un angle important l'étude de capacité jouera un rôle dans tout le processus d'évaluation et de planification actuellement en cours dans le cadre grandiose de la deuxième Décennie du développement. Comme vous le savez pour la plupart, de vastes aspects de la stratégie internationale sont actuellement étudiés par plusieurs organes des Nations Unies, et l'Afrique, dans chacun d'eux, peut faire connaître son opinion sur la stratégie à suivre. Le PNUD à ce propos souhaite accroître ses ressources en vue du développement afin de satisfaire un plus grand nombre de demandes d'aide pour l'exécution de projets (actuellement 500 demandes concernant des projets de grande envergure sont à l'étude). Cette vague de demandes montre combien l'aide du PNUD est appréciée par les pays bénéficiaires, et aussi combien ceux-ci ont encore besoin d'aide. Nous avons déjà pris des mesures importantes pour améliorer notre capacité de répondre à ces demandes. Nous avons fait beaucoup pour coordonner davantage nos travaux, grâce à notre Bureau consultatif inter-organisations, et en renforçant notre effectif de représentants résidents. Nous commençons maintenant d'appliquer de nouvelles procédures pour l'établissement de programmes dans l'élément assistance technique du PNUD. Grâce à ces nouvelles dispositions, les pays continuent à pouvoir demander l'assistance du PNUD, par l'intermédiaire des représentants résidents, dans les limites des chiffres fixés comme objectifs pour l'aide. Toutefois, ils peuvent présenter leurs demandes, quand le besoin s'en fait sentir, et non plus deux ans à l'avance comme c'était parfois le cas.

Ces procédures sont actuellement en vigueur et je sais que de nombreux pays représentés ici les ont bien accueillies et ont estimé pouvoir tirer parti de leur souplesse. Initialement, deux pays africains seulement - Libye et Egypte - avaient des représentants résidents; ce chiffre est passé à 40, et prochainement, tous les pays africains en voie de développement auront leurs représentants. Entre-temps, nous prenons à notre service un nombre croissant de ressortissants africains, en qualité de représentants dans les bureaux extérieurs, au secrétariat du Siège et comme experts pour nos projets. C'est bien la preuve que le Programme est un foyer de coopération internationale non seulement entre pays industrialisés et pays en voie de développement, mais aussi entre ces derniers qui peuvent souvent se faire part mutuellement de l'expérience qu'ils ont acquise en élucidant des problèmes analogues et d'intérêt commun.



Pour conclure, j'aimerais signaler que le PNUD souhaite rester aussi proche que possible des gouvernements, centre du processus de développement et principaux associés dans cette action internationale concertée en vue du progrès, qui se poursuit actuellement. Cette grande association à laquelle j'ai eu le privilège de participer si longtemps est l'un des aspects les plus positifs et les plus constructifs de l'action actuelle de l'Organisation des Nations Unies. Pour notre part, nous continuerons de seconder, sur le plan pratique, les efforts opiniâtres et le dur labeur qu'accomplissent les gouvernements pour exécuter des projets concrets, chaque fois que la possibilité s'en présente. C'est là un fastidieux travail de routine. A cet égard, nous appliquons un mot d'ordre qui reflète bien les plus grands problèmes de notre temps. Nous travaillons non pas pour le développement en tant que tel, mais pour augmenter le bien-être de l'humanité; nous travaillons pour le progrès en vue de la paix.

## ANNEXE XI

### DECLARATION DE M. VICTOR HOO COMMISSAIRE A L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Je suis très heureux de pouvoir à nouveau rencontrer les membres de la Commission économique pour l'Afrique et leur présenter moi aussi mes félicitations à l'occasion de son dixième anniversaire. J'ai eu le privilège d'être commissaire à l'assistance technique pendant sept années de cette importante décennie; depuis 1962 je suis avec un intérêt soutenu et beaucoup de satisfaction l'expansion des services et le rôle important que les Nations Unies et la Commission jouent en Afrique.

C'est en grande partie grâce à la direction dévouée de ses secrétaires exécutifs que la CEA a pu accomplir autant de travail pendant cette décennie bien remplie, plus peut-être, que n'en ont conscience ceux qui sont étroitement associés à ses activités. Au moment de la création de la CEA, en 1959, il n'y avait pas de projets du Fonds spécial en Afrique et le total de l'assistance technique octroyée par les Nations Unies s'élevait pour l'ensemble du continent à moins d'un million de dollars. A l'heure actuelle l'Afrique bénéficie de plus de 40 projets du Fonds spécial des Nations Unies et en 1968 l'assistance totale accordée à l'Afrique par l'intermédiaire des Nations Unies s'est élevée à 17 millions de dollars environ.

Depuis le premier jour c'est à la Commission que revient en grande partie la tâche d'identifier les besoins prioritaires des pays africains nouvellement indépendants, de les aider à planifier des programmes d'assistance technique et à recourir aux services d'experts techniques pour trouver la solution des problèmes qui freinent leur développement économique et social. Comme l'a souligné votre éminent Secrétaire exécutif dans un rapport récent a, pour les Etats africains, la première urgence après leur accession à l'indépendance était de renforcer l'appareil des Etats, d'élargir et d'améliorer l'infrastructure économique et sociale. Pour répondre à ces nécessités, la Commission a déployé des efforts particuliers, en grande partie grâce à son programme régional des Nations Unies qui est passé de 70.000 dollars il y a 10 ans à environ 1 400 000 dollars pour la dernière partie de la décennie. Consciente du fait que la planification économique et sociale n'est pas possible sans données statistiques et sans personnel qualifié, la Commission a créé dans le cadre de ce programme plusieurs centres de niveau moyen pour la formation de statisticiens. Comme vous le savez, ces centres ont donné d'excellents résultats et la formation de niveau supérieur a été organisée ultérieurement avec le concours du Fonds spécial. D'une importance vitale également ont été les services consultatifs du corps de consultants statisticiens régionaux de la CEA.

---

a/ New Africa, Londres, 1968, vol. 10, No 7/8.

La Commission s'est depuis toujours, beaucoup préoccupée de la nécessité de former les fonctionnaires de l'Etat dans toutes les branches de l'administration et elle a, grâce à des cours, des cycles d'études, des groupes de travail et des voyages d'études de courte durée ainsi qu'aux services des conseillers régionaux, beaucoup contribué au renforcement de l'appareil gouvernemental à tous les niveaux. Dans la plupart des domaines, le secrétariat de la Commission et les conseillers techniques régionaux ont maintenu des contacts étroits avec les experts détachés auprès des pays africains, leur fournissant sur demande tout le soutien requis et les aidant, eux et les gouvernements, à élaborer des projets à long terme, les sources étant aussi bien l'assistance technique que le Fonds spécial.

La Commission n'a pas non plus négligé les recherches de base ou le rassemblement de données sur les ressources humaines et naturelles. En fait, elle a pris l'initiative au début de la décennie d'entreprendre des études à travers toute l'Afrique dans la plupart des domaines du ressort des Nations Unies et dans d'autres domaines en collaboration avec des institutions spécialisées et d'autres sources bilatérales d'assistance. Le siège de la CEA est maintenant dépositaire d'un volume considérable de renseignements précieux sur les possibilités et les besoins du continent africain.

Le lancement du concept d'unité, avancé depuis sa création par la Commission économique pour l'Afrique est peut-être sa plus grande réalisation - dont la portée est difficilement mesurable. Partant de l'idée que les pays africains doivent penser au progrès de l'ensemble de l'Afrique et bâtir leur avenir par des efforts concertés, la Commission a ensuite abordé le premier stade de la coopération continentale, celui de l'intégration économique au niveau sous-régional. Ce concept, qui est la clé de l'évolution économique et sociale pour la plus grande partie de l'Afrique, est maintenant largement établi grâce aux efforts d'avant-garde et aux activités de propagande de la CEA. Il va sans dire que la création de l'Organisation de l'unité africaine a donné une impulsion incommensurable au panafricanisme et que celle de la Banque africaine de développement, de l'Institut africain de développement économique et de planification et les projets multinationaux du Fonds spécial nous en ont également beaucoup rapprochés.

Si nous considérons que les 10 dernières années ont servi à la construction des fondations, nous pouvons espérer que les 10 prochaines verront l'édification d'une superstructure solide, à partir de plans soigneusement établis. L'enjeu sera considérable. L'expansion économique de l'Afrique est loin de répondre aux objectifs de la première Décennie du développement définis par l'Assemblée générale des Nations Unies. L'agriculture, secteur vital du développement

de l'Afrique, n'a pas progressé dans les conditions escomptées et elle exigera des mesures spéciales. Le succès des programmes des Nations Unies dépendra peut-être de la mesure dans laquelle nous serons à même de coordonner les efforts des institutions des Nations Unies entre elles d'une part et avec les programmes bilatéraux d'assistance d'autre part. Nous devons admettre qu'à mesure de l'augmentation des besoins de l'Afrique, d'ailleurs de mieux en mieux connus, les ressources mondiales disponibles pour le développement ne cessent de diminuer. Nous devons ménager ces ressources et les utiliser avec plus de circonspection et d'une façon plus coopérative si nous ne voulons pas faillir dans l'épreuve qui nous attend au cours de la prochaine décennie. Nous devons, en même temps, nous efforcer d'accroître les ressources apportées aux pays en voie de développement dans l'intérêt de toute la communauté internationale. Le Secrétaire général et le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement ne cessent de proclamer que le monde ne peut continuer d'être divisé en un hémisphère nord opulent et un hémisphère sud nécessaire.

Il ne fait aucun doute que l'Afrique a besoin pour son développement de plus d'assistance technique que n'importe quel autre continent. La plupart des pays africains en sont à leurs premiers stades de développement; nombre d'entre eux partent quasiment de zéro à la suite du rappel du personnel étranger. Il ressort des conclusions de la récente mission de programmation des Nations Unies, envoyée au Kenya pour aider le gouvernement à se faire une idée claire de ses besoins à long terme et des ressources qu'il pouvait espérer obtenir de certains donateurs, que l'élément d'assistance technique dans l'aide extérieure dont bénéficient les pays de l'Afrique de l'est est plus élevé que celui des pays du reste du monde, c'est-à-dire, globalement, entre 40 et 50 p. 100 contre 15 à 20 p. 100. Je suis persuadé que de plus amples études indiqueraient que l'assistance technique est aussi importante dans la plupart des autres pays africains. Plus que tout autre région du monde l'Afrique a besoin de l'aide des pays développés; plus que n'importe où ailleurs cette aide doit être soigneusement planifiée et coordonnée.

Si les programmes d'assistance technique des Nations Unies n'ont pas été importants, pays par pays, comparés à ceux qui sont financés au titre des accords bilatéraux d'assistance, ils ont été précieux en raison de leur contenu et de leur répercussion sur le développement. Peu élevés dans l'absolu, ils ont cependant augmenté considérablement et régulièrement au cours de la décennie en raison des besoins du continent.

En 1959, le total de tous les programmes des Nations Unies en Afrique correspondait à 829 000 dollars. Cette valeur était portée à 2 500 000 dollars en 1961, à 10 millions en 1964, à 12 millions en 1965, à plus de 13 500 000 en 1966, à 16 200 000 en 1967; j'évalue à environ 17 millions de dollars le montant de tous les programmes des Nations Unies pour 1968. L'Afrique reçoit maintenant 35 p. 100 au moins de toutes les ressources d'assistance disponibles par l'intermédiaire des Nations Unies. L'augmentation la plus rapide dans l'aide fournie par l'Organisation des Nations Unies provient des projets du Fonds spécial; cette aide partant de zéro en 1959 pour arriver à 3 500 000 dollars en 1965, à plus de 7 millions de dollars en 1967 et à un montant estimé à 10 millions de dollars en 1968.

En ce qui concerne le programme régional d'assistance technique de la CEA, il convient de signaler que 38,4 p. 100 des fonds dont disposait en 1967 l'Organisation des Nations Unies pour toutes les régions ont été affectés à la Commission économique pour l'Afrique.

Il ne me semble pas hors de propos de mentionner ici le rôle capital joué par le programme ordinaire d'assistance technique des Nations Unies, surtout en ce qui concerne l'Afrique. S'il ne s'agit que d'un programme modeste du point de vue des montants en jeu, qui ne dépassent pas 2 500 000 dollars par an pour l'Afrique, c'est un programme d'une importance vitale pour de multiples raisons. Grâce à lui, il nous a été possible d'entretenir le corps de conseillers régionaux de la CEA, corps qui atteint maintenant l'équivalent en mois de travail de 37 postes. On a pu employer utilement ces conseillers lorsqu'il s'est agi d'apporter à bref délai une aide de courte durée aux gouvernements africains et leur concours a été efficace, qu'il s'agît de participer à la solution de problèmes urgents, d'évaluer les demandes d'assistance, de rédiger les projets du Fonds spécial et d'assistance technique, d'épauler les experts ou d'organiser des cours de formation et des cycles d'études. En outre, le programme ordinaire a servi à financer des conseillers interrégionaux qui travaillent au Siège de l'Organisation des Nations Unies et qui ont presque tous prêté assistance aux gouvernements africains sous forme de services consultatifs en réponse à des demandes pressantes.

A ce sujet, les membres de la Commission noteront avec intérêt les récents progrès enregistrés au cours de la septième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur le rôle futur du programme ordinaire des Nations Unies b. C'est ce programme qui est financé à partir du budget ordinaire des Nations Unies et que les pays en voie de développement considèrent comme le symbole de l'obligation qu'ont tous les Membres, aux termes de la Charte des Nations Unies, de participer à l'avancement du développement économique et social.

---

b/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-septième session, document E/4609, chap. VI.

Le Conseil d'administration a demandé au Secrétaire général de présenter une étude détaillée et complète des buts et des objectifs du programme ordinaire et de ses rapports avec les programmes du PNUD en même temps que toute recommandation qu'il pourrait estimer judicieuse. Dans son rapport à la septième session, le Secrétaire général a indiqué que le programme ordinaire constitue la source principale d'apports des fonds permettant d'assurer le financement des projets d'assistance technique dans les domaines du développement social et de l'administration publique, qui sont tous deux considérés comme éléments indispensables du processus de développement. Il a également signalé que ce programme ordinaire constituait la source principale des fonds destinés au financement des projets exécutés au niveau sous-régional, au niveau régional et au niveau inter-régional, qu'il joue ainsi un rôle d'importance majeure en liaison avec les efforts faits par les Nations Unies pour favoriser la coopération régionale et les politiques de développement à l'échelle mondiale.

En raison des ressources limitées du programme ordinaire et de son caractère unique, surtout en ce qui concerne sa souplesse qui permet de faire face aux situations inopinées susceptibles de se présenter et sa capacité d'agir comme "capital de démarrage" dans le lancement de projets qui, par la suite, seront financés au titre de l'assistance technique ou du Fonds spécial du PNUD, le Secrétaire général a suggéré qu'à l'avenir le programme soit orienté de façon à 1) aider les gouvernements qui en font la demande pour la planification et le développement économique et social intégral et les politiques correspondantes; ii) augmenter la portée de l'assistance technique et la possibilité d'y avoir recours dans les domaines d'activité que la communauté internationale et ses organismes, chargés de fixer la politique à suivre en matière de planification du développement, de développement social et d'administration publique considèrent comme prioritaires; iii) satisfaire une grande partie des demandes d'assistance à court terme émanant des gouvernements, pour faire face à des nécessités imprévues et à des situations critiques pour la mise au point de projets à long terme, l'évaluation ou l'exploitation des projets achevés; iv) renforcer les activités de formation en particulier en favorisant les cours de formation accélérée dans certaines spécialités jouissant d'une haute priorité et v) munir les départements organiques des Nations Unies, les commissions régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Beyrouth des moyens qui leur permettront de s'acquitter d'une grande partie de leurs responsabilités d'exécution dans les domaines tels que l'intégration économique et sociale, l'industrialisation et les échanges internationaux, et de leur permettre en même temps de jouer un rôle actif dans l'octroi de l'assistance au niveau du pays, grâce en particulier à l'intervention des conseillers régionaux et interrégionaux.

Outre les recommandations précédentes qui concernent l'orientation de la politique, le Secrétaire général a présenté à l'examen du Conseil d'administration plusieurs propositions à caractère juridique.

Le Secrétaire général a également proposé que l'approbation des projets particuliers établis à la demande de gouvernements et devant être financés au titre du programme ordinaire soit laissée à l'appréciation du Secrétaire général.

Le Conseil d'administration a fait siennes ses recommandations concernant le caractère et le rôle futurs du programme ordinaire, et a souligné qu'il importait de faire en sorte que les ressources du programme ordinaire suffisent pour satisfaire, dans toute la mesure du possible, les demandes d'assistance émanant des gouvernements auxquels ce programme est particulièrement adapté. Il a également recommandé que le Conseil économique et social propose à l'Assemblée générale d'adopter les procédures de programmation et d'établissement du budget suggérées par le Secrétaire général.

J'estime que, lorsqu'elle aura été adoptée par l'Assemblée générale, cette nouvelle méthode de fonctionnement du programme ordinaire de coopération technique permettra au Secrétaire général de mieux satisfaire les besoins des pays en voie de développement.

On peut citer maints exemples intéressants de projets en cours en Afrique en 1968. Je n'en soumettrai que quelques-uns à votre attention. Le projet de développement de la formation, actuellement dans sa phase initiale, pour l'East African Railways and Harbours a eu pour origine une aide fournie par la CEA sous forme de consultations qui ont été suivies par l'affectation d'un expert au titre du programme du PNUD (AT). Ce projet représentera vraisemblablement, en particulier dans le domaine de la formation, une contribution très importante pour les trois pays de la communauté au cours des cinq prochaines années. Les deux projets du Fonds spécial concernant la formation de statisticiens au Cameroun et en Ouganda constituent un second stade dans les programmes de formation patronnés par la CEA. La fourniture au Sénégal des services du conseiller régional de la CEA en administration publique a été suivie, en 1968, de l'affectation dans ce pays d'un expert qui aide actuellement le gouvernement à formuler un projet du Fonds spécial dans ce domaine. Des projets du Fonds spécial pour l'exploration des ressources minérales, issus pour beaucoup d'entre eux des services rendus par des conseillers ou experts régionaux ou interrégionaux, donnent maintenant des résultats intéressants dans de nombreuses parties du continent. Il n'est pas douteux que certains conduiront à des investissements et à une exploitation. Dès maintenant, trois sociétés donnent une suite concrète à notre découverte d'uranium à l'occasion du projet de prospection minière concernant la Somalie.

Je considère que nous pouvons être très satisfaits des résultats de notre programme d'assistance technique de 1968, et en particulier de la façon dont le programme ordinaire et les programmes du PNUD(AT) et du Fonds spécial ont été combinés afin de contribuer au maximum à la solution des problèmes de développement économique et social en Afrique.

La Commission économique pour l'Afrique apportera une contribution majeure à la promotion du développement économique et social en Afrique au cours de la prochaine décennie. A l'Organisation des Nations Unies, le Bureau de la coopération technique a étudié les moyens de rendre plus efficace la coopération entre le Siège et la Commission. Nous souhaitons vivement que la CEA participe activement à la programmation de l'assistance dans toute l'Afrique et aimerions qu'une décentralisation permette de la doter de responsabilités opérationnelles plus étendues, notamment en ce qui concerne les projets multinationaux et les projets d'intégration économique.

Il est certain que la CEA prendra la tête des opérations de coordination de l'assistance technique, tant avec les différentes organisations apparentées aux Nations Unies que, nous l'espérons, avec les organisations de caractère bilatéral. Comme je l'ai déjà indiqué, la coordination dans l'emploi de nos crédits limités d'assistance sera la clé du succès de nos efforts à venir. Sans coordination, ceux-ci n'atteindront pas leurs buts.

En dehors de la coordination, la principale tâche incombant à la Commission économique pour l'Afrique consiste à promouvoir l'établissement de groupements économiques viables sur toute l'étendue du continent. Il ne s'agit évidemment pas là d'une responsabilité exclusive, puisqu'en dernière analyse il appartiendra aux divers gouvernements de décider de la forme et de la structure des "communautés" par lesquelles ils augmenteront les chances de stabilité et de progrès de leurs pays respectifs, sans préjudice de leurs aspirations nationales. Mais il reviendra à la Commission de les aider et de les encourager en leur fournissant des services consultatifs techniques, en organisant des réunions et en élaborant des demandes d'assistance à long terme. Je souhaite un plein succès au Secrétaire exécutif, qui a constamment inspiré les efforts déployés en ce sens, et je tiens à l'assurer que le Bureau de la coopération technique, dans la limite des ressources dont il dispose, continuera à lui accorder son appui le plus entier.



## ANNEXE XII

### DECLARATION DE M. R.K.A. GARDINER, SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION

La présente réunion a notamment pour objet de marquer le dixième anniversaire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, créée en avril 1958, c'est-à-dire à la veille de l'indépendance politique d'un grand nombre de pays africains. Ses premières années ont coïncidé avec celles au cours desquelles la plupart des Etats membres ont pris leurs premières décisions autonomes et ses activités initiales se sont exercées en grande partie durant la première Décennie du développement. Si nous nous rappelons qu'une deuxième Décennie du développement est à la veille d'être lancée, il apparaît évident que le présent anniversaire nous offre une occasion remarquablement opportune de faire le point et de convenir des principales lignes d'action qui seraient les plus propres, au cours de la prochaine Décennie, à assurer le développement rapide de l'Afrique.

Mais je tiens tout d'abord à exprimer notre gratitude au Gouvernement impérial éthiopien - notre hôte - pour l'hospitalité dont nous lui sommes redevables et pour l'appui qu'il a apporté au secrétariat et aux activités de la Commission dans les 10 dernières années. Nos remerciements s'adressent aussi aux Etats membres de la Commission, dont l'intérêt dynamique et la coopération ont permis au secrétariat de fonctionner et de remporter les succès qu'il peut prétendre compter à son actif. C'est là un augure favorable à toutes les formes de coopération africaine, économique aussi bien que politique.

Je souhaite aussi exprimer notre gratitude aux Etats membres et aux institutions qui ont généreusement mis des ressources à la disposition du secrétariat pour lui permettre de poursuivre ses études et ses enquêtes sur la situation économique de l'Afrique, études qui ont porté sur des domaines fondamentaux tels que l'industrie, les transports, l'énergie, les ressources hydrauliques, le logement, etc. Sans cette aide, le secrétariat n'aurait sans doute pas pu venir à bout de la première phase de mise au point essentielle à l'élaboration de plans de coopération multinationale à l'échelon sous-régional et régional. L'assistance bilatérale acheminée par l'intermédiaire du secrétariat de la Commission constitue, à mon avis, un moyen efficace de permettre à la planification du développement de s'effectuer d'une façon équilibrée et harmonieuse et à tous les pays, riches ou pauvres, petits ou grands, de bénéficier des avantages du développement.

J'espère que cette assistance bilatérale se poursuivra et s'intensifiera suffisamment pour que des plans de développement pratiques atteignent le stade de l'exécution.

J'ajouterais encore un mot de remerciements aux organismes des Nations Unies qui se sont associés aux efforts de la CEA. Si cette coopération n'a pas toujours été facile, comme on avait pu le prévoir dès la première session de la Commission, c'est peut-être en partie pour la raison qu'ils sont chacun autonomes et que leurs activités sont régies par leurs propres chartes. Etant donné que nous sommes dévoués à la cause commune du développement de l'Afrique qui doit être réalisé dans les plus brefs délais possibles, nous pourrions éviter un gaspillage considérable de temps et d'argent en coordonnant rationnellement nos programmes de travail. Trop de réunions ont été convoquées dans le passé et trop peu de programmes d'action menés à bien. Nous devons nous souvenir de l'avertissement que nous donnait il y a 10 ans le regretté Dag Hammarskjöld à notre session inaugurale : "Alors que la plupart des Etats ne disposent pas encore de tout le personnel voulu, leurs cadres ne peuvent se permettre de consacrer leur temps à des réunions internationales dont l'utilité ne serait pas manifeste a/."

Le secrétariat espère qu'un programme unifié ou coordonné des Nations Unies pourra finir par être établi pour chaque région dans chacun des domaines spécialisés (agriculture, main-d'œuvre, santé, éducation, sciences, etc.) et que les institutions mondiales et les commissions économiques régionales pourront travailler de concert à l'exécution de ces programmes. Il s'ensuit que la CEA ne devra pas, à l'avenir, organiser des réunions de politique ou établir des programmes distincts lorsque des réunions ministérielles régionales convoquées par les institutions mondiales auront déjà traité le sujet. Un premier pas a déjà été fait dans ce sens, avec la coopération de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et notre projet de programme de travail dans ce domaine est celui qu'a adopté la Conférence des ministres africains de l'agriculture lors de la Conférence régionale convoquée par la FAO à Kampala en novembre 1968.

Un accord a été signé en 1965 entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, définissant les relations de travail entre l'OUA et la CEA. Il existe un Groupe de travail mixte de l'OUA et de la CEA qui sert de bureau aux gouvernements africains au cours des négociations de la CNUCED. Le secrétariat coopère également avec l'OUA dans le domaine des télécommunications, de l'aviation civile, des transports, des sciences et de la technique. Tels sont quelques-uns des caractères les plus marquants de la coopération établie entre

---

a/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément No 10 (E/3201), annexe VI.

la CEA et l'OUA. Le modus operandi de même que le modus vivendi des deux organisations sont encore en évolution. On peut espérer qu'un dispositif sera mis au point, grâce auquel les Etats membres de l'OUA, qui sont les mêmes que ceux de la CEA, pourront passer en revue les activités des Nations Unies et d'autres organismes internationaux en Afrique, déterminer plus clairement les prises de positions africaines et présenter les besoins de l'Afrique sur le plan économique aussi bien que politique.

L'Afrique a grand besoin de centres de formation, de recherche et d'expérimentation qui, dans les circonstances actuelles, ne peuvent être suffisamment financés, convenablement pourvus en personnel et intégralement utilisés qu'à l'échelon multinational. Les Fondations Ford et Rockefeller ont récemment créé à Ibadan (Nigéria) un institut international d'agriculture tropicale. Dans les derniers mois, des entretiens officiels ont eu lieu entre les principaux pays donateurs au sujet d'un programme envisagé pour accroître la production du riz en Afrique de l'Ouest. Le programme pourrait se fonder sur les activités du Centre ouest-africain du riz. Ce projet est patronné par le PNUD, la BIRD, la FAO, la CEA, la Fondation Ford, la Fondation Rockefeller, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la France, le Danemark et le Canada. Bien qu'il n'en soit encore qu'au stade des discussions, j'estime que les Etats membres de la CEA doivent en être informés afin que les gouvernements intéressés, lorsque la mission CEA/FAO se rendra dans leurs pays en février et mars, soient en mesure d'offrir la coopération et l'appui sans réserve qui seront indispensables pour que le programme puisse être lancé vers le 1er juin 1969. Ce projet visera à apporter une solution à divers problèmes : comment, par exemple, augmenter la production de riz de telle sorte que 16 pays d'Afrique de l'Ouest n'aient plus besoin d'avoir recours à des importations estimées à 350 à 400.000 tonnes de riz par an, représentant quelque 50 millions de dollars.

Grâce aux initiatives de la Commission, les pays africains ont maintenant à leur disposition des institutions pour la formation, les négociations et l'action collective. Pour la formation, nous possédons l'Institut africain de développement économique et de planification à Dakar, des centres de formation statistique pour cadres moyens à Achimota, Addis-Abeba, Dar es-Salaam et Yaoundé, des instituts de statistique à Rabat et Makerere et un centre de formation démographique au Caire; pour les négociations, les communautés économiques sous-régionales auxquelles les bureaux sous-régionaux de Niamey, Tanger, Kinshasa et Lusaka prêtent des services administratifs et pour l'action collective, la Conférence des statisticiens africains,

la Conférence des planificateurs africains, l'Association des banques centrales, l'Association africaine pour l'avancement des sciences agricoles, la Commission africaine de l'aviation civile, et l'Association des compagnies aériennes africaines.

Je me suis quelque peu attardé à décrire l'appui dont bénéficie la Commission, ses relations avec les organismes des Nations Unies et les institutions qu'elle a établies parce qu'ils constituent le capital et le patrimoine de la CEA. Il ressort bien de ce qui précède que la Commission est mieux pourvue aujourd'hui qu'en 1958.

On peut évidemment faire le point de diverses manières. Il n'est pas inutile ici de rappeler brièvement quelques-uns des objectifs en vue desquels la Commission a été créée, de décrire les circonstances dans lesquelles elle a été appelée à oeuvrer au cours de ses premières années et de dire un mot sur l'orientation probable de ses activités futures. Il ressort clairement des débats des organismes compétents des Nations Unies avant la création de la Commission économique pour l'Afrique que celle-ci était essentiellement conçue comme une institution intéressée spécifiquement aux problèmes africains. Son mandat contient une mise au point qui vise à éviter tout chevauchement entre ses activités et celles d'autres organismes des Nations Unies. Mais la Commission était en outre invitée à se consacrer aux problèmes sociaux et économiques de l'Afrique et à organiser son travail de façon à apporter une contribution appréciable à la solution de ces problèmes. On peut comprendre que son mandat l'appelait à consacrer l'essentiel de ses efforts, au cours des premières années, à approfondir la connaissance des problèmes économiques et sociaux de l'Afrique et à amener les pays du continent à considérer plus lucidement ces problèmes.

Vous avez devant vous un rapport détaillé sur les 10 premières années de la CEA, établi expressément pour cette occasion. Il est donc inutile de rapporter dans le détail les travaux entrepris par la Commission dans les 10 premières années de son existence. Je me permettrai seulement d'attirer l'attention sur certaines caractéristiques marquantes de ses activités, en citant le passage suivant du document intitulé "A la conquête de l'autonomie, dix ans de CEA, 1958-1968".

"On ne saurait à cet égard trop insister sur la nécessité qui se faisait sentir d'améliorer le rassemblement et la diffusion de connaissances relatives à l'économie africaine; et on peut constater avec satisfaction que l'essentiel des activités de la Commission jusqu'à ce jour ont reposé sur ce

rassemblement et cette diffusion. Il convient de mentionner en particulier le rôle joué par la CEA dans la formation de statisticiens africains et dans l'amélioration des comptabilités nationales qui en est résultée. On peut se réjouir en outre du fait que cette amélioration s'est reflétée sur ses travaux mêmes. L'Etude des conditions économiques en Afrique, par exemple, n'aurait jamais pu être réalisée il y a 10 ans sous sa forme actuelle. Aujourd'hui, quels que soient les progrès qui restent encore à faire, l'Etude offre un compte rendu cohérent de l'évolution économique de l'Afrique, dessinée dans le cadre rationnel, encore qu'un peu rudimentaire, de la comptabilité nationale.

L'apport de la CEA ne se limite évidemment pas à l'amélioration des statistiques du revenu national. Comme l'ont montré les chapitres précédents, ses activités ont permis d'accumuler de nouvelles connaissances et d'ouvrir la voie à des solutions durables. Dans le domaine de l'agriculture, par exemple, le professeur René Dumont a établi, sous les auspices de la Commission un "Essai sur les lignes principales du développement agricole africain et sur les obstacles qui le freinent; et le secrétariat a procédé à des études sur des sujets divers tels que les prix des produits de base, le passage de la production traditionnelle à la production de marché, et la place de l'agriculture dans la coordination des plans nationaux de développement. Dans le domaine de l'industrie de nombreux travaux ont porté sur la détermination des branches les plus propres au développement, sur l'emplacement optimal des industries, et sur les besoins financiers et institutionnels liés à l'expansion. Dans le domaine du commerce extérieur, les perspectives et les conditions d'intensification des échanges intra-africains ont fait l'objet d'études et l'attention s'est tout particulièrement portée sur le problème des relations économiques avec les pays et les régions extérieurs au continent, notamment, depuis 1964, dans le cadre de la CNUCED. Dans le domaine des ressources naturelles, les activités concentrées au début sur des études destinées à déterminer les ressources existantes se sont étendues à des questions complexes touchant les politiques de mise en valeur. Dans le domaine des transports, la Commission a consacré des travaux importants au problème de l'extension d'un réseau restreint et orienté vers les anciennes métropoles en vue

de l'implantation d'un système élargi correspondant aux besoins du développement. En outre, elle n'a cessé de s'intéresser aux questions connexes de la main-d'oeuvre, de la formation et de l'éducation; elle s'est efforcée de contribuer à la mise en place d'administrations publiques convenant à des Etats souverains et n'a jamais perdu de vue le mandat que lui a conféré le Conseil économique et social concernant les aspects sociaux du développement économique.

"Mais pour importante que soit la contribution de la CEA dans certains domaines économiques et sociaux, c'est en insistant sur la nécessité d'une coopération multinationale pour parer à l'inconvénient de l'exiguïté des marchés dont souffrent tant de pays africains, qu'elle a rendu à ceux-ci le plus grand service. La Commission a consacré à cette question des travaux nombreux et poussés, portant sur les institutions nécessaires à la coopération sous-régionale et sur les programmes et politiques à élaborer pour la rendre possible dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et des transports. Le souci de la coopération a pénétré toutes les activités spécialisées de la CEA, depuis la présentation de données statistiques jusqu'à la détermination des travaux à prévoir en matière de main-d'oeuvre et de formation. Pour favoriser cette pénétration, la Commission a jugé utile de délimiter quatre sous-régions, dont chacune représente un groupement éventuel de pays africains. Toutefois, de même que ses Etats membres, la Commission reconnaît la nécessité d'une certaine flexibilité en la matière.

"Si le caractère général des problèmes économiques africains était raisonnablement bien connu au moment de la création de la CEA, les travaux ultérieurs de la Commission ont mis en évidence la nécessité d'une étude détaillée de ces problèmes préalable à l'élaboration de politiques appropriées." (Voir E/CN 424, par. 484 à 487).

Il ne faut pas croire, et on ne saurait en tout cas prétendre, que les activités de la Commission au cours des dernières années ont abouti à une transformation totale des économies relativement faibles qui caractérisaient la plupart des pays africains au moment de leur indépendance et au début de la première Décennie du développement. Il faudrait, dans n'importe quelles circonstances, plus de 10 ans pour effectuer cette transformation et elle exigerait infiniment plus de ressources que n'en avait la CEA dans ses premières années. On ne peut même pas prétendre que les activités de la Commission se sont

traduites depuis 1960 dans la région africaine par un progrès économique marqué, qu'on pourrait mesurer suivant les méthodes conventionnelles. Les problèmes que les pays africains avaient hérités de l'époque coloniale étaient sans aucun doute beaucoup trop récalcitrants pour permettre un tel progrès. Il n'en est pas moins décevant que parmi les principales régions ce soit l'Afrique en voie de développement qui ait enregistré les taux de croissance les plus bas entre 1960 et 1965. La croissance des pays de l'OCDE s'est effectuée au cours de la même période à un taux moyen de 5 p. 100 par an environ, les pays d'Amérique latine étaient au même niveau, l'ensemble des pays en voie de développement ont accru leur production totale de 4,5 p. 100 par an, mais l'Afrique en voie de développement a enregistré une croissance annuelle moyenne de 3,5 p. 100 seulement. Cependant même une expérience décevante peut être fructueuse si l'on sait tirer profit des leçons qu'elle apporte.

La Commission est un organe des Nations Unies et il convient donc qu'elle se préoccupe des moyens grâce auxquels elle peut, à ce titre, contribuer à amener l'Afrique à une croissance beaucoup plus rapide que dans les années qui ont suivi immédiatement les troubles de l'indépendance. Trois conditions doivent être remplies à cet effet. Tout d'abord, la Commission doit assumer la lourde charge qui consiste à isoler et à comprendre les principaux problèmes de l'Afrique et à y trouver des solutions. En deuxième lieu, la Commission doit déterminer soigneusement l'importance et la nature de la contribution que peuvent apporter à la solution de ces problèmes diverses personnes, institutions et nations extérieures au continent africain. Enfin, la Commission doit formuler sa conception des moyens grâce auxquels les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies en Afrique peuvent être - et apparaître - mieux coordonnés, et rendus plus efficaces.

En ce qui concerne la détermination des problèmes et l'élaboration des moyens de les résoudre, je crois que la Commission est mieux armée aujourd'hui qu'il y a 10 ans. Le secrétariat possède une plus grande quantité des données essentielles à la formation de programmes d'action pratiques et grâce aux nombreux stages, cycles d'études et cours de formation organisés sous ses auspices, les gouvernements africains peuvent mieux reconnaître le rôle qu'ils sont eux-mêmes appelés à jouer et les structures nationales qui leur sont nécessaires pour entreprendre des programmes de développement soutenu et de coopération économique. La prochaine phase des activités de la Commission devra donc être orientée vers la synthèse

et l'application des résultats de ses recherches. Pour que cet effort soit fécond, il doit être associé non seulement à une coopération concertée de tous les organismes des Nations Unies, à une assistance générale du monde industrialisé et de ses nombreuses institutions, mais aussi à la volonté, de la part des gouvernements africains eux-mêmes, de mobiliser et d'utiliser toutes leurs ressources pour la mise en oeuvre des plans de développement. En outre, cette volonté doit se manifester dans la réalisation de programmes particuliers de caractère multinational, sous-régional ou régional.

Les Etats membres n'ignorent pas que les ressources dont dispose la Commission ne sont pas immenses. Le secrétariat ne peut donc faire mieux que de jouer le rôle de tête de pont dans l'effort commun dont j'ai parlé. Cependant, avec votre appui et votre coopération, elle peut contribuer activement à obtenir l'assistance nécessaire à l'exécution de projets viables. C'est dans cette perspective que doivent être examinées les propositions présentées à la Commission au sujet du programme de travail pour 1969-1971 et de ses projections jusqu'à 1973.

Depuis 1960, les pays industrialisés se sont à maintes reprises déclarés résolus à aider les pays en voie de développement à se développer, mais les réalisations n'ont pas été à la mesure des promesses. La Commission entend spécifier avec précision la nature et l'importance de l'assistance que les pays industrialisés doivent fournir s'ils souhaitent vraiment tenir parole. Eu égard à l'accroissement considérable du revenu, tant dans l'absolu que relativement, constaté dans ces pays au cours des dernières années, on peut raisonnablement conclure qu'aucun obstacle d'ordre général ne les empêche de remplir leurs promesses. Il est vrai que certains des principaux prêteurs éprouvent des difficultés, mais on a quelque peine à croire que leurs problèmes de balance des paiements les mettent en permanence dans l'impossibilité d'aider les pays en voie de développement s'ils sont, sur le plan politique, résolus à le faire.

Un grand nombre de propositions tendant à la décentralisation des activités d'exécution des organismes reliés aux Nations Unies ont été récemment formulées. La Commission économique pour l'Afrique considère favorablement ces propositions et espère les voir se traduire à l'avenir par une réorganisation. Pour faciliter cette réorganisation, la Commission a réfléchi elle-même aux moyens qui permettraient de coordonner ses propres activités avec celles des institutions mondiales et spécialisées, et d'établir une coopération plus efficace avec le PNUD. Elle n'a pas été évidemment sans éprouver une certaine amertume



à voir limiter son pouvoir d'initiative et d'action. Parmi tous les organes des Nations Unies, il n'y a que les commissions régionales qui ne possèdent pas de programmes d'exécution. Il s'ensuit que les résultats de leurs travaux doivent nécessairement - et parfois semble-t-il par télépathie - être repris par d'autres institutions. La Commission espère vivement que cette situation s'améliorera à brève échéance et qu'elle sera en mesure de participer de plus près à la réalisation de projets déterminés et parfois conçus par elle.

Au nombre des organisations internationales, la Commission économique pour l'Afrique est relativement jeune. A l'échelle mondiale, les problèmes économiques et sociaux de l'Afrique en voie de développement sont d'une ampleur décourageante. En dépit de sa jeunesse relative, la Commission est décidée à apporter une contribution importante au développement social et économique de l'Afrique et à continuer de réclamer -- au sein des Nations Unies et à l'extérieur -- les ressources et les réformes indispensables à ce développement. Il faut espérer qu'elle pourra attirer aussi, pour son propre compte, les ressources financières et humaines qui lui sont nécessaires pour centraliser les efforts déployés par les Nations Unies sous une forme convenant aux conditions africaines.

②

